U d'/of OTTAWA
39003001443414

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

http://www.archive.org/details/portraitscontemp00clar

PORTRAITS

CONTEMPORAINS

PORTRAITS

CONTEMPORAINS

Par Jules CLARETIE

ILLUSTRÉS

DE GRAVURES SUR BOIS

d'après les dessins de

MM. GILBERT, GILL, BICHARD, ETC., ETC.

Et de fac-simile d'autographes

PRIX : 3 francs.

PARIS

CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES

BRODNICA

DC
954
.A2C5

M. WALLON

La séance de l'Assemblée nationale du 25 février 1875 est maintenant une séance historique. Elle a substitué à un état d'incertitude et de lassitude un état légal, un gouvernement défini et — le sort le veuille ! — définitif, qui va permettre à la patrie de vivre en paix. Ce que demande, en effet, ce que réclame ce malheureux pays, épuisé par tant d'épreuves, écœuré par tant de déceptions, c'est l'ordre, la tranquillité, le labeur assuré, le lendemain certain, et, non plus comme autrefois le droit au travail, mais la possibilité du travail.

Or, à qui la France devra-t-elle cette salutaire détente dans une situation difficile, cette fixité inespérée rencontrée soudain au milieu de l'orage? A un homme que ses

M. WALLON

La séance de l'Assemblée nationale du 25 février 1875 est maintenant une séance historique. Elle a substitué à un état d'incertitude et de lassitude un état légal, un gouvernement défini et — le sort le veuille ! — définitif, qui va permettre à la patrie de vivre en paix. Ce que demande, en effet, ce que réclame ce malheureux pays, épuisé par tant d'épreuves, écœuré par tant de déceptions, c'est l'ordre, la tranquillité, le labeur assuré, le lendemain certain, et, non plus comme autrefois le droit au travail, mais la possibilité du travail.

Or, à qui la France devra-t-elle cette salutaire détente dans une situation difficile, cette fixité inespérée rencontrée soudain au milieu de l'orage? A un homme que ses

études savantes et profondes ne paraissaient pas avoir destiné à doter son pays d'une constitution, mais dont les lumières et le patriotisme ont apporté brusquement, un jour, à l'Assemblée hésitante, le secours d'une solution pleine de clarté. Bien peu de gens ont, dans leur existence, eu leur *jour* et leur *heure*. M. Wallon aura eu cependant cette bonne fortune vainement enviée des plus ambitieux et des plus grands : il aura plus que personne sagement influé sur les destinées de sa patrie.

A-t-on oublié avec quelle surprise heureuse Paris apprit, un soir, que l'Assemblée nationale, après avoir repoussé, la veille, un amendement qui organisait la République septennale, venait, à *une voix de majorité,* d'adopter un nouvel amendement, présenté par M. H. Wallon, député du Nord, amendement qui non-seulement impliquait la reconnaissance de la République pour sept années, mais encore rendait définitive cette République, puisqu'il déclarait *rééligible* le président actuel ? Cette nouvelle inattendue produisit bientôt dans tout le pays une véritable impression de joie. On en avait donc fini avec les hésitations, les attermoiements, les discussions débilitantes ! Le pays allait donc savoir sous quel régime il devait vivre désormais ! Sans nul doute, cette unique voix de majorité assurait, dans le Parlement, une autorité peut-être précaire à l'amendement adopté. Un souffle pouvait, le lendemain, emporter ce vote inespéré.

Mais, sans compter que les monarchistes qui, jadis, avaient déclaré qu'ils feraient la royauté, *fût-ce à une voix de majorité,* se trouvaient flagellés par leur propre mot, battus par leurs propres armes, cette voix unique avait,

en réalité, une éloquence et une force irrésistibles. Ce n'était pas, on peut le dire, la voix isolée d'un député, c'était la grande voix, la voix déchirante de la France qui conjurait à la fois ses représentants de se rallier pour un but commun, et qui signifiait à ses commettants son *sic volo, sic jubeo.*

L'histoire dira par quel heureux miracle et par quelle suite de renoncements successifs, de sacrifices mutuels, d'actes de patriotique abnégation, l'Assemblée, tant de fois si divisée, trouva en elle pour voter la Constitution Wallon — cette Constitution dernière, refuge de tout bon citoyen après tant d'orages — une majorité solide et considérable. Le danger était pressant. Le spectre du 2 Décembre se dressait déjà derrière la tribune française comme le spectre de Banquo au souper de Macbeth, avec cette différence que, cette fois, loin d'être la victime, Banquo était le bourreau. La Constitution Wallon était la forteresse dans laquelle allait se jeter le pays pour résister à l'ennemi commun, le césarisme. Et on vit bien que le vote de cette Constitution devenait la terreur des bonapartistes, lorsque, le hasard du scrutin et la tactique de M. Rouher ayant amené le vote de la proposition Pascal Duprat, relative à l'élection du Sénat, le lendemain, les journaux dits de l'*Appel au peuple* s'écriaient, tout joyeux :

— Le *Wallonnat* est mort !

Peu de jours après, le 25 février 1875, le *Wallonnat* renaissait et devenait République.

Je ne voudrais pas abuser de ces rapprochements historiques dont le mauvais côté est très-souvent de fausser l'histoire. Mais il me semble que ce vote du 25 fevrier

n'est pas sans quelque rapport avec la fameuse nuit du 4 août où l'on avait vu, il y a quatre-vingt-six ans, la noblesse abandonner solennellement ses priviléges. Ne vit-on pas aussi, dans l'année où nous sommes, pareils sacrifices, et n'entendit-on pas un prince s'écrier, dans la galerie des Tombeaux :

— Je ne puis personnellement voter la République; mais si l'Assemblée ne la vote pas, nous sommes perdus !

Celui qui parlait ainsi avait dit, un jour, en souriant, à Victor Hugo : « Je suis *le citoyen Joinville.* »

Bref, la Constitution fut votée, Constitution qui ne satisfaisait pas tout le monde à l'Assemblée, mais qui, on peut l'affirmer, satisfaisait, consolait, rassurait le pays.

Naguère, un publiciste toujours prêt à ces rapprochements dont je parlais, rappelait les conflits et les tiraillements qui ont marqué, pour les États-Unis, l'origine de leur Constitution, de cette Constitution en vertu de laquelle le Sénat proclama, le 4 mars 1789, le général Washington « président de la République. » Il est bon de comparer cette page de l'histoire de la grande République américaine au feuillet, tracé d'hier, qui ouvre peut-être une histoire nouvelle pour notre chère France.

Dans son *Histoire des États-Unis d'Amérique*, M. Edouard Laboulaye, parlant de la Constitution américaine, dit avec justesse :

« C'est le mérite de la Constitution américaine qu'elle a été faite par des sacrifices mutuels[1].

1. *Histoire de la fondation des Etats-Unis*, tome III, p. 502.

Ce mérite, dirons-nous à notre tour, n'est-il pas celui de la dernière Constitution française ?

« Une fois cette Constitution terminée, continue M. Laboulaye, il se trouva qu'elle ne contentait personne. Ce n'était pas la preuve qu'elle ne valût rien ; au contraire, une Constitution n'est point une de ces œuvres tout d'un jet qu'un homme tire de son cerveau. C'est une transaction entre des intérêts divers et des idées différentes, et toute transaction est un sacrifice.

«... Franklin prononça un discours où il insista sur cette vérité : « Que toutes les fois qu'on assemble des hommes, on assemble avec eux leurs intérêts, leurs passions, leurs préjugés, et que demander à une Assemblée qu'elle soit une œuvre parfaite, c'est une chimère ; qu'il fallait donc se contenter de la Constitution. Si elle n'était point parfaite, encore était-elle la meilleure possible dans la situation. »

« Gouverneur Morris se joignit à Francklin.

« ...Pour décider les Américains à adopter la Constitution, la Convention y joignit une circulaire, signée par Washington, se terminant ainsi :

« Que la Constitution prête à aussi peu d'objections qu'il est possible raisonnablement de l'espérer, c'est notre espoir et notre croyance ; qu'elle puisse procurer un bien-être durable à notre chère patrie, qu'elle en assure la liberté et le bonheur, c'est notre plus ardent désir. »

Cet espoir, cette croyance, ce désir de Washington n'ont pas été déçus. Et qui sait si nous ne trouverons pas, nous aussi, pour notre pays, la liberté et le bonheur dans cette Constitution née de *sacrifices mutuels* comme la

Constitution d'Amérique et qui, révisable dans l'avenir, nous garantit, du moins, la sécurité dans le présent ?

La France a usé, acclamé et brisé tour à tour tant de constitutions en moins d'un siècle, qu'il se pourrait bien que cette Constitution de compromis fût la plus durable. Elle est la Loi dans tous les cas, elle est la règle suprême à laquelle doivent obéir tous les Frauçais.

Ne devions-nous point, dans cette galerie, une place à l'homme qui aura eu la bonne fortune, qui aura eu l'honneur de donner la République à son pays ? M. Wallon est pourtant de ceux dont on pourrait dire, comme on le dit des peuples : « *Heureux ceux qui n'ont pas d'histoire !* » Il n'aime ni le bruit ni le fracas théâtral. Son histoire (car il en a une) est toute de travail, de dévouement à la science et—on peut le proclamer bien haut après l'intervention dernière de l'homme politique — toute de patriotisme clairvoyant.

Arrêtons-nous devant cette figure, à la fois aimable et austère, de savant, d'historien et de penseur.

Fils d'Alexandre Wallon, ancien adjoint au commissariat des guerres, M. Henri-Alexandre Wallon est né à Valenciennes, en 1812, le 23 décembre. Élève de l'École normale, après avoir brillamment étudié au collége de Valenciennes, il se tourna, dès ses premiers pas, vers l'histoire et, professeur, admis à l'agrégation d'histoire avec le n° 1, il débuta, comme il devait finir, d'une façon éclatante. Il était, en 1840, maître de conférences à l'École normale et depuis longtemps docteur ès-lettres et licencié en droit, lorsque M. Guizot quitta sa chaire de la Sorbonne. Chargé de suppléer l'illustre historien, M. Wallon s'acquitta de la plus remarquable façon de cette lourde

tâche. L'année précédente, il avait publié un travail, la *Géographie politique de l'Europe aux temps modernes*. Ce ne devait pas être le dernier livre de ce professeur éminent qui est en même temps un écrivain solide et attirant.

Tout en continuant son cours d'histoire, M. Wallon écrivait, en effet, une étude spéciale, *De l'esclavage dans les colonies,* bientôt suivie d'une *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité,* aujourd'hui épuisée et qui, imprimée par l'imprimerie royale, couronnée par l'Institut (1847-1848), valut, en outre, à son auteur, des relations intimes avec M. Victor Schœlcher, l'apôtre de l'abolition de l'esclavage et si populaire alors pour ses publications, sa propagande active et ses voyages relatifs à l'émancipation des noirs.

M. Wallon attribuait, dans son *Histoire de l'esclavage,* la plus grande part d'influence au christianisme ; il travaillait à démontrer que c'est à lui, à ce christianisme, qu'on doit la fin de l'esclavage. M. Schœlcher, qui n'est point catholique, qui n'est pas même déiste, ne pouvait guère s'entendre, sur ce point, avec M. Wallon ; mais il est un terrain commun où se rencontrent sans peine les hommes de cœur, c'est celui de l'humanité, du dévouement au droit et de la charité.

L'amitié de M. Schœlcher et cette conformité d'opinions sur la question de l'esclavage devaient au surplus ouvrir à M. Wallon la carrière politique. Au lendemain de la révolution de Février 1848, M. Schœlcher était président de la commission pour l'abolition de l'esclavage; il choisit ou fit choisir M. H. Wallon pour secrétaire de cette commission, et lorsque les élections pour l'Assemblée constituante eurent lieu, la Guadeloupe confia au savant professeur de la Sorbonne le mandat de se-

cond suppléant. M. Wallon ne devait point, par suite d'une fausse interprétation de la loi, être appelé à siéger dans cette Assemblée.

Les élections de 1849 arrivent. Le nom de M. Henri Wallon fut porté, dans le département du Nord, sur la liste du parti modéré. Valenciennes acclamait son enfant. M. Wallon fut élu par 92,290 voix, le neuvième sur vingt-quatre députés. Ennemi du parti révolutionnaire, il prit place dans la majorité de l'Assemblée législative. Mais, le jour où fut votée cette loi, 31 mai 1850, qui restreignait le suffrage universel et qui donnait à l'Empire futur une irrésistible force, on entendit M. Wallon déclarer que, par cette loi, l'Assemblée outrepassait les pouvoirs qu'elle avait reçus, et on le vit donner sa démission de représentant du peuple (1).

(1) Voici la lettre si profondément honorable que M. Wallon écrivit alors au président de l'Assemblée : « Monsieur le président, élu par le département du Nord, par le grand parti qui domine dans l'assemblée et dans la France, j'ai eu le regret de me séparer de la majorité sur un point capital. Ce vote dicté par ma conscience ne m'a pas détaché de la cause où je vois toujours uniquement le salut du pays, mais il a pu être interprété différemment, et il me serait pénible de penser que je n'ai plus au même degré l'assentiment de ceux qui m'ont honoré de leurs suffrages, c'est pourquoi je crois devoir leur résigner ma démission de représentant du peuple. Recevez, etc. H. Wallon. »

Et comme quelques personnes croyaient voir dans la démission de M. Wallon un appel aux électeurs, il ajoutait bientôt que cette démission n'était pas une protestation contre les collègues à côté desquels il siégeait.

« Ma réélection, ajoutait-il, en sortait une, ou pourrait en avoir l'apparence ; c'en est assez pour que je ne me représente pas aux suffrages de mes concitoyens. »

Voilà certes un trait de véritable *honneur politique*, — deux mots peu habitués à se trouver unis.

L'homme politique se condamnait au silence. Le professeur et l'écrivain puisaient dans cet acte de conscience une force et une autorité nouvelles.

M. Wallon, qui reprit à la Sorbonne son cours d'histoire et de géographie moderne, allait entrer en 1850 à l'Académie des inscriptions et belles-lettres dont il est le secrétaire perpétuel depuis janvier 1873, et y succéder à l'illustre Quatremère de Quincy. Aucun membre de l'Institut n'a signé des travaux à la fois plus savants et plus utiles : la liste en serait longue ; thèses et mémoires, tout est fort remarquable dans ces écrits.

Catholique fervent, M. Wallon — que Mgr Dupanloup trouvait, dit-on, trop peu orthodoxe pour succéder à M. de Cumont — s'occupait d'ouvrages de théologie, publiait des abrégés de l'Histoire sainte, des réflexions sur les Évangiles, d'après Bossuet, un livre important : *De la croyance due à l'Évangile,* examen critique de l'authenticité des textes et de la vérité des récits évangéliques. J'allais omettre la *Sainte Bible résumée dans son histoire et dans ses enseignements,* qu'approuvèrent à la fois les archevêques de Paris et de Cambrai. Lorsque M. Ernest Renan publia sa *Vie de Jésus,* M. Wallon se trouva au premier rang des critiques qui combattirent l'œuvre nouvelle du philosophe. Mais il est juste d'ajouter que sa polémique avec M. Renan, œuvre d'exégèse qui forme un volume in-16, sous ce titre : la *Vie de Jésus et son nouvel historien*, est aussi éloignée des diatribes religieuses qui accueillirent la libre étude de M. Renan que peut l'être, je suppose, une satire de M. de Laprade d'une épître *vadéique* de M. Veuillot.

Le talent et le caractère de M. Wallon s'opposent l'un et l'autre aux violences.

Je ne sais pas d'homme, en effet, qui professe plus que celui-ci le respect de l'opinion du voisin, ce voisin fût-il un adversaire.

Professeur d'histoire à la Sorbonne, M. Wallon se montra toujours très-ferme et très-doux dans ses conclusions.

Il a pour suppléant en ce moment, dans sa chaire, M. L. Lacroix, comme lui catholique convaincu, mais d'une nuance plus ultramontaine.

Tel il se montre dans ses polémiques courtoises, tel on trouvait M. Wallon dans ses rapports avec les élèves. Il était très-bienveillant aux examens, non-seulement pour les bacheliers et les licenciés, mais encore aux examens plus importants de l'Agrégation et du Doctorat. Longtemps il a fait partie des jurys d'agrégation pour l'histoire, des bureaux d'examens à l'École Normale, et sa bienveillance était proverbiale, de même que sa courtoisie dans les épreuves du Doctorat, à l'endroit de candidats souvent très-hostiles à ses opinions. Grande preuve de libéralisme vrai, de modération et d'équité : M. Wallon était incapable de faire, en pareille circonstance, même une allusion à ces différences de doctrines, très-fréquentes entre lui et ses jeunes collègues de l'Université !

Il apporte le même esprit d'impartialité et les mêmes scrupules de conscience dans ses communications à l'Institut et dans ses relations personnelles avec les savants.

Je me rappelle M. Wallon tel que je le vis lorsque je suivais son cours, vers 1857. Le visage correct, à la fois sévère et accueillant, les lèvres fermement dessinées, minces et spirituelles, la voix lente et le débit mesuré, une certaine raideur corrigée par une véritable bonhomie : rien du pédant, tout du savant. Quelque chose

aussi de patriarcal et d'honnête : M. Wallon a dignement élevé les six enfants nés de son premier mariage.

Historien, M. Wallon est un juge solide et loyal.

Je viens d'achever la lecture de son dernier livre et qui date d'hier. Après avoir conté, avec beaucoup d'émotion et un rare et vigoureux talent, l'histoire de *Jeanne d'Arc,* même après le *poëme* de Michelet et le récit de Henri Martin (cette *Jeanne d'Arc* de M. Wallon obtint le grand prix Gobert à l'Académie Française); après avoir très-dramatiquement présenté, sous ce titre : *Richard II,* le tableau d'un épisode poignant de la rivalité de la France et de l'Angleterre (l'ouvrage date de 1864), M. H. Wallon a écrit, en deux gros volumes profondément intéressants, la vie de Saint-Louis, ou plutôt il a évoqué tout un siècle évanoui, tout un monde disparu, la société française du XIIIe siècle, autour de saint Louis, autour de la royauté personnifiée dans le fils de Blanche de Castille : le clergé, la noblesse, les roturiers et les serfs, les communautés, les corporations ; il vous initie à l'organisation militaire, à l'organisation judiciaire, aux progrès des lettres et des sciences, aux poëmes des troubadours et des trouvères, aux beaux-arts qui se traduisaient alors par l'architecture, la peinture des vitraux, la musique même. Peu de livres ont eu le don de m'intéresser ainsi et de me séduire. Comme pour l'histoire du moyen âge de Michelet, et avec une sûreté d'informations plus complètes, on peut prononcer ce grand mot : *résurrection.*

« St-Louis avait mérité, dit M. Wallon en achevant cette histoire, que son règne demeurât comme un idéal au-dessus duquel on ne voyait plus rien. Exemple plus admiré des peuples que suivi par ses successeurs. Et pourtant que

pouvaient-ils ambitionner de plus? Saint Louis avait montré que, pour être fort à l'intérieur, le pouvoir royal n'avait pas besoin d'absorber en soi tous les droits, de supprimer toutes les franchises : il les avait consacrées jusqu'à reconnaître le droit de prendre les armes contre lui, droit dont on cessa d'user tant il mettait de scrupule dans l'administration de la justice. Il avait montré que, pour faire de la France la première puissance de la terre, il n'était pas besoin de l'esprit de conquête ; c'était assez du désintéressement et de l'équité. Saint Louis n'avait qu'à choisir entre les dépouilles de la maison des Hohenstaufen, soit en Allemagne, soit en Italie. Il n'en prit rien, et sa voix fut l'arbitre du monde. »

Cet amour de la paix et du droit, cette foi en la puissance de l'équité, nous les retrouverons encore dans l'ouvrage que M. H. Wallon a intitulé la *Terreur*, recueil de morceaux critiques inspirés par les publications relatives à la révolution française, par les histoires de M. Edgar Quinet, de M. Louis Blanc, de Mortimer-Ternaux et qui, réunis, forment un livre.

La conclusion fera, mieux que tout autre passage, connaître l'esprit même dans lequel ce travail est conçu :

« Qu'on ne cherche pas, dit M. Wallon, à réhabiliter la terreur au nom du salut public; qu'on ne cherche pas à la réhabiliter au nom de la liberté. La liberté, elle ne l'a pas connue; elle l'a violemment supprimée, et jamais la nation n'a tremblé sous un plus honteux et un plus sanglant despotisme. Qu'on ne l'accuse pas davantage au nom de la République, qu'elle prétendait défendre en supprimant la liberté, car elle l'a noyée dans le sang ; elle lui a laissé une tache dont n'a pu la laver l'essai tout pa-

cifique tenté de ce régime en 1848. Quelque vertu que la République ait puisée dans le suffrage universel, quelque modération qu'elle ait montrée dans ses assemblées, il a suffi, pour la faire crouler, que l'on montrât dans un avenir douteux ce spectre rouge, dont pourtant elle avait bien su triompher quand il avait fait mine de se produire.

« Répudions donc cette prétendue nécessité du mal. Rejetons ces moyens coupables qui n'ont fait que compromettre la fin proposée. Appliquons à l'histoire les prescriptions de la morale, qui est universelle, et ne souffre pas d'exception. Tout régime qui attente à la liberté avoue que le bon droit lui manque; tout régime qui ne peut vivre qu'en répandant du sang est un régime contre nature. Si la devise de la République compte un mot de plus, c'est celui qui, au lendemain du 9 Thermidor, fut substitué sur les monuments publics, par des mains généreuses, à l'abolition de la Terreur : Liberté, Égalité, Fraternité, *Humanité!* »

Les bonapartistes auront beau faire, ils ne parviendront pas, on le voit, à transformer M. Wallon en révolutionnaire farouche et dangereux. L'homme d'État qui a donné une Constitution à notre pays est un libéral intelligent et prévoyant, voilà la vérité. En février 1871, il avait obtenu, sans briguer aucun suffrage, dans le département du Nord, 181,217 voix, et cette élection était venue le surprendre dans Paris où il avait passé le temps du siége. Bientôt prenant place au centre droit, il avait voté pour les préliminaires de paix, pour l'abrogation des lois d'exil, pour la validation de l'élection des princes, pour la proposition Rivet, qui liait M. Thiers au sort de l'Assemblée

nationale. Il avait voté également pour le retour de l'Assemblée à Paris. Mais sa vie politique devait être couronnée par ce grand *acte de raison* qu'il a conseillé, qu'il a dicté à l'Assemblée.

M. Henri Wallon est de ceux, on le voit, qui n'aiment pas seulement la liberté pour eux-mêmes, mais qui l'aiment parce qu'elle est le souverain bien et le souverain but, en un mot, parce qu'elle est la liberté. On l'a bien vu lorsque le salut de la République est venu du banc où siége ce professeur éloquent, que nous écoutions avec recueillement autrefois, cet historien que nous lisons avec un intérêt puissant, aujourd'hui, ce politique qui a toujours obéi à son devoir, dont l'image est, à cette heure, popularisée par le crayon, et dont on honorera encore demain le nom honnête et l'existence de lettré unie, claire et respectée.

Ministre de l'instruction publique, M. Wallon sait que la France et l'Université attendent beaucoup de lui. Mais certes il leur donnera beaucoup, et il leur a déjà beaucoup donné par cet exemple d'un homme qui sait immoler ses préférences au salut de son pays, et marcher en avant — et en marchant droit — pour l'avenir de sa patrie.

Henri

LE C^TE DE CHAMBORD

Je regardais naguère une lithographie qui fut longtemps fameuse et qui représente deux enfants dans le costume aujourd'hui quasi-comique d'il y a quarante ans passés : un jeune garçon et une jeune fille, *Henri et Caroline en Écosse*. Elle, avec ses manches à gigot, ses cheveux relevés en touffe et maintenus par un peigne d'écaille, est assise sur un quartier de roche; lui, debout, avec une veste au lourd collet montant derrière la nuque et un pantalon blanc à pont, semble rêver à la patrie absente. Au bas, on lit ces vers de Châteaubriand, qui accom-

pagnent mélancoliquement la lithographie, comme une sourdine souligne une romance ;

Combien j'ai douce souvenance
Du beau pays de mon enfance!
Ma sœur, qu'ils étaient beaux ces jours
De France.
O mon pays! sois mes amours
Toujours!

Ce duo sentimental, qui attendrit fort longtemps les âmes sensibles, est maintenant fort démodé, et la lithographie célèbre, qui paraissait sous Louis-Philippe presque factieuse, ne se rencontre plus guère que dans les chambres de province, où les hobereaux logent les amis qui viennent en passant leur rendre visite.

Ce portrait du comte de Chambord (car ce jeune garçon au pantalon à pont, c'est *le Roy*) joua cependant au lendemain de 1830 le rôle des portraits-cartes qui représentent aujourd'hui le prince impérial couronné de l'envergure d'un aigle. Souhaitons, d'ailleurs, que les *imageries* des deux prétendants aient, à la longue, le même sort.

Le comte de Chambord était, lorsqu'on le lithographiait ainsi, l'*enfant du miracle,* comme Napoléon II avait été le *fils de l'homme,* comme Napoléon IV, — ou plutôt « Napoléon le septième, » pour lui conserver le numéro de sa sortie de Woolwich,—est l'enfant de l'*appel au peuple.*

Aucun de ceux qui gardaient à la royauté légitime un dévoûment réel ne doutait alors du retour prochain de celui qu'ils appelaient déjà Henri V. La royauté bourgeoise de la branche cadette ne devait durer, répétaient les *purs* de la légitimité, que l'espace d'un matin, et s'ils la comparaient ainsi aux roses, c'était avant tout pour bien constater qu'elle avait des épines.

Né le 28 septembre 1820, à Paris, baptisé avec l'eau du Jourdain rapportée de Palestine par Châteaubriand lui-même, Henri-Charles-Ferdinand-Marie-Dieudonné d'Artois, duc de Bordeaux, à qui une souscription nationale donnait, en 1821, le château de Chambord, semblait destiné, malgré son exil, à remonter sur le trône de France.

Il errait à travers l'Europe, tantôt à Holyrood, tantôt à Goritz, tantôt à Prague; mais ses partisans se disaient qu'après tout il n'y a pas loin de l'Autriche aux Tuileries.

Un jour, en juillet 1841, il tomba de cheval à Kirchberg et se brisa la cuisse. Des rapports médicaux, dont Louis-Philippe et le chancelier Pasquier eurent le secret, établirent même que cette chute amena dans l'organisme du comte de Chambord des désordres plus graves. Le jeune prétendant n'en continua pas moins à se poser en représentant de la légitimité, et ses premiers manifestes, datés de Londres, montrent déjà qu'il se regardait comme un souverain. A Belgrave-Square, il recevait avec l'étiquette royale les Berryer, les Fitz-James, les Pastoret, les Valmy, les Larcy qui allaient le visiter.

En 1847, le comte de Chambord épousa la fille aînée du duc de Modène, Marie-Thérèse Béatrix. Il se fixait peu de temps après au château de Frohsdorff, près de Vienne. C'est de là qu'il attendit toujours les événements.

La doctrine du comte de Chambord se résume dans le précepte cabalistique : *Nec ire, fac venire;* sa règle est : « Laisser venir. » C'est ainsi qu'attendant toujours le flot populaire qui devait (se-disait-il) le porter au trône, il est demeuré à la fin comme une épave, regardant passer, sans en comprendre le cours, le fleuve qui emporte la société moderne. Stendhal disait que tout légitimiste res-

semble peu ou prou à Robinson dans son île. Henri V est le roi de ces Robinsons-là.

1848, 1851, 1870 l'ont trouvé également tout prêt, comme il dit, à sauver la France, mais incapable de rien risquer pour assurer le triomphe de ses idées. Il est si tenace et si complétement fidèle à ses propres principes, qu'il en a irrité ses partisans. L'un d'eux l'accusait naguère d'égoïsme; un autre, plus narquois, comparait ce *roi*, qui se croit un sauveur et qui ne bouge point, à un terre-neuve qui n'oserait se jeter à l'eau.

Le comte de Chambord n'a rien fait, il est vrai, il n'a fait que la fusion. Cette *fusion* fameuse entre les deux branches de la famille des Bourbons, la branche aînée et la branche cadette, l'oubli du passé, la réconciliation entre les fils du duc de Berry et les petits-fils de Philippe-Égalité, l'héritier légitime du droit divin et les représentants de la monarchie du droit populaire, les descendants du *roi des barricades,* cette fusion, à la fin accomplie, fut pendant longtemps la chimère poursuivie par les monarchistes.

M. le comte de Falloux, qui ne fait point partie de l'Assemblée nationale, s'avisa un beau jour de réunir chez M. de Meaux, gendre de M. de Montalembert et aujourd'hui ministre de la République, quelques-uns des soutiens avérés de la monarchie et leur tint un discours dont il devait plus tard donner lui-même le texte dans la revue catholique le *Correspondant,* mais dont le sens ne fut guère divulgué alors que par une feuille légitimiste de province, la *Gazette de l'Ouest.*

Le discours de M. de Falloux pouvait, dégagé de sa forme académique, se résumer ainsi en quelques traits :

« La France ne retrouvera sa santé et sa prospérité que dans la monarchie ; elle est aujourd'hui en convalescence, et cette convalescence, c'est la présidence de M. Thiers, *ce pourrait être aussi la présidence de M. le duc d'Aumale.* » M. de Falloux ne prévoyait pas alors la présidence du Maréchal de Mac-Mahon. Il ne voulait, comme autrefois, qu'une *planche* entre la République et la royauté. La *planche* jadis s'était appelée cependant (M. de Falloux eût dû y songer) d'abord Louis-Napoléon, ensuite Napoléon III. Mais à quoi servent l'expérience et l'histoire ?

« Le trône, ajoutait M. de Falloux, appartient à M. le comte de Chambord et doit lui revenir. Henri V sera roi, les princes d'Orléans seront la famille royale ; le comte de Paris recevrait la couronne après la mort d'Henri V. Malheureusement le comte de Chambord s'est enveloppé dans le drapeau blanc et refuse de s'en séparer ; les princes d'Orléans ne veulent à aucun prix abandonner le drapeau tricolore. La difficulté est grande, mais non pas insurmontable ; l'Assemblée pourrait devenir *un arbitre entre la branche aînée et la branche cadette ;* pour tout concilier, *elle déciderait que le drapeau tricolore sera parsemé de fleurs de lis.* »

On voit là clairement quel était le plan des monarchistes.

Cette dernière concession, qui était depuis nombre d'années dans l'esprit de certains catholiques *libéraux*, eut pour effet de jeter le trouble dans la réunion, et plusieurs auditeurs de M. de Falloux se levèrent furieux. Quelques-uns même firent entendre qu'ils protesteraient publiquement dans les journaux dévoués à leur cause contre un semblable discours. Un des plus fougueux de

ces *Mérovingiens* (c'est le nom qu'on leur donne avec celui de *chevau-légers*) était M. le marquis de Franclieu qui rédigea même, on s'en souvient, une longue épître destinée au journal l'*Union*. La tentative de M. de Falloux ne servit qu'à lui attirer, de la part de M. Veuillot, le reproche d'avoir montré une *figure d'intrigant*.

Voilà à quoi aboutissait l'entrevue ménagée par M. de Falloux. La question du drapeau avait empêché toute fusion, et ce n'était pas la première fois qu'elle se posait devant le parti légitimiste. Quelques vingt-cinq ans auparavant, dans une sorte de conférence où M. de Lévis, M. de Falloux et M. de Montalembert s'étaient rencontrés, on avait agité gravement la question de savoir si l'on devait enlever le drapeau tricolore à la France. C'était l'histoire de ces chasseurs de la fable vendant la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Pauvre drapeau tricolore, qu'on voulait ainsi arracher au pays !

En 1814, des esprits même libéraux comme Benjamin Constant avaient conseillé aux Bourbons de sacrifier *un drapeau tout sanglant de crimes et dépouillé de l'auréole du succès* (c'était le drapeau tricolore) et les adjurait de *reprendre l'oriflamme de leurs pères*. Benjamin Constant ne se doutait pas, il est vrai, qu'il conseillait de la sorte à Louis XVIII de déployer le drapeau rouge, le vieil oriflamme.

La question du drapeau avait été débattue aussi bien longtemps avant la réunion chez M. de Meaux, et déjà à cette époque, tandis que M. de Lévis tenait pour le drapeau blanc en disant : « C'est le drapeau de Fontenoy », Berryer, plus clairvoyant et plus conciliant, avait accepté le drapeau tricolore, tandis que M. de Falloux proposait

déjà d'*étoiler* le tricolore de fleurs de lys. C'était donc là une vieille idée, mais une idée impraticable.

Dans un pays militaire comme la France et artiste comme elle, la question du drapeau est doublement sérieuse. C'est elle, on peut le dire, qui a empêché l'essai de rétablissement de la monarchie que l'Assemblée eût évidemment tenté, sans l'*inconnu*, peut-être sinistre, qui résultait de ce changement d'étendards.

— Les chassepots partiraient tout seuls, avait dit le maréchal de Mac-Mahon lui-même.

L'Assemblée, qui s'occupait à chercher, en pointant d'avance toutes les voix, une majorité pour la monarchie, hésita devant une telle parole, et le comte de Chambord lui-même se demanda s'il aurait l'audace d'aller chercher un trône à travers la fumée de la guerre civile et les cris des mourants.

Il brandit alors ce drapeau blanc, qui est le suaire de la royauté, et s'enveloppa dans ses plis pour y mourir.

Oubliant le pourpre oriflamme de Bouvines pour le blanc étendard d'Henri IV, il déclarait que ce dernier était le seul légitime, et il s'en faisait un linceul.

Alors, Victor Hugo pouvait dire à Henri V, dans son *Année terrible :*

C'est bien. L'homme est viril et fort qui se décide
A changer sa fin triste en un fier suicide ;
Qui sait tout abdiquer, hormis son vieil honneur ;
Qui cherche l'ombre, ainsi qu'Hamlet dans Elseneur,
Et qui, se sentant grand, surtout comme fantôme,
Ne vend pas son drapeau, même au prix d'un royaume.
Le Lys ne peut cesser d'être blanc. Il est bon,
Certes, de demeurer Capet, étant Bourbon ;
Vous avez raison d'être honnête homme. L'histoire
Est une région de chute et de victoire,
Où plus d'un vient ramper, où plus d'un vient sombrer.
Mieux vaut en bien sortir, prince, qu'y mal entrer.

J'avoue que les hésitations du comte de Chambord, sa crainte de n'obtenir qu'une minorité à Versailles ou de soulever quelques révoltes dans le pays, enlevèrent beaucoup de grandeur à la résolution qu'on lui vit prendre. Il refusa le trône pour deux raisons : d'abord parce qu'il n'osa point le prendre, ensuite parce qu'il n'était pas certain de le prendre. Voilà la vérité ! La comtesse de Chambord, tandis qu'on espérait, à Frohsdorff, que la royauté allait être votée par l'Assemblée de Versailles, joignait les mains et se désolait, dit-on, répétant à son mari que ce qui les attendait, l'un et l'autre, à Paris, c'était le sort de Louis XVI et de Marie-Antoinette. On ne pouvait l'arracher à cette idée.

Et le comte de Chambord, bon et gros vivant, ami du coin de table et du coin de feu, de la plaisanterie, de la causerie, du rire, se souciait peu d'affronter les tempêtes. De là son abdication volontaire et sa résolution, que se amis seuls ne trouvaient point chevaleresque.

Le comte était d'ailleurs logique avec lui-même, et fidèle à ses déclarations successives que je relis en feuilletant un recueil publié à Genève par des amis.

En novembre 1846, dans une lettre *Aux dames de la Halle*, le fils du duc de Berry s'exprimait ainsi :

« Nous remercions sincèrement les dames de la halle et des marchés de la bonne ville de Paris, des félicitations et des vœux qu'elles nous ont adressés à l'occasion de notre mariage. Tout ce qui nous vient, tout ce qui nous parle de la France a des droits sur nos cœurs. Nous recevons avec plaisir et reconnaissance les fleurs qui nous sont envoyées, et nous les garderons comme un témoi-

gnage précieux du souvenir et de l'affection que l'on nous conserve dans notre chère patrie. »

La lettre était signée des noms des deux époux : Henry—Marie-Thérèse.

Deux ans plus tard, le 1er juin 1848, il publiait la déclaration qui suit :

« Je sais qu'il a été répandu plusieurs lettres qui tendraient à faire croire que j'ai renoncé au doux espoir de revoir ma chère patrie. Aucune de ces lettres n'est de moi. Ce qu'il y a de vrai, c'est mon amour pour la France, c'est le sentiment profond que j'ai de ses droits, de ses intérêts, de ses besoins.

« Français avant tout, je n'ai jamais souffert, je ne souffrirai jamais que mon nom soit prononcé lorsqu'il ne pourraît être qu'une cause de divisiou et de trouble. Mais si les espérances du pays sont encore une fois trompées, si la France, lasse enfin de toutes ces expériences qui n'aboutissent qu'à la tenir perpétuellement suspendue sur un abîme, tourne vers moi ses regards et prononce elle-même mon nom comme un gage de sécurité et de salut, comme la garantie véritable des droits et de la liberté de tous, qu'elle se souvienne alors que mon bras, que mon cœur, que ma vie, que tout est à elle, et qu'elle peut toujours compter sur moi ! »

Le 28 Février 1852, le comte écrivait à M. de Corcelle :

« Je suis convaincu que hors de la monarchie héréditaire, il n'y a ni repos, ni grandeur, ni prospérité durable pour le pays. Loin de repousser personne, je serais heureux au contraire d'accueillir tous les hommes utiles,

dans quelque situation politique qu'ils se soient trouvés, à quelque nuance d'opinion qu'ils appartiennent, pourvu qu'ils apportent au service de l'état un zèle éclairé et un véritable dévoûment.

« Quoi qu'il arrive, j'aurai mon plan, mes résolutions, mes mesure arrêtées, et le moment venu je serai à mon poste, bien décidé à me sacrifier tout entier pour le bonheur de la France. »

Enfin, au lendemain du 4 Septembre, celui qu'on appelle Henri V datait ce *Manifeste* de la frontière de France (Suisse), 9 octobre 1870 :

« Français !

« Vous êtes de nouveau maîtres de vos destinées. Durant les longues années d'un exil immérité, je n'ai pas permis un seul jour que mon nom fût une cause de division et de trouble; mais aujourd'hui qu'il peut être un gage de conciliation et de sécurité, je n'hésite pas à dire à mon pays que je suis prêt à me dévouer tout entier à son bonheur.

« Pénétré des besoins de mon temps, toute mon ambition est de fonder avec vous un gouvernement vraiment national, ayant le droit pour base, l'honnêteté pour moyen, la grandeur morale pour but.

« Français, qu'un seul cri s'échappe de notre cœur : « Tout pour la France, par la France et avec la France. »

Mais ce n'est pas tout que de se déclarer prêt à ne jamais rien faire qu'avec et pour un pays; ce pays, il faut

le connaître, il faut le comprendre, il faut savoir à quelles lois nouvelles il obéit, quel mouvement l'entraîne, quel idéal l'enflamme. Diriger une nation en marche vers le progrès et ne rien comprendre au progrès, quelle chimérique entreprise!

Je le répète, le comte de Chambord comprit que sa main était trop débile, et c'est pourquoi il publia, l'un après l'autre, ces manifestes qui tous se résument dans celui-ci :

« La persistance des efforts qui s'attachent à dénaturer « mes paroles, mes sentiments et mes actes, m'oblige à « une protestation que la loyauté commande et que l'hon- « neur m'impose.

« On s'étonne de m'avoir vu m'éloigner de Chambord « alors qu'il m'eût été si doux d'y prolonger mon séjour, « et l'on attribue ma résolution à une secrète pensée « d'abdication.

« Je n'ai pas à justifier la voie que je me suis tracée. « Je plains ceux qui ne m'ont pas compris; mais toutes « les espérances basées sur l'oubli de mes devoirs sont « vaines.

« Je n'abdiquerai jamais.

« Je ne laisserai pas porter atteinte, après l'avoir con- « servé intact pendant quarante années, au principe « monarchique, patrimoine de la France, dernier espoir « de sa grandeur et de ses libertés.

« Le césarisme et l'anarchie nous menacent encore, « parce que l'on cherche dans des questions de person- « nes le salut du pays, au lieu de le chercher dans les « principes.

« L'erreur de notre époque est de compter sur les ex-
« pédients de la politique, pour échapper aux périls
« d'une crise sociale.

« Et cependant, la France, au lendemain de nos désas-
« tres, en affirmant dans un admirable élan sa foi monar-
« chique, a prouvé qu'elle ne voulait pas mourir.

« Je ne devais pas, dit-on, demander à nos valeureux
« soldats de marcher sous un nouvel étendard.

« *Je n'arbore pas un drapeau nouveau, je maintiendrai celui*
« *de la France, et j'ai la fierté de croire qu'il rendrait à nos*
« *armées leur antique prestige.*

« Si le drapeau blanc a éprouvé des revers, il y a des
« humiliations qu'il n'a pas connues.

« J'ai dit que j'étais la réforme, on a feint de com-
« prendre que j'étais la réaction. Je n'ai pu assister aux
« épreuves de l'Église sans me souvenir des traditions de
« ma patrie. Ce langage a soulevé les plus aveugles pas-
« sions.

« *Par mon inébranlable fidélité à ma foi et à mon drapeau,*
« c'est l'honneur même de la France et *son glorieux passé*
« que je défends, c'est son avenir que je prépare.

« Chaque heure perdue à la recherche de combinaisons
« stériles profite à tous ceux qui triomphent de nos abais-
« sements.

« *En dehors du principe de l'hérédité monarchique, sans*
« *lequel je ne suis rien, avec lequel je puis tout, où seront nos*
« *alliances ?*

« *Rien n'ébranlera mes résolutions, rien ne lassera ma pa-*

« *tience, et personne, sous aucun prétexte, n'obtiendra de moi*
« *que je consente à devenir le roi légitime de la révolution!* »

M. le comte de Chambord ne sera donc point roi. Il demeurera le comte de Chambord. Il se contentera d'être heureux. Son lot est assez enviable. D'autres auront été des rois tyranniques, d'autres des rois constitutionnels, d'autres encore des rois libéraux, il aura été, lui, un roi en disponibilité. Son sort en vaut bien un autre : l'histoire ne lui demandera compte d'aucune tuerie, d'aucune entreprise coupable, d'aucune folie. Le laurier est rare autour de son front, mais on n'y trouve pas non plus, comme dirait un poëte classique, le cyprès de la mort. C'est beaucoup.

« Paris vaut bien une messe ! » disait ce gascon d'Henri IV. Volontiers Henri V dirait : « Un trône ne vaut pas mon repos. » Au lieu de régner, le comte de Chambord digère. Il vit en bon bourgeois et en *gentleman farmer*. Il a la main solide, les épaules larges, le regard franc. C'est un Gaulois que ce Bourbon. Les plaisanteries de M. de Villemessant l'amusaient. *Monseigneur*, comme le nomment ses fidèles, est tout simplement le descendant du Béarnais par la belle humeur.

Soyez certain qu'il y a beaucoup de finesse chez ce petit-fils de grande race. Et je l'entends, ce me semble, se féliciter d'avoir désarmé le comte de Paris en le faisant venir à lui, et de n'avoir jamais cédé à l'*alea* d'escalader le trône de France.

Nec ire, fac venire. Ne pas aller, faire venir. Soit. Mais

les peuples réellement forts ne vont à personne ; ils poursuivent leur route et marchent seuls dans leur liberté.

Que la France marche donc ainsi, car si elle devait reprendre un maître, mieux eût valu pour elle encore l'homme de Frohsdorff que le lieutenant de Woolwich.

Ed Laboulaye

M. E. LABOULAYE

« Messieurs, on disait il y a cinquante ans que la France était centre gauche ; je crois qu'elle n'a pas changé et j'en dirai la raison : Pays ami de l'ordre et de la liberté, ennemi des extrêmes, la France revient toujours à ceux qui lui parlent de modération. Elle aime surtout ceux qui ne la dédaignent pas, ceux qui n'ont pas la prétention de la régenter en la traitant comme une mineure éternelle.

Elle donne sa confiance à ceux qui ont confiance en elle. »

Ces paroles, que M. Édouard Laboulaye prononçait naguère, en sa qualité de président de la réunion du centre gauche, peignent exactement, et en quelques lignes, l'homme dont nous voulons esquisser la physionomie politique et littéraire. Dans un pays que tant d'écarts successifs devraient avoir rendu plus amoureux de la modération, M. Édouard Laboulaye, qui sait fort bien que la grosse popularité ne va, dans tous les partis, qu'aux excessifs, s'est contenté tout d'abord du suffrage des gens de raison et de bon sens. Ce n'est pas là un mince courage. Mais — chose extraordinaire! — il s'est trouvé qu'en se bornant à ce rôle qui pouvait paraître modeste, M. Laboulaye a acquis, dans ce pays-ci, l'autorité et la durable renommée, qui ne manquent jamais à ceux qui ont le talent et la rare vertu d'être conséquents avec eux-mêmes.

M. Édouard-René Lefebvre-Laboulaye a aujourd'hui soixante-quatre ans. C'est un homme d'une moyenne taille, au visage correct, à la fois souriant et austère, les cheveux longs et collés sur le front, le nez droit, la bouche ironique, aux lèvres accentuées, le menton plein de volonté, et, dans toute sa personne, quelque chose du pasteur protestant, du clergyman, la redingote noire strictement boutonnée, la démarche lente de l'homme d'étude

ou de l'homme d'église. A lire ses travaux érudits sur l'Amérique ou ses études sur Channing, on croirait qu'il a été élevé aux États-Unis, tant il les connaît profondément et tant il les aime. Non, Parisien de Paris, M. Laboulaye est encore un fils de l'Université parisienne. Il y a étudié le droit, il a connu le quartier latin d'autrefois, ses vieilles rues et ses jeunes rêves. Le père ou le grand-père de M. Laboulaye (le détail ne m'est pas très-présent à la mémoire) était, s'il m'en souvient, le notaire de Marie-Antoinette enfermée au Temple. Le bruit courut même fort longtemps que la reine, en mourant, avait confié à M. Laboulaye, l'officier ministériel, un testament enterré, disait-on, sous la rotonde du Temple. Lorsqu'on démolit la rotonde (qui appartenait, comme on sait, à M. Laurent Pichat), on se livra, pour découvrir ce prétendu testament de Marie-Antoinette, à d'actives recherches, mais on ne parvint à rien trouver. La vérité est qu'il n'existait pas.

Né le 18 janvier 1811, M. Laboulaye débutait, à vingt-huit ans, après de sérieuses études, par un de ces ouvrages qui sont d'ordinaire le couronnement de l'existence d'un savant. En 1839, à vingt-huit ans, il publiait une *Histoire du droit de propriété foncière en Europe depuis Constantin jusqu'à nos jours*, que l'Académie des inscriptions et belles-lettres couronnait aussitôt. L'ouvrage était signé Laboulaye, *fondeur*. M. Laboulaye, suivant en cela le précepte de J.-J. Rousseau dans l'*Émile*, avait, en effet,

appris un état, un métier, tout en demeurant étudiant. Il exerçait à la fois et son esprit et ses mains. Et si les revers de la fortune devaient un jour l'accabler, il se disait que la plume ne pouvant nourrir son homme, il retrouverait chez l'écrivain le fondeur de caractères. C'est une bonne et fière façon d'entrer dans la vie.

Trois ans après son début littéraire, M. Laboulaye devenait avocat à la cour de Paris, tout en publiant, presque coup sur coup, un essai sur la vie et les doctrines de F.-C. de Savigny, et des recherches, encore consultées, sur la *Condition civile et politique des femmes depuis les Romains jusqu'à nos jours* (1843). L'Académie des inscriptions ne se lassait pas de couronner ces solides et brillants travaux. Elle semblait avoir choisi M. Laboulaye pour son lauréat. Un *Essai sur les lois criminelles des Romains concernant la responsabilité des magistrats*, valait encore, en 1845, la couronne académique. Après l'avoir tant applaudi, l'Académie des inscriptions lui devait bien de lui ouvrir ses portes, et elle les ouvrit toutes grandes. M. Édouard Laboulaye était, en outre, nommé professeur de législation comparée au Collége de France. C'était en 1849. Dès ses débuts dans l'enseignement, M. Laboulaye se fit applaudir et se fit aimer. Il charmait tout en enseignant. Il ne mettait certes pas en rondeaux l'histoire du Droit, comme ce personnage de comédie y voulait mettre l'histoire de France, mais il agrémentait l'érudition, il l'ornait, il la rendait facile, aimable, attirante, et on peut dire qu'il

était de ces savants aussi profonds que d'autres, mais plus accessibles, qui ont inventé la science fleurie.

L'empire vint. M. Laboulaye avait toujours aimé la liberté. Durant les lourdes années de la puissance impériale, le professeur fit mieux encore : cette liberté, il s'attacha par-dessus tout à la faire aimer. Il la célébra dans ses bienfaits ; il la montra toujours radieuse malgré ses chutes. Il mit au service de la déesse et son éloquence et son esprit. M. Laboulaye n'est pas seulement, en effet, un écrivain entraînant et un orateur chaleureux autant que disert, il est aussi un causeur spirituel et un satirique excellent. La bonhomie de Franklin et la religion de Channing se triplent chez lui d'une ironie qui a le ton mordant du rire de Voltaire. Aussi bien, après avoir écrit, dans une langue ferme, simple et cependant colorée, une *Histoire politique des États-Unis* qui forme aujourd'hui un ouvrage capital, M. Édouard Laboulaye se plaisait-il à donner libre cours à sa verve railleuse, et le voyait-on signer *Paris en Amérique* en même temps que son beau livre le *Paris libéral et son avenir*.

Paris en Amérique! La popularité réelle de M. Édouard Laboulaye date de ce pamphlet sans fiel sinon sans malice, et tout rempli d'enseignements dissimulés sous un charme absolu. M. Laboulaye ne le signa point tout d'abord de son nom, mais de ses prénoms, *René Lefebvre*, et ce fut par le pseudonyme que lui vint la gloire en gros sous.

Paris en Amérique date de 1863. Douze ans ! Que de choses en douze ans ! Et que de malheurs on eût évités si l'on eût suivi la politique de libéralisme et de paix que préconisait M. Laboulaye sous une forme agressive !

M. Laboulaye avait d'ailleurs bien raison de s'armer de cette arme légère et toute française qui s'appelle le pamphlet. Je dis toute française, parce que, comme la chanson, le pamphlet est du pays de Rabelais et de Voltaire. Sans doute, les autres littératures ont produit de hardis et de grands pamphlétaires et, pour n'en citer que fort peu, l'Angleterre a Swift, l'Allemagne a Luwig Bœrne et Henri Heine, l'Espagne a Jose de Larra. Mais, chez Larra, la satire se fait aussi funèbre que l'Escurial ; chez Heine, la fantaisie germanique fait du pamphlet une sorte de poésie ; chez Swift, la plaisanterie est trop souvent saignante comme les énormes roastbeefs anglais. Au contraire, Rabelais rit à larges lèvres, Voltaire s'amuse et amuse, Camille Desmoulins voltige, Paul-Louis Courier affile et affine le trait : tous ces Français sont de bons plaisants et de vrais Gaulois.

Le *Paris en Amérique* de M. Laboulaye est de la famille de ces admirables pamphlets. Que cela est supérieur, et comme fonds et comme forme, à la bourgeoise drôlerie — cependant divertissante — de M. Louis Reybaud, *Jérôme Paturot !* Le style de M. Laboulaye est léger, acéré, net et brillant. Et avec quelle imagination l'auteur nous énu-

mère les bienfaits de cette civilisation américaine que M. Sardou a caricaturée dans *l'Oncle Sam*. Pour M. Laboulaye, l'Amérique est un Éden, une Salente, une terre promise, simplement parce qu'il y croît cette plante rare qui se nomme la liberté.

Et il a raison. Un peuple libre est toujours un grand peuple, n'eût-il pas la vitalité étonnante, gigantesque, des États-Unis. Le vent qui souffle à travers le Far-West serait salubre à nos poumons européens. Il doit contenir de l'iode, comme le vent de la mer.

Les Américains, enchantés de ce *Paris en Amérique* de M. Laboulaye, présentèrent bientôt à M. Laboulaye des offres considérables pour une série de conférences à New-York, à la Nouvelle-Orléans et à Philadelphie. M. Laboulaye refusa. L'accueil enthousiaste qu'avait reçu Charles Dickens l'attendait sûrement de l'autre côté de l'Atlantique. Lorsque les Américains admirent, ils le font, comme toutes choses, largement.

— On m'a assuré, disait un jour Lamartine, que si je me décidais à aller en Amérique, je ne pourrais pas même poser le pied à terre; des milliers de bras me soulèveraient sur le quai de débarquement et me porteraient en triomphe jusqu'à mon hôtel !

Lamartine disant cela ne péchait peut-être point par excès de modestie, mais à coup sûr il ne péchait point par

exagération ; les triomphes américains ont de ces immensités. Jenny Lind a connu de ces savanes qu'elle eût pu franchir sur le dos de ses admirateurs.

M. Édouard Laboulaye refusa pourtant et les offres pécuniaires considérables et la perspective de ces hurrahs. C'est un homme de coin du feu et qui doit détester les voyages, quoiqu'il ait écrit les *Souvenirs d'un voyageur*. Je me le figure aimant par-dessus tout son logis, sa table de travail, le papier blanc qui est là tout près de la plume et aussi attirant que la neige vierge des Alpes, et les livres, la bibliothèque ouverte tant de fois, avec ses reliures aussi réjouissantes à l'œil qu'une toile du Corrége! Il aime tout cela et il aime aussi les contes; les contes, cette joie des petits, ce rajeunissement des hommes, cette poésie à son aurore, ce balbutiement du roman de la vie, cette chimère consolante et qui nous montre toujours au dénouement le vice châtié et la vertu triomphante!

Toute belle âme un peu rêveuse aimera les contes. « Mes « chers amis, disait le bon Denis Diderot, mes chers amis, « faisons des contes. Tandis qu'on fait des contes on ou- « blie, et le conte de la vie s'achève sans qu'on s'en aper- « çoive. »

M. Laboulaye a donc fait des contes, et des plus charmants. Il a écrit les *Contes bleus* et les *Nouveaux Contes bleus*, et la gravité de ses précédents travaux, de ses études sur

l'Allemagne ou sur les pays slaves, de ses essais de morale et de politique, ne l'ont point poussé à trouver trop légère la façon d'écrire de Charles Perrault; au contraire, et c'est plaisir de voir un même homme capable de publier *l'Etat et ses limites*, et de raconter aux enfants les aventures de *Poucinet*, *les Trois Citrons* et *Pif-Paf ou l'art de gouverner les hommes*. On croirait entendre parfois le Bonhomme Richard donnant à sa science le piquant et le je ne sais quoi d'ailé de la fantaisie.

« Hommes sérieux, laissez-nous donc oublier quelquefois cette vie que vous rendez si triste. Vous ne pouvez donner à tous la santé, la fortune ni la puissance. Il vous faut donc des rêveurs pour aimer et faire aimer aux autres ces biens dont l'espérance seule vaut tous les trésors de la terre, mais que vous n'estimez d'aucun prix : la beauté, la justice, la liberté. Les rêveurs ont cela de bon qu'ils ne prennent la part de personne; l'idéal leur tient lieu de tout. Quand on peut être le calife de Bagdad à ses heures, on voit de haut les ambitions du jour. Quel orateur vaudra jamais l'oiseau qui dit tout ? En fait de dévoûment et de ressources, quel ministre approchera du Chat botté ? Quant à moi, une seule profession m'aurait souri peut-être, c'est la diplomatie. J'aurais voulu rechercher par toute l'Europe cette robe couleur du temps que Peau-d'Ane a laissé à la cour, mais dont les hommes politiques, à ce qu'on assure, ont gardé les morceaux. Tout le reste m'est indifférent. L'expérience m'apprend tous les jours que le monde ne vaut pas l'empire de la fantaisie. »

Ne reconnaît-on point là, dans ces lignes piquantes, narquoises, adorablement spirituelles, le *trait de plume* de l'homme qui écrira le *Prince Caniche*, satire amusante et sortie du despotisme de notre pays, si changeant, que M. Éd. Laboulaye appelle le pays des *gobe-mouches*, et de la politique de M. Rouher, dont on trouve là une si divertissante critique.

Mais M. Laboulaye n'a point pour seule méthode de faire servir le conte à la politique ; il en fait avant tout un outil, — ou un joujou — de moralisation, comme on voudra. Et, c'est ainsi que, parlant à ses jeunes lecteurs, il écrit cette touchante et mélancolique page sur les contes de fées comparés à l'histoire de tous les jours :

« Messieurs, ne croyez pas, dit-il, que tous vous deviendrez princes en devinant des énigmes ; ni vous, Mesdemoiselles, n'imaginez pas que les fils de rois se disputeront votre pantoufle et votre main. La vie ne ressemble guère aux contes de Perrault, les fées qu'on y rencontre sont un danger plutôt qu'un appui. Aujourd'hui, comme au temps de Virgile, la fortune n'aime que les audacieux. Et même pour les moins ambitieux, à qui suffit encore la paix de l'âme et l'étude, il n'est qu'un talisman pour conquérir ces biens si doux : c'est un labeur opiniâtre. L'enchanteur qui nous protége, c'est le travail ; lui seul nous modère dans la prospérité, lui seul nous aide à oublier nos misères. Travaillez donc avec courage, faites fortune même, si vous trouvez la fortune sur le chemin de l'hon-

neur ; mais ne méprisez pas le merveilleux, qui amuse votre enfance, gardez toujours un coin pour l'illusion. Vous en aurez besoin contre les ennuis qui assiégent la vie ; cette chimère, que dédaignent les habiles, vous empêchera du moins de prendre trop au sérieux ce que le monde nomme sagesse, et qui n'est trop souvent que sécheresse, égoïsme et brutalité. »

Voilà le moraliste, et le plus sympathique et le plus souriant des moralistes, quoiqu'il n'ait garde d'oublier la goutte d'amertume qui reste au fond de toutes les coupes humaines. Mais l'homme qu'on ne trouve pas dans les livres de M. Laboulaye, livres savants ou livres aimables, l'homme qu'il faut avoir entendu pour pouvoir le connaître, c'est le causeur, c'est l'orateur, ou plutôt, si je pouvais créer tout exprès un mot et employer un barbarisme, c'est le *conversateur*.

Le langage est exquis et choisi, le geste sobre et net, la voix caressante, insinuante et virile à la fois. Avec quelle souplesse infinie M. Laboulaye mène à bonne fin une conférence, un de ces discours familiers dont il a fait un livre ! Comme l'anecdote y est bien placée, le trait bien ménagé, rapide et léger ! Et aussi, comme le ton s'élève lorsqu'il le faut ! Et quelle énergie, quelle émotion, quelle grandeur, lorsque le sujet emporte l'orateur vers les sommets ! On n'a pas oublié, — et cet *on* s'appelle la France, — le discours en quelque sorte déchirant que M. Labou-

laye prononçait lors de la discussion des Lois constitutionnelles, magnifique discours qui adjurait tous les partis de ne plus avoir qu'un seul but, le bonheur de la nation, et que le journal *la République française* qualifiait justement d'une des plus belles harangues prononcées depuis vingt ans à la tribune française.

Avant d'être élu député de Paris, M. Édouard Laboulaye avait déjà demandé au suffrage universel le pouvoir législatif. Candidat à Paris, en 1863, M. Laboulaye avait disputé dans le Bas-Rhin, en 1866, le poste de député au candidat bonapartiste, puis, en 1869, dans Seine-et-Oise, où M. Barthélemy Saint-Hilaire fut élu. Les habitants de Strasbourg lui avaient même offert, en 1866, un magnifique encrier qui devint un motif de raillerie lorsque, à l'heure du plébiscite, en 1870, M. Laboulaye déclara qu'il voterait *oui*. On lui a jeté depuis cet encrier, au milieu des discussions, comme autrefois Luther jetait le sien à la tête du Diable, quand il ne trouvait pas contre son démon des raisons assez concluantes. La vérité est que M. Édouard Laboulaye eut tort de transiger, fût-ce un moment, avec l'Empire. Combien cette nouvelle nous fut pénible!

Nous éprouvions alors un double dépit : celui de voir un des hommes que nous aimions le plus accepter une trompeuse liberté des mains d'un homme qui ne pouvait la donner, — *timeo danaos,* — et celui d'assister à des scènes attristantes : la jeunesse insultant un de ses meil-

leurs guides et un des plus honnêtes hommes de ce temps.

M. Laboulaye, il est vrai, représentait alors la grande masse de la nation, la masse timide et qui, libérale mais anti-révolutionnaire, a préféré la liberté déguisée à la *liberté périlleuse*, *periculosa libertas*. Sans doute croyait-il, espérait-il que le repos du pays exigeait qu'on se résignât à tenir une constitution hypocritement libérale d'un pouvoir issu d'un crime. « La meilleure constitution, disait-il avec Daunou, est celle qu'on a, pourvu qu'on s'en serve. » Depuis, terriblement détrompé, M. Laboulaye montre bien qu'il éprouve pour l'Empire les sentiments qu'il dut ressentir au lendemain de décembre, car c'est à cette *faction* qu'il songe, lorsque, dans le discours cité au début de cette étude, il s'écrie :

« Nous ne demandons ni violence ni proscription : cela n'a jamais été de notre goût ; mais nous ne croyons pas avoir de prétentions excessives en demandant d'une part que ceux qui ont l'honneur de servir la République veuillent bien ne pas conspirer contre elle, et, d'autre part, que tous les citoyens soient tenus de respecter le principe du gouvernement.

« La République est aujourd'hui le nom politique de la France ; qui attaque la République est un factieux et tombe sous le coup des lois. »

Ce sera un des titres de M. Édouard Laboulaye d'avoir plus que personne, et plus intelligemment que personne, travaillé à assurer, par une politique ferme et modérée à la fois, le triomphe de cette République, aujourd'hui devenue la loi. Un publiciste citait naguère, à propos de la République, la formule fameuse si souvent appliquée par de Maistre aux constitutions durables : « *Crescit occulto* « *velut arbor œvo.* Elle croît comme un arbre par l'effort « caché du temps. » Rien ne marque mieux la situation actuelle que ces mots. Certes, la République croîtra, pacifiquement, assurant à tous la liberté par l'ordre véritable; et puissent nos neveux s'asseoir un jour, à son ombre, racontant à leurs fils les nobles histoires et les jolis contes écrits par l'auteur de l'*Histoire des États-Unis* et du *Prince Caniche.*

Ce jour-là, Paris ne sera pas en Amérique, mais l'Amérique sera à Paris.

M. VICTORIEN SARDOU

M. Victorien Sardou est un Parisien de Paris, quoique, si je ne me trompe, sa famille soit marseillaise et peut-être d'origine italienne. *Lou Sardou*, en patois provençal, veut dire *le Sarde*. Il est né le 7 septembre 1831, d'un père professeur qui a signé plus d'un ouvrage classique, des grammaires, des recueils de morceaux choisis. Avant d'être un des premiers parmi le *tout Paris*, M. Sardou fut un vrai gamin de Paris, glissant au Palais-Royal, sur le bassin gelé, durant l'hiver. « Je suis tombé dans tous les bassins de Paris, disait-il un jour, avant de chercher à ne pas tomber sur toutes les scènes! » Laborieux, acharné, *piocheur*, malgré sa santé qui était faible, il avait commencé par étudier la médecine; ce

n'était pas là sa véritable voie. Il laissa les livres de physiologie pour les livres d'histoire; il se passionna pour le passé, pour la science. C'était l'heure où Meyerbeer donnait à l'Opéra cette magnifique œuvre d'art qui est, en même temps, comme une étude philosophique et historique, un tableau, une reconstruction d'un siècle disparu, le *Prophète*. Tout ce qui était la Réforme, la lutte de l'esprit moderne contre la tradition mortelle, enflamma Victorien Sardou. On le voyait alors courir les bibliothèques, traduire Érasme, étudier Jérôme Cardan, se nourrir de la moëlle du XVIe siècle. J'ai tenu entre mes mains un petit cahier, d'une écriture fine et propre, une étude sur Érasme, vivante, curieuse, entraînante, qui date de ce temps-là, et qui ferait honneur à l'auteur même de *Patrie* si elle était jamais publiée.

Quelles heures de lutte alors et, disons le mot, qui n'est que glorieux, de misère! Victorien Sardou donnait pour vivre des leçons d'histoire, de philosophie, pis que cela, de mathématiques. Il courait le cachet, il portait des articles aux revues qui ne payaient pas, aux dictionnaires biographiques, aux encyclopédies qui donnaient cent francs pour un article de gigantesque érudition! Et pas de désespoir cependant! Actif, intrépide, résolu, certain de vaincre, Victorien Sardou continuait à travailler, rêvant alors le double succès de l'historien et du dramaturge.

A cette époque, M. Sardou habitait avec un ami, le docteur Sémerie, une mansarde où le futur médecin et le futur dramaturge vivaient en commun; ils luttaient, ils cherchaient, ils espéraient. L'un des deux était alors menacé de phthisie, c'était le médecin. Une nuit, une quinte

terrible vint effrayer M. Sardou, qui veillait au chevet de son ami. Ne sachant que faire, M. Sardou descend en hâte, demande au concierge l'adresse du docteur le plus voisin.

— Le plus voisin? C'est M. Galtier!

— Quel numéro?

— Numéro 20.

La nuit était déjà avancée.

M. Victorien Sardou s'élance, sonne à la porte du docteur, réveille toute la maison, et tandis que le médecin s'habille :

— Le docteur est à vous, monsieur, à l'instant, lui dit le domestique. Veuillez l'attendre là, tenez, dans cette petite chambre; vous aurez, d'ailleurs, tout le temps de la regarder, cette chambre, et elle est curieuse! C'est là qu'a été assassiné Marat!

Et pendant que le docteur Galtier s'habillait, M. Sardou, à la lueur d'une bougie, restait là, seul, songeant à son ami qu'il croyait mourant, et cependant ne pouvant pas, dans cette nuit sinistre, détacher son regard de ces dalles rouges, sur lesquelles l'eau de la baignoire et peut-être le sang de Marat avaient coulé.

Un autre jour, M. Sardou passait dans la rue en même temps que débouchait une voiture chargée de pierres de taille. Par hasard, M. Sardou s'écarte et, au même instant, une des pierres se détache et écrase un malheureux porteur d'eau à l'endroit même que le jeune homme venait de quitter. « Suis-je donc destiné à sortir de ma vie de lutte? » se dit M. Sardou, superstitieux comme tous les gens qui attendent et qui souffrent.

Les aventures dramatiques étaient bien faites pour tourner cet esprit agile du côté du théâtre. Le théâtre, en

effet, l'attirait. Il avait déjà commis sa tragédie, *la Reine Ulphra*, qu'il a gardée, un *Bernard Palissy*, inspiré peut-être des causeries de son ami Edmond Roche, un poëte mort trop vite, et cette *Taverne des étudiants*, qu'il donna à l'Odéon, le 1er avril 1854, et qui fut emportée par une tempête de sifflets. L'œuvre n'était pas bonne, les vers étaient faibles. Mais l'auteur avait vingt-trois ans; il comprit d'ailleurs que le théâtre, cette *œuvre de démon,* comme dit Voltaire, exige d'un homme toute sa réflexion et toute son intelligence. Il se remit à l'œuvre, mordu au cœur par l'insuccès, mais non désespéré, mais décidé à triompher, et, rencontrant dans un premier mariage l'aide et l'affection militante, il travailla vaillamment, disputant au sort sa faveur et cela pendant des années.

Années de lutte, on le devine, de défaillances parfois, parfois de désespoir. Victorien Sardou a raconté, dans la page la plus émue qu'il ait écrite de sa vie, comment, à bout de forces, il alla trouver, un jour, une grande artiste qui se trouva être une bonne fée : c'était Déjazet. Il lui avait remis un manuscrit, *les Premières Armes de Figaro.* Il était allé, à pied jusqu'à Seine-Port, demander la réponse de la comédienne et si la pièce pouvait être, — par grande fortune, — jouée sur la scène qui portait ce nom juvénile : *Déjazet!* Déjazet lui répondit oui. M. Sardou chantait en sortant de chez la comédienne, et il lui semblait que les lilas embaumés lui souhaitaient autant de représentations qu'ils avaient de grappes fleuries.

Les Premières armes de Figaro furent jouées et applaudies. M. Sardou avait là pour collaborateur Vanderburg.

C'était déjà une escarmouche heureuse, mais ce n'était

pas encore une victoire décisive. Cette victoire, M. Sardou la demanda au Gymnase avec *les Pattes de mouche,* une comédie alerte et originale, sautillante, pétillante, un steeple-chase à la poursuite d'une lettre, un conte d'Edgar Poë traduit par un Parisien. Le soir de la première représentation, Victorien Sardou se promenait mélancolique devant le Gymnase. Il songeait que, si la pièce échouait, c'en était fait de ses espoirs. Il n'avait plus vingt-trois ans et il ne s'agissait plus d'un début à l'Odéon. « Je n'ai plus qu'à partir pour l'Amérique si je tombe, se disait Sardou. Là-bas, je ferai ce que voudra le sort! »

Peut-être est-ce pour cela que l'auteur de *l'Oncle Sam* et des *Femmes fortes* a gardé rancune à l'Amérique; il la déteste parce qu'il en a eu peur.

Ce Parisien d'ailleurs devait garder Paris, ou plutôt Paris le garda, l'adopta et l'applaudit. *Les Pattes de mouche* eurent un succès éclatant, et le lendemain M. Sardou était célèbre.

Depuis, il n'a guère connu que les succès; sa verve magnétique a enlevé les suffrages de la foule, tambour battant et mèche allumée. Il a écrit *Nos Intimes* et *Nos Bons Villageois*, *les Vieux Garçons* et *Maison neuve, Fernande* et *la Famille Benoiton*. S'il n'a pas été profond, il a été brillant; s'il n'a pas donné des œuvres d'airain, il a chiffonné galamment de jolies étoffes que la mode adopte et que la mode rejette, mais qui, pour les étrangers, ont le je ne sais quoi de retroussé et d'aimable que les peintres appellent le *chic*.

J'ai connu le temps où M. Victorien Sardou, au lendemain de son grand succès de *la Famille Benoîton,* déclarait d'ailleurs à ses amis que tout ce qu'il avait écrit jusque-là

pour le théâtre ne comptait guère à ses propres yeux, et qu'il avait d'autres projets pour l'avenir. Ce théâtre futur, dont M. Sardou faisait briller les perspectives à ceux qui l'écoutaient, je ne sais si c'est le genre de spectacle auquel appartiennent ses dernières pièces, *Andréa, le Magot, les Merveilleuses ;* mais s'il en était ainsi, je regretterais, avec beaucoup d'autres, le théâtre passé, qui valut de si vifs succès à l'auteur des *Pattes de mouche.* On me dira qu'*Andréa* ou *les Merveilleuses* ne sont, pour M. Sardou lui-même, qu'une fantaisie, un caprice, un divertissement, et ne tiendront, dans son répertoire, d'autre place que celle d'un article d'exportation ; je le sais. Par le temps qui court, beaucoup de peintres, et des plus célèbres, divisent les tableaux qu'ils produisent en deux lots : ceux qu'ils destinent à la France, au salon du mois de mai, au jugement de la critique ; et ceux qu'ils emballent, franc de port, pour l'Amérique, où se débite avec entrain l'article de Paris. *Andréa* était pour M. Sardou ce que sont ces tableaux de commerce pour certains peintres qui, pour être artistes, n'en demeurent pas moins gens d'affaires.

Parmi les auteurs dramatiques, beaucoup — chose singulière — sont personnellement inférieurs, intellectuellement parlant, aux pièces qu'ils produisent. Ils ont reçu de la nature un certain don, un certain flair ; ils ont acquis l'habitude des planches, ils savent jouer à la fois du comique et du tragique ; mais, une fois hors de leur théâtre, ils n'ont souvent, ce qui surprend fort, ni conception élevée de leur art, ni science historique, ni érudition littéraire. Il va sans dire que cette règle entraîne de notables et de nombreuses exceptions ; mais, entre ces

exceptions-là, je ne crois pas qu'il y en ait beaucoup de la valeur de M. Sardou. Son érudition, un peu *anecdotière*, est très-vaste, sa mémoire prodigieuse, sa conversation d'un intérêt tout à fait vif, entraînant et singulier. On sent en lui une nature absolument supérieure aux œuvres qu'il offre au public, et quelque soit le mérite de ses productions passées, on est toujours en droit d'exiger de lui une œuvre plus élevée que ses aînées.

Si le *paradoxe du comédien* imaginé par Diderot, et qui veut que l'acteur émeuve sans être ému, pouvait s'appliquer à l'auteur, M Sardou en serait un frappant exemple. Je suis persuadé qu'en écrivant il domine toujours la situation, et ne se laisse emporter par aucune fièvre. Au moment où son tempérament nerveux, primesautier, va l'entraîner dans une situation un peu trop haute ou difficile et qui, par conséquent, pourra ou dépasser ou heurter le public, sa lucidité d'esprit, sa raison l'arrêtent aussitôt brusquement et lui crient : Casse-cou !

Il a cependant, naguère, tenté une dangereuse épreuve et s'est hardiment attaqué à une œuvre supérieure et volontairement sombre, *la Haine*. Il faut lui en savoir gré. La tonalité morne de ce farouche tableau ne manquait pas de grandeur, et si la langue eût été à la hauteur de la prodigieuse science de reconstruction dont l'auteur faisait preuve, il eût fallu bien haut proclamer cet essai altier un chef-d'œuvre. Walter Scott a montré, dans *la Prison d'Édimbourg*, toute une ville agissant et hurlant. M. Sardou a fait de même dans *la Haine*. Avec un rayon de passion vraie, du style et une larme pure au milieu de cet enfer où la guerre, le viol, le sang et la peste font rage, cette chronique siennoise obtenait le succès de l'épisode flamand qui s'appelait *Patrie*.

Patrie! Un chef-d'œuvre encore, moins le style, inférieur toujours à la conception superbe du drame.

Il y a dans les *Chroniques italiennes*, de Stendhal, une histoire poignante, *Vanina Vanini*, ou *Particularités sur la dernière vente de carbonari découverte dans les États du pape.* Cela a trente pages, de ces pages concentrées, rapides, pleines de faits comme en écrivait Beyle de son style sobre et net; trente pages, et c'est admirable!

Vanina Vanini est l'histoire d'une princesse italienne éprise d'un carbonaro. Elle ne songe qu'à son amant qui ne songe qu'à l'Italie et à l'affranchissement de Rome. Lorsqu'elle lui propose de fuir avec elle, de partir, de quitter son pays : — Non, dit-il, quitter Rome est pour moi le pire des supplices. Ah! que l'Italie n'est-elle délivrée des barbares!

Et Vanina jalouse, jalouse de cet amour de Minirilli pour l'idée, cherche alors le moyen de détacher le jeune carbonaro du groupe dont il fait partie.

« Au milieu de la nuit, dit Stendhal, Vanina vient voir Minirilli; il lui dit l'incertitude où il venait d'être plongé et la discussion à laquelle, parce qu'il l'aimait, il avait livré le grand mot de *patrie*.....

— S'il devait choisir absolument entre la patrie et moi, se disait-elle, j'aurais la préférence. »

Et dans sa jalousie, Vanina Vanini court dénoncer au cardinal-légat la conjuration dont elle a les fils. On arrête les carbonari, et lorsque Minirilli, arrêté et enchaîné, apprend que cette femme a trahi les siens :

— Ah! monstre! s'écria-t-il en se jetant sur elle.

« Et il cherchait à l'assommer avec ses chaînes. »

Le magnifique drame de M. Victorien Sardou, *Patrie*, m'a toujours rappelé ce tragique récit de Stendhal. On ne lit plus assez Stendhal. C'est un arsenal d'idées et, comme il le disait, de *menus faits*.

Bref, *Patrie* obtint le plus éclatant des succès. Le public voulut qu'on traînât sur la scène l'auteur, qui eut le bon goût de rester dans la coulisse. Au moment de ce réveil de l'opinion libérale, on parla de faire de l'auteur de *Patrie* un député, ni plus ni moins. Où sont ces rêves ?

Au lendemain de la première représentation de *Patrie*, M. Victorien Sardou assistait à la première représentation d'une opérette qui ne réussit point, *la Diva*, et le public des Bouffes, peu enclin cependant aux choses littéraires, éprouva le besoin de protester contre l'éternelle opérette et de saluer l'avénement du drame viril. Alors, apercevant M. Sardou assis dans un fauteuil du petit théâtre, les spectateurs de *la Diva* applaudirent aussitôt l'auteur de *Patrie*, et semblèrent, par cette ovation, l'engager à ne quitter plus jamais la voie où il venait d'entrer. « A bas l'opérette! vive le drame! » Tel était le mot d'ordre. Le triomphateur du jour remercia par un signe de tête, et rentrant aussitôt à son logis, il songea sans doute à l'opérette future qu'il écrirait tout justement pour ce musicien de *la Diva*, auquel on venait de l'opposer comme une littéraire antithèse.

Le Roi Carotte fut une inutile spéculation et une mauvaise féerie. Mais du moins ne peut-on reprocher à cette fantaisie douteuse ce qu'on peut reprocher à *Rabagas*, qui fut joué presque en même temps. Hélas! il sera dit maintenant qu'à l'heure où la France vaincue avait besoin de consolation, d'oubli, de silence et d'honneur, M. Sardou

aura présenté au public un type de bassesse insolente qui, chassé et bafoué, s'écriait au dénoûment de la comédie :

— Allons ! je m'expatrie ! Et je vais dans *le seul pays où l'on apprécie* les gens de ma trempe.

— Où donc ?

— En France !

Oui, voilà ce qu'un Français osait écrire en février 1872, aux éclats de rire des Prussiens vainqueurs !

Le soir de la première représentation de cette amusante mais brutale caricature, — satire hargneuse qui joua, sous la troisième République, le rôle de la *Foire aux idées* sous la seconde, — quelqu'un rencontra, près du théâtre du Vaudeville, M. Gambetta, et lui montrant le théâtre où l'on venait de représenter *Rabagas* :

— Si vous voulez voir un *Aristophane* de boulevard, entrez là !

— Non, répondit en riant M. Gambetta ; j'aime mieux lire le véritable *Aristophane !*

M. Gambetta avait bien raison. Et M. Sardou s'engageait dans une voie fatale, lui qui, après avoir calomnié son pays, allait bientôt attaquer encore la liberté et la République dans un pays qui leur doit sa grandeur, les États-Unis.

On pouvait même se demander si le moment était bien choisi pour railler plus ou moins agréablement un autre peuple, et un peuple aussi grand que les États-Unis, et pour le présenter comme un ramassis ennuyeux de gredins, de fripons, de puffistes et de farceurs. La comédie a ses droits et même elle les peut librement pousser jusqu'à la *charge* ; mais elle devrait cependant garder le tact et la

mesure. Étonnez-vous donc qu'on nous prenne pour un peuple léger, et qu'on nous refuse parfois une sympathie que nos sottises et nos folies ne nous empêchent pourtant pas de mériter ! Il serait, à coup sûr, aujourd'hui de notre devoir d'être modestes. Nous avons à passer par des années de contrition et à réparer, par le plus sage et le plus acharné travail, la brèche ouverte dans notre fortune et la blessure faite à notre renommée. Nous avons surtout à nous guérir de bien des vices qu'on pourrait appeler des vices nationaux ; et c'est précisément l'heure que choisissait, pour nous égayer aux dépens du prochain, l'amuseur populaire que la foule suit, avec une indulgence rare, dans toutes ses fantaisies !

Le procédé est trop simple et trop facile. Au lieu de se guérir de ses propres maux, on se met à rire des verrues des autres ! On aurait mauvaise grâce à parler de sa perfection, mais on prend plaisir à se moquer des gibbosités de l'étranger. On oublie la poutre de son œil pour montrer du doigt la paille du voisin ! Je ne sais trop si c'est là une bonne méthode pour arriver à cette fameuse *régénération* dont les misanthropes seuls parlent encore dans leurs rabâchages. Mais quel plaisant projet pour un auteur français d'aller flageller l'Amérique ! Il me semble voir un malade étendu dans son lit, pâle, sans forces, anémique, entouré de docteurs, et se moquant d'un gros gaillard haut en couleur, fier de sa santé, qui entrerait bruyamment dans la chambre close. Certes, le Yankee, jeune, vigoureux, le verbe bruyant, le geste prompt, le poing solide, sent peut-être le *brandy,* le *mint-julep* ou rum-toddy ; mais peut-être aussi cela vaut-il mieux encore que de sentir la tisane. Il ne sied pas à un convalescent de se moquer de la santé.

M. Sardou n'avait montré, au surplus, dans *l'Oncle Sam*, que ses qualités de second ordre. Ce n'était plus la veine heureuse des *Intimes* et de la *Famille Benoîton*. Dans une comédie qui suivit, *les Merveilleuses*, l'auteur dramatique même disparaissait pour faire place au simple amateur de curiosités.

Les Merveilleuses intéressèrent fort quelques curieux et déconcertèrent la grande majorité des spectateurs. M. Sardou s'était trompé. Il avait obéi à ses instincts de chercheur, à sa passion d'érudit, à son amour intelligent du *bibelot* historique; il avait tracé cinq tableaux différents d'une même époque pour sa satisfaction personnelle et pour se divertir lui-même; mais il avait oublié de faire une pièce. *Les Merveilleuses* étaient un album de costumes, une suite de scènes de mœurs, une lanterne magique, un diorama, tout ce qu'on voudra, excepté une comédie.

Lisez *les Merveilleuses*. L'intrigue y est nulle. Un jeune réquisitionnaire parti pour l'Italie, Dorlis, retrouve, à son retour, sa femme Illyrine qui, forcée de divorcer, va épouser, selon le rite des théophilanthropes, le citoyen Saint-Amour, chef du cabinet de Barras. On ne s'explique pas, soit dit en passant, que Saint-Amour se soit fait théophilanthrope pour complaire à son patron Barras. Le directeur Barras se moquait beaucoup de la théophilanthropie, dont l'inventeur était son collègue La Réveillère-Lépeaux, le futur beau-père de David (d'Angers). Parfois même, Barras disait à La Réveillère : « Si tu veux que je croie à ta religion, fais-toi tuer pour elle. » Et il riait. C'est là un mince détail. Dorlis retrouve donc Illyrine mariée à Saint-Amour; il la lui dispute, il la lui enlève. Voilà toute la pièce. On a, pour toute action, une

scène curieuse entre Illyrine et Dorlis, écrite dans le style sentimental de l'époque : *O tendre et infortunée Illyrine! Trop malheureux Dorlis*, etc. Mais je doute que les amoureux de ce temps-là parlassent entre eux comme les héros des romans de Ducray-Duminil. La passion sincère ne se raille pas elle-même. Elle devait, à coup sûr parler simplement, même au temps des précieuses. L'hôtel de Rambouillet lui-même avait des instants pour le naturel.

Il serait d'ailleurs injuste de s'arrêter à cet essai, en quelque sorte archéologique, de M. Sardou. L'auteur des *Pattes de mouche* semblait y avoir perdu son habileté; mais cette vertu-là se retrouve. M. Sardou est loin d'avoir dit son dernier mot.

Intelligence active sans cesse en éveil, lisant les livres qu'on ne lit pas, déterrant l'inédit dans l'inconnu, grimpant volontiers au pommier du voisin, ennemi du mur mitoyen, donnant d'ailleurs une saveur particulière aux fruits du verger d'autrui, spirituel jusqu'aux ongles, malicieux et ingénieux, M. Sardou est le théâtre fait homme. Il hache ses phrases tout exprès pour le débit de l'acteur, il lit et joue ses pièces, il les met en scène, il les habille, il les pare, il les fait valoir, il les lance. Rêvant d'écrire des livres plus tard, une *Histoire de l'art des jardins*, des romans sur la Révolution, des traités de magnétisme peut-être (car il est ou se dit *medium*), M. Sardou est entraîné par la production courante et par cette fatalité du siècle qui veut que l'homme de lettres ne puisse vivre aujourd'hui de sa plume qu'à la condition d'en abuser.

Il est riche pourtant. Sa propriété de Marly est un château. Scribe appelait sa demeure un « asile champêtre. » L'asile de M. Sardou est non-seulement champêtre, mais

princier. Des tableaux, des gravures, une incomparable bibliothèque, des bronzes, des faïences, des manuscrits précieux; avec cela le bonheur intime, une femme aimée et charmante, en voilà plus qu'il n'en faut pour être heureux. Mais M. Sardou est de ces tempéraments nerveux qui détestent le bien par amour du mieux. Il n'avait qu'à peindre encore la société moderne comme autrefois, par des touches alertes et vives; il a préféré faire de la satire politique. Il était l'auteur de *Patrie;* il est devenu l'auteur de *Rabagas*. Il avait enthousiasmé; il a fait rire. On l'avait comparé à Corneille; il a emprunté le fouet de Clairville. Il signait des bas-reliefs, sinon des statues; il a signé des enluminures tapageuses. En son for intérieur, il le regrette certainement aujourd'hui.

M. Sardou, d'ailleurs, est de ces hommes d'érudition et de ressources qui se renouvellent sans cesse et étonnent par leurs rajeunissements successifs.

Et je ne jurerais pas que l'auteur de *Rabagas* ne devînt quelque jour l'auteur d'un drame comme *la Haine,* mais clair et entraînant, cette fois, mais durable et acclamé.

---

v. Moltke

M. DE MOLTKE

Napoléon Ier a écrit, dans ses *Mémoires*, que la guerre s'apprend moins encore par les marches et les batailles, que par l'étude approfondie de la tactique des grands capitaines. « Il veut, a-t-on dit, que l'officier ambitieux de parvenir pâlisse sur les livres et les cartes de géographie. » Le prince de Neufchâtel lui vantait, un jour, les mérites d'un général, téméraire comme le danger, brave comme son épée :

— Il sent la poudre, sire !

— J'aimerais mieux, répondit l'Empereur, qu'il sentît l'huile de la lampe !

M. de Moltke est un général comme les voulait Napoléon. Ses victoires ont l'odeur du sang. Mais elles gardent aussi celle de l'huile. Elles ont été beaucoup travaillées. La guerre a ses héros et ses paladins, elle a aussi ses mathématiciens et ses industriels. M. de Moltke est de ces derniers. Il a su faire de l'art de tuer les hommes quelque chose de méthodique et de net, où la machine et l'opération de banque jouent également bien leur rôle. C'est un grand capitaine tout moderne, et qui serait capable, après l'avoir préparée dans le silence du cabinet, de mettre la gloire en actions.

Je lisais, naguère, cette page d'un écrivain belge, M. Charles Marelle, relative à un tableau de M. Bleibtreu, peintre à Berlin, représentant la bataille de Sedan, page qui donne bien l'idée de ce qu'est aujourd'hui la *gloire* :

« C'est un tableau de quatre pieds de haut sur sept et demi de large à peu près. Sur un monticule dominant le champ de bataille, le prince royal est debout, entouré de son état-major prussien, bavarois et wurtembergeois. La bataille est engagée ; mais si le bon Homère y assistait avec nous, il serait bien étonné de la manière dont les combats se livrent et se gagnent aujourd'hui. Que font, en effet, ces « chefs des peuples et tous ces guerriers bien bottés ? » — Ils regardent. Ils regardent, les uns de leurs propres yeux, les autres à l'aide de lorgnettes. Plusieurs ont à la main un petit objet fumant, d'aspect singulier : est-ce une arme à feu ? non, c'est un cigare. Tous laissent

leur épée au fourreau, quelques-uns même ont les mains dans leurs poches. Quant à la bataille elle-même, qui pourtant fait rage, on n'y voit que du feu et de la fumée. Tous ces fiers gaillards en uniforme n'y assistent-ils qu'en curieux, comme ils en ont l'air, ou quelques-uns du moins y prennent-ils une part active ?

« L'artiste ne peut nous renseigner là-dessus autrement qu'en nous montrant un cavalier blessé, tenant son cheval par la bride, et attendant les ordres du prince royal, tandis que d'un autre côté arrive au galop un autre cavalier apportant sans doute des nouvelles du combat. Si un historien militaire se trouvait là, c'est lui qui nous expliquerait le reste, c'est-à-dire le plus important. A l'exemple de ces deux « Achéens aux belles cnémides » assis par terre, au centre du tableau, l'historien prendrait un papier, une carte sur laquelle il ferait des points et des lignes ; et avec ces points et ces lignes, il nous donnerait, non pas une image, mais une idée de la bataille telle qu'elle a eu lieu là-bas dans la plaine. Il ferait comprendre à notre bon Homère comment Achille, je veux dire le prince royal, et comment Ulysse ou le général de Blumenthal, qui lui semblent ne rien faire, frappent en ce moment à la manière moderne, c'est-à-dire par la pensée, des coups bien autrement terribles que ceux des deux Ajax, tout simplement en donnant des ordres, d'un commun accord avec d'autres chefs qu'on ne peut apercevoir, contre un ennemi qu'on ne voit pas mieux.

« Oui, c'est bien de cette façon la moins épique, la moins individuellement dramatique et la moins pittoresque que ces grandes choses se passent. »

M. de Moltke est le plus illustre de ces guerriers qui se battent à distance.

Helmuth-Charles-Bernard, né baron de Moltke, est un petit homme maigre, alerte, le visage creusé, ridé, le profil aigu, la bouche sévère et les lèvres minces, une sorte de Voltaire à cheval ou de vieille femme en uniforme. Il a soixante-quinze ans aujourd'hui. Son énergie est grande encore, mais la mort a déjà passé tout près de cet homme qui l'a si puissamment aidée à faire son œuvre. Né dans le Mecklembourg, à Gnewitz, le 26 octobre 1800, M. de Moltke avait commencé d'abord à servir le Danemark, — dont sa famille est, je crois, originaire, — et à vingt ans, il s'exerçait au métier des armes dans les rangs de ces héroïques Danois qu'il devait plus tard combattre, lorsqu'en 1822, il se mit au service de la Prusse. Dix ans plus tard, après une longue suite d'études et de travaux, il était admis dans l'état-major.

Les officiers prussiens, comme les Germains dont parle Tacite, voyagent volontiers pour étudier partout la guerre. En 1835, M. de Moltke fit un voyage en Orient et, présenté au sultan Mahmoud, il accepta de lui la tâche d'organiser l'armée ottomane. Un congé de plusieurs années fut accordé à M. de Moltke par le gouvernement prussien. Dans un livre curieux à plus d'un titre, *Lettres sur l'Orient*, M. de Moltke a consigné ses souvenirs de ces années où il se préparait à la grande guerre continentale, en initiant les Turcs aux nouvelles théories stratégiques ou en assistant, en 1839, à la campagne de Syrie. Il est à lire, ce livre. On y trouve déjà le sang-froid cruel, le coup d'œil implacable, la résolution meurtrière, qui seront plus tard les

vertus militaires et les vices d'humanité du chef d'état-major général de l'armée allemande.

N'est-ce pas M. de Moltke qui a écrit ces lignes inhumaines sur les *nécessités* de la guerre :

« Un moyen cruel assurément d'obtenir la reddition d'une place, ou du moins de la hâter, moyen, disons-le, qui reste sans effet sur un commandant énergique, c'est de bombarder, non-seulement les fortifications, mais encore la ville même. Nous y avons eu recours pendant la guerre (qui pourrait, hélas ! oublier le bombardement de Strasbourg !) Et cela nous a fait accuser de violer les lois de l'humanité ; nous avions raison, cependant. Le devoir d'un chef est, en effet, de ménager autant que possible le sang de ses soldats. Eh bien ! placés dans l'alternative de sacrifier — soit en livrant l'assaut, soit en laissant traîner le siége en longueur, l'existence d'un millier d'hommes peut-être, ou de détruire une centaine de maisons, nous n'avions pas à hésiter. En agissant ainsi, nous avons obéi à de vrais sentiments d'humanité. Non, le droit des gens ne condamne pas notre conduite, pas plus qu'il ne défend à un soldat de fusiller impitoyablement des francs-tireurs pris en flagrant délit de « coups de bandit ». (*Banditenstreich.*) (1) »

M. de Moltke n'est pas d'ailleurs plus tendre pour ses compatriotes que pour les francs-tireurs étrangers. Un jour qu'au Reichstag on interpellait le chef de l'état-major sur un point tragique — deux soldats mis au cachot dans

(1) *L'Armée allemande,* 1 vol. traduit par MM. de Gustett et Bouteillers.

des culs de basse-fosse y avaient contracté des infirmités dont ils étaient morts, — M. de Moltke monta à la tribune et répondit avec une décision terrible :]

— Eh bien ! oui, le fait est vrai. Mais reste à savoir s'il est plus utile à l'intérêt de l'armée prussienne que la discipline soit strictement, sévèrement observée, ou que deux mauvais soldats donnent leur vie dans une prison, quand des milliers de braves gens tombent sur le champ de bataille !

En 1846, M. de Moltke était nommé aide de camp du prince Henri de Prusse, retiré à Rome. Le prince mourut en 1847, M. de Moltke revint à Berlin, devint en 1856 l'aide de camp du prince Frédéric Guillaume, le futur empereur, et, nommé en 1857 chef de l'état-major de l'armée, il devait, deux ans après, dresser le plan d'une campagne contre la France, alors engagée dans la guerre avec l'Autriche. La paix de Villafranca arriva. M. de Moltke remit ses projets à plus tard. Mais on voit déjà la préméditation et la pensée constante. Ce n'est pas un tel homme qui se risquera dans une entreprise sans y être préparé.

L'ancien officier du Danemark conduisit, en 1864, contre les Danois, les soldats de la Prusse. Il était, dans cette campagne criminelle que l'Angleterre et la France eussent pu, eussent dû empêcher, la pensée dont le prince Frédéric-Charles était le bras, et il put étudier, à son aise, l'armée autrichienne qui combattait alors, côte à côte, contre le petit peuple admirable, avec les soldats de l'Autriche. Deux ans après, ces alliés étaient en guerre. Mais M. de Moltke avait dès longtemps terminé le plan de

campagne qu'on devait exécuter contre l'Autriche, et l'heure venue, les armées prussiennes se précipitaient sur les soldats autrichiens avec la solidité d'une machine bien construite et bien dirigée. M. de Moltke accompagna le roi dans cette campagne. Il était à ses côtés à Sadowa. Il devait le suivre de même pendant la campagne de France.

M. de Moltke passe, dans l'armée allemande, pour un stratége admirable ; mais la légende, inventée par des ennemis peut-être, veut que son courage personnel ne soit pas à la hauteur de sa puissance cérébrale. Aussi, lorsqu'à Saint-Privat, M. de Moltke mit l'épée à la main pour entraîner au combat les régiments poméraniens, il se fit un mouvement et un remous dans les rangs, et ce cri : *Le père Moltke va charger,* enleva mieux qu'un appel de clairon les plus irrésolus.

Le père Moltke est le nom que les soldats allemands donnent au maréchal de Moltke, comme les nôtres le donnaient au maréchal Bugeaud.

A cette accusation de prudence, accusation gratuite et inutile, ajoutez celle de jalousie. M. de Moltke passe pour avoir fait en quelque sorte exiler, dans un commandement éloigné, un général allemand fort habile, qui porte un nom français, et dans lequel le chef de l'état-major pouvait déjà voir un rival. — Le général Duverdier est, en effet, avec M. de Blumenthal, un des officiers les plus remarquables et les plus redoutables de l'armée allemande.

M. de Moltke est, non-seulement en art militaire, mais en politique, du parti de l'autorité. M. V. Tissot nous

apprend qu'en voyant Paris après la reddition, M. de Moltke se tourna vers le prince Frédéric-Charles, et lui dit : « Sans un gouvernement fort, ce peuple est perdu. »

L'illustre stratégiste n'aime point les indiscrets : s'il n'a pas encore dressé, comme M. de Bismark, un chien spécial pour courir sus aux reporters, il a une manière de les recevoir qui les guérit de revenir.

En 1870, avant de partir pour le Rhin, M. de Moltke répondit invariablement à tous les correspondants de journaux américains, anglais et russes qui l'assaillirent : « Vous me demandez comment vont les affaires; mais pas mal : mes froments ont souffert des pluies; quant à mes pommes de terre, elles n'ont jamais été aussi belles.

Fort pieux, de cette piété dure et sévère de certains, protestants, M. de Moltke, chaque fois qu'il se rend à son château, s'enferme dans le caveau qu'il a fait construire pour sa femme, et là, face à face avec le tombeau, il prie et il pense.

Il travaille avec une activité continue, le compas à la main, un tableau noir et de la craie sous les yeux Écrivain correct, froid, mais intéressant et exact, il a publié, outre les *Lettres sur l'Orient,* de 1835 à 1839, une histoire de l'*Expédition turco-russe dans la Turquie d'Europe*, et dirige une publication sur la *Campagne d'Italie en* 1859, où les défauts et les qualités de notre armée sont mis en relief avec une vérité étonnante et qui eût dû faire réfléchir ceux de nos généraux qui ont pu lire ce livre. Mais l'ont-ils lu ?

A cette heure même, M. de Moltke travaille à la publication entreprise par l'état-major général, la *Guerre franco-allemande*, et il donne là, avec une franchise qui touche à l'audace, les détails les plus inconnus, comme, par exemple, telle dépêche qui prouve que la Prusse, si fort irritée contre la pensée que la France pouvait attaquer la Belgique, était toute prête, le soir de la bataille de Sedan, à violer la neutralité du territoire belge[1].

Il fut d'ailleurs implacable lorsque notre malheureuse armée dut capituler, et le général de Wimpffen a raconté, dans son livre sur *Sedan*, la sinistre entrevue que le pauvre et brave chef d'armée eut avec nos vainqueurs.

M. de Bismark se montrait sévère, mais encore accessible :

— Après l'effort que l'Allemagne vient de faire, disait-il, elle en voudrait à la Prusse, si le roi se contentait de parole et d'argent ; elle veut des garanties matérielles qui

---

1. Voici cette dépêche. Elle est tristement éloquente :

Buzancy, le 30 août 1870, 11 h. du soir.

ORDRE A L'ARMÉE

Dans le cas où l'ennemi passerait sur *le territoire belge et ne serait pas immédiatement désarmé*, ON L'Y SUIVRAIT sans attendre de nouveaux ordres.

Signé : DE MOLTKE.

assurent son repos, car elle ne sera peut-être pas en état de renouveler d'ici cinquante ans une pareille guerre, nécessitant de si grands sacrifices. Il faut donc, dès aujourd'hui, que vous consentiez à être prisonniers de guerre, ainsi que nous l'avons décidé.

— Ou bien, ajoutait M. de Moltke, dès demain, au point du jour, nous recommencerons le feu.

— Quant à moi, répondit M. de Wimpffen, général en chef par suite d'un incident de la bataille, je ne puis me résoudre à accepter de pareilles conditions sans les avoir exposées aux généraux qui commandaient l'armée sous mes ordres. Demain, à neuf heures, je vous ferai savoir ce que nous aurons arrêté.

« Le général de Moltke insista de nouveau, ajoute le général de Wimpffen, *pour recommencer le feu dès le point du jour*, si la capitulation n'était pas convenue à l'instant même; mais le comte de Bismark déclara qu'on pouvait retarder jusqu'à neuf heures du matin. »

La modération dans la victoire n'est pas la vertu de ces héros-commerçants.

Ils ont d'ailleurs la vertu de leur vice, et leur rapacité se double d'un ordre extrême.

Une haute cour des comptes fut assemblée, par exemple, après la guerre, à Potsdam, et vérifia, compulsa et assura les comptes de la campagne de 1870-1871. Ce n'était pas une mince affaire, mais la chose est, hélas! plus facile pour le vainqueur que pour le vaincu. Avec une patience étonnante, un soin méticuleux, ces calcula-

teurs et vérificateurs allemands, penchés sur leurs paperasses comme les *peseurs d'or* des tableaux de Quentin Metzis sur leurs balances, examinèrent et discutèrent les réclamations les plus minimes. Au besoin, s'ils eussent trouvé trace de malversations, ces membres de la haute cour se fussent transformés en juges, et nul, quelque haut placé qu'il fût, n'eût échappé à leur juridiction.

Il est arrivé, par exemple, que, dans la dernière campagne, M. de Moltke lui-même a demandé, je ne sais où, une livre de tabac à priser. Il prise beaucoup, M. de Moltke, il prise comme Frédéric II et Napoléon. Il leur faut toujours de la poudre à ces conquérants, fût-ce dans leur tabatière. Le chef de l'état-major allemand a donc reçu une livre de tabac, et le prix un *thaler dix gros* — c'est-à-dire *cinq francs* de notre monnaie, en a été compté au trésor impérial. Là-dessus, grosse affaire à la haute cour de Potsdam.

— Comment ! un *simple particulier* grève l'administration militaire d'une dépense affectée à ses besoins privés ! C'est un scandale, et il s'agit d'y mettre bon ordre !

Et le feld-maréchal de Moltke a été invité à payer au fisc le montant d'une dépense faite pour lui, par lui, et portée à tort au compte du trésor.

Je veux bien qu'il y ait là une sorte d'affectation de régularité, et que l'administration prussienne tienne à se parer de ce thaler et de ces dix groschen qu'elle reprend ainsi dans la tabatière de M. de Moltke ; et pourtant il y a là une marque, un trait de caractère qui doit nous donner à réfléchir.

Ce sont décidément des gens *ordonnés* que nos ennemis; on peut les définir « des jésuites protestants. » Ils sont hypocrites et économes. Harpagons mathématiciens, ils sont aussi des Shylocks ingénieurs. Ils ne laissent rien traîner, pas même un peu de générosité.

M. de Moltke, dans son livre sur *l'Armée allemande,* nous en fournit la meilleure preuve.

Il est hautain et insultant dans sa forme polie.

« Surpris en pleine paix, dit-il, par une déclaration de guerre perfide, notre peuple put voir son armée se préparer à entrer en campagne avec une diligence vraiment prodigieuse. En peu de semaines, l'armée confédérée transporte dans l'ouest ses centaines de milliers de soldats dont beaucoup étaient dispersés sur les frontières les plus éloignées. Et, prête à combattre, elle put aller, après s'être réunie à ses alliés du sud, chercher l'ennemi qui l'avait provoquée dans son propre pays. En même temps, les côtes si étendues de l'Allemagne du nord, menacées d'un débarquement, furent couvertes militairement, et des corps de réserve nouvellement formés furent en quelques jours en état de suivre l'armée. Tout cela se fit, on peut le dire, avec une promptitude méthodique, sans qu'aucun frottement vînt contrarier le fonctionnement de cette immense machine de guerre. Vingt ou vingt-deux grands convois partirent parfois dans la même journée des gares de Berlin. Et pourtant toutes les forces du pays ne sont pas épuisées! Les peuples prussiens et de l'Allemagne du nord ont donc raison de considérer avec reconnaissance l'organisation merveilleuse

de leurs forces militaires, de même qu'ils peuvent contempler avec une fière satisfaction les résultats qu'elle leur a donnés. »

Méditons d'ailleurs ces enseignements et relisons ces pages où M. de Moltke veut inspirer à tous le respect et l'admiration pour « *la grande armée allemande,* » et pour cette organisation qui lui a fait dire que, « *par sa force, par sa supériorité sur la nôtre, nous étions battus avant même que le premier coup de canon fût tiré.* » C'est en nous attachant à ne plus ignorer nos ennemis que nous parviendrons à les vaincre.

Assez de phrases toutes faites! assez de chauvinisme inutile! assez de légendes mensongères et meurtrières! Allons, étudions, vérifions, devenons, comme ceux qui nous haïssent, des soldats qui *sentent l'huile*, tout en gardant notre parfum d'héroïsme, notre intrépidité et notre alacrité gauloise.

A ce prix nous nous relèverons et nous triompherons.

Que l'avenir vous donne des héros! Et que le sort nous garde des grands hommes de guerre, de ceux qui font de leur génie une vertu de carnassiers! « La guerre, disait Eugène Cavaignac, c'est la dictature, c'est le danger de la liberté! » Voilà l'opinion d'un soldat et d'un tribun. « Ne faudra-t-il pas signer la « paix après la guerre? s'écriait Voltaire. Que ne le fait- « on tout d'un coup? » Voilà l'avis d'un philosophe railleur et pratique. Mais le sentiment de Napoléon Ier, un des démons de la guerre, est plus concluant encore : « Qu'est-ce que la guerre? disait-il. Un métier de bar-

« bare où tout l'art consiste à être le plus fort sur un « point donné. »

Le philosophe, le tribun et le despote, tous la méprisent, cette guerre. Et l'humanité continue à se déchirer et à se mordre aux entrailles. Mais du moins ceux qui pensent peuvent-ils passer sans les saluer devant les héros de la guerre, et ne s'incliner que devant les lauriers humains qui ne sont pas souillés de sang.

Etienne Arago

M. ÉTIENNE ARAGO

Il va bientôt y avoir cinq ans, qu'un jour d'octobre, un lundi, par un temps de pluie et de boue, l'émeute gronda autour de l'Hôtel-de-Ville, roula dans ses escaliers, envahit ses salles, monta sur ses tables et se glissa jusque dans ses caves. Ce fut cette journée du siége qui demeurera historique sous ce nom, sous cette date, le 31 *Octobre*.

Quatre ans et demi! que de choses depuis ce jour!

Nous avions pu pénétrer, le soir de ce jour-là, dans le vieux palais municipal, et, — chose extraordinaire, — tout en sachant que l'Hôtel-de-Ville était envahi, nous ignorions que le gouvernement était prisonnier. On nous avait dit que, vers six heures du soir, tout avait été terminé par une promesse d'élections municipales. En pénétrant dans le cabinet du maire de Paris, quel ne fut pas

notre étonnement lorsque, à notre demande de nouvelles, Étienne Arago nous répondit :

— Eh bien, vous voyez, nous sommes prisonniers!

— Prisonniers?

— Prisonniers. Moins sévèrement tenus que les membres du gouvernement, puisque vous avez pu parvenir jusqu'à nous. Mais eux sont gardés à vue!

Un homme au visage sympathique, à la barbe blanche, et qui se tenait aussi sur un canapé, à la gauche de la porte d'entrée, tandis que M. Hérisson, adjoint au maire de Paris, prisonnier comme lui, allait à la fenêtre et regardait sur la place, me tendit la main. Je ne l'avais pas aperçu. C'était M. Dorian, celui que tout à l'heure la foule voulait proclamer *dictateur,* et qui, refusant le pouvoir, ne voulait que sa part de captivité. Je n'oublierai jamais son calme sourire, un peu ironique, et qui semblait dire : C'est une vaste bourrasque. Laissons-la passer.

Étienne Arago, lui aussi, me frappa par sa résolution; plus expansif que Dorian, il se laissait aller à son impétuosité naturelle et fulminait contre les envahisseurs. Mais sous sa colère d'honnête homme on eût facilement retrouvé cette énergie gaie et bien française qui ne l'abandonna jamais.

Quelques heures auparavant, au moment de l'invasion de la mairie, comme un homme de cette foule, ou plutôt un monsieur fort bien mis, portait la main sur l'écharpe du maire :

— Votre nom, vous, lui avait dit Etienne Arago, pour que je vous retrouve quand je ne serai plus magistrat?

L'homme n'avait pas répondu et s'était noyé dans la foule.

Je ne songe jamais à cette date et à ces événements sans me rappeler ces deux visages d'hommes déjà vieux et impassibles ou ironiques devant le danger.

Ils ont beau jeu, ceux-là qui raillent aujourd'hui et qui accusent les hommes du 4 Septembre. Le danger est passé. On peut tout inventer, et la calomnie a le champ libre. Mais le *pouvoir,* qu'on accuse ces hommes d'avoir pris et qu'ils avaient seulement ramassé, le *pouvoir* n'était pas une sinécure. On a vu dans le livre éloquent et probant de M. Jules Simon, dans ces *Souvenirs du 4 Septembre,* présentés avec la modération la plus concluante et la plus cruelle pour nos ennemis, tout ce qu'ont supporté, dans cette journée du 31 octobre, les membres prisonniers du gouvernement de la Défense.

Il ne s'agissait de rien moins que de la vie. Lequel de ces hommes a tremblé? Aucun. Ce qui n'empêche point M. le général Vinoy d'insinuer que la journée du 31 octobre ne fut qu'une comédie dont le scénario fut arrangé entre le gouvernement et les envahisseurs.

M. Etienne Arago, un des plus calomniés des hommes de Septembre, celui qu'on a montré se cachant derrière une pile de bois, l'homme qui (l'histoire le dira) a bravé en 1830, 1848 et 1870 plus de périls que bien d'autres, et qui, à soixante-neuf ans, après avoir été maire de Paris, réclamait son inscription dans un bataillon de marche, M. Arago a tenu à se défendre. C'était son droit. Il a

voulu en même temps défendre les maires de Paris, qui l'ont aidé dans sa tâche. C'était son devoir.

Dans un livre définitif, l'*Hôtel-de-Ville au 4 Septembre et pendant le siége,* l'ancien maire de Paris s'attache à réfuter soigneusement (et il le fait, disons le, victorieusement) les assertions du fameux Rapport de M. le comte Daru et des commissions d'enquête parlementaire.

Œuvres de parti que ces enquêtes. Les ennemis de la République ont voulu les faire tourner contre la République; mais n'oublions pas, hélas! que ces enquêtes ont été réclamées, exigées par des républicains, dont quelques-uns, dès l'ouverture de la session de Bordeaux, demandaient à l'Assemblée la mise en accusation du gouvernement du 4 Septembre.

Avec quelle adresse M. le comte Daru et ses amis ont alors saisi la balle au bond! Personnellement, comme le dit M. Étienne Arago, l'ancien ministre de l'empire, que M. le général Trochu traitait naguère si durement, M. Daru « semble s'être fait juge pour ne pas être jugé. » Mais les directeurs de l'enquête ont vraiment poussé la rancune un peu loin. Ils n'ont pas été des gens qui veulent trouver la vérité, mais des inquisiteurs qui tiennent à trouver des coupables.

Où cela? Au gouvernement, à l'Hôtel-de-Ville, partout où, comme le dit une des dépositions qu'ils enregistrent avec le plus de plaisir, se trouvent ces *républicains qui sont tous de la racaille* ou *de la canaille*, j'oublie le texte exact.

M. Étienne Arago répond point par point, et par des preuves, à ses accusateurs. L'enquête insinue que M. Arago

désorganisa le service municipal. L'ancien maire prouve qu'il ne congédia personne, sauf peut-être le père d'une chanteuse que les talents de sa fille avaient rendu cher à M. Haussmann.

L'enquête accuse la municipalité d'avoir réclamé la Commune. M. Arago publie les délibérations des maires, où il est dit que les élections *municipales* seront ajournées.

M. Arago publie les chiffres des denrées distribuées par ce service de *l'Assistance publique* que l'enquête l'accuse d'avoir *supprimée*, et qui distribua, pendant tout le siége, 200,000 rations par jour.

M. Arago fait connaître enfin les efforts de ces maires qui s'appelaient Carnot, H. Martin, Tirard, Fr. Favre, etc., et qui ont pu assurer l'alimentation de Paris, tandis que la mairie centrale, malgré ses faibles ressources, payait les obligations de la ville et fonctionnait, en plein siége, comme en pleine paix.

Aux attaques des adversaires, M. Arago répond par le témoignage de M. Alphand, remerciant, au nom de tous les employés de l'Hôtel-de-Ville, le maire de Paris de sa cordialité et de son patriotisme.

Et que de faits dans ce volume de ces *petits faits* qu'aimait tant Stendhal!

M. Arago n'est pas seulement un homme politique, c'est un écrivain, et il ne l'oublie pas. Il peint avec émotion le dévouement des femmes, les stations matinales devant les boulangeries ou les boucheries, toutes ces choses oubliées aujourd'hui, raillées et calomniées, et qu'admirera l'avenir! Quel malheur que la Commune ait

obscurci tant de gloire! La fumée de ses incendies enveloppe encore ce fait glorieux, le *grand fait de la guerre*, a dit M. de Bismarck lui-même : le siége de Paris. Mais ce nuage se dissipera, comme toutes les fumées, et le livre de M. Etienne Arago aura contribué, pour une bonne part, à l'éclaircie, à la lumière définitive.

Lisez ces pages : elles sont tour à tour poignantes ou touchantes. M. Jules Simon avait déjà, avec une simplicité vigoureuse, raconté le drame effrayant et navrant de l'alimentation, du pain qui manque. On le retrouvera dans ces pages, et avec combien de traits qui resteront.

C'est Clément Thomas écrivant à Arago, à la nouvelle de la mort du commandant Arago, tué devant Orléans : « La mort glorieuse de votre neveu *est le sort le plus heureux que nous puissions ambitonner, s'il ne nous est pas donné de relever notre pays de son abaissement!* »

C'est Alfred Stevens, le peintre, le Belge, devenant Français et réclamant un chassepot à l'heure où tant de Français réclamaient une chambre d'hôtel à Bruxelles.

C'est Henri Regnault disant à Arago, deux jours avant Buzenval : « Je veux pouvoir dire avec certitude : J'ai tué un Prussien ! »

C'est un inconnu apportant cinq mille francs à la mairie, pour la fonte d'un canon. Et comme on lui demande son nom :

— Inutile !... Pardon, monsieur le maire, si je m'éloigne tout de suite: *je suis de garde au rempart.*

C'est une vieille dame, voyant démolir sa maison sous

ses yeux, par le génie militaire. Et comme un officier lui demande :

— Cette maison est à vous, madame ?

— Non, monsieur, *elle est à la France!* répond Mme Damoiseau à l'officier qui salue alors avec respect,

Que puis-je dire ? Ce livre m'a reporté un moment à ces heures d'angoisses, de douleurs, de tristesses, mais d'illusions généreuses où l'on pouvait croire que de tant d'épreuves sortiraient enfin — comme des fruits nouveaux d'un arbre atteint de la foudre - ces choses bénies : la liberté, la régénération, les cœurs plus hauts, les esprits plus fiers, la France plus belle !

L'ouvrage est digne de celui qui l'a signé. Etienne Arago est une des plus franches, des plus honnêtes et des plus sympathiques figures du parti républicain. Né à Perpignan, le 9 février 1802.

« Ce siècle avait deux ans, a dit Victor Hugo, mais je le dis aussi, moi, qui suis Arago frère, et le plus jeune des frères de ce grand François Arago, une gloire nationale.» — Depuis plus de cinquante-cinq ans il lutte, il travaille, il donne l'exemple de la dignité dans la vie littéraire, de l'intégrité dans la vie politique. Il a fait du théâtre, du journalisme, de l'administration, de la polémique, et toujours devant lui on s'est incliné comme devant toute conviction basée sur l'honneur. Vaudevilliste, il a fait rire ; auteur satirique, il a flagellé : au théâtre, les *aristocraties* nouvelles et dans le livre, les *jeux* et les *joueurs*. Poëte, il a signé hors de France un volume viril, *Une voix de l'exil ;*

auteur dramatique, il a donné un roman superbe, *les Bleus et les Blancs;* patriote, il a combattu en juillet, et, ancien *carbonaro*, il a, en 1830, protégé le duc d'Orléans, sauvé le fils du futur roi. Quant à son rôle en 1870, on le connaîtra par ce livre probe et probant, si je puis dire, l'*Hôtel-de-Ville pendant le siége.*

Ce n'était pas la première fois que M. Etienne Arago rétablissait l'exactitude dans l'histoire. S'il a été maire de Paris et directeur général des Postes, il fut journaliste aussi et des meilleurs. Il connaît le prix de la publicité, et il n'est pas d'avis qu'on doive « se mettre un cadenas sur « les lèvres aussitôt que l'on occupe un emploi adminis- « tratif, et lui donner un tour de clef lorsqu'on a quitté « la place. »

Il aime la vérité, et il trouve qu'on doit traiter cette honnête fille comme l'avocat de Phryné en agissait avec la courtisane en lui arrachant son manteau. D'ailleurs, il faut avouer qu'on a bien voulu que M. Étienne Arago parlât, et lorsque M. Daru l'a attaqué, et lorsqu'en 1867, à propos d'une circulaire fameuse de M. Vandal, M. Ét. Arago, directeur général des Postes de la République française, fut pris à partie, lui et son gouvernement, et accusé rétrospectivement de *vandalisme* postal. Tout beau ! le journaliste avait sa plume, et deux fois il semble qu'on l'ait entendu s'écrier, en arrivant dans la discussion, comme le Ruy Gomez d'*Hernani :*

Venez tous ! cela vaut la lumière et le bruit.

« Vous cherchez les *jeunes,* disait un jour, à un de nous, Henry Murger, prenez les *vieux.* »

Étienne Arago a soixante-treize ans, mais trouvez-vous beaucoup d'hommes de trente ans qui aient son énergie, sa verdeur, cette fièvre généreuse, ces élans qui sont la vraie jeunesse. Il a la foi comme à vingt ans, une foi vaillante et gaie. La gaieté, la grande vertu qui fait tout supporter, tout surmonter! Que voulez-vous que la fatalité ou la persécution s'acharnent contre un homme gai? Son alacrité le sauvera, sa verve le consolera, son esprit le vengera. Vite une saillie, et la douleur est oubliée! un leste et piquant quatrain, et la défaite se change en victoire! Ils avaient cette humeur-là, nos volontaires riant sous leurs drapeaux troués, enlevant la vie au pas de charge, mâchonnant à la fois un calembourg et une cartouche, et dansant joyeusement la carmagnole sous les balles du roi de Prusse! Cette belle et bonne humeur, cette santé de l'esprit, cet enjouement qui recouvre la fermeté, font le grand charme d'Étienne Arago. Il faut l'entendre causer des choses d'autrefois, juger les hommes et les choses! Toujours juste malgré sa passion, toujours sévère malgré sa bonté!

Et les souvenirs lui reviennent en foule, comme celui-ci :

Étienne Arago avait vingt ans; il faisait partie de la charbonnerie. C'était en 1822 : Un soir, Godefroy Cavaignac et Grouvel prirent Arago par le bras et le menèrent rue des Moulins, dans une grande maison au portail sombre, où logeait M. Mérilhou, avocat, et l'un des chefs *carbonari*. Il s'agissait d'une grosse affaire : délivrer des prisonniers politiques enfermés, je crois, à Perpignan, porter au geôlier une certaine somme et présider à l'évasion.

Étienne Arago avait accepté cette tâche.

Godefroy Cavaignac, Arago, Grouvel trouvent M. Mérilhou le front sur un livre, devant une lampe à abat-jour vert. Il attendait. En apercevant Arago et après l'avoir regardé :

— Vous êtes bien jeune, dit-il.

— J'ai vingt ans, répondit fièrement Étienne.

— Savez-vous ce que vous risquez? reprit Mérilhou.

— L'échafaud, dit Arago.

La Restauration, en effet, gouvernait avec la mort. L'avocat considéra ce jeune homme ferme et décidé à marcher au but, et lui frappant sur l'épaule : « *Maele animo,* fit-il. *Generose puer!* » Arago partit. Combien de fois, dans sa jeunesse, entendit-il à ses oreilles ce bouteselle du chef de vente : — Courage, généreux enfant!

En 1839, dix-sept ans plus tard, on jugeait à la Chambre des Pairs l'affaire d'Armand Barbès, et parmi les accusés se trouvait un jeune Polonais nommé Stupfer. Étienne Arago s'était assis dans la tribune des journalistes; il se fit un grand silence lorsque, pour soutenir l'accusation, un homme se leva, un des plus éloquents de cette Chambre et des plus écoutés, qui s'écria en désignant Stupfer : « Et l'on n'a pas craint, l'on n'a pas « craint, messieurs, d'enrôler et d'envoyer à l'échafaud « des jeunes gens, presque des enfants, qu'à cette heure « même réclament leurs mères! »

Arago pâlit, et tout un passé lui apparut dans un éclair : l'homme qui parlait, qui accusait, qui menaçait, était

Mérilhou. Étienne aussitôt saisit un papier, et d'un trait : « En 1822, écrivit-il, un jeune homme se présentait de-« vant un avocat qui le lançait vers le danger; il s'agis-« sait de jouer sa tête; aujourd'hui l'avocat, devenu pair « de France, réclame la condamnation de ce qu'il fit « jadis ! »

Je ne réponds pas de la rédaction et je ne cite point le texte. Avant de signer ces lignes, Étienne Arago montra le papier aux journalistes ses voisins, puis il le fit passer par un huissier à M. Mérilhou.

Mérilhou le lut sans qu'un muscle de son visage tressaillît. Ensuite, dédaigneusement, la lecture achevée, pliant, repliant, tordant le papier, il le déchira et, sans sourciller, en jeta froidement les morceaux par dessus son épaule.

O lendemain des conspirations ! *Post scripta* des conspirateurs ! Étienne Arago serait devenu misanthrope que personne ne l'en eût blâmé !

Pour en revenir à sa brochure : *Les Postes,* en 1848, il faut la lire, car rien n'est plus intéressant, et cette histoire d'hier nous est plus inconnue encore que l'Histoire Romaine. Les erreurs croissent si vite ! Ce sont plantes qui, si je puis dire, tiennent à la fois des asperges et du lierre : des unes, par leur rapidité à pousser; de l'autre par leur résistance à la main qui les arrache. C'est dans cette brochure d'Étienne Arago que se trouve le récit de ce vaudeville qui pouvait si facilement tourner au drame : *L'Installation de M. Arago dans les bureaux de l'hôtel des Postes, au nom de la République.* Cette république et le gou-

vernement provisoire n'étaient rien moins qu'organisés. — « Citoyen Dejean, dit, en entrant dans le cabinet du directeur, Étienne Arago qui venait d'être nommé par le gouvernement provisoire, vous êtes destitué. » L'autre balbutie, hésite, demande enfin une signature, une pièce quelconque qui lui restât dans les mains.

— Volontiers, dit Étienne Arago en s'asseyant dans le fauteuil de M. Dejean qui était debout, et il apposa sa signature au bas de quelques lignes qu'il écrivit et qui contenaient la destitution de M. Dejean et sa propre nomination.

— Tiens! j'ai fait une faute de grammaire, dit-il en relisant ces quelques mots tracés à la hâte. Pour un littérateur, c'est quelque chose de grave; mais, ajouta-t-il en souriant, il est permis d'écrire en mauvais français, quand on s'est battu en bon Français.

Tout l'homme est là, avec sa gaieté et sa résolution, semblable à ces soldats qui enlevèrent une redoute, à la condition de faire, la redoute enlevée, une *charge* ou un *calembourg*.

Le passage de M. Arago aux affaires aura marqué, d'ailleurs, par plus d'une réforme utile. A propos de la reconstruction des Tuileries, M. Étienne Arago avait proposé, par exemple, de continuer un système d'arcades le long des bâtiments du Louvre, de façon à relier par une galerie les deux pavillons qui s'avancent sur le Carrousel, cet immense Carrousel où les passants, ne trouvant aucun abri, n'ont à gagner que des insolations en été et des

grippes ou des fluxions de poitrine en hiver, sans compter l'*envasement* en cas de dégel. On pourrait, convertissant ensuite le milieu de la cour du Louvre en jardin, avoir ainsi une perspective superbe qui permettrait, à travers les arcades du Carrousel et des Tuileries, d'apercevoir du milieu du Louvre l'avenue des Champs-Élysées jusqu'à l'Arc-de-Triomphe. Nulle ville au monde n'offrirait, à coup sûr, un tel spectacle, et de la ruine même du stupide incendie du palais naîtrait une beauté nouvelle. M. Arago serait fier de voir son idée triompher et de rendre une splendeur à ce Paris qu'il a administré. En 1848, il avait eu déjà une excellente idée en proposant de transporter l'hôtel des Postes dans le Palais-Royal. Les résidences souveraines sont hantées; il faut les habiter, si l'on ne veut pas y voir tout à coup revenir les fantômes du passé.

Auteur dramatique, Étienne Arago a signé, entre cent autres pièces applaudies, *les Mémoires du Diable, Madame Du Barry, Casanova, les Aristocraties*. Critique et amateur d'art, il s'est composé une galerie de choix. Pendant son séjour en Belgique, M. Arago avait découvert et acheté maintes toiles des maîtres flamands. Il possédait une marine de Van Goyen, qui est certes une des plus belles compositions de ce maître.

Je ne compte pas les Diaz, les Ph. Rousseau, les Delacroix et un Meissonier, une sépia, large comme la main, qui contient peut-être deux ou trois cents personnages; cela s'appelle les *Vêpres siciliennes*.

M. Étienne Arago a conservé dans sa galerie, en partie

vendue, un merveilleux dessin de Raphaël, qui fait sa joie et son orgueil. Gleyre le contemplait et l'admirait. Un jour, tout ému, il dit à son ami :

— Voulez-vous me faire un grand plaisir? Eh bien! une fois que je viendrai vous voir, enlevez le verre qui couvre ce dessin! je voudrais, je voudrais avec envie, mettre ma main où *Sanzio* a mis la sienne!

Le nom de M. Étienne Arago, je le répète, est des plus aimés et des plus purs de la démocratie française. Il est aussi un des plus populaires. « *A la tienne, Étienne!* » disent, en trinquant les ouvriers ; et beaucoup répondent : « *Arago.* » C'est une tradition qui montre combien un tel homme est aimé.

Voilà pourtant celui auquel un journal bonapartiste reprochait d'avoir fait sa fortune avec les révolutions successives qu'a traversées notre pays. Plût au sort que tous ceux qui ont traversé chez nous les affaires publiques s'en fussent tirés tous le front aussi haut et les mains aussi pures!

— Je suis prêt à recommencer toute ma vie, disait le vieux Lakanal; je n'ai que quatre mots à répondre : La conscience avant tout, j'ai le cœur pur et les mains nettes ; rien dedans et rien dessus !

Étienne Arago a le droit, lui aussi, de prononcer les fières paroles de Lakanal.

M. EDMOND ABOUT

M. EDMOND ABOUT

Qui devinerait, à lire ce qu'il écrit, que celui qui s'est appelé « le bon jeune homme » et qui, à dire vrai, est le plus malicieux des hommes, qui devinerait qu'Edmond About est un ancien élève de l'École normale ?

Nous verrons ce que P.-J. Proudhon, dans ses papiers posthumes, a laissé de critiques sévères sur ceux qu'il appelait, comme ils s'appellent eux-mêmes, les *normaliens*. La vérité est que ce groupe militant et remarquable a rendu service à la littérature française en substituant aux vaines images des devanciers une langue claire, correcte, puisée aux bonnes sources, un style sans fracas et sans fausse couleur. Je ne parle pas, bien entendu, de la science même qui est profonde chez les anciens élèves de l'École normale devenus gens de lettres.

Mais s'ils ont, en littérature, vigoureusement réagi contre la fantaisie, contre le romantisme exagéré et contre la bohême, — trois formes dangereuses d'une même

BIBLIOTHECA

maladie de l'esprit français, — il faut bien avouer qu'ils ont, à de rares exceptions près, sacrifié l'idéal à l'opportunisme, et, sous prétexte d'empêcher l'oiseau de se briser le cou, ils lui ont parfois coupé les ailes.

Et, en vérité, je viens d'écrire là un mot qui en fera sourire plus d'un : l'*idéal!* L'idéal, pour la plupart des normaliens, est une chose bizarre, inconnue, une licorne, une chimère, l'oiseau Rock des *Mille et une Nuits*. Comme il est difficile de le définir, comme chacun de nous porte en soi cette aspiration vers un but souvent indistinct et que ceux-là même qui l'entrevoient n'atteignent pas toujours, d'aucuns trouvent plus facile de nier complétement l'existence de cette chose non tangible et de pouffer de rire dès qu'on la nomme.

Plus d'un normalien a malheureusement montré que cette humeur pratique était le fond même du caractère de l'École. Je me hâte d'ajouter qu'il y a de nobles, de vaillantes, de militantes exceptions. Plus d'un ami, dont je suis heureux de serrer la main loyale, a passé par l'École normale sans y rien laisser de son amour pour les nobles chimères. Je ne les nommerai pas. La foule en connaît quelques-uns; des amitiés dévouées apprécient les autres.

Mais, je le répète, il reste au normalien entré dans les lettres je ne sais quoi de dogmatique et de spécial qui est comme un pli ineffaçable. Ne vous avisez pas de vous soustraire à la règle qu'ils prétendent imposer ; à côté de leur encrier, il y a toujours la férule. Les plus émancipés, ceux qui ont, depuis des années, jeté la robe aux orties, ont encore l'air de garder la toque universitaire sur la tête. Affaire de discipline. Le militaire sent la caserne et la poudre ; le normalien sent le réfectoire et la

salle d'études. Ils n'ont, ni l'un ni l'autre, à en rougir, au contraire.

Edmond About est d'ailleurs, je le répète, avec M. Alfred Assolant, le moins normalien de tous les *littérateurs* de l'École normale. Il y a de l'enfant de Paris chez cet ancien élève de l'École d'Athènes. Il a le sens du boulevard, comme Prévost-Paradol avait la note exacte du salon doctrinaire, comme M. Taine a l'accent de la tribune académique, comme M. J.-J. Weiss a le ton du salon ministériel, comme M. Francisque Sarcey a l'habitude de la causerie à la bonne franquette, de la conférence en manches de chemise.

Ce Lorrain est un Parisien, et Paris l'a tout de suite reconnu pour un des siens. Est-ce lui ou un de ses collègues qui, envoyé comme professeur à Alençon, répondit simplement au ministre : « *Point d'Alençon,* » et se mit — c'est le terme consacré — à vivre de sa plume ? Si ce n'est lui, c'est un des siens, car il est juste de reconnaître qu'ils eurent un certain courage, ces jeunes gens que l'Université devait nourrir, et qui, pour être libres, lui préférèrent bravement, un beau jour, la Littérature, sans savoir s'ils ne quittaient point une mère pour une marâtre.

« Du soir au matin, a écrit M. J.-J. Weiss avec une émotion profonde, du soir au matin, après avoir usé leur jeunesse dans les épreuves pénibles par lesquelles s'ouvre la dure carrière du professorat, ils se trouvaient sans état, sans avenir, peut-être sans gîte et ne sachant, pas plus que la pauvre Bernerette, où ils iraient dîner le soir. »

Pour être exact, Edmond About le savait, car il avait, dès ses débuts, trouvé un protecteur puissant, un ami et un éditeur, le tout dans la personne du sympathique M. Hachette, un *normalien* d'autrefois. M. About n'eut

qu'à se montrer, et la fortune lui sourit. Il venait au monde littéraire avec le don de plaire et de faire tapage — deux forces à la fois.

M. About est enfant d'une petite ville, aujourd'hui annexée, de la Meurthe. Né en Lorraine, le 14 février 1828, il vint à Paris de bonne heure, entra au lycée Charlemagne, et on peut lire dans *l'Événement* du 11 août 1848, dans la liste des lauréats du Concours général, et dans la classe de *philosophie,* parmi les élèves couronnés pour la *Dissertation française,* les noms que voici :

1er prix. Prix d'honneur : About (Edmond-François-Valentin), de Dieuze (Meurthe), élève du lycée Charlemagne.

2e prix : Taine (Hippolyte), de Vouziers, élève du lycée Bonaparte.

1er accessit : Sarcey (Francisque), de Dourdan (Seine-et-Oise), élève de Charlemagne.

2e accessit : Hugo (François-Victor), de Paris, élève de Charlemagne.

Le troisième et le quatrième accessit étaient obtenus par les élèves Hello, de Lorient, et H. d'Audigier, de Paris, sans compter les noms de MM. Merlet, de Sückau, Ed. Goumy et Boutmy, qu'on retrouvait aussi parmi les lauréats de ce concours de 1848. La *promotion* de cette année-là était, on le voit, assez lettrée.

« On se félicitait, ajoutait *l'Événement* en racontant la solennité du succès de l'élève About, dont le nom resplendissait, inscrit sur le livre d'or des prix d'honneur. On a applaudi aussi le nom du jeune fils de notre glorieux poëte Victor Hugo, qui disait adieu aux travaux du collége. » Hélas, aujourd'hui François-Victor Hugo est mort, comme son frère Charles, laissant des travaux interrom-

pus, mais un monument achevé et digne du nom qu'il portait.

Edmond About, lui, a connu la lutte, les soucis de la vie littéraire, la polémique sous toutes ses formes, la bataille avec toutes ses ardeurs. Il a combattu au théâtre, dans le journal, dans le livre, partout, toujours à l'avant-garde, toujours en armes, toujours en éveil. Il a connu les inimitiés et il les a, comme personne, raillées et désarmées. En toutes choses, le dernier mot lui est toujours resté ! La préface de *Gaëtana* a victorieusement répondu à la critique, et le public lui-même a eu sur les doigts, lorsque, pour se venger, l'auteur, en imprimant la pièce, s'est contenté de mettre à la première page de la pièce une note ainsi conçue :

« Acte premier. — Scène première. — *Ici le public impartial a commencé à siffler la pièce.* »

Au surplus, c'est quelque chose au théâtre qu'une belle et bonne tempête. C'est, comme disait Henri Delatouche, de la *gloire à l'envers*, mais c'est encore de la gloire. *Gaëtana, Henriette Maréchal*, *Tragaldabas* sont plus célèbres et plus vivantes que bien des pièces anémiques qui ont vécu un peu plus que ne vivent les roses, sans en avoir ni la couleur ni le parfum. Vive l'ouragan ! C'est parfois une bonne fortune ! *Gaëtana* n'était pas d'ailleurs la première pièce d'Edmond About. Il avait donné à la Comédie-Française *Guillery*, qui eut deux représentations et qui avait été (l'auteur se vengeait encore) représentée *pour l'avant-dernière fois* le 1er février 1856. *Guillery* n'en était pas moins une fantaisie charmante, spirituelle, mordante, condensée, d'une langue étincelante ! Que fit About ? Il la rangea dans la catégorie de ces pièces qu'il a nom-

mées le *théâtre impossible*, et tout ce qui a du goût a lu et dégusté cela.

Et pourquoi *théâtre impossible?* Parce qu'il est supérieur au théâtre courant? Parce qu'il est indépendant, ce théâtre, et fait gaiement l'école buissonnière? Peut-être. Il faut, dans cet art spécial, des vertus de charpentier que tout le monde ne saurait conquérir ou qu'on n'apprend qu'en se donnant sur les ongles des coups des instruments de charpentage. Ce qui n'empêche point que je donnerais bien des comédies devenues centenaires pour cette comédie *impossible : L'Éducation d'un prince!*

Edmond About était déjà, à l'heure de *Guillery*, l'auteur de la *Grèce contemporaine*. Après avoir rédigé un mémoire savant sur l'*Ile d'Égine*, il s'était amusé à écrire un livre spirituel et mordant sur les Grecs modernes. Une phrase de l'ouvrage fit la fortune du volume : « Le roi de « Grèce n'a pas de santé, la reine en a trop. » Cette raillerie de la Grèce, de cette Grèce autrefois célébrée par Pierre Lebrun et ses imitateurs, par l'auteur des *Orientales* et ses amis, cette Grèce héroïque et vaillante devenait, sous la plume de M. About, une contrée bizarre où s'agitaient d'étranges héros. Le *Roi des Montagnes* et la *Grèce contemporaine* sont peut-être les deux livres les plus personnels et les plus charmants d'Edmond About. L'esprit y pétille. Le trait y siffle. Le style y voltige. M. About n'a peut-être pas trouvé beaucoup de miel sur le mont Hymette, mais il en a certainement rapporté beaucoup d'abeilles.

Plus que personne, M. About aura mérité ce titre, qu'on donne assez souvent maintenant et qui semble remplacer le nom d'*homme de lettres :* publiciste. C'est un publiciste et mieux encore un polygraphe. Ennemi de la classifica-

tion et des *spécialités*, il a marqué dans tous les genres. Il est de ceux qui pensent, avec raison, qu'on a tout à gagner à donner le plus d'ouvertures possibles à son esprit. Romancier, il a signé *Tolla, les Mariages de Paris, Trente et Quarante, Germaine,* et bien d'autres livres encore; critique d'art, il s'est fait le défenseur de deux artistes qui s'affirmaient cependant fort bien eux-mêmes, Paul Baudry et Charles Garnier; journaliste, il a inventé un genre narquois et mordant, qui donna un piquant inattendu au *Courrier de Paris,* et il a signé de petits chefs-d'œuvre du pseudonyme de *Valentin de Quévilly*, le bon jeune homme.

Lui-même a raconté l'histoire de la vie et de la mort de ce pseudonyme un moment fort célèbre. « Mon cher ami, » écrivait-il en tête de ces *Lettres d'un bon jeune homme à sa cousine Madeleine*, en les dédiant à Charles-Edmond qui lui avait servi de témoin, un jour, contre un certain Vaudin, lorsque Edmond About s'était battu (à Bellevue, dans le jardin de l'auteur de *l'Aïeule*), « mon cher ami, vous avez suivi notre pauvre Valentin depuis ses débuts jusqu'à sa mort, et je ne crois pas qu'il ait eu un ami plus dévoué que vous, si ce n'est moi.

« Lorsqu'il nous arriva de Quevilly, fort ignorant de la vie et bon jeune homme dans toute la sincérité du mot, vous l'avez dissuadé, comme moi, de gaspiller son encre dans les journaux de tapage. Il nous échappa cependant l'espace de deux ou trois mois; mais il revint bientôt, désabusé et vieilli. Il a brûlé de ses propres mains les premières lettres qu'il avait publiées : c'est pourquoi vous ne les trouvez pas ici.

« Un peu plus tard, quand un homme de bien et un publiciste éminent fonda *l'Opinion nationale*, Valentin fut assez heureux pour suivre la fortune de M. Guéroult et

travailler sous sa direction. Durant une année. il publia en style courant, et sous une forme un peu trop légère, des idées qui ne manquaient ni de hardiesse ni de maturité. Il donnait son avis sur la question du moment et ne craignait pas à l'occasion d'attacher le grelot. C'est ainsi qu'il eut le bonheur de provoquer l'arrêté ministériel qui arrachait à la destruction les tableaux du Louvre. »

M. About continue, expliquant sa vie de journaliste :

« Un penchant irrésistible, surtout dans les derniers mois de sa vie, l'entraînait vers les questions politiques. Mais il lui fut toujours difficile, pour ne pas dire impossible, de dire ouvertement ce qu'il pensait. Lorsqu'on écrit dans un journal et qu'on peut d'un seul mot ruiner une grande entreprise, on a les mains liées par l'intérêt d'autrui.

« Valentin s'exprimait assez librement sur la politique étrangère. Il ne craignait point de publier ses sympathies pour les nations opprimées en Italie, en Hongrie et dans votre glorieuse et infortunée Pologne. Il a pu prédire aux Itatiens une destinée qui s'accomplit aujourd'hni, et dessiner sur le papier la carte de l'Europe telle que nous la verrons dans trois ou quatre ans. Mais lorsqu'il touchait au gouvernement chatouilleux de la France, il avait beau prendre des gants de la peau la plus douce, il manquait rarement de se faire donner sur les doigts.

« Ces contrariétés ne l'ont point conduit au tombeau, car nous sommes loin de 1830, et l'on ne meurt plus pour si peu. Mais vous savez comme moi que notre ami s'est éteint assez tristement, peu satisfait de la vie et surtout de la politique, mécontent des idées et des personnages qui prévalaient alors, et persuadé que les hommes ne sauraient être sains et bien portants dans un édifice sans

toiture ! » M. Edmond About était, on le voit, de ceux qui réclamaient le fameux *couronnement de l'édifice,* tout en trouvant, dès lors, que la République était « un bien joli gouvernement ! » Hélas ! le couronnement de l'édifice devait être le casque d'un cuirassier blanc !

Edmond About, qui recueille volontiers ses articles, même ses jolies causeries sur le Salon, et qui a raison, — n'a pas cru devoir, il le dit lui-même, donner à ses premières lettres de Valentin la forme plus durable du livre ; il les a brûlées ; c'est dommage. Il y avait là, sous beaucoup de malice et d'audace, une raison aiguisée, une jeunesse étonnante, une verve et un brio tout particuliers. Valentin de Quévilly avait la dent dure et le verbe haut. Les adversaires de *Guillery* n'étaient pas précisément ses cousins. Un jour, il poussa même la hardiesse jusqu'à inquiéter le pouvoir. A propos de l'assassinat de l'archevêque de Paris par le prêtre Verger, il appelait le poignard « l'arme de précision. » On ne parla de rien moins que de supprimer le *Figaro* qui donnait asile à ces boutades, et je crois bien qu'on le supprima.

Depuis, Edmond About avait fait sa paix avec le gouvernement. Mais, les indépendants, comme l'auteur de *Rome Contemporaine,* ne demeurent pas longtemps charmés par certaines gens. Il brûla bientôt la politesse à ceux qui se croyaient ses maîtres, et, laissant à l'attache ceux qui sont faits pour le collier, il s'écria : « Je reprends ma liberté, et je la reprends pour toujours ! »

Cela dit, maître About s'enfuit — et court encor !

Que si Edmond About avait pu avoir quelques illusions sur un régime qu'il combat si vivement, il les avait dès longtemps perdues, lorsque nous le rencontrâmes triste,

navré, — et furieux aussi, — à la veille des désastres de 1870. Quelles lettres émouvantes et tragiques il adressait alors au journal *le Soir!* Nous avions projeté de faire, comme nous disions, campagne ensemble. Amédée Achard devait nous accompagner. Une voiture, frétée par About, allait nous emporter ensemble de l'autre côté du Rhin. Triste rêve! Le canon de Forbach dissipa à jamais cette association d'un seul jour, et, tandis que je quittais Sarreguemines pour me rendre à Metz à pied, au hasard des routes, Edmond About allait vers Saverne savoir si sa maison n'était pas envahie déjà.

Saverne! c'était là qu'il avait résolu de planter sa tente, de se reposer, chaque année, des fatigues de la vie littéraire, de voir grandir ses enfants. L'invasion vint et lui prit sa demeure. L'Allemagne fit plus. Elle arrêta l'écrivain chez lui et le menaça d'une forteresse. Quel était son crime? Il avait écrit un livre plein de larmes : *Alsace!* et plein de colère aussi; un livre où il flétrit ceux qui ont renié leur patrie, les gens d'Alsace — ceux-là sont rares — qui servent à présent la Prusse.

Cet acte de courage faillit, un moment, lui coûter cher.

De retour à Paris, et rendu aux siens, Edmond About reprit la plume, et la première goutte d'encre qu'il usa ce fut contre ces Allemands qui lui faisaient, on l'avouera, la partie belle. *Le XIX*e *Siècle,* aussi bien, est-il peut-être de tous les journaux français celui que nos vainqueurs redoutent le plus, celui que les Alsaciens et les Lorrains lisent avec le plus de joie, car il est essentiellement patriote, et il entretient contre l'étranger cette sainte haine qu'il serait criminel de laisser affaiblir. Ce journal, *le XIX*e *Siècle*, que M. About dirige, a d'ailleurs rendu les plus grands services à la cause de la République. Il lui a

rallié ou il a maintenu dans ses rangs toute une classe considérable de la nation, la bourgeoisie intelligente, militante, conservatrice dans le sens du mot, c'est-à-dire aspirant à conserver la liberté, et à ne retomber sous aucun despotisme, ni sous celui d'un César, ni sous celui d'un Comité. M. Sarcey a conté, dans une série d'articles des plus curieux et des plus amusants, comment le groupe d'écrivains qui combattent côte à côte dans ce journal, ont pu parvenir à assurer la vie d'abord et le succès ensuite au *XIX*e *Siècle*. Ce fut, pendant de longs mois, une lutte matérielle de tous les jours. On vivait en comptant sur le lendemain et on livrait bataille avec honneur.

Puis le jour vint où le journal fut mis à flot et où le groupe commandé par Edmond About fut certain de ne se point dissoudre. L'argent était venu ; on allait durer. Il y a là des talents vigoureux, jeunes, hardis et tous sont honnêtes. Cherchez ailleurs des *bravi* de la plume. Ces journalistes-là se contentent d'être de braves gens. Ajoutez des gens de mérite. M. Eugène Schnerb, un de nos camarades d'enfance, que je revois assis sur le même banc que moi, dans une étude de l'institution Carré Demailly, déploie un talent viril et hardi. Il a à ses côtés des écrivains remarquables qui s'appellent Eug. Liébert, Paul Lafargue, sans compter des maîtres en leur art spécial, M. le général de Wimpffen et M. Viollet-le-Duc. Sarcey combat à sa guise, faisant au *Temps* le feuilleton que M. de la Rounat rédige avec succès au *XIX*e *Siècle*. Ici, le critique dramatique du *Temps* est polémiste et sa petite guerre à l'esprit de secte a mis de son côté tout ce qui aime la liberté de croire ou de nier, d'aller, de venir et de parler. Et ceux là sont nombreux au pays de Voltaire!

A mon sens, chez Francisque Sarcey, le journaliste mi-

litant, le polémiste et improvisateur de discussions, si je puis dire, est supérieur au critique de théâtre. Pour bien des lecteurs, j'aurai l'air de commettre là un paradoxe. La situation de critique dramatique de Francisque Sarcey est inattaquable. Il a la franchise, la vigueur, l'amour du métier, le goût de la scène; je lui reproche de ne pas connaître assez l'art de s'ennuyer, qui tient parfois un peu à l'art de penser. Mais après tout, le théâtre est un plaisir, et tant pis pour les auteurs qui ne l'entendent pas ainsi! Eh bien, tout à fait hors de pair, comme critique, Sarcey est plus remarquable encore comme *au-jour-le-jourier* (pardon du barbarisme). Il a une sève constante et chaque matin renouvelée, des trouvailles de discussions, et malgré sa rudesse habituelle, il a mené là des campagnes qui n'ont pas seulement fait plaisir au vulgaire, mais parfois aussi à ces cent personnes pour lesquelles Voltaire écrivait.

Voltaire! c'est, à vrai dire, le maître de la maison, c'est le dieu lare, ou le démon lare, si vous voulez. C'est lui que les normaliens évoquent. Ils ont presque tous cherché à lui emprunter son style admirable en oubliant parfois de lui emprunter en même temps son ardeur pour le dévouement et sa passion pour la justice. Quelques-uns d'entre eux sont en effet des fils du XVIIIe siècle, tout prêts à réagir contre l'esprit même de ce grand siècle-là! Mais ce n'est pas Edmond About, lui, dont on a tant de fois comparé la langue à celle de Voltaire. Et, songez-y bien! la comparaison est juste; cette façon juste, alerte, courte, visée, ce jeu serré, rapide, fait de coups droits successifs et de légers dégagements, c'est la méthode de ce grand maître de l'escrime intellectuelle qui fut l'auteur de *Candide* et de *Zadig*.

M. Edmond About est voltairien avant d'être normalien. Il a laissé le pauvre Prévost-Paradol jouer et perdre sa vie, et M. Weiss se dégoûter de la liberté sans prendre goût au despotisme : à mesure qu'ils reculaient, il avançait, et ce lucide esprit est un des plus brillants champions de la République qu'il veut intelligente, lettrée, libérale, un peu telle que la souhaitait ce Camille Desmoulins, dont il a l'alacrité, la vivacité, le trait, le style, la science, sans en avoir le mortel stylet.

M. Edmond About a quarante sept ans aujourd'hui. Il est grand, solide, les épaules larges et l'aspect robuste, avec cette barbe et ces cheveux gris qu'a peints, à la façon d'Holbein ou plutôt d'Antonello de Messine, le peintre Paul Baudry sur un petit panneau qui est un chef-d'œuvre de précision et de couleur. Toute la physionomie pétille de malice. Le sourire relève les moustaches et tire les yeux qui se rident sous ce rictus narquois. La parole est vive, rapide, étincelante, souvent imprudente, mais corrigeant le trait parfois amer par l'accent cordial et sympathique. On peut dire qu'Edmond About a eu des ennemis sans avoir de haine, et qu'il a su mordre pour se défendre sans avoir de méchanceté. Il fait parfois de sa plume quelque chose comme un fer rouge, et c'est tant pis pour ceux qu'elle atteint; mais il n'a jamais versé dans son encre ce virus rabique des écrivains de plus de haine que d'esprit et de plus de colère que de talent.

Il y a trois ans, M. About s'est présenté à l'Académie Française. L'Académie a pensé sans doute que l'auteur de *Madelon* écrivait trop bien. Elle lui a entrebâillé sa porte, mais elle ne la lui a pas ouverte. On dit que M. About n'y

veut plus frapper. Mais on n'a jamais, on le sait, contre les palmes académiques qu'un dépit amoureux. M. About sera, un jour, au palais de l'Institut, le collègue de M. Dupanloup qui fulminera encore quelque apostolique protestation, et celui de M. Emile Augier, qui n'aime pas plus les dévots que l'auteur de *la Question romaine*. M. Edmond About, par sa science étincelante du langage, est un académicien né; mais l'Académie traite d'abord les indépendants en enfants terribles, quitte à les traîter ensuite en enfants gâtés.

E. BURÉ sc

M. D'AUDIFFRET-PASQUIER

Ce qui manque le plus à la France, ce sont des hommes qui aient à la fois au cœur un amour profond et une haine ardente ; savoir haïr et savoir aimer, c'est une double vertu. Dieu nous garde des indifférents ! Il y avait une loi à Athènes qui punissait tous ceux qui, dans une guerre civile, ne combattaient pour aucun parti. Ces éternels *attendeurs de succès*, si l'on peut créer ce barbarisme, comme on a créé celui de *profiteurs de révolutions*, ces habiles dont toute la préoccupation est de louvoyer, pendant la tempête et la lutte, entre les adversaires aux prises, ces gens sans amour et sans colère constituent

l'immense foule des neutres, ceux qui rendent toutes les tyrannies possibles, celles des despotes et celles des factions.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier a, entre tous les hommes d'État de l'heure actuelle, le mérite de bien aimer, de bien détester et de défendre avec courage des idées qu'il énonce avec clarté. Napoléon Ier disait, un jour, que l'avenir était au diplomate qui, le premier, oserait dire la vérité. On peut affirmer avec plus de certitude encore que l'avenir est au politiqne qui sait défendre vaillamment la liberté qu'il aime avec passion.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier est, en effet, un libéral, un libéral convaincu, et non pas seulement platonique, mais agissant.

Il l'a prouvé naguère, lorsque, prenant possession du fauteuil de président à l'Assemblée nationale, le premier mot qu'il prononçait était celui de *liberté*. Le pays l'en a profondément remercié, et cette voix franche et nette a servi à dissiper bien des craintes et à calmer bien des alarmes. Depuis, la France, apaisée, respire et travaille sans se soucier des complots ou des menaces du césarion d'Angleterre ou du César allemand.

M. le duc Gaston d'Audiffret-Pasquier, né comte d'Audiffret, adopté par le fameux chancelier baron Pasquier, son grand-oncle, titré duc d'Audiffret-Pasquier à l'âge de vingt-neuf ans, par ordonnance royale du 16 décembre 1844, et, aux termes de cette ordonnance, reconnu héritier du titre du chancelier, M. d'Audiffret-Pasquier, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, est parisien, et il a aujourd'hui soixante ans. Mais une telle vivacité, une alacrité si étonnante anime ce

corps petit et nerveux, que nul, à première vue, ne lui donnerait cet âge. M. d'Audiffret-Pasquier est singulièrement allègre, vigoureux et solide.

Tête énergique, creusée, un peu soucieuse, M. le duc d'Audiffret-Pasquier ressemble assez à un homme d'État anglais, correct et élégant. Le menton rasé, les favoris gris, les cheveux courts et rares, une bouche fine, aux commissures énergiques, je ne sais quoi de volontaire, d'accentué, de résolu dans la physionomie tout entière, dans la ride profonde creusée entre les sourcils par la méditation et la pensée. Fort sympathique d'ensemble et à la fois strident et cordial, si l'on peut ainsi parler, tel est le président actuel de l'Assemblée nationale.

M. d'Audiffret-Pasquier appartient à une famille où il est de tradition de se vouer aux affaires de son pays. Il fait partie de cette classe dirigeante qui ne conservera sa prépondérance que si, comme le fait aujourd'hui le président de l'Assemblée, elle se rend à l'évidence et comprend que le meilleur moyen de guider un pays, c'est de marcher avec lui, à sa tête, et dans les voies nouvelles.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier avait débuté, à trente ans, dans la vie politique, par le conseil d'État. Il y était entré, en 1845, comme auditeur, et il devait y siéger jusqu'en 1848. Profondément attaché à la famille d'Orléans, il donna, je crois, sa démission après Février, et on s'imagine bien qu'il ne réclama rien après Décembre. L'empire lui apparaissait comme un régime de ruine et de désolation. Il devait à peu près raisonner, j'imagine, comme ces belles âmes dont on trouve en quelque sorte

la confession dans cette admirable *Correspondance entre André-Marie Ampère* et *Jean-Jacques Ampère*, que M. Hetzel vient de publier. Il devait être, comme le disait l'abbé Péreyve (Paris, 1858), « peu ravi d'un régime qui habitue de plus en plus la France à oublier l'honneur et la liberté », et il eût, sans nul doute, volontiers écrit, comme Mme L... en 1862 : « Trop de gens malheureusement se résignent à l'apothéose, et, pour entendre résonner la sainte corde de l'indignation, il faut aujourd'hui chercher longtemps ; elle ne vibre plus que faiblement, et le scepticisme envahit bien des âmes douées de sentiments bons et honnêtes. »

Le scepticisme, du moins, n'envahissait pas l'âme de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, et l'indignation sainte ne quittait point son cœur. Ce que cet homme passionné dut souffrir devant le règne de César, on a pu le comprendre lorsqu'il a pu parler,

— Oui, il y a vingt-deux ans, s'écriait-il le 22 mai 1872, il y a vingt-deux ans que je déteste l'empire, parce qu'il y a vingt-deux ans qu'il démoralise mon pays ! »

Il s'était imposé de s'abstenir de toute faction politique. A peine avait-il accepté le mandat de conseiller général du département de l'Orne et de maire dans la commune qu'il habitait. C'est le *supplément* à la quatrième édition du *Dictionnaire* de Vapereau qui nous donne ces détails. L'empire, donc, laisse M. le duc d'Audiffret-Pasquier dans son abstention, dans son espèce de retraite involontaire, et voilà un des hommes les plus remarquables de ce pays qui demeure inutilisé, réduit à gémir impuissant sur l'affaissement quotidien et visible de sa

patrie. Une révolution vient et tire de son ombre ce véritable homme d'État. Que M. le duc d'Audiffret-Pasquier le veuille ou non, sa popularité et sa haute situation sont l'œuvre du 4 Septembre.

Le 8 février 1871, M. le duc d'Audiffret-Pasquier était nommé représentant du département de l'Orne à l'Assemblée nationale, par 60,226 voix, le premier sur huit. Tout d'abord, son influence à la Chambre ne se traduisit que par l'autorité dont il jouit dans les bureaux. Il se fit remarquer dans les commissions par une lucidité et une puissance d'élocution tout à fait supérieures. On le désignait déjà comme un candidat excellent à la vice-présidence de l'Assemblée, alors présidée par M. Grévy, lorsque, en sa qualité de président de la commission des marchés, il prononça ce fameux discours, désormais historique, dont le retentissement fut si grand en France et, on peut le dire, dans le monde.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier avait pu, mieux que personne, mesurer la profondeur du gouffre où l'impéritie des serviteurs de l'Empire avait précipité la France. Il avait vu notre malheureux pays livré à l'incapacité et à la folie, et jeté, sans armes, sans préparatifs, dans une guerre épouvantable; c'était envoyer un peuple, une armée, à la boucherie. M. le duc d'Audiffret-Pasquier s'indigna. Le rapport sur les marchés de l'Empire, qu'il déposa dans la séance du 4 mai 1872, était sévère, et M. Rouher eut l'audace d'interpeller le rapporteur sur ses conclusions. Ce fut un duel de tribune réellement formidable, où le talent nerveux, puissant, énergique, correct de M. le duc d'Audiffret-Pasquier se révéla comme la foudre s'impose, et eut raison de la phraséologie de celui que M. Gambetta

appelait, dans cette mémorable séance du 22 mai, l'*avocat de l'Empire aux abois*. Qu'on se figure un bâtonniste furieux, pressé par le fleuret d'un tireur implacable, et l'on aura l'idée de la lutte qui s'engagea entre M. Rouher et M. le duc d'Audiffret-Pasquier.

M. Rouher se retira, seul, avec un autre député bonapartiste, tout ému d'un tel assaut, et, pendant que M. Thiers, devant la protestation unanime de l'Assemblée, s'écriait, s'agitant sur son banc :

— On a raison d'étouffer la voix d'un tel homme! Son audace est une insulte à l'honnêteté!

M. Rouher pouvait bien se retirer; la parole de M. le duc d'Audiffret-Pasquier allait demeurer éternellement gravée sur la mémoire de l'ancien *vice-empereur*, et elle devait prendre place parmi les plus magnifiques harangues de la tribune française!

Quelle joie, on s'en souvient, et quel sentiment de fierté retrouvée on éprouva, lorsque les mots d'*honneur* et de *patriotisme* retentirent aussi vaillamment prononcés!

« Vous ne vous êtes donc pas fait dire dans l'exil, où vous vous étiez réfugiés, ce qu'ont pesé sur nous ces heures où nous sentions le sol du pays envahi par la Prusse? s'écriait M. le duc d'Audiffret-Pasquier, s'adressant aux pareils de M. Rouher. Vous ne sentiez donc pas la fumée de nos chaumières brûlées? Vous ne savez pas qu'à chaque quart d'heure on nous annonçait qu'un des nôtres succombait glorieusement? Vous ne vous l'êtes pas laissé assez dire! Ah! ne croyez pas qu'il suffira de dire, comme pour l'expédition du Mexique, que vous avez si complai-

samment évoquée : « C'est le secret de la Providence, qui « ne respecte pas toujours vos propres combinaisons. »

« Eh bien! ce n'est pas assez. Je vous dis, moi, que, quel que soit le sang-froid de tous vos gens au cœur léger..., quels que soient les ombrages de Chislehurst, il y a une heure où vous avez dû entendre une voix qui criait : « *Vare, legiones redde :* Rendez-nous nos légions! rendez- « nous la gloire de nos pères! rendez-nous nos provinces!»

« Et cette responsabilité, est-ce la seule? Nous avez-vous seulement légué des embarras, des douleurs et des désastres? Non, vous avez fait pis encore: vous nous avez légué, — ah! ce qu'on a bien de la peine à réparer, — la démoralisation.

« Messieurs, je ne fatiguerai pas plus longtemps l'attention de la Chambre par des citations; j'aime mieux résumer cette sombre partie de mon discours et vous dire : N'y a-t-il pas une leçon à tirer de cela? Pour moi, la leçon est celle-ci : c'est que, quand un pays abdique ses libertés, quand il abdique le contrôle, quand il ne sait pas se faire à ces mesures libérales qui font que les affaires de tout le monde sont les affaires de chacun..., quand le bourgeois rentre chez lui et se croit bien sage lorsqu'il peut se dire qu'il ne s'est pas occupé de politique, c'est qu'il ne sait pas que la politique c'est notre sang, que la politique c'est notre argent, c'est notre honneur... Quand un pays abdique ses libertés et ne sait pas les défendre, quand il se met sous la protection d'un homme providentiel..., il en résulte fatalement ce que vous venez de voir..., la décomposition et la démoralisation!

« C'est la génération spontanée du despotisme, comme

vous voyez la génération sortie spontanée de terrains fétides, et alors, messieurs, rappelez-vous cette éloquente péroraison d'un de nos plus beaux ouvrages, lorsque l'honorable Président de la République, résistant à l'éblouissement de tant de gloire, élevant sa haute raison au-dessus de ces récits qui l'ont passionné un instant lui-même, vous dit : « Un pays doit apprendre qu'il ne doit jamais « se donner à un homme, quel que soit cet homme, « quelles que soient les circonstances ! » Et ne pouvons-nous pas le dire avec plus de vérité encore qu'il ne le disait pour l'empereur Napoléon Ier, quand nous pensons au deuil, aux tristesses, à la honte que nous a valus Napoléon III ?

« Non, n'abdiquons jamais ; sachons que chacune de ces libertés, c'est notre vie, c'est notre bonheur, et que ne pas les défendre, c'est déserter ce que notre mission ici-bas a de plus haut et de plus sacré ! »

Et plus loin, avec une ardeur non moins grande et une éloquence qui fit trembler l'Assemblée :

« Maintenant, concluait le duc d'Audiffret-Pasquier, maintenant, pour nous la cause est entendue, et je demande à l'Assemblée de terminer ce trop long discours... par un vœu et comme une dernière prière qui, malgré moi, s'échappe de mon cœur : Que Dieu, qui aime ce pays, car c'est à lui qu'il a confié de tout temps la défense des grandes et des nobles causes, que Dieu, qui aime ce pays, lui épargne la dernière et la plus dure des humiliations, celle de voir jamais ses destinées confiées aux mains qui l'ont si mal servi ! »

Admirable harangue, acte politique plein de la vail-

lance du citoyen et de la beauté du style, et qui faisait dire à Me Allou, parlant dans le procès Cahen-Lyon et flétrissant les choses véreuses : « Un homme s'est rencontré qui n'était pas des nôtres et qui a eu l'éloquence suprême et le suprême courage! » Me Allou imitait Bossuet pour parler de M. le duc d'Audiffret-Pasquier; mais la harangue du duc égalait les plus beaux mouvements du prédicateur. L'effet en fut immense.

Pour se venger, les journaux bonapartistes insinuèrent que M. le duc d'Audiffret-Pasquier, aujourd'hui si violent contre l'empire « auteur de la démoralisation de son pays », avait jadis sollicité les faveurs de l'empereur. Excellent moyen de polémique ; le moyen de Basile. Mais l'orateur releva aussitôt la calomnie. M. le duc d'Audiffret-Pasquier répondit qu'il ne devait point son titre de *duc* à l'empire; que le comte d'Audiffret, père de M. d'Audiffret-Pasquer, entré dans l'administration des finances en 1804, receveur général en 1839, avait donné sa démission en 1856 sans avoir rien demandé à Napoléon III. Enfin que lui, duc d'Audiffret-Pasquier, n'avait point de neveu à la Cour des Comptes et n'avait rien demandé au régime impérial. La calomnie fut réduite à néant.

Elle était d'ailleurs assez maladroite. M. le duc d'Audiffret-Pasquier se fût-il exposé de gaieté de cœur à de telles révélations, si son passé n'eût pas été pur comme sa vie présente ?

> L'honneur est un vieux saint que l'on ne chôme plus,

disait déjà, de son temps, Mathurin Régnier. Il suffit de voir et d'entendre M. le duc d'Audiffret-Pasquier pour être persuadé que le vieil honneur a du moins encore un

fervent. Dans sa scrupuleuse honnêteté, ce juge souverain des faiblesses voit même des méfaits où il n'en existe pas. En sa qualité de président de la commission des marchés, il engageait directement, et un peu dictatorialement, les magistrats à poursuivre, à juger, à faire justice.

La passion est une chose excellente, mais elle a ses dangers. Elle entraîne les gens un peu loin. C'est ainsi que M. le duc d'Audiffret-Pasquier a dépassé même son but lorsqu'il a renouvelé contre les marchés du 4 Septembre la véhémente et admirable catilinaire qu'il avait, pour ainsi dire, jetée à la face ou au spectre de l'empire. Mais quoi!

C'est l'honneur tout entier à sa proie attaché.

On ne saurait lui en tenir rigueur. Mais M. Gambetta était homme à se défendre victorieusement et à expliquer les marchés Maxwell et Parott.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier était d'ailleurs le plus énergique des *leaders* de la droite. Il s'était rendu, avec M. de Broglie, chez M. Thiers, le 20 juin 1872, pour lui imposer « une politique conforme aux vœux de la majorité. » Il fut un des *bonnets à poil* que railla M. John Lemoinne. Depuis, M. le duc d'Audiffret-Pasquier a dû voir à quoi une telle démarche pouvait aboutir. Il était alors à peu près brouillé avec M. Casimir Périer, son beau-frère. Ils habitent l'un et l'autre ces deux superbes hôtels, bâtis en style Louis XIII, qu'on rencontre à gauche des Champs-Élysées, en montant vers l'Arc-de-Triomphe. Leurs enfants ont des pavillons à eux et ils correspondaient ensemble au moyen d'un télégraphe particulier. Durant la rupture politique des parents, le télégraphe des enfants fut

coupé. Aujourd'hui — fort heureusement et pour eux et pour le pays — le télégraphe est rétabli.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier a conquis, par son attitude dans les dernières crises traversées, une popularité très-réelle et très-saine. Ami de la liberté, il a, comme ceux de son parti, tout intérêt à accepter la République, et il fera respecter ce gouvernement parlementaire dont il est à cette heure le représentant le plus éminent. M. le duc d'Audiffret-Pasquier, plus hésitant en réalité qu'il ne le paraît à la tribune, a longtemps redouté sans doute le pas décisif qu'il vient de faire vers la forme républicaine, mais le pas fait, il n'est point homme à revenir en arrière. N'est-il point persuadé, d'ailleurs, que le gouvernement du pays par le pays est la plus sûre garantie qu'un peuple ait contre ces tyrannies qui sont les ennemies naturelles de toute liberté et de tout honneur ?

Ne voit il pas que la République est le gouvernement qui écarte le plus sûrement l'arrivée des bonapartistes dont il disait, en mai 1874, à la veille de l'élection de M. de Bourgoing, ancien écuyer de l'Empereur, dans la Nièvre :

— Avec les légitimistes, c'est un duel à l'épée. Avec les bonapartistes, c'est un duel au couteau !

Aussi bien, les partisans de l'Empire redoutent-ils M. le duc d'Audiffret-Pasquier plus que personne. On le vit bien lorsqu'il fut question d'appeler le duc au ministère de l'intérieur. Ils jetèrent les hauts cris, et si bien et si fort, que M. le maréchal de Mac-Mahon hésita à confier au duc ce redoutable portefeuille. M. le duc d'Audiffret-

Pasquier et M. Léon Renault, le vigilant préfet de police, sont les deux bêtes noires des impérialistes.

Il peut en être de l'histoire comme du roman : ses héros se font connaître par leurs paroles autant que par leurs actes. Le dialogue est une façon d'exposer les caractères. Le 12 mars dernier, l'*Espérance du Peuple* contenait donc une *correspondance spéciale*, datée de Versailles, et qui a son prix, comme on va voir. M. le duc d'Audiffret-Pasquier s'y peint vraiment de pied en cap.

« Voici aussi textuellement que possible la conversation qui a eu lieu entre M. le duc d'Audiffret-Pasquier et le maréchal, lorsque ce dernier annonça la nouvelle combinaison ministérielle où on lui adjugeait le portefeuille de l'instruction publique :

« Le maréchal. — M. le duc, je vous ai fait appeler pour vous soumettre la nouvelle combinaison ministérielle que j'ai adoptée aujourd'hui après avoir pris conseil de mes amis. Comme je vous devais une compensation, je vous accorde le portefeuille de l'instruction publique.

« Le duc. — Mais, M. le maréchal, je ne demande aucune compensation. Je n'ai jamais fait aucune démarche; c'est vous, M. le maréchal, avec M. Buffet, ce sont vos amis qui m'ont sollicité d'accepter le portefeuille de l'intérieur. Mais, personnellement, je ne demande rien. Je n'ai donc pas besoin de compensation ; mais je ne m'attendais pas à un si brusque changement de votre part.

« Le maréchal, à ces mots prononcés d'un ton sec, ne put dissimuler son embarras; ce dernier rougit.

« Le maréchal. — M. le duc, je n'ai pas voulu vous donner le portefeuille de l'intérieur, parce que vous êtes un désorganisateur; vous auriez tout désorganisé.

« Le duc. — Je ne sache pas que dans ma famille il y ait eu jamais de désorganisateur; mon père, mon grand-père, mon oncle ont été des administrateurs distingués, et il paraît, M. le maréchal, que vous ne connaissez pas l'histoire de ma famille.

« Le maréchal. — Je sais bien que votre famille compte des hommes des plus honorables.

« Le duc. — Oh ! pour cela, monsieur le maréchal, j'es père bien ne pas avoir dégénéré.

« Le maréchal. — Alors, monsieur le duc, vous m'abandonnez.

« Le duc. — Il me semble que c'est bien plutôt vous, monsieur le maréchal, qui m'abandonnez.

« Le maréchal. — Ah ! c'est que je n'ai pas pu faire autrement ; c'est avec M. Buffet que j'ai combiné cette liste, c'est lui qui me l'a proposée.

« Le duc. — J'en suis d'autant plus surpris que je viens de quitter M. Buffet avec lequel je suis resté plus d'une heure, et il ne m'en a pas dit un mot. C'est vraiment inouï.

« Après ces paroles, le duc sortit sans cacher son irritation, et se rendit chez M. Buffet auquel il dit que le maréchal venait de lui affirmer que c'était lui, M. Buffet, qui avait combiné et proposé la liste ministérielle.

« Le duc lui demanda pourquoi il ne lui en avait pas dit un mot.

« — En effet, répondit M. Buffet. J'ai vu le maréchal ; mais je n'ai pas cru de mon devoir de vous en parler. J'ai cru voir qu'il n'était pas disposé à vous donner le portefeuille de l'intérieur ; mais j'ai pensé que c'était au maréchal à vous le dire lui-même. »

Je borne ici la citation et je ne rapporte point, comme le rédacteur de l'*Espérance du Peuple*, le jeu de mots prêté à M. le duc d'Audiffret-Pasquier sur les adjectifs *droit* et *adroit*.

Quant à M. le duc d'Audiffret-Pasquier, il est droit et résolu. Président de l'Assemblée aujourd'hui, il sera demain, si M. Buffet ne comprend point son rôle, le président du Conseil et le chef des ministres du gouvernement.

Après s'être résigné à fonder la République, M. le duc d'Audiffret-Pasquier travaillera certainement à l'affermir.

M. GOUNOD

M. CH. GOUNOD

J'ai conservé, comme une de mes meilleures et de mes plus hautes émotions artistiques, le souvenir d'une soirée qui nous fut offerte, il y a trois ans, au mois de septembre, à Spa, par M. L. Berardi, le directeur de *l'Indépendance belge*, et le plus libéral, et le plus accueillant des rédacteurs en chef. C'est là que je vis, pour la première fois, Gounod, dont tant de fois j'avais applaudi le nom, écouté les œuvres.

Ai-je besoin de dire que, dès l'abord, cette nature d'artiste nous attira? Tout le monde sait que Gounod mérite, plus que personne, le nom de *charmeur;* il séduit, il conquiert, il a en lui la puissance magnétique de cette musique caressante qui est la sienne. Grand, le corps d'apparence solide, mais le front ravagé, chauve, la bouche légèrement tordue sous sa longue barbe blanchie, — tel que l'a sculpté Carpeaux, — l'œil bleu, profond, fixe, l'œil du visionnaire ou plutôt du voyant, dès que cette physio-

nomie tout à fait supérieure et puissante se montre, on devine, on reconnaît « un homme »; puis, si la main de cet homme se tend vers vous avec une pression cordiale, si l'on pénètre, fût-ce pour un moment, dans l'intimité de cette nature d'élite, on est en quelque sorte pénétré par ce charme (je ne trouve pas d'autre mot) d'une voix douce, insinuante, enveloppante, mise au service d'une causerie qui étincelle.

Ce soir-là, M. Gounod, se mettant au piano, nous donna la primeur de cet opéra de *Polyeucte,* encore inédit, qui affermira, qui agrandira la gloire du maître français, le jour où il sera écouté, c'est-à-dire salué par la foule. Et voilà ce qui nous causa l'émotion profonde dont nous parlions tout à l'heure. Lorsque Gounod se mit au piano et joua, chanta, récita, peignit, mima, je ne sais comment dire, — car le grand artiste sait interpréter sa musique comme nul chanteur au monde ne le fera jamais; — lorsque Gounod nous *montra* (voilà le mot) Polyeucte et Pauline livrés au supplice, insultés par la foule, et jetant leur *credo* au-dessus des hurlements de mort, un frisson d'admiration profonde nous parcourut tout le corps.

C'est le dénouement de l'opéra, et il est sublime. Le *Poliuto*, de Donizetti, est loin d'arriver à cette hauteur. Le cri de Pauline :

Je vois, je sais, je crois, je suis désabusée!

est une chose admirable, d'un incomparable élan. Et les cris de la foule : *A la Mort! à la Mort!* interrompant la prière des chrétiens traînés au supplice! Je comparais intérieurement, tandis que Gounod jouait, cette scène d'épouvante et de grandeur, à l'immortel trio des *Huguenots* où Marcel bénit, en face de la mort, Raoul et Valen-

tine, et les accents qui déchirent et qui transportent de *Polyeucte* me causaient la même admiration, le même saisissement et la même volupté artistique.

La belle soirée pour l'art français que celle où ce *Polyeucte* sera représenté ! C'est lui que j'eusse voulu voir affiché, le soir de l'ouverture du théâtre de l'Opéra, et l'on n'eût pas songé seulement, je vous le jure, à lorgner la salle et les toilettes !

Il y a encore dans *Polyeucte* une invocation à Vesta, pure, large, admirable. Mais où sont les artistes capables de chanter une telle musique enivrée de foi, pénétrée d'enthousiasme et de ferveur ?

— Il me faudrait, nous disait Gounod, cinq ou six « Saint Symphorien » d'Ingres pour jouer *Polyeucte* et des Symphoriens qui ne se contentassent pas de lever les bras au ciel. Avec le geste, je voudrais le regard. Avec la plastique, je voudrais la vie !

Ce soir-là, Gounod nous jouait encore une de ses romances nouvelles, pleine d'une poésie chaleureuse, passionnée, déchirante, la *Romance de Mignon :*

Je veux, mon bien-aimé, m'en aller avec toi !

Ceux qui purent surprendre, sur la promenade de Spa, l'écho de ces mélodies, emportèrent sans doute, comme nous, la mémoire de quelque chose de rare et de supérieur : un grand musicien interprétant lui-même son œuvre en grand artiste.

Charles-François Gounod a cinquante-sept ans. Il est parisien, et ses biographies les plus accréditées le font naître le 17 juin 1818. Nous donnerons tout à l'heure, d'après Vapereau, qu'on pille tant de fois sans le citer jamais, le résumé de cette existence laborieuse, pleine de

fièvres, de ferveur parfois mystique, de trouble, de poésie et de gloire :

Tout jeune, Charles Gounod s'était senti attiré, emporté vers l'art de la musique. La *Revue française* a même raconté, à ce propos, une fort jolie anecdote : « Les parents de Gounod s'inquiétaient de cette vocation artistique, et s'en plaignirent au proviseur du collége où se trouvait l'enfant. Ce proviseur était M. Poirson, qui les rassura : — Lui, musicien ? jamais ! dit-il. Il sera professeur ; il a la bosse du latin et du grec. » Et M. Poirson fit appeler, le lendemain, le petit Charles dans son cabinet : « On t'a encore surpris à griffonner sur du papier des notes de musique ? — Oui ; je veux être musicien. — Toi ? allons donc ! ce n'est pas un état. D'ailleurs, voyons, que sais-tu faire ?... Tiens, voilà du papier, une plume. Compose-moi un air nouveau sur les paroles de *Joseph : A peine au sortir de l'enfance.* Nous allons bien voir », dit M. Poirson triomphant. C'était l'heure de la récréation. Avant que la cloche de l'étude eût sonné, Gounod revenait avec sa page toute noire. « Déjà ? fit le proviseur ; eh bien, chante ! » Gounod chanta. Il se mit au piano. Il fit pleurer le pauvre M. Poirson, qui se leva, l'embrassa et s'écria : « Ah ! ma foi ! *ils* diront ce *qu'ils* voudront, fais de la musique. »

« Quand Gounod, 1er grand prix de Rome, fit exécuter sa première œuvre à Saint-Eustache, au retour, il trouva ce billet écrit de la main du vieux proviseur : « Bravo ! cher homme que j'ai connu enfant ! » M. Poirson était allé, sans rien dire, écouter, à l'ombre d'un pilier, la musique de celui qu'il avait appelé le *petit Charles.* »

Gounod étudia l'harmonie sous Reicha, Lesueur et

Halévy, remporta un second prix en 1837, puis le grand prix de composition musicale en 1839.

En Italie, où il resta jusqu'en 1843, il abandonna le séjour de la Villa Médicis, où il ne trouvait pas le recueillement et le silence dont il éprouvait un impérieux besoin, pour le séminaire de Rome, et songea même quelque temps à entrer dans les ordres. Est-ce à cette tendance mystique que nous devons la magnifique scène de l'Église de *Faust*, que la censure fut, un moment, sur le point d'interdire. « Peut-être cette scène a-t-elle, disait M. Pl..., été conçue sous les arceaux du cloître, et l'inspiration est-elle descendue du haut des voûtes mêmes du temple ! » Nous devons toujours, à cette époque, les premières compositions religieuses du maître, compositions qu'il fit exécuter, à son retour à Paris, à l'église des Missions Étrangères dont il fut maître de chapelle pendant six ans. Son premier grand succès fut une *Messe solennelle* chantée à Saint-Eustache en 1849. Le lendemain, Gounod était déjà célèbre, et les portes s'ouvraient toutes grandes devant lui ; l'Opéra jouait sa *Sapho*, en 1850, qui n'obtenait pas le succès auquel on devait s'attendre, car jamais le compositeur n'a rien écrit de plus élevé et de plus beau. Les stances de *Sapho* : « O ma lyre immortelle ! » sont un pur chef-d'œuvre qui égale tout ce que les maîtres peuvent avoir conçu de plus poignant. On ne peut retenir ses larmes, en écoutant cette plainte déchirante qui semble s'exhaler comme un dernier soupir.

Au mois de mai 1866, Gounod fut élu membre de l'Académie des Beaux-Arts, en remplacement de Clapisson. C'était la musique large et magistrale succédant à la musiquette, l'élégie prenant la place de la romance.

Quel est l'humoriste qui a dit : La musique est inférieure à la poésie, parce que si elle peut dire : *J'aime*, elle ne peut pas dire : *Je t'aime !* Celui-là n'avait pas entendu un opéra ou une mélodie de Gounod.

La musique de Gounod est une musique toute de charme et de tendresse ; elle est l'expression de cette vague poésie qui sommeille au fond de tous les cœurs et que doivent murmurer les femmes et les amoureux. Qui sait même si ces adorables mélodies n'ont pas fait souvent naître l'amour, et si le *Faust* de Gounod n'a pas conquis plus de Marguerites que celui de Gœthe ? Qui ne s'est senti ému en écoutant ces chants si passionnés et si tendres, que les lèvres répètent tout bas, et auxquels répond, au fond du cœur, un souvenir ou une espérance ?

Cet opéra de Faust passe pour le chef-d'œuvre de Gounond, et c'est assurément l'œuvre musicale la plus remarquable et la plus complète qui ait paru depuis quinze ans. Faust, Marguerite , ces immortelles créations du génie allemand, appartiennent désormais aussi à la France, et si le philosophe-docteur est un peu amoindri, quel charme, quelle grâce nouvelle entourent Marguerite, et quelle auréole divine la musique a posée sur le front de cette douce vision du Nord !

M. Gounod a fait pénétrer un rayon du génie latin dans la cave d'Auerbach ; il a doré le brouillard allemand d'un rayon de soleil de France.

L'opéra de *Faust* commence par un monologue morne et lent, exprimant la lassitude profonde et l'amer désenchantement ; un chœur de jeune filles traverse l'hymne funèbre et « semble (comme l'a dit un éminent critique)

un essaim d'oiseaux qui passerait à tire d'ailes sur un cimetière. » Et la kermesse, d'une couleur si vive, si accentuée ; le chœur des vieillards, qu'on ne se lasse pas d'entendre, et surtout cette valse entraînante, « dont les motifs vont faire rêver tant de jeunes filles », comme l'écrivait, au moment de la représentation, M. Paul de Saint-Victor, dont le style pouvait rivaliser, dans le feuilleton, avec la musique de Gounod.

On a souvent opposé Bertram à Méphistophélès pour écraser ce dernier rôle par la magistrale grandeur de la conception de Meyerbeer. En effet, Bertram est vraiment le génie du mal, le roi des enfers, l'archange déchu, gardant le souvenir et le regret du ciel ; tandis que Méphistophélès n'est qu'un bon compagnon qui montre volontiers son pied fourchu, pour indiquer d'où il vient. Mais si cette partie fantastique est un peu faible, quelle largeur dans la prière finale de Marguerite ! quel élan de foi et d'amour, quelle élévation de style ! et comme le maître se montre plus grand dans cette page de musique sacrée que dans les morceaux les plus passionnés de sa musique profane !

Bien avant le grand succès de *Faust*, Théophile Gautier traçait cette sorte de portrait de Gounod, à propos de la partition de *Sapho*.

« On devine facilement, en entendant la musique de M. Gounod, son habitude d'écrire pour l'Église et sa préoccupation constante des vieux maîtres. Ces tendances au genre religieux et aux formules anciennes peuvent être admises dans une œuvre comme celle-ci, et nous n'en ferions pas un reproche à M. Gounod, s'il les avait suivies jusqu'au bout, ou si, lorsqu'il s'en est parfois écarté, il

nous eût montré sa manière à lui, au lieu de s'inspirer encore d'autres modèles moins classiques. En musique, comme en peinture, nous aimons l'homogénéité dans la couleur, et la partition de M. Gounod nous semble pouvoir être comparée à une belle femme dont Ingres aurait peint le torse et la figure, et Delacroix, les jambes et les bras.

« Le plus grand éloge qu'on puisse faire d'un artiste, c'est de dire qu'il a mis son cachet à son œuvre. Tout en reconnaissant le mérite de la musique de *Sapho*, nous devons dire que c'est plutôt une belle étude d'après l'antique, qu'une création destinée à opérer une révolution dans l'art : c'est là peut-être ce que cherchait M. Gounod, mais il n'a pas atteint son but. Dans la partie dramatique, il est arrivé à la passion par des effets grandioses et habilement combinés ; ses chœurs sont écrits dans un style magistral et sévère, et parfaitement disposé pour les voix. Quant à l'instrumentation, elle est travaillée avec soin et renferme de jolis détails et des effets de sonorité très-heureux.

« Nous aimons beaucoup la chanson du chevrier ; c'est un petit chef-d'œuvre de grâce et de fraîcheur, une mélodie neuve et d'un parfum agreste accompagnée sur un rhythme oriental dessiné par deux hautbois et un tambourin. »

Eh ! bien, ôtez les critiques, ajoutez le sentiment de la personnalité, tout ce qui rend une œuvre homogène, originale et durable, vous aurez, après avoir vu ce qu'il pensait de *Sapho*, ce que Gautier devait penser de *Faust*.

On ne saurait analyser ici toutes les productions de

Gounod. *Roméo et Juliette, Mireille, Philémon et Baucis* sont aussi des œuvres exquises qui renferment des trésors de mélodies unis à une science profonde ! Le soleil de la Crau a fait épanouir les chansons de *Mireille,* et un souffle pur de grâce antique et de jeunesse passe à travers *Philémon et Baucis*, et lui donne une saveur, un charme qu'aucun autre compositeur n'a su trouver depuis, et que nul imitateur n'atteindra. Cette grâce y est, en effet, trop simple, trop *trouvée*, trop exquise, pour qu'on la dérobe au maître. Les compositeurs modernes *cherchent* tant que, contrairement au précepte, ils ne trouvent rien. La mélodie naturellement venue à la pensée, sous l'empire d'une émotion, d'un sentiment, serait trop facilement comprise, ce serait banal. Il faut à la nouvelle école des combinaisons fort savantes auxquelles le public ne comprend rien, et sous lesquelles il cherche avidement une idée absente le plus souvent, ou tellement cachée qu'elle disparaît complétement.

Les lauriers de Wagner troublent nos jeunes musiciens et les empêchent de composer des œuvres vraiment personnelles ; il n'est pas donné à tous d'avoir le souffle uni à l'inspiration élevée du chantre de *Tannhauser* et de *Lohengrin*, et ses imitateurs ne parviennent qu'à le suivre dans ses errements. Ils ont tellement peur d'être vulgaires, qu'ils deviennent obscurs, et qu'ils inventent, comme le maître de langue du *Bourgeois gentilhomme*, cent formules pour exprimer la chose la plus simple du monde ; mais ils ne choisissent pas la meilleure. Gounod, lui, a trouvé, dans sa musique du *Médecin malgré lui*, l'allure nette et franche qui doit s'unir à la prose de Molière : cela est sain, clair et vraiment gai.

Il n'a pas le brio étincelant d'Auber; il ne faut pas s'attendre à ces phrases gaies et piquantes, à ces mélodies mordantes et vives qui ressemblaient au sourire malicieux et aux bons mots du maître. Quand Auber écrivait une phrase sentimentale, on sentait qu'il devait avoir envie de railler, et que l'esprit était plus brillant que le cœur n'était tendre.

Auber était le vrai Parisien dans sa vie comme dans son talent, dans sa verve intarissable comme dans sa grâce, qu'il était convenu de trouver éternellement jeune et qui l'était.

Gounod, lui, est d'un tempérament artistique différent, et ce qui peut donner la vraie note de son talent sous toutes ses faces et dans sa variété multiple, c'est le *Recueil* de ses mélodies. Là nous trouvons la poésie dans sa forme la plus exquise, dans ces chants si doux et si purs : le *Soir*, le *Vallon*, dans ces inspirations qui chez Lamartine sont de la musique et chez Gounod de la poésie. Et le *Printemps*, cette mélodie si pleine de fraîcheur et de jeunesse, éclairée comme d'un rayon de soleil, et dans laquelle semblent sourdre tous ces bruits vagues de la nature s'éveillant à la vie et à l'amour.

Quoi de plus passionné, de plus ému que la romance populaire de *Medjé*? Ce rhythme bizarre et contrarié sur lequel s'élève cette pathétique plainte d'amour où les larmes semblent tomber comme des gouttes de sang d'une blessure :

Les pleurs de l'amour même
Devraient te désarmer.
Hélas! tu doutes que je t'aime,
Quand je meurs de t'aimer!

Et enfin la note religieuse, grande, élevée, simple et sublime comme l'Évangile dans *Jésus de Nazareth,* douce et consolante comme l'espérance dans l'*Ave Maria* et le *Noël.*

L'homme qui a écrit ces pages est en même temps un esprit très-curieux, très-brillant, et dont nous avons retenu plus d'un mot digne d'être conservé. A propos des airs de *Faust* tant de fois joués (et souvent défigurés) par les orgues de Barbarie, ne nous disait-il pas fort joliment :

— Nous autres musiciens, nous n'arrivons jamais à la popularité que par la calomnie.

C'est charmant.

Il nous disait encore, définissant l'idéal de ce qu'on eût appelé l'*honnête homme* au XVIIe siècle :

— L'idéal de la vie serait à la fois d'être *Alceste* et *Philinte !*

En art, il aime le simple, le vrai, Ingres et sa fermeté de lignes. Il se laisse prendre volontiers aux mélancolies des soirs. A Rome, on l'entendit s'écrier devant un coucher de soleil :

— On dirait, au loin, *de la poussière de béatitude !*

Le mot est un peu plus quintessencié que ses propos ordinaires.

Gounod est revenu à Paris. Les *festivals* immenses dans Albert Hall ou dans le Crystal Palace, où trois cent mille auditeurs l'acclamaient, ont fini par le moins tenter que les bravos qui attendent ici son *Polyeucte.* Je ne sais s'il est riche ; je sais que l'éditeur Choudens, qui a acheté 6,000 francs la partition de *Faust*, a gagné cent mille livres de rente avec elle. C'est l'éternel *sic vos non vobis.*

Mais Gounod ne se plaint guère. Il a la foi, l'inspiration, et se fie à son génie.

Gounod déteste la parodie. Il déteste l'opérette. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'un maître, épris d'idéal comme lui, n'entende rien à ces bouffonneries parfois divertissantes, plus souvent immondes, vers lesquelles court depuis trop longtemps le public, comme, pour étancher sa soif, un homme se précipiterait vers un ruisseau ?

L'opérette a tout parodié : l'antiquité avec *Orphée*, le moyen âge avec *Barbe-Bleue*, la chevalerie avec *Geneviève de Brabant*, l'histoire avec *Alice de Nevers*, la gloire avec la *Grande Duchesse*, la poésie avec le *Petit Faust*.

— Je souffre, disait parfois Gounod, oui, je souffre, en songeant que Marguerite, ma Marguerite rêvée, pensive, à la fois chaste et passionnée, la Gretchen de Goëthe, l'image que j'ai entrevue, pâle et charmante, est, chaque soir, devant un public qui se tord de rire, traînée et avilie sur la scène, comme sur une claie, par cette Blanche d'Antigny qui précipite la poésie jusqu'à la fange de la parade. Je n'ai jamais voulu voir le *Petit Faust*, et je ne le verrai jamais !

Gounod eût pu dire aussi, comme l'écrivit un jour Théophile Gautier : « Qui pourra jamais oublier Margue-« rite? On oublierait plutôt sa première maîtresse. »

On a souvent comparé Gounod, comme talent, au peintre Hébert et au romancier Octave Feuillet, le législateur et le peintre des dames. Il a autrement de style que celui ci et autrement de puissance que celui-là. Gounod est un maître personnel, au contraire, personnel par la tendresse, par la volupté des larmes qu'il donne, par l'impression de caresse et de rêve heureux qu'il procure. C'est le mu-

sicien de l'amour alangui, mourant, et dont l'immense soupir s'en va se perdre dans l'infini.

Et, tandis que les airs de la *Traviata* emporteront nos visions les plus chères, tandis que les mâles accents des *Huguenots* retentiront comme des souvenirs d'héroïsme, nous reverrons bien des fois encore passer, emportées par la valse de *Faust,* le cortége des affections mortes et les fantômes trempés de larmes de nos amours !

Charles Gounod est un de nos consolateurs, un de ceux qui savent le mieux, par leur séduisante harmonie, bercer nos rêves et nos espoirs, éveiller la poésie dans notre âme, endormir nos maux quotidiens, soulever pour nous un coin de ce rideau de l'idéal qui tombe si lourdement sous la dure main des réalités. Quel poëte que cet homme ! et quel charmeur ! Combien de jeunes cœurs ont soupiré doucement, tandis que le suave duo : *Laisse-moi contempler ton visage*, s'élève comme un parfum ! Quel trésor de pénétrante tendresse que cet acte du jardin où, sous la molle clarté d'une nuit tiède, Faust entrevoit à sa fenêtre Marguerite accoudée et songeuse ! Il semble que les senteurs des fleurs, les capiteuses odeurs d'une nuit de printemps montent, comme un encens, aux cerveaux pris de langueur. Que tout cela est à la fois enivrant et pur ! La passion ici se fait caresse et rêve. La musique de Gounod m'a toujours donné les sensations délicates des tableaux de Gleyre, le peintre des *illusions perdues*.

Aussi bien, quand je songe à tout ce qu'a laissé tomber, je dirais volontiers de sa lyre, cet inspiré qui a nom Gounod, depuis la bacchanale de *Philémon et Baucis*, élégante comme une frise athénienne, jusqu'à certaines pages des *Deux Reines de France*, en passant par cette délicieuse

romance de Magali, dans *Mireille*, vraie chanson de pâtre amoureux errant sous le ciel de Provence; quand je pense que cet homme, épris de l'antiquité, des idylles et des songes, a demandé aussi un jour à Molière, à ce clair et franc génie, une veine de gaieté et de vigueur; quand je me souviens que, dans le *Médecin malgré lui,* il fit lancer à Sganarelle les couplets alertes de la bouteille :

Qu'ils sont doux,
Bouteille chérie,
Qu'ils sont doux
Tes jolis glous-glous.

Je me demande où sont les maîtres étrangers qui ont, plus que ce musicien français, le charme, la poésie, la religieuse réserve et, parfois aussi, l'éclair de santé gauloise?

Gounod est le poëte amoureux d'un temps qui ne croit guère à la poésie, et qui ne croit à l'amour qu'en musique.

L'EMPEREUR GUILLAUME

Il y a d'ironiques hasards, et on peut se demander vraiment ce que c'est que la gloire, en voyant avec quelle facilité elle s'abat sur certains fronts. Guillaume le *Victorieux*, qui ne semblait fait que pour assister à des manœuvres, à des revues, à des parades militaires, demeurera dans l'histoire comme un vainqueur illustre et comme un conquérant. La conquête ! mot hideux ! chose atroce, spectre du moyen âge évoqué en plein XIXe siècle ! Pieux et retors, ce défenseur du droit divin aura brisé des trônes, renversé des dynasties, confisqué des royaumes, unifié l'Allemagne, son règne restera comme un des plus glorieux parmi ceux de cette Prusse née d'hier, et si gloutonne, et si farouche. Ce que le génie ne donne pas toujours à l'homme, la force brutale l'aura assuré à Frédéric-Louis-Guillaume Ier, roi de Prusse et empereur d'Allemagne.

Il est né le 22 mars 1797. Il a fait, en France, les campagnes de 1813 et de 1815. Il siégea à la Diète tandis que son frère régnait; défenseur des doctrines absolutistes, du régime militaire, il comprenait peu de chose aux rêves littéraires de son frère, le *roi romantique*, raillé par le docteur Strauss, qui préférait un roi caporal. Lorsque Frédéric-Guillaume IV devint fou, en 1847, le futur empereur fut régent du royaume; il succéda à son frère en 1861, combattit l'Autriche cinq ans après, et, dans sa douleur de verser le sang allemand, allait répétant dès lors : « Nous nous réconcilierons contre l'ennemi commun ! » Cet ennemi, c'était la France.

N'oublions pas que l'empereur d'Allemagne est le fils de la reine Louise, cette martyre que les Prussiens appellent encore *la mère de la patrie*, et qui, à Potsdam, devant le cercueil du grand Frédéric, conjura le tzar Alexandre de s'allier au roi de Prusse contre Napoléon Ier. Il faut voir, à Charlottenbourg, l'admirable figure sculptée par Rauch, qui représente la reine Louise morte et les bras croisés sur sa poitrine. L'espèce d'éclairage funèbre que les verres de couleur donnent au marbre, enlève un peu de prix à cette statue, mais elle n'en paraît pas moins admirable. Rauch la sculpta avec amour et comme en secret. Ce fut son œuvre caressée, adorée. Elle méritait bien cette adoration, cette reine que Napoléon Ier forçait à fuir, à pied, ses enfants à la main, et à vivre, misérable, des œufs que lui apportaient les paysans. On montre, à Charlottenbourg, la statue du petit enfant mort, dont accoucha la reine Louise après toutes ces secousses. C'était, hélas ! le petit frère de l'empereur actuel, et Guillaume, enfant, avait vu les pleurs, la douleur et, en 1810, la mort

de sa mère. Ce Napoléon, qui donnait l'ordre d'arrêter Stein, coupable de patriotisme, et qui, à défaut de Stein, faisait conduire à pied, de Francfort à Paris, la chanoinesse, sœur du baron ; ce Napoléon, qui humiliait ainsi les femmes, les mères, ne se doutait pas de la haine qu'il allumait contre nous dans ces âmes allemandes. Le *Cugendbund* et la levée de boucliers de 1813 devaient bientôt lui répondre.

« Les princes plus grands que leur siècle, dit Ludwig Bœrne, ont toujours fait du mal à la postérité. C'est Frédéric le Grand qui a perdu la bataille d'Iéna. »

Napoléon Ier devait aussi perdre ses batailles à venir.

L'empereur Guillaume, avant de précipiter ses bataillons au cœur de la France, en 1870, avait affecté pour nous des sentiments qu'il n'avait pas. Il envoyait, à l'heure de Sadowa, cette dépêche à Napoléon III :

« Guidé par la confiance que m'inspire notre affection
« mutuelle et la solidarité d'intérêts importants de nos
« deux pays, j'accepte la proposition que Votre Majesté
« m'a faite, et je suis prêt à m'entendre avec Elle sur les
« moyens de rétablir la paix.

« De Votre Majesté,

« Le bon frère,

« Wilhelm. »

Cette dépêche partait, le 6 juillet 1866, du quartier général prussien et arrivait aux Tuileries au lendemain de Pardubitz et de Sadowa. Le *bon frère* Wilhelm, roi de Prusse, était bon prince ; il accordait la paix au *bon frère* Bonaparte, empereur des Français. L'empire français avait alors quelque apparence dans le monde. Empire de

façade, s'il en fut. A une certaine distance, c'était énorme. On s'approchait, cela sonnait creux. Mais le monde savait que le peuple de France est un grand peuple, et qu'il pouvait devenir redoutable entre les mains qui l'exploitaient. Cent cinquante mille grenadiers, échelonnés le long du Rhin, eussent fait alors réfléchir le *bon frère* de Prusse et pâlir le comte de Bismarck, qui n'était pas encore prince.

Bismarck et Guillaume réfléchirent. Du fond de sa baignoire de Vichy, Napoléon pouvait lancer des bataillons sur Cologne et Mayence, tandis que l'Autriche, reprenant confiance, lavait sa défaite d'hier. Bismark et Guillaume devaient pourtant savoir que les cadres de l'armée étaient vides ; ils ne devaient pas ignorer que l'armée française était nombreuse sur le papier, et qu'au moment de l'action, le désordre ignoré ne pouvait manquer de devenir apparent et navrant. Mais, encore une fois, le ministre et son roi savaient tout ce qu'il y a de ressort, d'élan et de vertu guerrière dans un peuple comme le nôtre. Ils se dirent : *N'allons pas plus loin, attendons. Faisons la paix.*

Guillaume accepta donc la proposition des Tuileries. Ce caporal mystique, ce vieillard au teint allumé, qui passait les mains dans les poches de son pantalon de coutil, dans l'allée de Lichtenthal, à Bade, les jours d'été, cet homme, d'une bonhomie redoutable, représente, en plein XIXe siècle, le moyen âge militaire féodal, farouche.

C'est un anachronisme armé, cuirassé, ami des balles et des batailles, casqué, qui se promène à travers le monde, faisant de la terre un champ de carnage, et demandant pardon au Dieu des batailles de tant de sang répandu.

Il aime la guerre pour la guerre. L'odeur du champ de mort lui plaît. Je l'ai vu passer, rayonnant, sur le terrain de la bataille de Sedan, devant des monceaux de cadavres. En pleine paix, il s'occupe de l'art de détruire. Il a rassemblé, dans sa petite chambre de Babelsberg, près de Potsdam, toutes les images, toutes les statuettes de militaires du monde. Lorsqu'il ne parade pas en tête de ses cuirassiers blancs, il passe en revue ces poupées. Il les contemple, il les admire, il les dévore du regard, il les adore. Son encrier est un affût de canon, sa plume à écrire a la forme d'un fusil Dreysse. Il amoncelle les cravaches et les éperons dans un coin. Son logis sent le campement et l'écurie. Il couche là, sur un lit de cuir, heureux de fuir le luxe et de retrouver, même pendant le sommeil, l'odeur du ceinturon ou de la botte.

« Si celui-là régnait un jour, disait son frère, le monde verrait de terribles choses! »

Le monde les a vues, hélas! Pour nourrir son peuple affamé de liberté, le roi de Prusse l'a gorgé de gloriole et de poudre. Il a fait d'une nation de penseurs un peuple de bachi-bouzouchs. Il a arraché le Sleswig à des citoyens heureux, et cette première violence a engendré toutes les autres. De là, sont sorties les grandes guerres; de là, l'abaissement de l'Autriche, la rage impuissante de Napoléon dupé; de là, Sadowa; de là, Sedan.

Et *le bon frère!* a bu le vin de Champagne après le vin du Rhin. Robuste, intrépide, infatigable, à soixante-quinze ans, il reste en selle des journées entières!

L'empereur Barberousse est revenu sur terre!

Il y a sur la route de Leipzig à Cassel une colline haute, couverte de bois sombres, au-dessus de laquelle, droite

encore, et dominant ce pays voisin du Hartz, se dresse une tour à demi ruinée : c'est le Kyffhauser. — Là, dans un sommeil qui dure depuis des siècles, dort assis, accoudé, et sa barbe faisant trois fois le tour de la table de pierre, le vieux Frédéric Barberousse, l'empereur, qui ne s'éveillera que lorsque l'Allemagne aura conquis son ancienne splendeur.

Tout, vers ce coin de terre, porte à la rêverie, à la poésie romantique, au mystère ; c'est l'Allemagne légendaire. Des mines, des fourneaux, une terre remuée et fouillée ; dans la nuit, de rouges lueurs de forges, pareilles à des haleines ardentes ; là, vivaient les nains qui travaillent à la terre, les Kobolds allemands, frères des Korigans bretons.

C'est pourtant là qu'a, pendant si longtemps, palpité l'âme allemande ! Cette terre est comme le cœur même du pays germain. Luther est né de ce côté. La Warburg n'est pas loin. L'esprit mystérieux de la Germanie habite ici toujours ; mais, pour tout bon Allemand, Frédéric Barberousse, à cette heure, a quitté le Kyffhauser ; il est maintenant éveillé, ou plutôt il est vivant dans la personne de l'empereur Guillaume : *Imperator redivivus.*

A le voir de près, cependant, ou plutôt à juger de ses habitudes et de ses goûts par les objets qui l'entourent et le logis qu'il habite, l'empereur Guillaume n'a rien qui rappelle le *Kaiser* légendaire, le grand vieillard des *Burgraves*. Nous avons visité Babelsberg, sa résidence d'été, située non loin de Potsdam et sur une hauteur d'où le paysage est vraiment superbe, et, chose rare de ce côté, boisé. C'est la demeure d'un riche banquier ou d'un gentilhomme campagnard, plutôt que celle d'un souverain.

Le luxe artistique y est remplacé par le confortable bourgeois; une seule pièce, ouverte de tous côtés, à la façon de la rotonde de *Sans-Souci* et laissant apercevoir, à travers les glaces sans tain, les points de vue divers, est vraiment princière. Le reste est très-simple et très-modeste, et parfois de mauvais goût. D'affreuses pendules en zinc, des photographies coloriées, des lithophanies, de méchants tableaux, qu'on prendrait parfois pour des chromolithographies, s'étalent à côté de meubles de forme gothique, d'un gothique moderne et par conséquent odieux; mais, à dire vrai, le logis respire l'honnêteté et je ne sais quelle odeur de foyer domestique. On se croirait parfois dans un cottage anglais. Les appartements de la princesse royale, meublés dans le goût de Windsor, complètent l'illusion.

Ce qui est fort curieux et très-caractéristique, c'est l'appartement particulier de l'empereur Guillaume. Un lit de fer, je le répète, un petit lit avec un matelas très-dur, des meubles sommaires, çà et là des tableaux de batailles (celles qu'il gagna, comme prince de Prusse, sur les Badois révoltés)[1], des gravures belliqueuses, des por-

1. Quelques Allemands (ils sont rares) n'ont pas oublié cette campagne de 49, et, naguère encore (1871), on lisait dans le *Suddeutsche Post :*

« Le 14 juin 1849 commença, sous le commandement supérieur du prince royal de Prusse d'alors, l'empereur actuel d'Allemagne, l'attaque des défenseurs de la Constitution dans le Palatinat septentrional. Les soldats de la Charte nationale durent se retirer devant la supériorité du nombre. Dix-sept combattants, originaires de la Hesse rhénane, furent séparés de leurs frères d'armes et faits prisonniers dans le jardin du château de Kirchheimbolanden. Tous ces malheureux jeunes gens, animés des plus nobles sentiments et

traits de généraux, l'homme est là tout entier. Dans son cabinet de travail, deux morceaux d'obus montés sur socle; l'un porte cette inscription : *Duppel,* 1866; l'autre, *Kœniggraetz,* 3 juillet 1866. Parmi les livres placés sur la table de travail, à côté d'une carte représentant l'*Est de la France,* je pus lire le titre de *la France, son passé et son avenir*, par feu M. de Gasparin, et je remarquai aussi un petit album colorié, imprimé chez nous, et représentant les principales journées de la campagne de 1870-1871, et de Wissembourg à Belfort. On y voit les Bavarois brûlant Bazeilles, et battant en retraite à Coulmiers; tous les autres livres sont allemands.

Ce château de Babelsberg est, en un mot, la maison de plaisance d'un riche notaire ou d'un chevalier enrichi, et la chambre de l'empereur est le cabinet de travail d'un vieux soldat robuste, car il faut des jarrets pour monter si haut, et une certaine vigueur pour dormir si mal couché.

Qu'une pareille monarchie est loin, au surplus, du faux luxe qui régnait à la cour frivole des Tuileries; et comme, à ne considérer que l'aspect même, l'extérieur des deux ennemis, on pouvait dire par avance : Ceci battra cela !

L'empereur Guillame fait, au surplus, tout ce qu'il faut pour demeurer populaire. Il règne en bourgeois sans pose sur un peuple de soldats. A Berlin, son cabinet de travail donne sur la place où se promènent les flâneurs. Il n'est

guidés par le patriotisme le plus pur, furent fusillés du premier au dernier. Le dimanche 16 de ce mois, on inaugurera, dans le cimetière de Kirchheimbolanden, un monument en l'honneur de ces martyrs de l'unité et de la liberté allemandes. »

pas rare de le rencontrer à pied, allant sous les Tilleuls. Une gravure populaire le représente causant sans façon, *à la papa*, avec un petit garçon.

— Tu t'appelles Guillaume ? lui dit l'enfant. Oh ! comme c'est drôle ! Moi aussi !

On a beaucoup ri de l'incident du *mal de pied* qui a empêché *Sa Majesté* de se rendre à Ischl auprès de l'empereur d'Autriche, en 1872. Mais l'empereur Guillaume a eu jadis un autre mal de pied, cette entorse qu'il s'était donnée en allant, au jour de l'an, porter des joujoux à ses petits enfants. Pour la popularité de Guillaume, cette entorse patriarcale devait faire plus encore, s'il est possible, que les victoires de Skalitz et de Sadowa. Hélas ! depuis les victoires sur la France, cette popularité est indiscutable, absolue. Quelle destinée étrange que celle de ce roi médiocre, hésitant, et qu'un de ses serviteurs condamne ainsi au triomphe et contraint à l'immortalité !

Indécis avant la bataille, l'empereur Guillaume, différent en cela de l'impératrice Augusta, est demeuré presque humble après la victoire. Ce mystique vieillard semble n'attribuer son élévation qu'à une force surnaturelle. Il respecte en lui-même un élu de la divinité. Mais, d'ailleurs, il ne se rend pas inaccessible, et la foule se presse sous les fenêtres de son palais sans qu'il la fasse écarter et que le fameux *circulez* français retentisse à tout propos. Sans doute, il doit bien un peu regarder comme des manants ses sujets curieux, mais il les traite aussi avec l'espèce de mansuétude du suzerain pour ses vassaux, qui avaient, au temps jadis, une part aux réjouissances publiques.

Et les Allemands sont satisfaits ! Les Allemands, ces

rêveurs qui mettent si brutalement leurs rêves en pratique, songent à la vieille légende qui veut que Frédéric Barberousse, endormi dans un caveau de Kyffhauser, ne se réveille que lorsque l'Allemagne aura reconquis son antique splendeur — et ils vous disent sans sourciller : — Notre Guillaume a la barbe grise, mais elle était rousse il y a quelques années. C'est le vieux Frédéric lui-même ; c'est l'antique Kaiser qui renaît avec lui !

De là à baiser les semelles du Louis XIII vigoureux, dont le Richelieu est M. de Bismark, il n'y a qu'un pas, et les Allemands sont bien capables de le faire.

Il y a cependant du remords dans ce triomphe, et ce remords se traduit par une certaine crainte et par des menaces. L'Allemagne se plaint qu'il y ait dans le monde des causes de malaise et des *points noirs*. Mais à qui la faute ? Qui a donc déchaîné la haine à travers l'Europe ? M. de Moltke ne disait-il point, l'an dernier, en plein Reichstag, à Berlin : « Ne nous faisons pas « illusion; depuis nos heureuses guerres, nous sommes « partout respectés. *Nulle part nous ne sommes plus aimés.* « De tous côtés, nous rencontrons la méfiance. On craint « que l'Allemagne, devenue trop puissante, ne soit désor- « mais un voisin gênant. » Cela est très-naïvement vrai. Oui, l'Allemagne inspire de la méfiance, avec ses déploiements de force militaire et sa race de hobereaux faméliques que la guerre attire comme la charogne attire les corbeaux. Aussi bien, tous les ans, au printemps, des bruits belliqueux viennent-ils troubler la quiétude du monde. La presse germanique est là toute dressée pour crier haro et pousser des cris d'alarme contre cette détestable France qui a l'audace de ne point mourir malgré tant de coups

mortels. Le *reptilienfond*, le *fond des reptiles*, affecté aux gazetiers qui ont l'habitude de prendre au bureau de la presse des *bains de boue*, c'est le terme consacré, —*schlomm-bäder* — le fond des reptiles est là tout prêt à payer, avec l'argent confisqué jadis sur le roi de Hanovre ou l'électeur de Hesse, les aboiements germaniques contre ce malheureux pays de France qui est à peine convalescent et qu'on accuse de projets belliqueux. *Povera Gallia!*

Il y a d'ailleurs, il faut bien l'avouer, une certaine bonhomie quasi-patriarcale dans la façon dont le souverain allemand présente sa botte à ses sujets. La monarchie prussienne, malgré sa morgue, n'a rien de la hauteur d'une Cour à la Louis XIV. Les Hohenzollern parvenus ont du moins, je le répète, le bons sens de demeurer presque aussi simples que s'ils étaient encore électeurs de Brandebourg. Ils ont la rudesse des âges de fer, il est vrai, mais ils en ont aussi l'espèce d'humeur facile et les mœurs accessibles. L'Empereur d'Allemagne, qui pouvait se griser de gloire et s'enfler de sa toute puissance, demeure encore un souverain familier, taillé sur le patron accueillant du *vieux Fritz*. C'est bien même ce qui m'inquiète et ce qui fait que la Prusse est pour longtemps redoutable, car, à l'heure qu'il est, dans toutes ses classes, toutes ses opinions, depuis les nationaux libéraux jusqu'aux hobereaux, jusqu'aux *Junckers* dont la *Gazette de la Croix* est l'organe, la Prusse tout entière est groupée, comme un bataillon de fer, autour de son roi. L'Allemagne est dans la main même de son Empereur. Et la stupéfaction saturée de bonheur de tous ces gens, est telle qu'ils ne se permettraient pas de discuter ceux qu'ils raillaient si fort jadis, ce M. de Bismarck qu'ils détestaient, ce roi

Guillaume dont ils riaient. Là-dessus, il faut bien nous rendre compte du travail des esprits ; la victoire a totalement transformé et uni les Allemands. Ils critiquaient tout au temps jadis, avec leur personnalisme absolu ; aujourd'hui ils admirent et acceptent tout. Ivresse de gloire.

Reste à savoir si la ruine et le deuil donnent la gloire. « *C'est une guerre infâme*, dit Cicéron, en parlant de Corinthe détruite par les Romains. *C'est une guerre infâme que celle qu'on fait aux murailles, aux toits, aux colonnes.* Frédérick-Guillaume et les Allemands avec lui trouvent que c'est une guerre glorieuse !

« L'Allemagne est troublée par la conscience de n'avoir qu'à moitié écrasé son ennemi, et de ne pouvoir se défendre qu'à la condition de dormir un œil ouvert, disait naguère le *Times*, dans une correspondance qui a fait tapage. Ce qui, exécuté promptement aujourd'hui, coûterait seulement un sacrifice insignifiant, coûterait dans deux ans une mer de sang, rien que pour remporter des victoires douteuses.

« Ceux qui raisonnent ainsi ne se bornent pas à des considérations abstraites ; ils présentent une conclusion positive. La guerre, disent-ils, doit être promptement entreprise et terminée, pour réduire la France à une condition permettant à l'Allemagne de se livrer à un repos nécessaire au développement définitif de sa grandeur. Il est nécessaire d'entrer en France, de marcher sur Paris, de prendre position sur le plateau d'Avron, d'où l'on pourrait détruire la capitale et signer un nouveau traité, privant seulement la France du territoire de Belfort, limitant le chiffre de son armée active, et la mettant à l'amende

de 10 milliards payables en vingt ans, avec intérêt à 3 %, et sans anticipation de payement du capital. Paris ne serait attaqué qu'au cas où la France se refuserait à signer le traité. »

En attendant, l'empereur Guillaume, affectant les allures paternes d'un souverain de la paix, adresse des rescrits pareils à celui-ci au chancelier de l'Empire, pour répondre aux félicitations qu'il a reçues à l'occasion de son 78e anniversaire de naissance :

« Ainsi que dans les occasions précédentes, j'ai reçu, à « mon anniversaire de naissance, des communes rurales « et urbaines, des corporations, associations, sociétés, et « des particuliers de toutes les parties de la patrie alle- « mande, sans en excepter les nouveaux pays de l'Empire, « ainsi que des pays étrangers de l'Europe et des autres « parties du monde, sous la forme de télégrammes, « d'adresses, de poésies et de compositions musicales, des « félicitations aussi nombreuses qu'agréables.

« Je ne puis passer en revue sans une profonde émotion « ces témoignages d'une sympathie générale qui m'est « personnelle. Heureux des doux sentiments que j'ai pu « reconnaître dans toutes ces démonstrations, je vous « charge d'exprimer ma reconnaissance à tous ceux qui « m'ont fêté, et je vous invite à cet effet à porter le pré- « sent rescrit à la connaissance publique.

« Berlin, 24 mars 1875.

« GUILLAUME.

« A monsieur le Chancelier de l'Empire. »

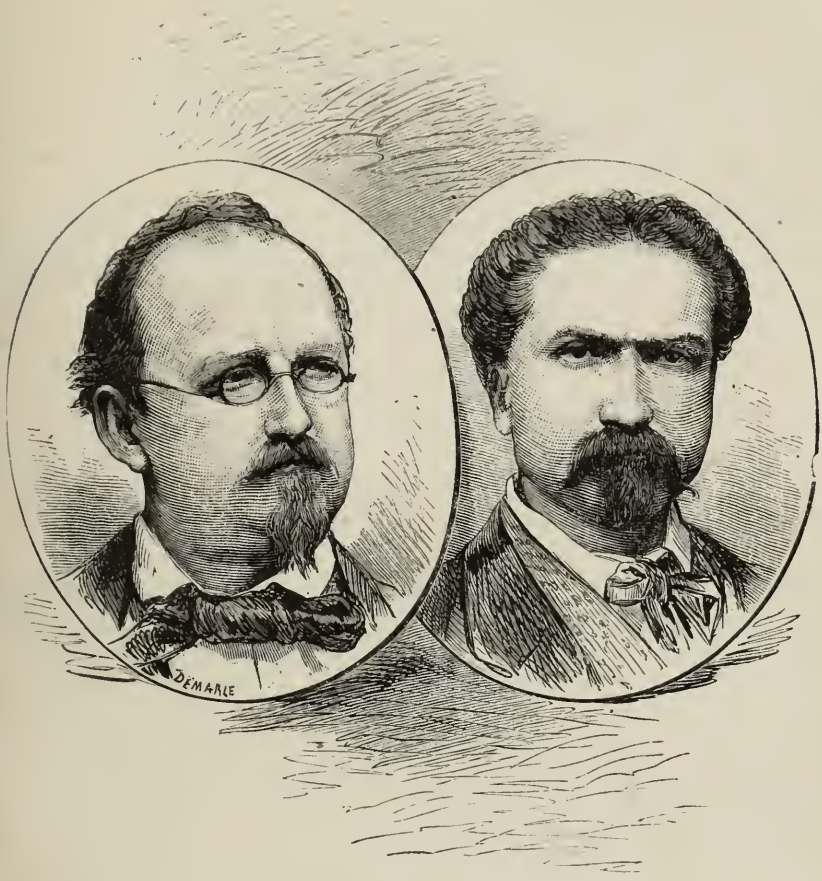
Encore une fois, l'empereur Guillaume étouffe d'une pléthore de gloire.

Il y a à Ems, à l'endroit où M. Benedetti aborda le roi de Prusse, pour prendre congé de lui, en juillet 1870, une pierre, une dalle commémorative où les Allemands ont gravé la date et l'heure du jour où la guerre — qui devait être la *guerre de France!* — fut déclarée. Tous les ans, à l'anniversaire, les patriotes allemands viennent jeter des fleurs sur cette dalle, et mettre des roses où l'empereur a mis ses pas.

L'Allemagne admire, l'Allemagne adore. Mais ne nous étonnons pas de ces hommages. Tous les peuples aiment le succès. La gloire de nos ennemis est faite d'ailleurs de la cruelle sottise de ceux qui nous ont gouvernés. Et, dans cette entrevue d'Ems, si chère aux souvenirs allemands, il me semble voir, dans le représentant de l'Empire abordant le chef de l'Allemagne, la vanité bravant la force, la légèreté irritant la brutalité, la linotte défiant le loup germain.

Quant à la dalle couverte de roses, je sais bien ce qu'elle est, hélas ! — C'est la pierre tombale de l'Alsace et de la Lorraine.

Mais Lazare, après tout, est bien sorti du tombeau !



MM. ERCKMANN-CHATRIAN

ERCKMANN-CHATRIAN

Erckmann-Chatrian ! Ce nom, aujourd'hui en pleine lumière, on put le voir pour la première fois, il y a tantôt seize ans, sur la couverture jaune d'un livre de contes, *L'Illustre docteur Mathéus*. Le livre eut du succès. Il y avait longtemps qu'on n'avait lu de récits fantastiques. Ce mélange d'Hoffmann et d'Edgar Poë fit l'effet d'un mets exotique dans un repas. Un peu de hachisch ne déplaisait point après le ragout normand et le cidre de *Madame Bovary*. On se mit à lire le *Docteur Mathéus*. C'était l'amusante histoire d'un original d'outre-Rhin, sorte de Don Quichotte allemand, chevauchant à travers le monde, suivi d'un écuyer Sancho qui se nommait Coucou Péter. Le maigre profil du chevalier de la Manche est tellement illustre qu'il porta bonheur à ce Quijote en houppelande, couvert du tricorne germain. Mais ce ne fut pas le *Docteur Mathéus* qui assura la fortune du livre. MM. Erckmann-Chatrian lui avaient donné une escorte de contes et de nouvelles véritablement curieuses, attachantes, étonnantes, qui surprirent et charmèrent.

Des récits bizarres, fantastiques, où se mouvaient, comme dans une pénombre, des créatures falotes, des êtres doués d'une vie singulière, quelque chose de capiteux et de magnétique, une sincère étude de la vérité unie à un goût prononcé pour la chimère, un mélange de réalisme et de fantaisie, tout cela contribua à fixer l'attention et à éveiller la curiosité. Après avoir lu *l'Auberge des Trois Pendus* ou *l'Oreille de la chouette*, on se demandait d'où sortait ce nouveau venu qui contait comme Hoffmann ou comme l'auteur de *Peter Schlemyl*.

Cette signature : *Erckmann-Chatrian*, était tout simplement la signature sociale de deux amis. Emile Erckmann, de Phalsbourg, et Alexandre Chatrian, de Soldatenthal (Meurthe), s'étaient unis pour braver la fortune littéraire, et ils avaient débuté en commun.

Erckmann, né le 20 mai 1822, était fils d'un libraire ; il avait étudié le droit à Paris; mais Cujas et Barthole ne lui plaisaient qu'à demi, et il se sentait plus volontiers attiré vers les lettres. Que de rêves il faisait alors avec son ami Chatrian ! Celui-ci, plus jeune de quatre ans, né le 18 décembre 1826, fils de verriers de la Meurthe, élevé au col'ége de Phalsbourg, puis employé dans une fabrique de verrerie, en Belgique, las de son métier, était rentré à Phalsbourg en qualité de maître d'études. Un professeur de rhétorique du collége, M. Perrot, mit Chatrian en relation avec Erckmann, et la collaboration avait commencé avec l'amitié. Passer du rêve, dont je parlais tout à l'heure, à l'action, c'était chose facile pour Chatrian, ardent, militant, et qui entraînait Erckmann, plus contemplatif et plus philosophe.

Ils débutèrent, en 1848, dans une feuille nouvelle, *le Démocrate du Rhin*, et y donnèrent plus d'un conte réédité dans leur premier volume, entr'autres, *le Bourguemestre en bouteille*. Déjà préoccupés de la note militaire qu'ils devaient plus tard faire vibrer avec tant de force, ils donnaient, à la même époque, au théâtre de Strasbourg, un

drame patriotique, *l'Alsace en 1814*, qui fut interdit, dès la seconde représentation, par l'autorité préfectorale.

Erckmann et Chatrian quittaient bientôt l'Alsace, venaient à Paris, et, résolus à y vivre sans courir les hasards de la bohême littéraire, qu'ils haïssent, ils travaillaient doublement, l'un, Erckmann, étudiant le droit, l'autre, demandant et obtenant une place au chemin de fer de l'Est, comme un autre alsacien qui tient courageusement la plume, Edouard Siebecker, l'auteur de *l'Alsace*. La biographie d'Erckmann et de Chatrian est bien simple jusqu'au jour où parut *l'Illustre Docteur Mathéus :* elle se réduit à deux mots, mais pleins de choses : le labeur et la patience.

Le lendemain de la publication de leur premier livre, Erckmann-Chatrian étaient célèbres.

Hugues le Loup, *Maître Daniel Roch*, *les Contes des bords du Rhin*, *les Contes de la Montagne*, succédaient à *l'Illustre Docteur Mathéus*. Tous ces livres, ou à peu près, accentuaient davantage cette note fantastique qui avait fait le succès du premier ouvrage. Je n'ai pas oublié tel récit, comme l'*Esquisse mystérieuse*, par exemple, qui ferait pousser la chair de poule sur la peau d'un héros. MM. Erckmann-Chatrian avaient d'ailleurs bien compris ce que pouvait être, pour des Français — et pour des Français de ce temps-ci — *un conte fantastique*. Leur merveilleux était pour ainsi dire un « merveilleux naturel. » Ils cherchaient et trouvaient leurs surprises dans cette source de tous les étonnements qui s'appelle la nature. Les problèmes du sommeil et du rêve, du magnétisme, de la catalepsie, de la divination et de leurs effets morbides les attiraient, les préoccupaient et les inspiraient singulièrement. Mais à les voir accumuler les surprises et les bizarreries, on pouvait croire que viendrait un temps où les auteurs se lasseraient, ou lasseraient leurs lecteurs. Sans doute MM. Erckmann-Chatrian pensaient de cette façon, car, un beau jour, ils laissèrent de côté leur ancienne manière et se lancèrent dans le *roman réel* et

patriotique, avec *le Fou Yégof*, épisode de l'invasion de 1814.

Essayons, avant de nous séparer de leurs premiers romans, de les caractériser un peu. Ils ont tous entre eux un grand air de famille et sont compatriotes et parents. Tous habitent le même village, un de ces villages alsaciens, allemands d'aspect et français de cœur, paisibles à l'apparence, et qui recèlent des drames souvent terribles. Mais que ces rues sont propres, nettes, ces maisons luisantes ! Quel sentiment de bien-être et de satisfaction calme ! Les poules picorent dans les rues, les enfants se roulent les uns sur les autres. Les femmes et les filles, assises sur le seuil des portes, travaillent en chantant quelque poétique *Lied*. Les vieux lisent, les jeunes travaillent. Les garçons, en gilets rouges, à vestes brillantes, se carrent d'un air faraud. Par les fenêtres entr'ouvertes, on aperçoit, dans la salle à manger, les longues tables bien luisantes. Les assiettes sont placées, le coucou marque l'heure du repas, et, dans la cuisine, fument la *sauer-Kraut* et les bonnes saucisses. La servante, aux bras nus, rejette ses tresses blondes sur ses épaules pour être plus à l'aise, en tirant la bière du tonneau. Les verres à vin du Rhin vont se remplir. Quel savoureux repas se prépare, et qu'il fait doux vivre dans ce paisible petit village ! Mais qu'y a-t-il ? Les figures pâlissent, les yeux se troublent. Là-bas, une vieille sorcière a passé, jetant des cris de malheur. On a trouvé dans quelque étang, les yeux encore ouverts, le cadavre d'un homme égorgé. La vigne, qui donna ce vin, pousse ses racines dans le cimetière; on se raconte tout bas que le sang des morts a passé dans les flacons de Monsieur le bourgmestre; on rentre chez soi, on se calfeutre, on se cloître, on a peur, et tout au loin, dans la forêt, il semble qu'on entende, à de courts intervalles, le lugubre hurlement du loup.

Fatigués peut-être de raconter les festins hyperboliques (voyez ce pantagruélique chef-d'œuvre, *l'Ami Fritz*) et la choucroute arrosée de bière, et les amours, et les

misères de ce petit village, MM. Erckmann-Chatrian, encouragés par le succès du *Fou Yégof*, écrivirent *Madame Thérèse*, et de ce roman date en quelque sorte leur popularité. Qu'était-ce donc que *Madame Thérèse ?* Ce n'était pas un roman, mais bien plutôt une histoire. C'était une suite de conversations éloquentes où le récit se trouvait sacrifié aux idées, et l'action aux discussions. Mais la fable qui relie entre eux les divers discoureurs est attachante, simple et émouvante comme la vérité.

Mme Thérèse est une fille de paysans qui, au jour de l'invasion du territoire républicain, se lève, comme Jeanne d'Arc, pour défendre la patrie. Elle part, elle emmène son petit frère Jean. Il bat du tambour pendant que, sous le feu de l'ennemi, elle verse du vin aux troupiers, et tous deux entrent en Allemagne, triomphants, sous les lambeaux d'un drapeau tricolore. Or, il arrive que les Français sont surpris par les Autrichiens dans un petit village (le village de tout à l'heure, mais débarrassé de ses originaux). On se bat à outrance, et les pages qui nous racontent la bataille gardent comme une odeur de poudre. Mme Thérèse est laissée pour morte, et le petit Jean suit, en pleurant, son bataillon, qui va s'abriter sous les bois. « Il avait sa caisse sur l'épaule, et le dos plié pour marcher ; de grosses larmes coulaient sur ses joues rondes, noircies par la fumée de la poudre ; son camarade lui disait : — Allons, petit Jean, du courage ! Mais il n'avait pas l'air d'entendre. » Vous pensez bien que Mme Thérèse n'est pas morte. De braves Allemands (on éprouve quelque peine à écrire ces mots aujourd'hui) la recueillent, la soignent, la guérissent, et ce sont les conversations de la cantinière française avec les villageois qui forment pour ainsi dire le *libretto* d'après lequel MM. Erckmann et Chatrian ont écrit d'éloquentes variations sur la liberté, l'égalité, l'esprit révolutionnaire et le progrès. Cette femme représente la France. Les auteurs ne l'ont pas au hasard choisie parmi les compatriotes de Jeanne d'Arc. Le sang lorrain bout dans ses veines. L'esprit nouveau — nous

sommes en 1792 — le souffle d'émancipation embrase sa tête et son cœur. Elle met le feu à ces esprits paisibles et satisfaits. Elle parle au nom de son pays qui proclame là-bas les droits de l'homme ; bref, elle convertit à la liberté ces représentants du moyen âge, elle fait marcher leur immobilité en avant ! Et ses prédications sont d'autant plus efficaces qu'elles sont plus sincères et moins ampoulées.

L'écueil à éviter en un pareil sujet, c'était l'emphase, et MM. Erckmann-Chatrian y ont parfaitement réussi. Encore une fois, c'est qu'ils aiment, et avant toutes choses, la vérité. Leurs descriptions, par exemple, et leurs paysages sont marqués au coin d'un *réalisme poétique,* si les deux mots ne hurlent pas de se voir ainsi accouplés. C'est ce sentiment si vif de la réalité et c'est la façon artistique dont ils l'expriment qui font le charme de leurs livres. M. Meissonier doit, paraît-il, illustrer cette série de romans nationaux, qui se nomment : *Madame Thérèse, le Conscrit de* 1813, *Waterloo.* Dans *Madame Thérèse*, il trouvera un tableau tout fait et singulièrement réussi : le matin éclairant les soldats français campant dans les rues du village. La teinte adoucie de cette page laisse dans l'esprit une impression d'autant plus forte, et j'aurais grande envie de citer ici le morceau tout entier.

Au reste, ce livre est peut-être, avec *le Blocus*, le meilleur des ouvrages de MM. Erckmann-Chatrian. *Le Conscrit de* 1813 a trouvé chez les gens qui lisent un accueil sans doute plus sympathique. Quant à moi, j'ai pour *Madame Thérèse* une involontaire préférence. J'avoue que dans *le Conscrit* la note est plus mâle, plus accentuée, l'impression plus forte. Le point de vue est d'ailleurs nouveau. Il ne s'agit plus de célébrer le triomphe des nouvelles idées françaises sur des esprits alourdis par des siècles d'oppression, il faut montrer quelles douleurs, quelles misères, quelles souffrances naissent de la guerre, et ce qu'elle fait couler de larmes et de sang.

Le procédé de MM. Erckmann-Chatrian est bien sim-

ple. Ils prennent un conscrit, un pauvre diable d'apprenti horloger, le plus humble et le moins *dramatique* des hommes, — un piètre héros de roman, s'il faut en croire la *poétique* classique ; ils le fiancent à une brave fille qui l'aime de tout son cœur ; ils lui montrent tous les rêves de félicité qui peuvent tenir dans la perspective d'un mariage heureux ; puis, brusquement, ils l'arrachent à son foyer, à son pays, à ses parents, à sa fiancée ; ils le jettent, le sac au dos, parmi les batailles, et, laissant parler le pauvre diable, ils écoutent de sa bouche tout ce que peuvent souffrir un homme — et cent mille hommes ! — engloutis dans une campagne. C'est une terrible tragédie aussi, ce drame d'un malheureux paysan forcé de s'aller faire casser bras et jambes pour la volonté d'un seul. Assez longtemps on a gémi sur la fatalité qui poursuivait les Orestes et les Agamemnons. Mais la fatalité qui frappe le pauvre, le malheur qui courbe le petit, le destin qui écrase le plus humble, voilà ce que nous montre le roman moderne. Et ce qui fait qu'on frissonne en lisant les maux de Joseph Bertha, c'est que le sort d'un seul est le sort de tous ; c'est que les douleurs ne sont pas éteintes encore ; c'est qu'on peut interroger un peu partout de vieilles mères qui ont vu partir ainsi leurs enfants sans jamais les voir revenir.

Depuis la guerre de 1870-71, la presse réactionnaire a trouvé bon de faire peser sur les romans d'Erckmann-Chatrian la responsabilité de nos désastres. Ils ont discrédité le patriotisme, enseigné la désertion, appris au soldat la défaillance ! Sainte-Beuve, un jour, dans les bureaux du *Constitutionnel*, faisait aux romanciers nationaux le même reproche :

— Nous aimons notre pays plus que personne, répondirent-ils, mais nous détestons la guerre, et nous savons que celui qui se sert de l'épée périra par l'épée !

Voilà la pensée même des deux Alsaciens à qui la guerre a volé leurs foyers. J'avoue, d'ailleurs, que dans *Waterloo*,

par exemple, ils subordonnent un peu trop la communauté à l'individu.

Le héros de MM. Erckmann-Chatrian, ce héros contraint à l'héroïsme, oublie un peu trop qu'il s'agit, dans cette journée, de la fortune de la France, pour se souvenir trop souvent de la douleur qu'il éprouve à se voir séparé de sa jeune femme. Evidemment, il doit souffrir ; mais nous, lecteurs, pouvons-nous le plaindre? Ce n'est pas Joseph, c'est *la bataille* qui nous importe. Napoléon lui-même n'est qu'un personnage de second plan, pour ainsi dire ; qu'il soit battu, renversé, blessé à mort dans son orgueil et sa folie, tant pis — ou tant mieux ; — l'acteur principal, c'est la patrie. Je comprends bien le point de vue de MM. Erckmann-Chatrian, et je l'approuve. Faire détester la guerre, montrer quelle réalité sinistre se cache sous sa poésie farouche, poésie si puissante qu'un jour elle tenta et grisa Proudhon. La tâche est belle. Mais Waterloo n'est pas une guerre ; c'est un duel suprême, une convulsion dernière, le dernier enjeu d'un peuple qui met sur le tapis, non plus sa liberté, mais son indépendance. Maudite soit l'ambition qui veut de ces carnages comme les idoles barbares exigent des sacrifices humains ! Mais, à l'heure où la garde va mourir, Catherine Bauer est oubliée ; Joseph Bertha nous vole une partie de notre émotion. Vous appelez votre livre *Waterloo*, et vous oubliez le dernier carré !

Depuis la guerre, Erckmann-Chatrian, qui avaient conté, dans leur *Histoire d'un paysan*, la légende même et aussi l'histoire de la Révolution française, ont publié des romans ardents et amers, de ces livres vengeurs qui consolent et se font justiciers : j'entends l'*Histoire du Plébiscite* et le *Brigadier Frédéric,* humble et triste roman d'un Alsacien chassé de son pays par la conquête. Voilà des œuvres fortes, brûlantes, irritées, poignantes. Les auteurs n'ont jamais mieux fait.

Il est difficile aujourd'hui de trouver du nouveau. Rien d'inédit sous le soleil. Longtemps, avant nous, Salomon

avait renoncé à l'espoir d'être original. C'était une faute, il fallait seulement rechercher quel était le meilleur mode d'originalité. MM. Erckmann-Chatrian, qui avaient su se faire une place dans le domaine du bizarre, ont appris à rechercher une originalité encore trop méconnue par le temps qui court, *l'originalité de la vérité.* Ils ont réussi à conquérir un coin tout particulier dans ce champ terriblement défriché du roman ; ils le cultivent avec soin, et désormais la possession de ce morceau de terre leur semble assurée.

Quel est donc le secret de leur succès ? Quel moyen ont-ils employé pour attirer et en quelque sorte attacher l'attention ? — Ils ont été simples, ils ont recherché des sujets capables de remuer profondément la foule ; ils se sont attachés à être vrais, vivants et sincères. Ils ont mis leur talent au service d'idées saines et bonnes ; ils ont choisi, parmi les préoccupations habituelles des hommes, celles qu'il était courageux de combattre ou généreux de faire triompher. Bref, ils ont fait du roman une arme, mais une arme utile, quelque chose comme une pioche bonne à saper telles et telles idées dangereuses : par exemple ce sauvage amour de la guerre, qui se réveille en nous de temps à autre, comme pousse son virus, par des éruptions soudaines, une maladie mal guérie.

Il faut croire que MM. Erckmann-Chatrian ne reconnaissent pas seuls la justice des idées pacifiques et libérales, puisque les livres destinés à vulgariser ces idées s'enlèvent par éditions successives. MM. Erckmann-Chatrian sont, au reste, *vulgarisateurs* sans être *vulgaires*, et ce point-là est important. Leur clarté et leur simplicité éloquentes ont assuré leur popularité. Ils ont trouvé dans le roman le filon approprié aux exigences et aux tendances de l'époque présente. S'ils ont si bien réussi, c'est qu'ils ont exprimé ce que sentait et ce que pensait, à côté d'eux, ce romancier anonyme qui collabore souvent pour sa part aux plus grandes œuvres et qui s'appelle M. Tout le Monde.

Écrits d'un style simple et fort, les derniers romans de MM. Erckmann-Chatrian méritent de durer. Ils survivront à leur succès, c'est le plus bel éloge que j'en puisse faire. On y a cherché des allusions ; j'y ai vu mieux que cela : de belles et grandes vérités, dites à visages découverts. Ce sont des œuvres de progrès, et qui entrent de plain-pied dans ce grand mouvement d'idées des générations nouvelles. MM. Erckmann-Chatrian ont renoncé à ce premier genre de récits, très-séduisants, très-curieux, qu'ils devaient aimer entre tous les autres ; ils se sont astreints à l'étude sérieuse et âpre du vrai ; ils ont voulu créer, pour ainsi dire, dans le roman, le *Roman patriotique*. Après l'armée, peut-être prendront-ils le peuple ; après la caserne, l'atelier. MM. Erckmann-Chatrian sont, parmi les écrivains nouveaux, de ceux sur lesquels notre curiosité, notre impatience, notre soif de vérité peuvent compter sans craindre d'être déçues.

Erckmann-Chatrian, les auteurs de ce drame interdit : *l'Alsace en 1814*, sont aussi revenus au théâtre. Ils y ont rencontré le succès. *Le Juif Polonais*, représenté au mois de juin 1869, en pleine chaleur, devint centenaire, au théâtre de Cluny, et fut imité en anglais sous ce titre : *Les Clochettes*. Il y avait, dans ce petit drame pénétrant, une intensité de vie et de vérité qui devaient nécessairement s'imposer au public. Depuis, on a repris la pièce, et nous n'avons pu l'écouter sans un certain déchirement de cœur.

Lorsque M. Erckmann et M. Chatrian composèrent le *Juif polonais*, ils étaient loin de s'attendre à ce qu'il deviendrait un jour une sorte de protestation contre la conquête. Avec quelle émotion on devait revoir ces costumes alsaciens qui sont maintenant des costumes étrangers, et quel charme attristé allait prendre soudain la *valse de Lauterbach*, devenue, de par le droit du canon Krupp, une valse allemande ! *Le Juif polonais* a pris comme un intérêt nouveau, à cette heure où Faulquemont s'appelle *Falkenberg*, où Château-Salins devient

Salzburg et où Thionville tombe en *Diedenhofen*. Il faut avouer que cette Alsace et cette Lorraine, dont nous sentons aujourd'hui tout le prix, et que nous aimons d'autant plus qu'on nous les arrache, nous ne les avons pas comprises et appréciées comme il le fallait ! Outre que la France est impardonnable de n'avoir pas, depuis deux cents ans, popularisé la langue française en Alsace, nous avons pris soin, tant nous aimions à rire, de nous amuser beaucoup de l'accent alsacien et d'en faire, par nos vaudevilles, un élément assuré de comique.

Les Alsaciens, au lieu de nous apparaître tels qu'ils sont, graves, laborieux, honnêtes, dévoués à l'idée de patrie, nous semblaient tous à peu près pareils aux Alsaciens d'opérette qui vendent leurs balais sur un air d'Offenbach.

Je suis Alsacienne,
Je suis Alsacien !

Or, les Alsaciens sont rares qui vendent des balais ou s'en servent pour balayer nos boulevards. Presque tous ces honorables industriels étaient ou Badois ou Wurtembergeois. Mais que voulez-vous, on trouvait drôle cet accent alsacien et on se plaisait à s'en amuser lorsqu'on le trouvait sur les lèvres de Brasseur. Le jour où Erckmann et Chatrian ont risqué sur la scène des Alsaciens attendris et rêveurs, ils ont joué gros jeu. Le public tient à ses habitudes et n'aime pas à voir sous un point de vue sérieux des choses qu'il s'est habitué à regarder sous un jour comique.

Les écrivains du *Conscrit de* 1813 et du *Blocus* s'occupent à présent, me dit-on, d'écrire un nouveau et long récit de la dernière invasion en Alsace. Sans doute, ils ne rencontront pas un des traits les plus touchants et les plus ignorés de cette histoire.

M. Erckmann avait une sœur, restée fille et demeurée à Phalsbourg, dans la maison paternelle où elle était née, où elle avait grandi et vieilli. Mlle Erckmann avait vu le

jour pendant le premier siége de Phalsbourg, celui qu'Erckmann et Chatrian ont raconté dans un de leurs livres. Elle était née, en quelque sorte, au sifflement des obus, et elle avait gardé comme une mélancolie intérieure qui ne l'abandonna jamais durant sa vie. N'ayant jamais quitté Phalsbourg, elle y vivait paisiblement, lorsqu'une fois encore le blocus et les obus vinrent l'y trouver. Il semblait que la vieille fille reconnût les bruits affreux qu'elle avait entendus jadis, alors qu'elle ne bégayait même pas. Elle mourut pendant ce second siége, et son existence humble et sainte pourrait s'écrire en deux mots : *D'un Siége à l'Autre.*

Ce sont, au surplus, de mâles et sympathiques physionomies de lettrés que celles de ces deux hommes fraternellement associés pour une œuvre commune et qui, dans un temps de facile production et de laisser-aller dans la pensée, ont tenu à faire de leur travail un acte de patriotisme. Je ne sais lequel des deux est le plus digne d'affection, de ce franc et loyal Chatrian, nature droite de soldat, la moustache et le visage de l'Alsacien qui a servi, où d'Erckmann, gros et souriant, la prunelle pétillante et railleuse derrière ses lunettes, philosophe profond sans viser à la profondeur, et laissant s'échapper tant de vérités narquoises ou de poétiques rêveries en fumant sa pipe de terre et en vidant son broc de bière. L'un est l'action et la lutte faites homme, c'est Chatrian ; l'autre est le rêve et la réflexion incarnés, c'est Erckmann. Ils forment, à eux deux, un idéal complet de pensée et d'activité humaines. Ce qui les distingue aussi, et les fait aimer, c'est leur conscience absolue, leur dédain du succès facile ou de l'argent rapidement gagné et, en quelque sorte, leur probité artistique. J'en sais un exemple réellement touchant et rare.

Voilà quatre ou cinq ans, les deux collaborateurs venaient d'achever un roman destiné, je crois, au *Journal des Débats,* et dont je n'ai plus le titre dans la mémoire. Toujours est-il que ce n'était point ce roman, en quelque

sorte historique, sur le rôle de la bourgeoisie, depuis 1841 jusqu'à 1870, roman conçu et commencé au lendemain du plébiscite et qui verra sans nul doute le jour; non, c'était un roman tout particulier, bien complet, terminé depuis peu. Le journal l'attendait et avait promis de le payer fort cher.

Au moment de le livrer, Erckmann et Chatrian se mirent à le relire ensemble; ils hochaient la tête, faisaient la moue et paraissaient mécontents : le roman ne leur plaisait pas. Il était manqué. On pouvait sans doute le retoucher; mais le livre, quoi qu'on fît, aurait toujours l'air mal tenu.

— Veux-tu que je te dise, interrompit tout à coup Chatrian, c'est là une chose manquée. Nous avons beaucoup travaillé, soit, mais nous nous sommes trompés. Écoute, ce roman représente une assez jolie somme, mais, quand nous la toucherions, nous n'en serions pas beaucoup plus riches, et nous aurions à notre passif un livre médiocre. Je sais bien que ces feuilles nous ont coûté bien du travail pour les couvrir d'encre, mais, que veux-tu, on ne fait pas toujours ce qu'on rêve. Et, comme dans ce moment, nous sommes l'un et l'autre dans une mauvaise veine, demain, tu prendras le train, tu iras en Alsace, rêver, te reposer, prendre de l'air. Je demeurerai ici, et, avant ton départ, nous brûlerons ce manuscrit jusqu'au dernier feuillet pour ne pas être tentés d'utiliser un récit qui ne nous satisfait pas.

— C'est bien, fit Erckmann, nous brûlerons.

Le lendemain, silencieusement au coin de la cheminée de leur logis du Raincy, les deux amis jetaient aux flammes, feuille à feuille, ce livre qui représentait, pour chacun d'eux, six mois de labeur, de pensées, de création, d'espoir. Le dernier feuillet tomba dans le brasier, s'alluma, et devint cette poussière noire où courent encore, prêtes à mourir, des bataillons d'étincelles; puis, lorsque tout fut consumé, on s'embrassa. Chatrian conduisit Erckmann à la gare, et chacun se prit à songer à une œuvre

nouvelle pour oublier celle qu'on venait de jeter aux flammes, au vent, à l'oubli.

Cela n'a l'air de rien, un trait pareil, et cela, pourtant, a son héroïsme. Ceux-là seuls qui connaissent le prix d'un travail semblable, peuvent se rendre compte de la valeur du sacrifice.

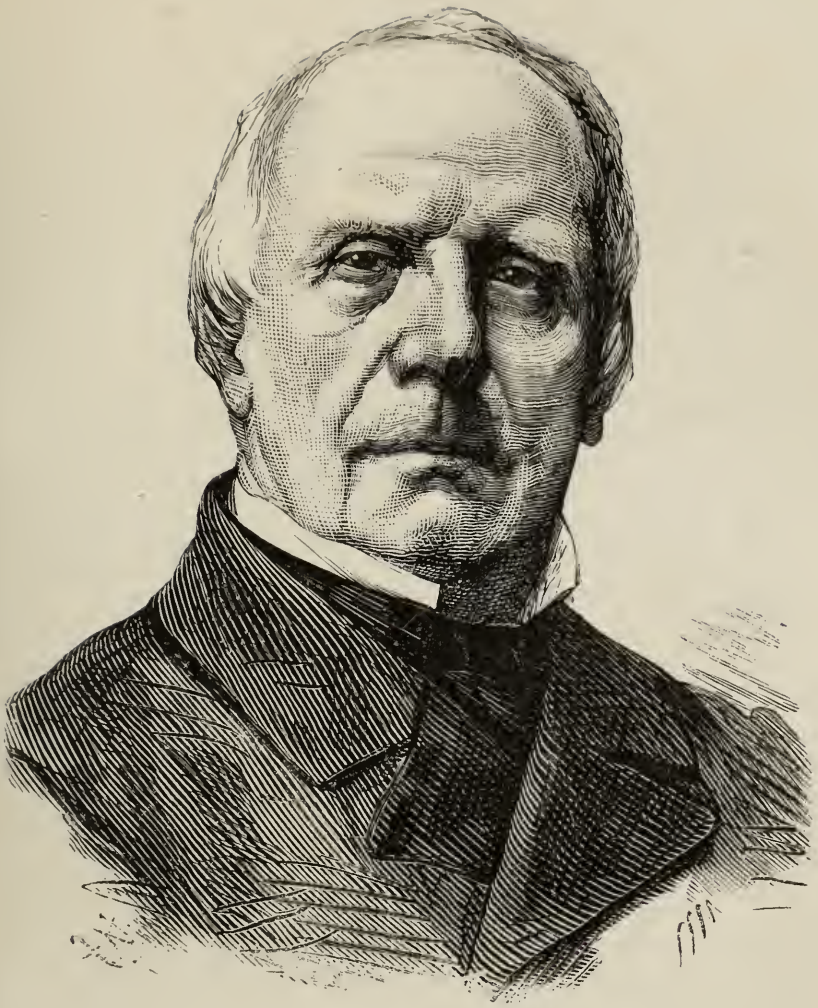
Et maintenant, les deux amis travaillent encore, dans leur maison du Raincy, accueillante, retirée. Ils sont là, songeant à des travaux futurs, et, le soir, au dessert, chantant, avec leurs amis, des refrains alsaciens qui souvent font monter des larmes à leurs yeux. Ou bien ils récitent quelques-uns de ces vers que leur a dictés le malheur de la patrie :

Nos fermes, nos hameaux, nos villes, nos fabriques,
Que le rude vainqueur tient sous un joug d'airain,
Qu'on y parle allemand ou bien patois lorrain,
Qu'on y soit protestants, ou juifs, ou catholiques,
Des bords de la Moselle à la rive du Rhin,
Tout est resté français de cœur et d'espérance !

Et, eux aussi, ils espèrent. Ce sont d'honnêtes gens, des écrivains de foi, des cœurs droits, et de bons cœurs.

Dans l'affaissement de la littérature, dans l'envahissement des lettres par la poudre de riz, l'immoralité souriante, inconsciente ou cherchée, ceux-là sont rares, mais dignes d'estime, dont on peut dire, comme d'Erckmann-Chatrian : « Ils ont toujours mis une ferme conscience artistique au service d'idées saines et justes. »

Je ne connais pas de meilleur éloge à faire de ces deux écrivains fraternellement unis dans le labeur et dans le succès.



Wm Guines

EDGAR QUINET [1]

Edgar Quinet est né à Bourg, le 17 février 1803. Son père était commissaire des guerres. Tous les souvenirs de son enfance, nous les retrouvons dans ce beau livre, poignant et charmant à la fois, sincère avant tout, l'*Histoire de mes Idées*. C'est là qu'il faut aller chercher Quinet avant

1. Nous ne voulions placer que les vivants dans cette galerie de contemporains, et le nom d'Edgar Quinet était de ceux qu'on ne pouvait passer sous silence. La notice que nous publions aujourd'hui était composée, lorsque la mort a emporté cette noble et grande intelligence. Nous n'avons pas cru devoir donner à un autre la place réservée à l'illustre auteur de *la Création* et de *l'Esprit nouveau*. Nous avons seulement complété, par des notes nouvelles, les pages que nous écrivions du vivant d'Edgar Quinet.

son œuvre, avant le *Génie des Religions*, avant la *Philosophie de l'Histoire de France* et avant la *Révolution*.

Rien ne m'a plus profondément ému, dans mes lectures, que telle page d'Edgar Quinet, où je retrouvais les angoisses mêmes que nous éprouvions, il y a cinq ans, à l'heure de l'invasion. N'avais-je pas vu, à Forbach, cette page s'animer douloureusement sous mes yeux, avec cette simple différence que les cuirassiers autrichiens de Quinet étaient des uhlans prussiens? Quant à l'homme qui les amenait en France, il s'appelait toujours Bonaparte.

« Est-ce que je sentais, écrit Edgar Quinet en évoquant ses souvenirs d'enfant, ses souvenirs de 1814 et de 1815, est-ce que je sentais ce qu'il y avait de solennel en de pareilles heures, même dans la plus chétive bourgade telle que la nôtre? Je sentais au moins que rien de semblable ne s'était passé depuis que j'étais au monde. Il me semblait aussi que j'assistais à un tremblement de terre et que la dernière journée du monde approchait. L'angoisse, la terreur, la curiosité, la stupeur, me ramenaient perpétuellement sur cette grande route déserte où se décidait notre sort. J'avais atteint le haut d'une montée. Je regarde. Je vois une longue, interminable file de cavaliers jusqu'au bout de l'horizon. Ils étaient couverts de manteaux blancs, car il pleuvait. Ils venaient lentement, en silence, les deux rangs écartés aux deux bords de la route[1]. »

Edgar Quinet a raconté encore un touchant épisode, un lugubre et héroïque souvenir de ces journées de deuil, — la résistance à l'étranger :

1. Edgar Quinet, *Histoire de mes Idées*, 11e partie, chap. v.

« Mon père, dit-il, fondait des balles, et il partait en éclaireur avec sa carabine. Sur la petite place de l'église étaient réunis, alignés sur deux rangs, une trentaine de bourgeois et d'ouvriers armés de fusils de chasse. Notre maître d'école brandissait une vieille épée, en serre-file. Hélas! c'était chez nous l'arrière-ban de la France! Le capitaine passa devant les rangs et distribua à chacun deux cartouches qu'il prit dans un bahut à pétrir le pain. « Vous pouvez tenir tête à trente cavaliers, » dit-il froidement. — « A deux millions! » répondit une voix. La petite armée s'ébranla en silence.

« Au premier rang, je reconnus le père Grenouille dans son magnifique habit de garde-française. Le père Grenouille était un vieux soldat de Louis XVI, que ses soixante-quinze ans avaient forcé de se retirer du service. Réduit à la dernière misère, il habitait le quartier des pauvres, le *Calvaire*, où j'allais quelquefois le trouver dans sa cabane. Il venait presque chaque jour dans notre maison comme manœuvre. Je ne l'avais jamais vu que courbé en deux, scier, fendre du bois d'une main tremblante dans le jardin; mais, ce jour-là, il s'était redressé de toute sa hauteur, et le père Grenouille avait au moins six pieds, l'air noble, le visage tranquille comme sa conscience, les yeux d'une douceur singulière. Il portait en pleine poitrine, au bout d'un large ruban, sa croix d'honneur que je n'avais jamais aperçue. Au lieu de trembler, il marchait d'un pas ferme, imposant. Aussi, quand il passa près de moi, je le saluai, mais je n'osai lui dire, comme je faisais les autres jours : « *Adieu! père Grenouille!* »

« Il ne devait revenir que la tête fendue d'un coup de sabre, et même alors il n'eut pas, en mourant, la joie du

soldat. Lorsqu'on le vit reparaître, mes compagnons se moquèrent de sa vieillesse, de sa tête branlante, enveloppée de charpie et de haillons. Pour prix de son acte sublime, il ne recueillit que la risée. Je le vis, et j'en fus consterné. Pour lui, calme comme toujours, placide, muet, impassible, il semblait ne s'apercevoir ni de la moquerie, ni de la blessure mortelle. Je devais ce souvenir à cette grande figure stoïque du pauvre, qui m'est toujours restée présente sur les ruines de la France. »

En racontant ces sombres choses, l'auteur de l'*Histoire de mes Idées* ajoutait :

« Depuis ce moment, on a cessé en France d'avoir la vie légère. Auparavant, même dans le plus grand péril, on gardait une certaine sérénité ; elle s'est perdue et ne se retrouvera pas. »

Cela est vrai. Au fond de toute âme bien née, il y a la douleur de l'invasion. Mais aujourd'hui, c'est bien pis, la douleur est double, et cette vie n'est légère, comme dit Edgar Quinet, que pour ceux qui ne pensent point, et pour qui le nom de patriotisme, — ce grand mot et cette grande chose, — est un mot vide de sens.

Edgar Quinet, dont la droite vie, à l'abri de tout reproche, fut consacrée à la propagation des idées généreuses, à la science et au travail, marquera dans l'histoire littéraire de ce siècle. Il fut un des premiers des fils admirables de philosophes, poëtes, historiens, critiques ; il sut donner à tout ce qui sortit de sa plume une hauteur d'idées inaccoutumée, et sa vaste intelligence avait la plus vaste envergure d'ailes. Edgar Quinet avait soixante-treize ans. Sa fin marque le terme d'une génération littéraire que la France ne reverra pas de bien longtemps

et que l'étranger admirera autant que nous-mêmes. Après avoir commencé des études profondes en France, il était allé les compléter en Allemagne. Il fut élève de l'Université d'Heidelberg, et son premier travail fut justement la traduction d'un livre allemand, *les Idées sur la Philosophie de l'Histoire* de Kerder. Puis, après une série de recherches sur l'Allemagne, sur les épopées françaises ou bohêmes, en 1833 il donnait une œuvre étrange et puissante, un poëme entraînant et superbe, *Ahasvérus*, qu'il appelait « l'histoire du monde et du doute dans le monde. » *Napoléon*, un poëme consacré à cette gloire du premier empire dont M. Quinet devait plus tard, avec le colonel Charras, travailler à détruire la légende ; *Prométhée*, un troisième poëme, complètent dans l'œuvre de M. Quinet la partie poétiquement philosophique. Il faudrait y joindre aussi *Merlin l'enchanteur*, un maître livre d'un charme et d'une puissance incomparables, que l'illustre écrivain devait publier presque trente ans après ces durables essais.

Aucun homme plus que M. Edgar Qu net n'a eu sur la jeunesse, sur les générations nouvelles, une influence meilleure et plus profonde. Professeur de littérature étrangère (littérature de l'Europe méridionale) au collége de France, Edgar Quinet fit, avec J. Michelet et Adam Mickiewicz, partie de ce magnifique trio d'orateurs dont l'éloquente voix trouvait un écho dans le cœur même de la jeunesse française. On ne verra plus de telles journées ! On n'entendra plus de telles paroles ! En 1846, la parole fut retirée à Edgar Quinet. Il quitta sa chaire et partit pour l'Espagne. Il visita Madrid, Séville, Grenade, écrivit son admirable livre *Mes Vacances en Espagne*. La révolution

de Février fit de Quinet un représentant du peuple et un chef de légion de la garde nationale. Le 2 décembre en fit un exilé. Il supporta dignement les dures épreuves de la proscription que l'affection pleine d'admiration d'une femme aimée rendait d'ailleurs moins dures. Retiré en Suisse, il pensait, il écrivait. C'est alors qu'il produisit *Les Esclaves, l'Histoire de mes Idées*, où se rencontre l'inoubliable tableau de la première invasion, son étude sur Marnix de Sainte-Aldegonde, sa *Philosophie de l'Histoire de France* et cette critique de *La Révolution* qui substitua si courageusement, au point de vue même de la république, les principes sympathiques de la pitié et de la raison à la dure doctrine des Jacobins. Depuis, M. Edgar Quinet avait donné un livre important, *De la Création*, et il traçait encore d'une main qui ne semblait pas défaillante une touchante préface à un livre nouveau, les *Sentiers de France*, lorsque la mort est venue, en trois jours, éteindre cette vaste et prophétique intelligence.

Encore une fois, la perte d'un tel homme atteint non-seulement un parti, mais une nation. Les hommes de la valeur d'Edgar Quinet sont rares partout, mais il semble qu'ils deviennent plus rares encore dans notre pays où les talents nouveaux sont nombreux, sans doute, mais n'ont pas cette hauteur de pensée qui donnait tant de prix aux moindres pages des Hugo, des Lamartine, des Musset, des Guizot, des Thierry, des George Sand, des Michelet et des Quinet.

Edgar Quinet! un des cerveaux les plus puissants de ce temps et une de nos illustrations nationales! La ville de Bourg voulait donner son nom à une de ses places, et le préfet s'y est opposé. En vérité, et pourquoi? Je ne

croyais vraiment pas que sa pure renommée pût sembler dangereuse à un gouvernement républicain. Ignore-t-on que ce radical, que *l'Univers* honorait hier de ses insultes (M. Veuillot trouve, dit-il, Quinet inférieur à un *arbre sec*, car « l'arbre sec peut servir à réchauffer des membres engourdis »), ne sait-on pas que ce farouche révolutionnaire, comme voudraient le peindre ses ennemis, était, au contraire, le plus doux, le plus timide, le plus modeste et le plus inoffensif des hommes! Edgar Quinet fut avant tout amoureux de l'humanité.

Je n'ai pas oublié et n'oublierai jamais la première fois qu'il me fut donné de le voir. C'était à Genève, en 1866, au moment où M. Glais-Bizoin y faisait représenter le *Vrai Courage;* nous n'avions jamais vu Edgar Quinet, et notre imagination nous le représentait tel que nous le montre le profil sculpté sur le même médaillon que Michelet et Mickiewicz, tel aussi que le représente un portrait de lui en chef de légion de la garde nationale parisienne, l'air militaire, un peu altier, une large moustache aux lèvres.

Quinet, bien différent de ce portrait, nous apparut avec ses longs cheveux à la Béranger ou à la Franklin, le visage rasé, l'air paterne et doux, le sourire charmant, mélancolique, presque tendre. Il était assis et prenait son chocolat, son déjeuner du matin, quand nous entrâmes. Un pasteur protestant, le pasteur Albert Réville, si je ne me trompe, était debout derrière lui, à côté de l'admirable Mme Quinet, toute passionnée pour la gloire de celui dont elle porte le nom.

Nous croyions trouver un révolutionnaire militant et ardent; nous rencontrions un philosophe apaisé, pensif,

tel que Mme Quinet l'a représenté dans une page de ses *Sentiers de France :* « Observez le quand il parle ; son regard limpide et profond a l'air de contempler l'idée qui le préoccupe ; il s'attache à un point de mire intérieur. Dans ces moments-là, il parle lentement ; sa figure exprime l'enthousiasme contenu, le respect sacré de la pensée humaine et une certaine pudeur de l'âme qui hésite à se dévoiler tout entière. » Le mot est extrêmement juste : la pudeur. Cette timidité nous frappa. Quinet était là, tenant un biscuit et n'osant, en notre présence, par politesse ou par gêne, le tremper dans son chocolat et le porter à ses lèvres. Et quand je songe à cette visite d'un jeune homme de vingt-six ans à un homme de cette renommée et de cette valeur, et quand je me rappelle que l'auteur de l'*Histoire de mes Idées,* d'*Ahasvérus* et des *Esclaves* poussait la timidité jusqu'à n'oser prendre son repas devant nous, je me dis que c'est là un trait de caractère tout à fait remarquable, tout à fait particulier, et que cette politesse d'autrefois, la vraie politesse française, disparaît avec ces hommes d'une éducation à la fois solide et exquise.

Presque tous ceux de cette génération étaient ainsi. On annonce un jour la visite de deux dames anglaises au poëte Émile Deschamps qui venait de subir une opération des plus douloureuses. Émile Deschamps, cette brillante fleur de politesse, reçoit les visiteuses, et, durant toute la visite, qui fut longue, il ne laissa pas échapper un soupir, pas une plainte, quoique la douleur qu'il ressentît fût atroce. L'historiette du jeune Spartiate souriant, tandis que le renard lui mord la poitrine, cette anecdote a son pendant.

Nous ne voulions pas demeurer longtemps auprès d'Edgar Quinet. Nous partîmes, mais non sans avoir parlé de son dernier livre, *la Révolution*, qui venait de donner lieu, quelques semaines auparavant, à une polémique si curieuse, si instructive entre M. Jules Ferry dans *le Temps*, et M. Peyrat dans *l'Avenir national*. M. Peyrat avait été terriblement sévère pour Edgar Quinet, et sa critique jacobine avait été dure. Quinet n'en conservait aucune rancune, aucune amertume. On sentait en lui une âme pleine de mansuétude, un de ces esprits qui planent au-dessus de nos querelles humaines.

Voilà pourtant l'homme dont le nom a paru dangereux à tracer sur une des places de la ville de Bourg ! Le conventionnel Cambon disait que la Révolution française avait été une mêlée farouche où des frères ennemis s'étaient entredéchirés sans se connaître. Quand donc apprendrons-nous, en effet, à nous connaître les uns les autres et, cessant de nous calomnier avec rage, quand saurons-nous estimer à leur valeur les hommes qui sont l'espoir, l'exemple et la gloire de la patrie

Edgar Quinet a eu, dans sa vie, une double gloire : celle de prédire à la France que le danger lui viendrait de l'Allemagne, et celle de renouveler l'histoire même de son pays. Nul n'a plus fait pour la compréhension même de la Révolution française que ce philosophe, qui osa étudier *la Révolution* en toute sincérité, au double point de vue moral et scientifique. Les premiers enseignements du conventionnel Baudot l'avaient rendu républicain; les *Mémoires* de Baudot le guérirent de l'ultramontanisme jacobin, si je puis dire.

« Ce Baudot, dit Edgar Quinet, était un conventionnel

de la Montagne, d'un grand et charmant esprit, compagnon de Saint-Just dans sa mission aux lignes de Wissembourg, Baudot, qui avait découvert Hoche et agrandi la France jusqu'au Rhin. OEil d'aigle, bouche souriante, grand habit noir, bas de soie, il venait chaque jour passer deux heures chez mes parents. Jamais il ne parlait de la Révolution. C'était là aussi un sujet interdit, soit qu'il craignît de ne pas être compris, soit que lui-même fût importuné de ses souvenirs. Je l'entendis dire pourtant un mot qui me frappa : « D'autres hommes ont la fièvre pendant vingt-quatre heures ! Moi, madame, je l'ai eue pendant dix ans. »

Edgar Quinet avait tenu à expliquer scientifiquement cette fièvre. Quant à l'Allemagne, l'ancien élève de l'Université d'Heidelberg l'aimait dans ses manifestations intellectuelles ; mais il la redoutait et il la montrait redoutable dans ses manifestations matérielles. Il aimait la pensée germanique, il avait peur de sa Némésis. Quinet a assez vécu pour maudire ceux dont il avait pressenti la haine.

Il a surtout assez vécu pour combattre le successeur de l'homme à qui, en 1836, il avait dédié un poëme, une épopée.

« Chacune des périodes de l'art, écrivait-il en tête de son poëme de *Napoléon*, a eu son héros qu'elle a reconstitué à sa manière. Au sacerdoce, Arthur ; à la féodalité, Charlemagne ; à la monarchie, Louis XIV ; à la démocratie, Napoléon.

« Napoléon, de quelque façon qu'on l'envisage, ou par l'amour ou par la haine, satisfait à la première condition du personnage épique, qui est d'absorber une génération

tout entière. Son caractère, dans l'histoire, est de représenter le développement de l'individualité dans les temps modernes. Ce doit être aussi là son caractère dans la poésie. Sitôt que vous le placez dans votre poëme, il y règne, il absorbe tout comme dans son empire. »

Napoléon, soleil dont je suis le Memnon !

avait écrit déjà Victor Hugo.

Ce fut l'erreur de plus d'un génie d'incarner la patrie dans un homme et de faire endosser à la France la redingote grise. Cette légende, contre laquelle réagissaient Godefroy Cavaignac et ses amis, cette légende napoléonienne qui devait s'épanouir sous la forme du césarisme, nous a coûté cher. Béranger chantait le petit chapeau, Victor Hugo et Edgar Quinet célébraient la *Colonne* quelques années après que Lamartine avait jeté à Bonaparte, au *Corse à cheveux plats* de l'auteur des *Iambes*, une de ses plus belles *Méditations*, devenue une malédiction.

Quinet, lui, montrait l'empereur d'airain, debout sur la colonne, avec Paris à ses pieds, semblable à un lion endormi :

Mais, comme un souvenir que se gardait l'abîme,
Lui demeurait debout sur son altière cime;
Lui seul il survivait en sa forte cité ;
Car ses soldats d'airain, sans fermer la paupière
Se défendaient encore, ainsi qu'une barrière,
Des morsures du temps et de l'éternité.

Il y avait autre chose, d'ailleurs, dans ce poëme de *Napoléon :* il y avait des appels virils à la France — à la France aimée, — et ces notes de cuivre seraient encore bonnes à faire sonner aujourd'hui aux oreilles de la nation.

L'*Aiguillon*, d'Edgar Quinet, piquerait encore la croupe de la *Cavale* d'Auguste Barbier :

Ah ! France ! as-tu du cœur ? As-tu des yeux pour voir ?
As-tu des dents pour mordre ? As-tu, sans le savoir
Du sang, encor du sang dans ta veine épuisée ?
As-tu dans ton carquois une flèche aiguisée ?
Ou serpent sans venin, qui rampe en son sillon,
N'as-tu plus que la langue au lieu de l'aiguillon ?

Dis, France, m'entends-tu ? France, si tu sommeilles,
Faut-il parler plus haut, pour toucher tes oreilles ?
Quel mot faut-il donc dire ou ne te dire pas ?
Beau pays du clairon, ô vierge des combats
Habille-toi de fer qui jamais ne se rouille !
Relève ton armure et non pas ta quenouille

Si ton clairon se tait, enfle plus haut ta voix !
Si ton épée est courte, agrandis tes exploits !
Si ta barque se rompt, que ton espoir surnage !
Si ta muraille est basse, exhausse ton courage !
Si ton glaive s'émousse, aiguise ta fureur !
Si ton tranchant se perd, combats avec le cœur

Sinon, tu sentiras comme il est homicide,
L'aiguillon de la honte, et comme elle est aride,
Quand le vainqueur a soif, la coupe du vaincu.
Tu sauras dans son sein comme son cœur est nu
Et, quand on l'a courbée un jour sous la tempête,
Ce qu'il faut de longs jours pour redresser la tête

Voilà de beaux vers et qui prouvent que, chez Quinet, le poëte était à la hauteur du philosophe et de l'historien.

Quant à l'homme politique, sa vie fut un exemple. Expulsé de France par le décret du 9 janvier 1852, il erra à travers l'exil, appuyé sur le bras de la fille du poëte

Assaké, une jeune veuve moldave qu'il épousa. Les deux amnisties le trouvèrent inflexible, et lui aussi eût pu dire : *S'il n'en reste qu'un, je serai celui-là !* Il ne voulut point se laisser porter, aux élections de 1869, dans une des circonscriptions de Paris ! L'empire le trouvait résolu à ne lui jamais donner la réplique. Mme Quinet a raconté, dans les *Mémoires d'exil*, la vie laborieuse et triste du proscrit. « Recevez avec sympathie, m'écrivait de Neydaux Edgar « Quinet, le 15 mars 1870, ce livre de vérité et de liberté. » C'était la seconde série de ses *Mémoires*. « Celle-ci, ajou- « tait-il, me paraît, je l'avoue, supérieure à la précé- « dente. Une grande partie de notre vie d'exil est là ! Je la « mets dans vos vaillantes mains. Plus que jamais, il est « bon de nous souvenir, quand tant de gens nous crient : « *Oublions !* »

Il allait protester contre *l'oubli*, lorsque vint l'heure du plébiscite. Les articles qu'il publia alors au *Rappel* vivront comme la protestation du droit. Le 4 septembre arrive ; Quinet accourt. Mme Quinet a raconté les émotions des proscrits apprenant nos défaites. A Paris, Quinet protesta, poussa à la résistance, à la foi, à l'espoir. Élu représentant de Paris, il vota contre la cession de la Lorraine et de l'Alsace, disant ce mot :

— C'est la guerre à perpétuité sous le masque de la paix !

Son dernier vote fut pour affermir la République.

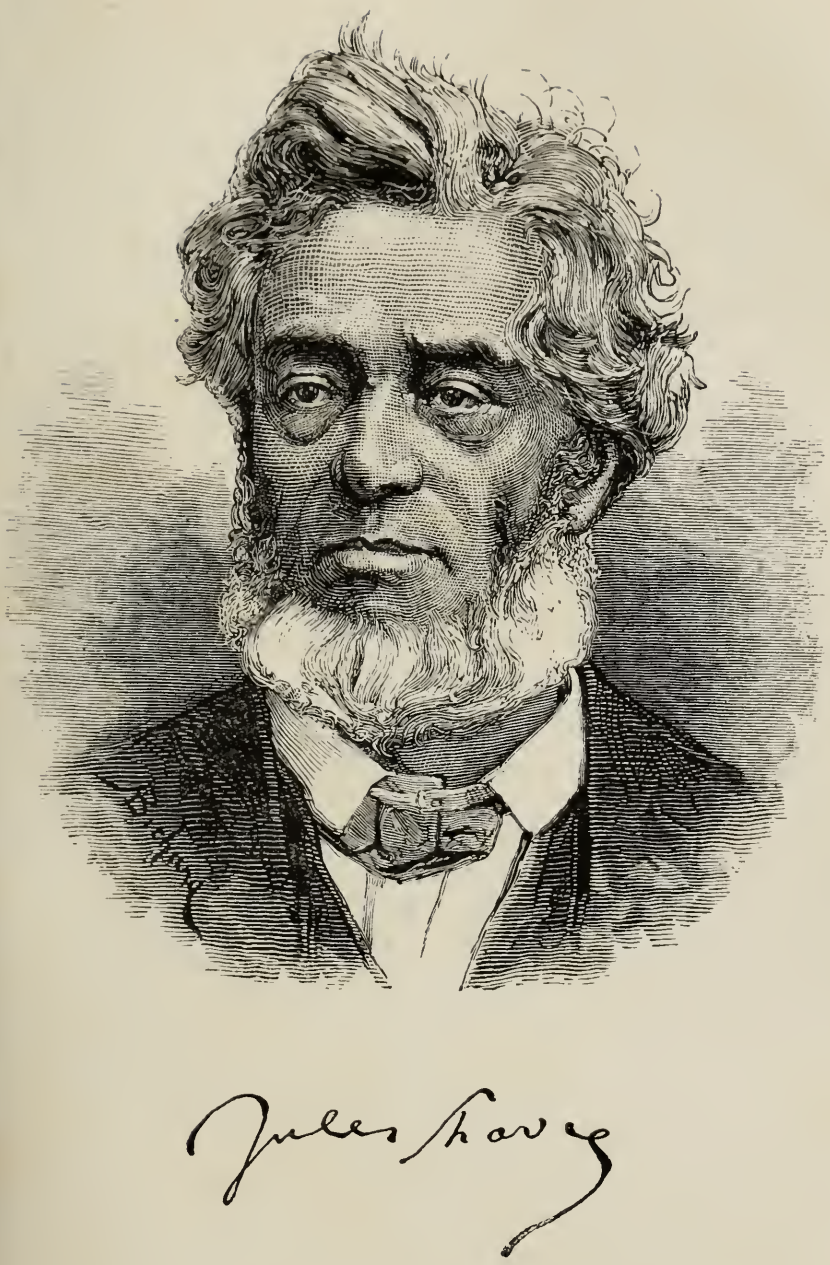
Le nom de Quinet est de ceux qui vivront. Avec Michelet, il fut l'initiateur de la jeunesse française à l'idéal de raison, de liberté et de beauté !

Michelet, dont il disait :

« En 1825, cessant d'être seul, j'ai rencontré dans M. Michelet l'ami et le compagnon que je cherchais ! »

L'un et l'autre eurent cette vertu suprême : ils furent *patriotes*. L'amour de la patrie engendre toutes les vertus. Patriote, Michelet est mort des blessures de la France. Patriote, Edgar Quinet a pu dire, et l'avenir l'entendra redire :

« J'ai adoré la France ; j'ai rêvé pour elle la gloire de devenir l'idéal des peuples modernes. Tant que la parole m'est restée, j'ai défendu la cause des peuples, des faibles, des nationalités qui demandaient à renaître. J'ai péri avec elles, il est vrai. Mais je suis enseveli avec l'Italie, avec Venise, avec la Pologne, avec la Hongrie, avec les Roumains. C'est là un tombeau qui me plaît. Je ne le changerais pas avec les joies des vivants. Quand il sera question de patrie, quelques hommes de bonne volonté se souviendront de moi. »



M. JULES FAVRE

Tous ceux qui, depuis la Révolution de 1870, ont attaqué le 4 Septembre, ont, volontairement ou involontairement, fait, comme on dit, le jeu de l'Empire. Les gens du 2 Décembre ont seuls intérêt à ameuter l'opinion contre ceux qu'ils appellent les gens du 4 Septembre. Parmi ceux-là, nul n'a été plus attaqué, plus violemment calomnié, plus abreuvé d'outrages, que l'homme dont nous venons d'écrire le nom. M. Jules Favre a tout supporté avec une hauteur singulière, et l'injure prodiguée n'a pu contraindre au silence sa véhémente parole. Naguère encore, de toute sa violence heureuse, il flétrissait le coup d'État, et sa harangue éclairait d'une lueur intense la discussion des lois constitutionnelles.

M. Jules Favre est aujourd'hui encore en pleine possession d'un talent élevé et incomparable. Il a soixante-quatre ans ; les événements, les souffrances personnelles ont vieilli son visage altier et courbé sa taille. Mais la flamme est toujours vivace en lui, et, en dépit de l'épreuve, il est resté debout.

Il y a sept ou huit ans, malade et crachant le sang, M. Jules Favre, qui était alors le chef de l'opposition

contre l'Empire auquel il jetait le Mexique à la face, répétait avec angoisse :

— Mourir ! Comment ! je mourrais sans avoir vu la France libre ?

Et il se raidissait pour vivre.

M. Jules Favre est né à Lyon, le 21 mars 1809, et il a gardé l'humeur d'une partie de la démocratie lyonnaise, qui aime la République, mais qui n'entend pas qu'on touche à Notre-Dame de Fourvières. Il avait vingt et un ans lorsque la Révolution de 1830 éclata. Dès le 29 juillet, il réclamait, dans une lettre que le *National* inséra, l'abolition de la royauté et la création d'une Constituante. Il devint avocat au barreau de Lyon ; il défendit les ouvriers mutuellistes, et les batailles dans les rues de Lyon lui inspirèrent un livre étrange, dans le genre des *Paroles d'un Croyant*, de Lamennais, et qu'il appelait : *Anathème.*

L'œuvre est inspirée, quoique un peu déclamatoire, et l'indignation, qui fait les poëtes, dicte souvent à M. Jules Favre des pages brûlantes :

« Je n'ai plus de larmes à verser, s'écrie-t-il ; la colère et la honte les ont séchées ; la rougeur m'est montée au front de me trouver Français, quand les Français égorgeaient leurs frères.

« O mon pauvre Pays ! mon beau Lyon, qu'as-tu donc fait à Dieu pour que, six jours entiers, il ait placé des cœurs de tigre sous des uniformes nationaux. »

Déjà M. Jules Favre se déclare pour ce *désarmement* idéal auquel la Prusse forcera, plus de trente ans après, toutes les nations à renoncer :

« Nous aimons mieux, dit-il, des canaux, des routes et des manufactures, que des forteresses et des palissades. »

Il peint ensuite, dans cet *Anathème,* la situation sociale de la patrie sous des couleurs sombres :

« Les finances publiques se sont épuisées à soutenir un système que nous avons longtemps cru admirable.

Les gros traitements, les frais de représentation, l'agiotage et les emprunts nous étaient vantés comme des remèdes infaillibles. Ils ont creusé sous nos pas un déficit effrayant.

« Les classes inférieures, délaissées dans leur misère, se plaignent et menacent; comme le sable brûlé par le soleil du désert tourbillonne au moindre caprice de la tourmente et s'étend sur les caravanes en atmosphère de mort, le peuple, exalté par les souffrances, s'abandonne au premier agitateur, et sa colère exploitée se traduit en émeutes qui le déciment et le minent.

« Qui de nous peut, en sûreté, former un établissement ou bâtir un édifice? L'avenir est semé de fantômes, et nul n'a le pouvoir de les écarter. Notre société tout entière est haletante de colère ou de peur. Quand la guerre civile se repose, les partis tracent leurs camps et préparent leurs armes.

« Chaque jour les passions rongent ce qui leur reste de frein. La religion n'est plus qu'un mot. Les révolutions ont tué la foi politique comme le scepticisme celle du ciel. L'honneur est bafoué par d'habiles apostats. L'égoïsme a tout remplacé; et l'égoïsme dissout, il ne lie pas.

« Non, ce n'est pas là vivre ; ce n'est pas là le bonheur ! »

Pour ceux qui ont lu les lettres désolées de la tendre Desbordes-Valmore, au lendemain des sanglantes journées de Lyon, le désespoir de Jules Favre ne semblera ni factice ni exagéré. Il y a d'ailleurs dans ce livre, *Anathèmes*, des échappées — bien curieuses — à revoir aujourd'hui. C'est ainsi que Jules Favre s'adresse à l'Allemagne :

« Allemagne ! Allemagne ! tes pâtres blonds seraient ils les héritiers des haines d'Arminius qui fit à nos légions un lit de neiges et de sang ! Veulent-ils effacer les hontes

de Barberousse et laver de nos larmes les os blanchis de ses armées ? »

Puis il ajoute, imitant toujours Lamennais :

« L'Allemagne a répondu : La destinée du maître est pire que celle de l'esclave. J'ai lié en faisceau mes couronnes féodales, et j'en ai fait un joug pour mes sujets ; je croyais que leur tête indocile s'y courberait de reste, et qu'il me serait facile de les gouverner, et voilà que de toutes parts le joug se brise ; bientôt les baïonnettes ne suffiront plus à défendre mes principautés chancelantes ! »

D'ailleurs, ce livre désespéré se termine par une invocation inattendue, mais émouvante, à l'espoir :

« Prenez donc patience, ô vous tous qui souffrez ! car Dieu est grand ; votre avenir est borné, celui de l'humanité est infini. Prenez patience, et comprenez que les maux que vous endurez préparent le bonheur et la richesse de vos fils. Aimez-vous les uns les autres, et le temps viendra où ces semences de morale recueillies par la religion renouvelée porteront leurs fruits de paix.

« Et du sein de la vie éternelle où vous reposerez, vous verrez vos descendants, régénérés, mêler vos noms et l'histoire de vos malheurs à leurs chants de reconnaissance, de science et de travail. »

Défenseur des accusés d'avril, M. Jules Favre devait être, au lendemain du 24 Février, une des puissances de la République, comme, au lendemain du 2 Décembre, il allait devenir une des forces de la résistance à l'empire. Nous n'écrivons pas un chapitre d'histoire. Nous ne retraçons que la physionomie générale d'un homme. Laissons donc les faits, et rappelons seulement que la grande voix de Jules Favre retentit, sous le règne de Napoléon III, chaque fois qu'il fallut parler de liberté et de droit. et que ce fut elle qui, le 3 septembre 1870, réclama fièrement la déchéance. Après avoir été un des *cinq*, Jules

Favre, fidèle à la patrie, demandait, à la veille du 4 Septembre, ce qu'il avait demandé à la veille de Décembre : l'affranchissement de la nation.

Et cependant, vers la fin de l'empire, Jules Favre avait été mis en suspicion par cette partie de la démocratie qui a toujours compromis, par ses velléités d'exclusivisme, la cause de la liberté, et nous écrivions alors, en 1869, dans un journal qui a vécu, ces choses bonnes à relire :

« En vérité, est-il un plus surprenant, un plus inattendu spectacle que celui que nous ont offert certains démocrates, et des plus autorisés, et des plus sincères, attaquant, au nom de la démocratie, M. Jules Favre, le tribun devenu académicien ? (J'avais lu, la veille, un article du *Pays* qui m'avait à la fois irrité et attristé, et vraiment, je croyais le relire encore.) Savez-vous rien de plus déconcertant que ces scissions et ces reproches inutiles ? Ne remarquez-vous point que, tandis que nous procédons par exclusion, proscrivant des gens de notre couleur pour une simple question de nuances, nos adversaires obéissent au mot d'ordre, marchent en bataillons serrés, et, groupes de cadavres au service des idées mortes, vont au combat, semblables à ce comte Alvar Giron de la légende, qu'on avait mis en selle, trépassé et déjà rongé de vers, mais debout encore et emprisonné dans son armure comme une momie dans ses bandelettes ?

« Hélas ! et parce que la division est dans le camp de la vérité, ces ambulantes momies gagnent plus d'une fois les batailles.

« A qui la faute ?

« Il est un mot que nous oublions trop, ce grand mot qui est *tolérance*. Les questions inutiles nous séparent, les querelles byzantines attirent la discorde. Ces questions brûlantes du matérialisme, du spiritualisme, détournent

les esprits de spéculations plus vivantes. Se querellerait-on encore entre Sociniens et Manichéens? Qu'importe à la cause éternelle de la liberté ce qui se cache au fond de ma conscience? Silvio Pellico était un croyant. L'Italie, qui — ceci est un fait — est plus près du rationalisme que la France, a-t-elle pour cela renié le patriote captif?

« Voyez où l'on en arriverait avec cet exclusivisme maladroit; Robespierre lui-même serait suspect; oui, Robespierre, lui qui croyait à l'Être suprême. On le renverrait à Jérusalem, ou pis encore, à la rue de Jérusalem.

« En vérité, je ne me reconnais pas le droit d'imposer à mon voisin mon *credo* ou mon *nego*. Je réclame seulement le droit de nier ou de croire à ma guise. Mais, surtout, je voudrais que l'on ne tirât point sur ses propres troupes, parce que, tout en revêtant le même uniforme, quelques-uns auraient la faiblesse de porter des scapulaires sur leur poitrine. Tolérance, fraternité, voilà le mot d'ordre. Prenons garde de donner l'exemple du soupçon. Veuillot ricane devant ces querelles. Nous devons faire envie aux autres et non pitié.

« Et quant à l'habit vert qu'a endossé M. Jules Favre, pourquoi vraiment ne le porterait-il point? Victor Hugo n'a-t-il pas cet habit brodé suspendu dans sa garde-robe? La République n'a-t-elle pas vu déjà Lakanal, Daunou — combien d'autres! — s'asseoir sur ces mêmes bancs de l'Institut que le public prend pour des fauteuils? N'y est-il pas entré, M. Jules Favre, affirmant, de sa grande voix, la liberté, et, pour un jour, transformant les murmures académiques, discrets et délicats, en applaudissements ardents?

« Allez, si vous voulez clouer au pilori les renégats et les traîtres, ne prenez pas ceux qui luttent avec nous;

vous n'avez qu'à choisir ailleurs. Soyez sans crainte, les échantillons ne vous manqueront pas ! »

Depuis, ce n'est plus l'habit vert de l'académicien qu'on a reproché à Jules Favre, ce sont ses larmes, c'est sa démarche à Ferrières !

Oui, bien des gens ont blâmé avec amertume la démarche de M. Jules Favre auprès du chancelier de la Confédération du Nord et du roi de Prusse. Mais il appartient à l'histoire, calme et apaisée, de rendre aux actions des hommes leur véritable physionomie. Eh bien ! qui niera, de bonne foi, que la relation du voyage de M. Jules Favre, à travers les lignes prussiennes, n'ait enflammé plus d'un cœur et soulevé plus d'une généreuse colère, lorsqu'on la lut pour la première fois? On a dit que le ministre des affaires étrangères était allé implorer la pitié du vainqueur. Non, crédule et confiant, il était allé faire appel à sa justice. Qu'on relise, après des années, le rapport qu'il adressa, une fois de retour, à ses collègues, ou plutôt à la France : on n'y verra que ce qu'on y vit au moment de l'apparition de cette pièce capitale, devenue historique du jour au lendemain : la douleur du patriote, unie à la faiblesse du diplomate.

Quant à la démarche même, non-seulement M. Favre pouvait, mais il devait la faire, en demeurant dans son programme énergique : ne céder ni une motte de terre ni un brin de paille d'un hameau français. Pour les forteresses, si la Prusse l'eût voulu, si elle eût compris son intérêt éternel, et non écouté son appétit immédiat, qui se fût récrié au cas où l'ennemi nous eût demandé le démantèlement de quelques places fortes de l'Est ? Il était bien évident, quoi qu'en ait pu penser ou dire M. de Bismarck, que si la Prusse n'eût pas abusé de sa victoire, la guerre de 1870 était la dernière guerre entre l'Allemagne et la France. L'idéal du peuple français était, depuis de longues années, la paix. Il avait fallu l'exas-

pérer et l'affoler, il avait fallu lui mentir pour le jeter dans cette guerre des bords du Rhin. A coup sûr si, l'empire une fois battu par la Prusse, la Prusse n'avait pas rendu la France responsable, la haine, qu'il faut aviver, garder, entretenir maintenant, se fût éteinte. Les deux peuples, le pays de Gœthe et celui de Diderot fussent devenus amis. Le gouvernement du 4 Septembre, composé d'hommes qui avaient, en Juillet, protesté contre la guerre, pouvait, certes, en Septembre, protester encore contre la continuation de la guerre. M. Jules Favre faisait partie de cette opposition qui, seule, disait M. de Bismarck lors de la déclaration belliqueuse de M. de Grammont, *avait conservé son bon sens dans la Chambre française*. Il avait donc le droit de demander la fin d'une lutte qu'il avait voulu empêcher au début.

Un diplomate étranger facilita au gouvernement de la Défense nationale les premiers pourparlers avec le gouvernement prussien. L'ex-Impératrice avait tâché d'attendrir le czar qui brisait sa coupe, dans un festin, en signe de la joie qu'il éprouvait de la capitulation de Sedan. Les bonapartistes ont même essayé depuis de faire croire que l'Empereur de Russie était prêt à garantir l'intégrité territoriale de la France, si la France conservait l'Empire. Le fait est absolument faux, et non-seulement faux, mais impossible. Encore une fois, l'humeur du czar était toute prussienne. Laissons les partisans de la restauration impériale inventer ces mensonges intéressés.

Ce voyage du représentant de la République à travers les routes sillonnées d'ennemis, les campagnes ravagées, les villages pillés, les maisons vides, restera en dépit de tout comme une des pages accusatrices qui pèseront le plus lourdement sur la mémoire de la Prusse, de ses diplomates et de ses chefs.

A coup sûr, s'il y avait un homme qui n'était point fait pour tenir tête à M. de Bismarck, c'était M. Jules Favre.

Homme de sentiment, peu pratique, habitué à plaider les affaires plutôt qu'à les étudier, n'ayant jamais fait que de la politique théorique et des harangues, M. Favre allait se heurter contre un adversaire terriblement dangereux et le mieux fait pour triompher de la sentimentalité de son adversaire.

Ce reître-diplomate, semi-politique et semi-guerrier, vrai baron du moyen âge, tenant à la gorge le monde moderne, cet homme du fait et de la force, M. de Bismarck, ne devait rien comprendre aux paroles émues et douloureuses de celui qui se faisait l'avocat de la patrie. Ou plutôt, il comprenait qu'il était facile de triompher de l'orateur, et ses gouailleries sinistres ou ses affirmations implacables devenaient bientôt comme la hache des discours de Jules Favre. En somme, il y avait là deux philosophies en présence, le sentimentalisme et l'hégélianisme.

Tandis que M. Jules Favre montrait son désir de paix, s'appuyant sur le droit nouveau et le progrès des mœurs, le chancelier répondait sans pitié en réclamant quelqu'une de ces conditions humiliantes, qui, écrit M. Jules Favre, le faisaient bondir de douleur. Pour donner à la France le temps de nommer une Assemblée nationale, M. de Bismarck exigeait l'occupation de Strasbourg, de Toul et de Phalsbourg, qui résistaient si fièrement, et il réclamait en outre la reddition d'un fort dominant Paris, le Mont-Valérien par exemple. On n'a pas oublié ces prétentions barbares qui stimulèrent tout ce qui gardait du patriotisme en France, aussi vivement que l'avait fait jadis l'insolent manifeste de Brunswick insultant nos pères.

Ajoutez que le chancelier de la Confédération du Nord traitait cette épouvantable chose qui s'appelle la guerre d'invasion, avec un sans-façon bien fait pour déconcerter et pour navrer une âme française. Le bohême du temps

passé reparaissait sous le diplomate et le soldat. Ne se trouvant pas en présence d'un de ces tempéraments solides, tels que celui de M. Pouyer-Quertier, qui devait tenir tête plus tard à M. de Bismarck, en buvant comme lui ses mélanges bizarres de vin de Constance et de limonade, le chancelier traitait M. Jules Favre avec une sérénité railleuse, dissimulée sous une politesse affectée. « Pour prendre Paris, disait-il en souriant, *nous ferons tout ce qu'il faudra !* » Il essayait encore de démontrer à M. Jules Favre que Paris ne pouvait tenir, soit en présence de la famine, à cause de la quantité des blessés peu enclins à souffrir que contient la ville, soit en présence des bombes ou du blocus, à cause de la fermentation des partis extrêmes, et de ce qu'il appela *la populace*.

On se souvient de la réponse que fit Paris à cette injure. Il donna raison à M. Jules Favre en maintenant jusqu'à la fin du siége la paix intérieure. Un canon fut fondu, portant ce nom, *la populace*, pour répondre par ses boulets au mot sanglant de M. de Bismarck.

Quant aux larmes versées, qu'on songe à la dureté de M. de Bismarck.

M. Jules Favre se sentit à la fois indigné et écrasé en présence de cet homme. Il n'a pas craint de déclarer qu'il avait détourné ses yeux pleins de larmes des yeux bleus et ironiques de M. de Bismarck. « Je me détournais pour dévorer les larmes qui m'étouffaient. . » Plus tard, on a fait de ce moment de faiblesse ou d'émotion un crime irrémissible à M. Jules Favre. » Est-ce que Danton pleurait ? » s'est-on écrié. Certes, il pleurait quand sa patrie était traînée sur la claie, et quand il voyait près de périr cette République à laquelle il donna son sang. Une légende arabe conte qu'au premier homme frappé par la douleur, le Créateur donna, comme talisman, deux gouttes de rosée. « Quand elles perleront dans tes yeux, ton cœur, dit-il, sera soulagé. » Il y a plusieurs sortes de

larmes, et beaucoup sont sacrées ; mais si les larmes d'un fils sur sa mère morte sont touchantes, qui osera nier qu'un patriote ait le droit de pleurer si sa patrie est près de mourir.

Aussi bien, au moment où Paris lut le récit de l'entrevue de Ferrières, nul ne songea à trouver ridicules ces larmes dont la satire devait s'emparer par la suite. On partageait non-seulement l'indignation, mais l'émotion de l'homme qui venait de rencontrer un tel accueil chez notre implacable vainqueur. La publication du récit de l'entrevue fut un énergique stimulant pour la défense. Entre le déshonneur et la lutte, les plus timides, relevant le front, déclarèrent bien haut qu'il fallait combattre. Paris tout entier manifestant sa pensée par les clubs, les journaux, les propos de la rue, devant les mairies, dans les groupes, n'eut plus qu'un mot d'ordre : Au combat!

Depuis, on a fait un crime à Jules Favre de tout ce qu'on lui reconnaissait comme des vertus. C'est là l'ordinaire coutume. Même à l'honneur il faut le succès, si l'honneur ne veut pas être ridicule.

Mais depuis Ferrières, M. Jules Favre a rendu encore un service à son pays, service dont il parla très-simplement dans le tome III de son Mémoire : le *Gouvernement de la Défense nationale.*

« Le 16 juin 1871, écrit-il, fut pour la ville de Berlin un jour mémorable. L'armée allemande fut reçue triomphalement dans ses murs. Rien n'avait été épargné pour la solennité de cette fête militaire. Après les revues, les harangues, les défilés, vinrent les banquets, où l'on but largement à la gloire de la patrie. L'empereur, les princes, M. de Moltke et M. de Bismarck furent les héros de cette fastueuse journée ; l'écho de ces joies bruyantes retentit jusqu'à Versailles, où il augmenta l'amertume de nos ordinaires tristesses. Plusieurs fois ma pensée inquiète m'avait transporté au milieu de nos vainqueurs, dont

l'allégresse me semblait insulter à notre douleur. A huit heures du soir, on me remit une dépêche de M. le prince de Bismarck; elle était datée de Berlin, de cinq heures et demie de l'après-midi. Je n'en ai pas le texte sous les yeux, mais elle portait en substance ce qui suit :

« *J'apprends, par les rapports de nos généraux, que vos soldats occupent le terrain réservé aux nôtres dans la zone des Lilas, du Raincy et de Romainville. J'ai l'honneur d'avertir Votre Excellence que, s'ils ne se retirent pas immédiatement derrière leurs lignes, nos troupes vous attaqueront aujourd'hui même à minuit.* »

Conçoit-on cette violence de la Prusse? Le 16 juin, la guerre pouvait recommencer! Cette dépêche *ab irato*, pour ne pas dire *ab stulto*, nous le prouve. M. Jules Favre déploya tout son zèle et le danger fut écarté!

Et après avoir raconté ces périls et ses angoisses, Jules Favre, tirant la moralité des événements, ajoute en manière de conclusion : « Nos malheurs sont d'autant plus accablants qu'ils ont été amenés par nos fautes. Nous avons expié notre folle présomption et notre coupable abandon de nos devoirs civiques; nos pertes et nos souffrances sont incalculables. Nous ne portons pas seulement le fardeau de la responsabilité de tant d'existences immolées, de tant de ruines amoncelées; nous avons dû subir, sans pouvoir nous y opposer au prix de tout notre sang, l'horrible supplice de la mutilation de notre territoire; nous avons vu, comme aux âges de la barbarie, des populations qui sont nôtres par le cœur, par les traditions, par la libre préférence de leur raison, marquées au coin de la servitude étrangère. Nous entendons leurs plaintes mal étouffées, nous devinons leurs larmes secrètes, et nous sommes contraints de subir leur désespoir et notre humiliation. Notre infortune est immense; cependant, elle n'est pas sans remède. L'ennemi nous a vaincus, il ne nous a pas soumis; l'Europe nous a abandonnés,

pas aliéné son estime, car elles ont montré ce qu'il y avait encore en nous de patriotisme, de courage, de résignation, de confiance dans le droit. Notre sort est dans nos mains. Cherchons notre force dans la pratique des mâles vertus qu'enseignent l'esprit de sacrifice, la gravité des mœurs, l'amour de la patrie, le culte de la liberté. Travaillons, espérons, recueillons-nous, apprenons à être unis, disciplinés, obéissons à la loi librement consentie, à l'autorité librement élue. Nous pourrons alors, sans témérité, compter sur des jours meilleurs! »

Voilà de nobles paroles et qu'il faut méditer; on y retrouve toute l'éloquence du tribun, — cette éloquence qui se fait tour à tour si virulente et si caressante, si vengeresse et si attendrie.

« On prétend, a écrit à propos de Jules Favre un ennemi, M. Maurice Joly, on prétend que la faculté d'improvisation lui faisait entièrement défaut en commençant, et que, pour s'approprier les secrets du langage, il écrivait ses discours jusqu'à ce qu'il eût épuisé toutes les manières différentes d'exprimer les mêmes pensées, de telle sorte qu'une phrase quelconque étant donnée, il fût en état de la finir dans la forme où elle se présentait. Mais, malgré ses efforts, il ne parvint pas à triompher complétement de son organe, qui resta toujours affecté d'une sorte de râle qui fatiguerait cruellement l'oreille si la magie de son style n'en effaçait à tout instant l'impression! »

Les adversaires vous font mieux connaître encore que les amis. M. Maurice Joly, dont le rôle fut toujours si douteux, ajoute en parlant de Jules Favre :

« Il a des engouements inexplicables; il se prévient (?) tout à coup pour des hommes, pour des idées ou pour des choses qui ne semblent pas mériter son attention. On le circonvient aisément; son imagination l'attire vers tout elle ne nous a pas condamnés. Nos défaites ne nous ont

ce qui brille; ses ennemis politiques lui feraient facilement faire des fautes. Il a dans le caractère quelque chose de généreux et de chevaleresque dont tout le monde s'aperçoit; mais ce que l'on croirait moins aisément, c'est qu'il est facile et débonnaire quand on est parvenu à rompre la glace dont il est comme enveloppé. »

Toutes les erreurs de M. Jules Favre viennent, en effet, de son cœur. Mais de quelle façon il les a expiées! Quelle dramatique scène que celle où, trahi par un indigne ami, le grand orateur vint, devant un tribunal, expliquer sa vie et faire, comme dans un autre âge, sa confession publique! Il dut ensuite avoir la tentation de rentrer dans l'ombre et dans le silence; mais il se devait à sa cause, et il demeura à son poste.

Qui l'en blâmerait? Ceux qu'il combat, les adversaires de la République.

Un jour, il y a cinq ans, comme on parlait de Jules Favre devant Victor Hugo :

« Je me rappelle, dit le poëte, qu'un jour, le lendemain du 2 Décembre, lorsque quelques hommes réunis cherchaient les moyens de résister à l'attentat, Jules Favre était debout au milieu de ceux-là! Nous l'écoutions, et il exhortait chacun au devoir. Chaque fois que la porte de notre asile s'ouvrait, nous nous regardions, tous un peu pâles, mais tous souriants, car c'était la mort qui pouvait entrer. Et Jules Favre continuait à parler et à célébrer la République mourante alors, mais immortelle dans son magnifique langage! Plus tard, lorsque ce pays s'éveilla, ce fut la même voix de Jules Favre qui célébra cette Diane heureuse! »

Et Victor Hugo ajoutait : « Ce sont des choses que les nations n'oublient pas, ne doivent jamais oublier! »

Jules Verne

M. JULES VERNE

« Mes chers amis, disait Diderot, faisons des contes ; « pendant que nous en faisons, le conte de la vie s'achève « et nous sommes heureux ! » L'humanité ne peut vivre sans roman. Quand elle n'en lit pas, elle en compose. Mais les romans changent de forme et de ton selon les époques. Le roman a été tour à tour intime, héroïque, épileptique, historique, philosophique, socialiste, pittoresque, américain, national ; il est devenu électrique.

Go ahead! C'est bien aussi là le mot d'ordre actuel, mais il est employé dans un autre sens. Il ne s'agit plus de monter haut, il s'agit de marcher vite. Pour caractériser

l'état des gens pressés, on a inventé un mot nouveau et une nouvelle catégorie : les *paroxistes*. Un des *paroxistes* les plus en vue du moment, c'est cet officier de hussards hongrois, naguère venu tout d'une traite de Vienne à Paris au galop de ce cheval *Caradoc*, aussi célèbre désormais que le Bucéphale d'Alexandre et que Bayard, Frontin, Rabican du *Roland Furieux*. M. de Zubowicz a fait fureur au Bois. Nous sommes envahis, écrasés par tant de prose, qu'un peu de poésie ne messied pas. Le brillant cavalier a été, à Paris, le lion du jour, et quelques-uns doutaient qu'il soit de chair et d'os, et soutenaient qu'il appartient simplement à la catégorie des héros *travellers* des romans de Jules Verne.

Jules Verne incarne en effet, à l'heure où nous sommes, le romanesque essentiellement moderne et contemporain. Il a résolu ce problème d'intéresser avec des gens en vestons courts, en paletots sacs et en guêtres de voyage. Son Philéas Fogg et son capitaine Hatteras sont les d'Artagnan et les Monte-Cristo d'une époque pratique et qui sait le prix des chèques, des tickets et des télégraphes. Les coups d'épée des mousquetaires et les bottes secrètes de Nevers rencontreraient aujourd'hui plus d'un sourire sceptique ; mais les coups de revolver du Parisien Passe-Partout, de l'Américain Corsican sont acceptés comme détonations d'Évangile. Ils ont leurs disciples et leurs croyants. Encore une fois il faut toujours à l'humanité sa part de rêve. Chacun de nous, sa journée finie, la plupart du temps terne et maussade, éprouve le besoin d'ouvrir une sorte de lucarne sur l'infini. Vivent les contes qui consolent de l'histoire quotidienne ! Et, lorsque l'herculéen Porthos, le fringant Aramis, Athos le pensif sont

vieillis; lorsque le prince Rodolphe, des *Mystères de Paris*, a vu son grand duché de Gérolstein envahi par l'opérette et sa fille Fleur-de-Marie chanter : *J'aime les militaires ;* lorsque Rodin est mort d'une indigestion de radis noirs; lors que les millions d'Edmond Dantès sont devenus la misère comparés aux milliards que coûtent aujourd'hui les canonnades internationales; lorsque les ruses de Rastignac ont pâli devant les ambitions de nos hommes d'État; lorsque Vautrin a rendu les armes à M. Lecoq et Atar-Gull à Tropmann, il faut bien chercher ailleurs le songe, l'impossible, la consolation, l'oubli, la chimère, la chère chimère, toujours prête à étendre son aile dorée sur la hideur des réalistes.

C'est ce qu'a fait M. Jules Verne, Parisien jusqu'aux ongles par l'esprit cosmopolite, par l'imagination ; gai causeur, inventeur inépuisable, boulevardier et solitaire, le premier à l'ouverture du Salon comme à la course en yacht en pleine mer avec les pêcheurs des côtes, esprit original, visage sympathique, et l'œil, comme la main, franchement ouvert.

Les aventures de Philéas Fogg, parcourant la terre en quatre-vingts jours, ont diverti les Parisiens durant des mois entiers et, dans son fauteuil, on a fait paisiblement *le Tour du Monde*. Puis ces décors, ces machines, ces steamboats, ces serpents, cet éléphant, ces locomotives, ces Indiens Pawnies parcourant l'Europe. On les applaudit à Bruxelles, on les a vus à Londres, on les réclame à Vienne, on les attend à New-York. Il n'y a plus de succès parisiens, le théâtre devient européen. Le vieux monde est fini avec les vieilles mœurs. *Go ahead!* Place à Philéas Fogg et à son siècle ! Don Quichotte est une ganache, et

ce n'est pas à des moulins à vent que s'en prennent nos héros de romans, c'est à des bateaux à vapeur.

M. Jules Verne a eu le bon esprit de comprendre son temps. Ce Parisien, comme je l'appelais tout à l'heure, est né à Nantes le 8 février 1828 ; il a donc quarante-sept ans aujourd'hui. C'est le plus aimable des hommes : très-simple et d'un abord charmant; la barbe entière, déjà *neigeuse*; les cheveux gris, le teint légèrement pâle, la pranelle vive, une voix agréable, beaucoup d'esprit, une conversation pleine de traits, le corps mince et bien pris, d'aspect jeune encore et d'une souplesse vigoureuse. Jules Verne a un frère, M. Paul Verne, *grimpeur des Alpes* par goût, et qui racontait naguère une périlleuse ascension au mont Blanc. Le goût de l'aventure est dans la famille.

Jules Verne débuta, il y a vingt-cinq ans environ, en littérature, par des nouvelles et des comédies. Je lisais, il n'y a pas longtemps, une pièce de lui, écrite en collaboration avec Pitre-Chevalier et insérée dans *le Musée des Familles*. Déjà l'instinct *traveller* de Jules Verne s'y révèle. Cela s'appelle *Pierre qui roule n'amasse pas mousse*, et c'est l'histoire d'un bon bourgeois parti pour la Californie sur la foi de la réputation de ce coin de terre. Dans le même volume, Jules Verne a signé une nouvelle mexicaine, *Martin Paz*. Il portait déjà, on peut le dire, en lui, à l'état latent, le roman scientifique.

Presque en même temps, il collaborait avec Alexandre Dumas, et donnait avec lui, au Gymnase, les *Pailles rompues*. Puis il apportait au Vaudeville une comédie en trois actes : *Onze jours de siége*. A cette époque encore il fré-

quentait la Bourse ; il s'était fait coulissier. Il mêlait agréablement la littérature à la finance.

Cependant, son tempérament littéraire particulier se développait. On trouvera, à la fin du volume de Verne, qui prend pour titre : le *Docteur Ox*, une nouvelle fort curieuse : *Un drame dans les airs*. C'est l'aventure d'un aéronaute qui, prenant un passager, s'aperçoit, lorsque le ballon est parti, que ce passager est fou. Méry avait conté une histoire de ce genre. Le fou dont parle M. Verne jette au vent tout ce qui sert de lest à l'aérostat.

« Le ballon, entièrement délesté de tous les objets qu'il contenait, nous fûmes emportés, écrit le romancier, à des hauteurs inappréciables ! L'aérostat vibrait dans l'atmosphère. Le moindre bruit faisait éclater les voûtes célestes. Notre globe, le seul objet qui frappât ma vue dans l'immensité, semblait prêt à s'anéantir, et, au-dessus de nous, les hauteurs du ciel étoilé se perdaient dans les ténèbres profondes !

« Je vis l'individu se dresser devant moi !

« Voici l'heure ! me dit-il. Il faut mourir ! Nous sommes rejetés par les hommes ! Ils nous méprisent ! Écrasons-les !

« — Grâce ! fis-je.

« — Coupons ces cordes ! Que cette nacelle soit abandonnée dans l'espace ! La force attractive changera de direction, et nous aborderons au soleil !

« Le désespoir me galvanisa. Je me précipitai sur le fou ; nous nous prîmes corps à corps, et une lutte effroyable se passa ! Mais je fus terrassé, et tandis qu'il me mainte-

nait sous son genou, le fou coupait les cordes de la nacelle.

« — Une !... fit-il.

« — Mon Dieu !...

« — Deux ! trois !... »

« Je fis un effort surhumain ; je me redressai et repoussai violemment l'insensé !

« — Quatre ! » dit-il.

« La nacelle tomba ; mais, instinctivement, je me cramponnai aux cordages, et je me hissai dans les mailles du filet.

« Le fou avait disparu dans l'espace !

« Le ballon fut enlevé à une hauteur incommensurable. Un horrible craquement se fit entendre... Le gaz, trop dilaté, avait crevé l'enveloppe !... Je fermai les yeux...

« Quelques instants après, une chaleur humide me ranima. J'étais au milieu de nuages en feu. Le ballon tournoyait avec un vertige effrayant. Pris par le vent, il faisait cent lieues à l'heure dans sa course horizontale, et les éclairs se croisaient autour de lui. Cependant ma chute n'était pas très-rapide. Quand je rouvris les yeux, j'aperçus la campagne. J'étais à deux milles de la mer, et l'ouragan m'y poussait avec force, quand une secousse brusque me fit lâcher prise. Mes mains s'ouvrirent, une corde glissa rapidement entre mes doigts, et je me trouvai à terre. »

Ces pages n'ont-elles pas un double intérêt ? Ne rappellent-elles pas la catastrophe terrible du *Zénith*, où

M. Gaston Tissandier faillit mourir et où ses courageux compagnons trouvèrent la mort? Et ne montrent-elles pas un *Jules Verne avant la lettre*, si je puis dire, tout à fait entraînant déjà ?

Ce fut en 1863 que Jules Verne publia, chez Hetzel, son premier roman scientifique, *Cinq semaines en ballon*, et le succès en fut immense. *Les Aventures du capitaine Hatteras*, *Les enfants du capitaine Grant*, ont, tour à tour, promené les lecteurs au pôle Nord et en Australie, dans la mer de Glace et dans l'Océan Pacifique. Entre temps, M. Verne conduit son monde au fond des mers ou dans la lune, au centre de la terre ou dans le pays des fourrures, et, fidèle à ses récits, le public le suit partout.

La réputation de M. Jules Verne est aujourd'hui universelle. Ses romans scientifiques sont plus que célèbres : en Angleterre, où M. Ballantyne a exploité une littérature analogue, le nom de Jules Verne est aussi populaire que chez nous.

Il manquait à M. Jules Verne la renommée du théâtre : il y a goûté, et il a rencontré deux fois le succès, au théâtre de Cluny et au théâtre de la Porte-Saint-Martin.

C'est vraiment un talent original et sympathique. Sa vogue est due aux sentiments les plus durables : le goût du merveilleux, le plaisir de l'étonnement et la soif de l'instruction. Rien de plus intéressant, à coup sûr, que ces deux ouvrages : *Le Tour du monde en quatre-vingts jours* et *Le Pays des fourrures*. Ce sont bien là vraiment des *voyages extraordinaires*.

« J'arrive des pays les plus extravagants ! » s'écrie don César de Bazan. Le *Pays des fourrures* est une de ces con-

trées ; Férat et Beaurepaire ont, par leurs dessins, montré aux yeux les plaines de glace et les scènes que M. Verne a décrites : chasses aux morses, luttes contre les grands ours blancs, féeries du *soleil de minuit,* longues souffrances des nuits sans fin. Attachant comme tous les romans de l'auteur, ce livre se laisse feuilleter, en outre, comme un album où le lecteur — le spectateur, allais-je dire, car ce récit est vraiment un drame — rencontre à chaque page quelque chose de nouveau et d'imprévu. Il en est de même de ce *Tour du monde en quatre-vingts jours*, caprice enlevé à la vapeur, course folle à travers le monde, aventures où la fantaisie s'allie à la vérité de façon que l'enseignement se dissimule avec art sous le plaisir. C'est ainsi que M. Verne nous prouve qu'on gagne *un jour* en accomplissant le tour du monde par l'Est et qu'on le perd en prenant par l'Ouest. On ne saurait analyser de tels livres où le talent du conteur vous tient sous le charme par mille détails inattendus, surprenants, originaux.

M. Verne est d'ailleurs un peu cousin des romanciers anglais et américains, du capitaine Mayne-Reid, un des bons élèves de Fénimore Cooper. Mayne-Reid est un Cooper plus accessible à tous, aux jeunes gens en particulier, scrupuleusement moral, d'une imagination riche et curieuse, mettant en scène quelque simple récit autour duquel il groupe des incidents romanesques et cependant possibles, promenant son lecteur au milieu des forêts vierges, parmi les tribus sauvages, et exaltant le courage individuel aux prises avec les difficultés et les nécessités de la vie. *La Sœur perdue*, le dernier récit de Mayne-Reid, est, en son genre, un chef-d'œuvre de narration et de drame. Il faut voir par quelles aventures

passent les frères dont on a ravi la sœur, une sœur sauvée enfin par le dévouement d'une jeune Indienne. Les combats avec les sauvages, les courses à travers les bois pleins de lianes et de bêtes fauves, ce qui fait rêver à des mondes vierges et étonnants, tout cela est rendu par le conteur américain avec une verve entraînante et sous les plus vives couleurs.

Eh ! bien, toutes les qualités du conteur américain, nous les trouvons chez le conteur français. Cependant, M. Jules Verne a eu un rare mérite, dans le roman, puis, avec l'aide de M. d'Ennery, au théâtre, c'est d'*inventer*.

Il n'est vraiment pas facile de trouver au théâtre, ni ailleurs, cette chose exquise et rare, la nouveauté. Le *nouveau* était déjà bien vieux du temps de Salomon. Il n'y a peut-être plus, en ce monde, qu'un parti à prendre, c'est de renouveler, d'aviser et, pour créer tout exprès un barbarisme, d'*originaliser* le banal. C'est, je le répète, ce que M. Jules Verne, homme d'esprit et de science, incarnation curieuse, chercheur très-particulier et très-moderne, a fait, encore un coup, dans ses romans; c'est ce qu'il vient de faire dans la grande féerie de la Porte-Saint-Martin, le *Tour du monde en quatre-vingts jours*. Féerie ? Non. Panorama, le mot est plus juste. Une intrigue amusante, des tableaux variés, une certaine vérité suffisamment romanesque, l'impossible rendu acceptable et encadré dans les plus beaux décors du monde, voilà la pièce. On connaît le roman : Philéas Fogg, un original, membre d'un club important de Londres, esprit méthodique et résolu, a parié de faire le tour du monde en quatre-vingts jours, comme cet officier de hussards hongrois dont nous parlions au début de cette esquisse, M. de Zubowicz, avait

parié de venir à cheval, de Vienne à Paris, en deux semaines. Philéas Fogg tient son pari : il est à Suez, aux Indes, en Amérique, partout, et, pour arriver à l'heure dite à Liverpool, il fait chauffer la chaudière du navire qu'il a acheté, avec la mâture et les bastingages du bâtiment. Mais encore, malgré tous ses efforts, se présenterait-il en retard au club, si la différence des latitudes, et le calcul, d'ailleurs très-exact, que je signalais tout à l'heure, ne lui faisait, en quatre-vingts jours, gagner précisément une journée. Les types amusants d'un *détective*, persuadé que Philéas Fogg n'est autre qu'un voleur qui a détroussé la banque d'Angleterre, et du valet de Philéas, le Parisien Passe-Partout, jettent leur fantaisie au milieu de ces pages imprévues et entraînantes.

Les auteurs de la pièce se sont contentés de tailler leurs tableaux dans le roman, en y ajoutant un rival de l'Anglais Philéas Fogg, l'Américain Corsican, bientôt devenu l'ami du parieur. Ces deux compagnons siamois du *détective* et de Passe-Partout, accompagnés et un peu alourdis par deux jeunes Indiennes qu'ils ont arrachées au bûcher, vont et viennent à travers l'espace, bravant les serpents de la grotte aux reptiles, échappant aux Indiens Pawnies qui attaquent le train chargé de voyageurs, engloutis avec l'*Henrietta* et sauvés avec les débris du steamer. Spectacle amusant, où le fantastique, c'est l'électricité et la vapeur, où les talismans de l'ancienne féerie, les pieds de mouton et les œufs d'or fulminants sont remplacés par les coups de revolver; fantaisie bien moderne, bien contemporaine, et qui met en scène la seule poésie qui reste maintenant en ce monde uniforme : les voyages.

Les deux héroïnes passent à travers ces tableaux comme si les auteurs avaient transporté les *Deux Orphelines* dans l'Inde ou chez les sauvages. Ce n'est point, d'ailleurs, le moindre étonnement de cette pièce à surprises que de voir ces deux jeunes filles traverser élégamment les savanes, tout en conservant leurs toilettes de chez Worth. Les décors du *Tour du Monde* sont célèbres : les machinistes anglais, nos maîtres, n'ont jamais mieux fait que ce steamer qui disparaît tout entier sous les flots, laissant apercevoir la mer immense, des épaves sur les vagues, et au fond, dans la nuit, les lumières du fort et des phares de Liverpool trouant le brouillard.

Ce n'était pas, au surplus, la première fois que M. Jules Verne abordait le théâtre. Il avait déjà réussi à amuser le public au théâtre de Cluny, avec *le Neveu d'Amérique*, une pièce amusante, rapide, gaie, sans prétention, presque naïve, et qui nous a paru charmante. Ce n'est rien, ce neveu d'Amérique, et cela s'écoute avec un infini plaisir, tant cela est franc, bravement enlevé, écrit de verve. Un vieux garçon, qui a placé son bien en viager, rencontre, dans un bal, un neveu qu'il ne connaît pas, qui lui tombe de New-York comme on tomberait de la lune, qu'il envoie d'abord au diable, qu'il adore ensuite, qu'il dote, qu'il marie, qu'il bénit; — mais après combien de tribulations et d'aventures ! C'est un mari furieux, qui veut transpercer ce malheureux Frontignac ; c'est un usurier farouche qui ne veut point déchirer l'acte par lequel le vieux garçon a placé sa fortune en viager. Tout ça marche, va, vient, court, se heurte, se menace, se gifle, s'enlève, s'épouse. C'est leste, précipité et franc comme l'auteur lui-même. Une jolie scène, très-prévue, mais fort

agréablement traitée, c'est la consultation du médecin au moment où l'oncle Frontignac se fait assurer au bénéfice de son neveu. Le docteur ausculte, le patient tousse, et il se trouve que c'est un des spectateurs à qui la Faculté ordonne de se faire soigner. Tout cela faisait rire sans façon, à la bonne franquette, et ce fut un succès mené tambour battant...

M. Jules Verne est d'ailleurs doué du tempérament dramatique. Il apporte au théâtre une curiosité toute personnelle, une observation ingénieuse, des qualités de gaieté naturelle, un style alerte et agréable, et cette invention endiablée qui a assuré sa popularité comme romancier. Cet amusant *Neveu d'Amérique* doit avoir des parents et les aura pour notre plaisir.

Mais chaque moment a sa *comédie*, comme il a son *roman*. Aujourd'hui, ce qui plaît, c'est la comédie de Meilhac et Halévy, c'est la comédie vive, preste et pressée, hâtive, fébrile, nerveuse, lestement troussée et retroussée, qui rend le mieux la tournure, les tics et les élégances, élégances charmantes ou viveuses de ce temps-ci. La comédie, telle que l'avait tentée Jules Verne, était plus *fantaisiste;* celle de Meilhac est plus *réaliste*. Et quand je dis *réaliste*, je force la note. Le réalisme de Meilhac et Halévy est loin de rappeler ce qu'on a longtemps entendu par réalisme en littérature et en art, les romans de Champfleury, par exemple, ou les tableaux de Courbet. C'est un réalisme élégant, à la Musset ou à la Stendhal. Henri Beyle, il est vrai, aimait les vérités les plus *âpres,* et Musset les goûtait plus amères. Malgré tout, on rencontrerait facilement l'influence de ces deux hommes dans les œuvres de Meilhac et Halévy, et, pour les comparer à des

peintres, ils me rappellent, je suppose, Debucourt, beaucoup plus que Chardin ou les petits Flamands.

Les croquis des deux auteurs à la mode resteront, n'en doutons point, pour bien caractériser un certain coin du monde où nous avons vécu. *Les Sonnettes*, le *Roi Candaule*, *Toto chez Tata*, ont une qualité essentielle, primordiale, qui est *la vie*. La jument de Roland a beau avoir toutes les vertus du palefroi superbe, elle n'en a aucune en réalité, puisqu'elle est morte. Les œuvres de Halévy et de Meilhac vivent, et, je le répète, c'est là leur charme et leur force. Elles vivent sans doute de cette vie toute de névrose qui est la vie moderne ; elles ont plus de nerfs que de muscles ; elles gardent toutes, quoi qu'elles en aient, ce maudit petit ver de la corruption parisienne qui se glisse dans les plus beaux fruits ; mais encore un coup, elles ont le mouvement et la vie, et le diable au corps, et la beauté du démon, qui laissent bien loin derrière elles, surtout au théâtre, tous les attraits angéliques.

M. Verne, dans ses romans comme dans son théâtre — si je puis parler de *son* théâtre à propos de ses essais — est, au contraire de Meilhac et Halévy, scrupuleusement moral. Aussi bien ses livres sont-ils dans toutes les mains. Il n'y a pas, à cette heure, dans la littérature romanesque, de popularité plus grande et de meilleur aloi que la sienne.

Les livres sont entraînants et l'homme est charmant. J'aurais pu borner ce portrait à cette seule ligne. On me dit que, pendant tout l'été, Jules Verne navigue autour de la France, allant du Havre à Marseille, faisant quelquefois 150 ou 200 lieues sans toucher terre. Il a sous ses

ordres deux matelots, et ne relâche que lorsque la mer devient trop mauvaise et qu'elle n'est plus tenable pour son petit bateau. Ce bateau, qu'on voit filer souvent entre le Crotoy et Cailleux, dans la baie de la Somme, porte, non pas César et sa fortune, mais l'auteur de l'*Ile mystérieuse* et ses rêves! *Ceci* vaut bien *cela*.

Ainsi, Jules Verne vit et navigue en homme heureux. Il est, à l'heure où nous sommes, quelque chose comme l'Alexandre Dumas de l'improbable, et le Walter Scott attachant des mondes inconnus.

M. LE DUC D'AUMALE

LE DUC D'AUMALE

Le 4 septembre 1870, nous étions à Bruxelles, et nous revenions du champ de bataille de Sedan, lorsqu'à l'*Hôtel de Flandres*, où ils étaient descendus, il nous fut donné de voir le prince de Joinville, le duc d'Aumale et le duc de Chartres. Nous n'avons rien oublié de cette journée pleine d'inquiétude, d'angoisse, de douleur, pendant laquelle nous attendions des nouvelles de Paris, et nous donnions des renseignements sur ce que nous avions vu, à quelques heures de là, sur ce territoire français où les princes, alors exilés, ne pouvaient pénétrer.

Un compagnon aimable et tout à fait remarquable, aujourd'hui rédacteur de *la République française*, et l'un des plus distingués, se trouvait avec nous. Je me rappelle

encore la tristesse et la colère du duc d'Aumale parlant de ces armées françaises vaincues, mal commandées, livrées à la canonnade allemande. Et l'impatience du duc de Chartres répétant : « Je ne suis qu'un soldat, et je « ne demande qu'une chose : à rentrer en France et à me « faire casser la tête pour mon pays ! » Et le regard mélancolique du prince de Joinville, hochant la tête devant tous ces lugubres malheurs !

Le duc d'Aumale s'animait et retrouvait un éclair de joie lorsqu'il racontait l'épisode de Wissembourg, le brave général Pellé, remplaçant le général Douai, faisant mettre les drapeaux au centre de la division décimée, et battant ainsi en retraite, sous les balles.

— On dirait, répétait le duc d'Aumale, un épisode de Valmy !

Il est toujours difficile de parler d'un prince. On court le risque de passer pour un pamphlétaire ou pour un courtisan. Ces deux alternatives nous touchent peu ; notre plume n'a jamais insulté ni flatté personne. Nous sommes habitué à n'écrire que ce que nous pensons ; et ce que nous aimons dans la République, dans cette République aujourd'hui fondée, c'est la liberté. Liberté de tout dire et de le dire à tous.

Le duc d'Aumale, né le 16 janvier 1822, fut, de tous les enfants de Louis-Philippe, le moins mêlé à la politique du règne. On le mit au collége Henri IV, comme ses frères, et il obtint, en rhétorique, au concours général, le prix d'histoire et de discours français. Il fut sous-lieutenant, lieutenant au collége, capitaine au 4e de ligne en en sortant, envoyé au camp de Fontainebleau et détaché à l'école de tir de Vincennes. C'est à un biographe bona-

partiste, M. Hippolyte Castille, que nous empruntons ces détails.

En 1840, le duc d'Orléans, alors en Afrique, s'attacha son jeune frère d'Aumale comme officier d'ordonnance, et lui fit prendre part à l'expédition du col de la Mouzaïa.

« Trop jeune encore pour de telles fatigues, le duc d'Aumale tomba malade, mais il voulut rester à cheval et voir le feu. Son frère ne put le décider à monter dans un chariot d'ambulance. Au combat meurtrier de l'*Affroün*, à la *prise du Col* et au combat des *Oliviers*, le jeune duc montra de l'énergie et de la bravoure. »

« Vous étiez fantassin dans l'âme, lui dira plus tard son ancien précepteur, M. Cuvillier-Fleury, en le recevant à l'Académie. *In pedite robur*. Tacite disait cela des Bretons de son temps. Avant de l'avoir lu, vous aviez le goût de ces fantassins français, si alertes, si patients, si intrépides, qui, appuyés sur nos grandes armes savantes et assistés de nos brillants cavaliers, avaient fait si longtemps la force de nos armées. »

Le principal fait d'armes du duc d'Aumale, en Afrique, fut celui que le pinceau d'Horace Vernet a popularisé, la *prise de la Smala*. La *Smala d'Abd-el-Kader* était réunie, dans une parfaite sécurité, aux environs de Goudjelap. Le prince en fut informé. Il saisit habilement l'occasion qui s'offrait à lui. Dérobant sa marche à l'ennemi, il fit vingt lieues d'une seule traite, et arriva, avec 500 hommes, devant l'émir. Les tribus alliées suppliaient le prince d'attendre son artillerie et ses zouaves. Il y avait, en effet, quelque chose de plus que de la témérité à livrer bataille avec 500 hommes fatigués contre 5,000 combattants, l'élite des troupes d'Abd-el-Kader.

— Personne de ma race n'a jamais reculé ! s'écria le duc d'Aumale.

« Il donne aussitôt le signal du combat, marche à la tête d'un escadron, anime sa petite troupe, tombe sur le camp surpris. L'émir n'a que le temps de s'échapper et de fuir, laissant aux mains de nos soldats les familles les plus considérables de sa troupe, ses meilleurs officiers, ses drapeaux, son trésor. Sa mère et sa femme faillirent être prises.

La part du prince, dans cette affaire, fut réellement considérable et eut d'excellents résultats.

— « Je t'embrasse, mon cher ami, lui écrivit le roi, dans toute l'effusion de mon cœur, et je ne sais comment t'exprimer tout ce que me fait éprouver ta brillante conduite, et le bonheur que le ciel m'ait conservé, à travers tant de dangers, un fils tel que toi[1]. »

Un grand fait encore, fait moral, celui-là, — l'exemple de l'obéissance à la volonté d'une nation donné par un prince, — c'est la conduite du duc d'Aumale, en 1848, lorsqu'il adressait aux habitants de notre colonie d'Algérie cette proclamation demeurée historique :

Habitants de l'Algérie,

Fidèle à mes devoirs de citoyen et de soldat, je suis resté à mon poste tant que j'ai pu croire ma présence utile au service du pays. Cette situation n'existe plus. M. le général Cavaignac est nommé gouverneur général de l'Algérie. Jusqu'à son arrivée à Alger, les fonctions de gouverneur général par intérim seront remplies par M. le général Changarnier. Soumis à la volonté nationale, je m'éloigne ; mais, du fond de l'exil, tous mes vœux seront pour votre

1. Voir encore H. Castille. *Portraits contemporains.*

prospérité et pour la gloire de la France, que j'aurais voulu servir plus longtemps.

Alger, 3 mars 1848. H. D'ORLÉANS.

Au quartier général, à Alger, le 3 mars 1848.

M. le général Changarnier remplira par intérim les fonctions de gouverneur général jusqu'à l'arrivée à Alger de M. le général Cavaignac, nommé gouverneur général de l'Algérie.

En me séparant d'une armée, modèle d'honneur et de courage, dans les rangs de laquelle j'ai passé les plus beaux jours de ma vie, je ne puis que lui souhaiter de nouveaux succès. Une nouvelle carrière va peut-être s'ouvrir à sa valeur, elle la remplira glorieusement, j'en ai la ferme croyance. Officiers, sous-officiers et soldats, j'avais espéré combattre encore avec vous pour la patrie !... Cet honneur m'est refusé, mais, du fond de l'exil, mon cœur vous suivra partout où vous appellera la volonté nationale. Il triomphera de vos succès. Tous ses vœux seront toujours pour la gloire et le bonheur de la France.

H. D'ORLÉANS.

Vingt-deux ans plus tard, le duc réclamait ainsi à l'Empire le droit de défendre la patrie envahie :

« 9 août 1870.

« Monsieur le Ministre,

« Vous venez d'appeler tous les Français à combattre pour la « défense de la patrie.

« Je suis Français, soldat et valide.

« J'ai le grade de général de division.

« Je demande à être employé dans l'armée active.

« Recevez l'assurance de ma haute considération.

« HENRI D'ORLÉANS. »

Le duc d'Aumale avait été un des adversaires acharnés de l'Empire et, la plume à la main, sous son nom

d'Orléans, ou sous le pseudonyme de *Vérax,* il avait combattu contre César et le cousin de César.

L'historien de la Maison de Condé ne se lassait point de réclamer la *liberté* pour la nation :

« Ne sent-on pas, disait-il encore, monter et se presser à leur suite des générations nouvelles, qui demandent qu'on leur fasse place et qui n'ont mis qu'un mot sur leur drapeau : « liberté. » Vous est-il arrivé, à la marée montante, de rester sur des rochers encore à sec sur la plage ? A chaque pulsation des eaux, la longue frange d'écume vient avec un long murmure mourir un peu plus près de la falaise. Le flot, à peine soulevé, s'abaisse ; et cependant la mer monte toujours, et rien ne peut arrêter son irrésistible élan. Ainsi montera la marée de la liberté [1]. »

Chose à noter, le duc d'Aumale constatait déjà, en plein Empire, que la République gagnait du terrain :

« Les idées républicaines ont pénétré silencieusement dans beaucoup d'âmes, et se sont, si je ne me trompe, infiltrées plus profondément dans le pays. C'est là, sans doute, un étrange phénomène : un parti qui prend le pouvoir et reconquiert l'influence [2] ! »

Et n'est-ce point, ajouterons-nous, un *signe des temps* que de rencontrer un tel aveu sous la plume d'un prince ?

Mais l'écrit capital du duc d'Aumale en exil, ce fut sa verte réplique au discours prononcé, en 1861, par le prince Napoléon, et dont nous avons parlé déjà, lorsque nous avons étudié la physionomie d'empereur de la décadence du cousin de Napoléon III. Cette *Lettre sur l'Histoire*

1. *Lettres de Vérax* (III).
2. *Lettres de Vérax* (VI).

de France, qui donna lieu à un procès où les voix de Me Hébert et de Me Dufaure défendirent le droit de parler, se retrouve tout entière dans les *Ecrits politiques* du duc d'Aumale (1861-1868), imprimés à Bruxelles par Bréard, en 1868.

Le prince Napoléon avait menacé tout conspirateur de la *fusillade :*

« Tenez, prince, écrivait le duc d'Aumale, de toutes les promesses que vous et les vôtres avez faites ou pouvez faire, celle-là est la seule sur l'exécution de laquelle je compterais ! »

Et le duc ajoutait :

« Vous rêvez de grands bouleversements en Europe. Moi, je forme un vœu pour la France : c'est que mon pays sorte d'un état où il pourra être lancé dans des entreprises qu'il n'a pas approuvées à l'avance, où il peut s'endormir sous le régime de la protection et se réveiller dans les bras du *libre échange*, passer, sans transition, de la paix à la guerre, de la prospérité à la ruine; c'est, enfin, qu'il soit délivré du « *bon plaisir*, » quelle que soit la forme sous laquelle on en a déguisé le retour[1]. »

Ces extraits, bons à relire, auront fait connaître la pensée intime du duc. Examinons au physique sa physionomie et son caractère.

Alerte, rapide, les mouvements vifs, blond, l'allure militaire, l'œil bleu, clair, profond, le duc d'Aumale ressemble vaguement à un Napoléon III plus jeune, et qui, au lieu d'avoir l'air endormi, aurait eu l'air actif, et, au lieu de paraître timide et plein d'arrière-pensée, aurait eu

1. *Lettre sur l'histoire de France* adressée au prince Napoléon.

l'air franc. Il cause bien et il cause de tout. Il racontera avec la même verve ses souvenirs d'Afrique ou les histoires que lui racontait son père, le roi Louis-Philippe, sur ses entrevues avec Pétion.

Louis-Philippe, le soldat de Jemmapes et de Valmy, était revenu de l'armée pour dire au duc d'Orléans, Philippe-Égalité, son père, de ne pas voter dans l'affaire de Louis XVI. Il alla tout droit consulter Pétion, qu'il honorait. Le beau Pétion était en train de se raser, dans sa mansarde, devant un morceau de miroir cassé. « Je suis d'avis que le duc d'Orléans ne doit pas voter! » dit Pétion. Après avoir fait connaître à son père l'opinion du maire de Paris, Louis-Philippe repartit pour l'armée.

Et, après ces souvenirs que le duc d'Aumale se plaît à évoquer, viennent les propos sur la littérature, sur l'art, sur le théâtre, sur les livres, qu'il aime en bibliophile émérite, en maître d'une des plus belles bibliothèques du monde.

Nous l'avons entendu raconter comment, pendant la retraite d'Orléans, le prince de Joinville porta un blessé sur son dos, et il était fort éloquent en peignant ce «grand vieillard à barbe grise » marchant ainsi dans la neige. Une autre fois, c'est l'aventure du duc de Chartres envoyé pour conclure un armistice, et se trouvant face à face avec le duc de Mecklembourg, son oncle, tout étonné de la ressemblance qu'avait avec son neveu l'officier Robert le Fort.

Toutes ces anecdotes dites d'une façon piquante et pittoresque, d'un ton dégagé, comme lorsque le duc présidait, à Trianon, le conseil de guerre qui jugeait Bazaine. On se souvient de son mot qui résuma tout le procès :

« Le gouvernement n'existait plus, » disait le maréchal. — « La France existait toujours! » répondit le président.

C'est le même mot qu'il disait un jour, en wagon, tout en causant :

— La France est brisée, mais les morceaux en sont bons!

Et voilà la qualité maîtresse du duc d'Aumale; il est bien Français.

Avec cette alacrité qui est la vertu de notre race, on se relève des malheurs les plus immérités ; et Rosbach peut avoir Iéna pour lendemain.

Lorsque le duc d'Aumale se présenta à l'Académie, il alla faire visite à Victor Hugo. Cette visite, le grand poëte la lui rendit lorsque la mort eut enlevé au duc d'Aumale le dernier de ses fils[1].

Victor Hugo, qui venait alors de perdre François-Victor Hugo après Charles Hugo, écrivit sur le registre ouvert à l'hôtel du duc :

Pater dolens, patri doloroso.

Et il signa.

Victor Hugo a le droit d'appeler le duc d'Orléans « Mon confrère. » Cette séance de l'Académie, où l'éloge de Montalembert fut prononcé par l'ancien colonel du 17e léger, a été un grand événement littéraire. Celui qu'on nom-

1. Le duc d'Aumale avait épousé la princesse Marie-Coroline-Augusta de Bourbon, princesse des Deux-Siciles, fille de Léopold, prince de Salerne et oncle du roi. Ce mariage eut lieu le 25 novembre 1845. De cette union sont nés :

1° Louis-Philippe-Marie-Léopold d'Orléans, prince de Condé;

2° François-Louis-Marie-Philippe d'Orléans, duc de Guise.

Les deux jeunes princes ne sont plus.

mait *Monseigneur* s'est entendu louer et appeler *Monsieur*. « Je suis *le citoyen* Joinville, » disait un jour le prince de Joinville à Victor Hugo, justement.

Le successeur de Montalembert, M. le duc d'Aumale a écrit, en entrant à l'Académie, une page très-française, d'un tour net et franc, à la fois chevaleresque et soldatesque. Il ne devrait rien coûter à personnne d'applaudir ce qui émeut et ce qui touche partout où on le rencontre, et l'impression qu'on pourrait emporter d'une séance pareille (écrivions-nous au lendemain même de cet événement littéraire) est toute favorable, ce me semble et quoi qu'on en ait dit, aux sentiments d'égalité qui régissent notre démocratie moderne.

C'est un spectacle, en effet, qui a son enseignement de voir un représentant d'une maison souveraine, un fils de roi, venir s'asseoir entre deux anciens ministres de son père, M. Thiers et M. Guizot, devant un public qui le juge, et remercier solennellement des écrivains, des gens de lettres, de l'avoir choisi pour être des leurs.

Il est bon, dans des temps troublés et souvent malheureux, comme le nôtre, qu'il reste un coin de par le monde où les lettres soient et demeurent toutes-puissantes, et où, prince du sang ou fils d'humble marchand marseillais, gentilhomme ou petit bourgeois, chacun ne soit absolument là qu'un homme de lettres. J'aime et je veux aimer malgré tout, sans craindre de paraître oublier que la politique a des sévérités que n'a point la littérature, je veux aimer toujours ces asiles inviolés de l'art, de la poésie, de la pensée où se réfugie, en temps de despotisme, un peu de la liberté exilée, et où se retrouve, aux heures d'affranchissement, quelque chose du réveil de la patrie.

Chacun surtout éprouva un double plaisir — plaisir de lettré et de patriote — lorsque le successeur de Montalembert parla avec émotion de l'exil, et lorsqu'il jeta, en soldat et non en prétendant, un cri d'espérance à la patrie.

Et, en terminant son discours :

« Messieurs, s'écriait le duc d'Aumale, à une époque de découragement, sous un ciel sombre, au milieu de ce triste xve siècle, âge de fer et de sang qui n'était pas le temps moderne, et qui n'était plus ce poétique moyen âge cher à M. de Montalembert, quand la croix disparaissait des rives du Bosphore, quand le roi de France, fou et détrôné, était remplacé par un prince étranger; quand tous les fléaux, tous les genres de guerre dévastaient notre pays; au temps de l'invasion anglaise, de la peste noire, des Jacques, des Grandes Compagnies, un de mes aïeux, un cadet de race royale, donna pour cri de ralliement à ses compagnons ce seul mot : Espérance ! »

« Montalembert espéra toujours..... Et je crois l'entendre dire :

«Ramasse le tronçon de ton épée brisée, pauvre France ! panse tes blessures, travaille et prends courage ! *Labora et noli contristari.* » Et de sa puissante voix qui, même altérée par la souffrance, aurait un bien autre retentissement que la mienne, il répéterait le cri que Bourbon poussait au lendemain d'Azincourt, le cri chrétien et français : Espérance ! » (1).

(1) Voici la liste des ouvrages du duc d'Aumale :

Dans la *Revue des Deux-Mondes,* sous la signature V. de Mars : *Les Zouaves,* 15 mars 1855. — *Les Chasseurs à pied et les nouvelles armes à feu,* 1er avril 1855. — *Alesia, étude sur la septième campagne de César,*

L'homme qui a écrit cette page était digne du titre nouveau qu'on lui décernait.

Je trouve d'ailleurs l'aïeul du duc d'Aumale directement mêlé à des affaires académiques. Ce n'est pas la première fois qu'un d'Orléans s'occupait des choses de l'esprit (1).

Le duc d'Aumale, bibliophile érudit, en même temps que soldat, n'a jamais cessé de suivre le mouvement de l'esprit public en France. Après la publication des *Misérables,* il adressait, à propos du portrait de Louis-Philippe tracé par Victor Hugo, cette lettre à M. le général Le Flô, le proscrit de Décembre :

« J'allais vous écrire au sujet du portrait du Roi, par « Victor Hugo. Nos esprits se sont rencontrés. Je n'ai

en Gaule, 1er mai 1858. — *Les Institutions militaires de la France ; Louvois, Carnot, Gouvion Saint-Cyr ;* signé Laugel ; 1er mars 1867. (Ces études ont été réimprimées en volumes. Paris, Michel Lévy.) — *Documents sur la captivité du roi Jean*, Twickenham, 1855. — *Lettre sur l'Histoire de France,* adressée au prince Napoléon. Paris, Dumineray, 1861. — *Inventaire des meubles de Mazarin.* Londres, 1861. — *Histoire des Princes de la maison de Condé aux* XVe *et* XVIe *siècles.* 2 vol. Paris, Michel Lévy, 1863. — *Lettre sur l'Algérie*, en réponse à celle de l'empereur, signée Pessard, 186 .

(1) Pendant le siècle dernier, à côté des questions que l'Académie des sciences formulait elle-même, il en était d'autres uniquement dues à l'initiative intelligente d'hommes sachant s'inspirer de la pensée de Bacon qui voulait qu'on rendît la science pure « productrice d'utilité publique ». A la solution de ces questions étaient attachés des prix, quelquefois d'une valeur considérable pour l'époque, et que l'Académie était chargée de décerner. M. Faye a rappelé la lettre écrite, en 1716, par le Régent à M. Bignon. Elle mérite d'être citée :

« Je vous renvoie, monsieur, plusieurs placets et mémoires qui m'ont « été adressés, depuis quelque temps, par des auteurs de divers pays, « persuadés qu'ils sont d'avoir enfin trouvé le secret tant désiré de « connaître exactement la longitude en mer... Vous pouvez leur répon- « dre en mon nom, et sur ma parole, que je ferai payer la somme de « 100,000 livres au premier qui aura été assez heureux pour trouver « cet admirable secret, aussitôt que l'Académie des sciences m'en aura

« encore rien lu d'aussi sympathique. Il y a des erreurs « et des réserves que, certes, je n'accepte pas. Mais « l'*homme* est compris, bien peint, et il y a des traits « sublimes. C'est la plus éclatante justice qui ait été en- « core rendue à ce grand et noble cœur. En parcourant « ces pages qui m'ont pris par surprise, les larmes me « sont venues aux yeux plusieurs fois. »

L'homme tout entier se peint dans le fils. Nous n'avons point parlé du prétendant. M. Auguste Laugel, un esprit élevé et un écrivain remarquable, semble avoir tracé l'idéal du *Stathouder* dans ses *Grandes figures historiques*. Je ne crois pas que le duc d'Aumale rêve le stathoudérat. Mais je suis certain qu'il est prêt à se battre, et à bien combattre, pour l'indépendance de la patrie (1).

Les princes d'Orléans avaient d'ailleurs — et ont encore — leur chemin tout tracé : il leur suffit de demeurer des citoyens français. La République leur a rendu la patrie ; l'Empire la leur reprendrait, sans compter ces biens qu'on leur avait déjà volés mais qu'il a été fort impolitique de réclamer à l'heure où la patrie était si profondément appauvrie.

« rendu témoignage, de quelque nation que puisse être l'inventeur. « Vous ne sauriez même rendre trop publique l'assurance que je vous « donne ici et que vous aurez soin d'insérer dans les registres de « l'Académie.

« Signé : PHILIPPE D'ORLÉANS. »

Le ton de cette lettre est à la fois noble et hautain. Il n'est pas exempt d'une grandeur qui sied au but. Mais, franchement, l'histoire ne nous avait jamais montré le Régent comme l'émule de M. de Monthyon.

(1) Au moment des derniers bruits de guerre, les Prussiens devant entrer par Belfort, c'était le corps d'armée du duc d'Aumale qui était destiné à recevoir leur premier feu.

La République leur a donné des grades ; l'Empire leur garderait encore l'exil.

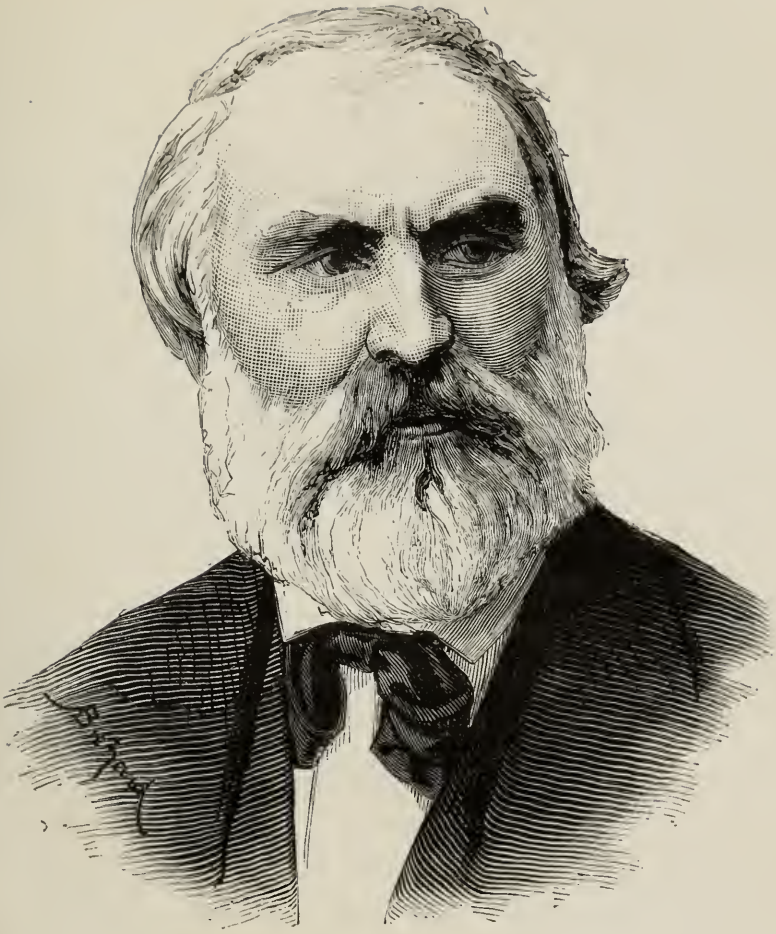
Quant à la royauté, la monarchie constitutionnelle a perdu toute sa raison d'être le jour où elle a mis la cocarde blanche à son bonnet.

Aussi, croyez bien que la République n'a pas aujourd'hui à craindre autre chose que l'Empire. Le parti républicain n'a que le césarisme à redouter. Le dilemne gouvernemental se pose ainsi : *Ou la République, ou l'Empire.* — Le prince de Joinville le savait bien, lorsqu'à la veille de la Constitution Wallon, il disait, — nous l'avons déjà rapporté : — Si ces lois ne sont point votées, nous sommes perdus !

Le duc d'Aumale ne l'ignorait pas non plus, lui qui, commandant la division de Besançon, racontait qu'il n'était même pas sûr de ses propres troupes, dans le cas, fort possible, où les bonapartistes eussent tenté, le 16 mars de cette année, un coup de force ou un coup d'État.

De cette crainte de l'ennemi commun est né le rapprochement entre une partie du centre droit et les gauches. En vérité, l'heure n'est-elle point venue de former, sous le drapeau républicain, un grand parti *libéral national* qui garantisse, à l'intérieur, les droits de chacun et les libertés de tous, et qui, à l'extérieur, travaille à rendre à la patrie le rang qui lui convient et la puissance qu'elle a perdue ? Le jour où la République sera fondée et où cette union sera cimentée entre tous les patriotes libéraux, la France ne sera pas éloignée d'être redevenue la grande France.

Telle est ma façon de penser, et je ne viens d'écrire rien que ne pense tout esprit droit, à la fois républicain et patriote.



M. EUGÈNE PELLETAN

EUGÈNE PELLETAN

Il y a treize ans, l'éditeur Dentu nous proposa d'écrire sous ce titre : *Une Drôlesse,* un roman de mœurs parisiennes. Depuis longtemps, ce livre figurait ainsi sur le catalogue de Dentu : *Une Drôlesse, par Mme la comtesse Dash.* Mais, après l'avoir annoncé, la comtesse hésitait à le publier, et la *Drôlesse* menaçait de demeurer longtemps, comme *le Cancan* de Gustave Planche, la *Quiquengrogne* de Victor Hugo, et *les Saltimbanques* d'Edmond About, parmi les livres qu'on prépare et qu'on ne donne point.

Nous étions jeune ; les audaces ne nous effrayaient pas; et puis, c'était une joie d'avoir un livre imprimé. — Le premier livre ! Je le vois encore, avec sa couverture de couleur saumon, et j'éprouve, à distance, le plaisir que j'avais à le voir figurer aux vitrines des libraires. Le premier rendez-vous n'a pas plus de séductions, le premier duel n'a pas plus d'émotions. Sous ce titre tapageur, nous avions écrit, au surplus, une histoire morale, plus que morale, presque puritaine. — A vingt ans, on est parfois farouche. Nous avions eu l'impertinence de toucher au fer rouge de Juvénal. Sous l'étiquette hardie se cachait

un récit qui voulait être une leçon. Nous en étions convaincu, et nous nous félicitions d'avoir fait — ô le gros mot ! — œuvre de moraliste.

Or, presque en même temps que ce malheureux — premier petit livre — que nous ne rééditerons vraisemblablement jamais et que nous regardons, au point de vue littéraire, sinon au point de vue moral, comme un *péché de jeunesse,* un maître-livre paraissait, signé d'un nom que nous aimions et admirions parmi tous les autres, la *Nouvelle Babylone,* et on jugera de notre stupéfaction et de notre tristesse, lorsqu'en lisant les pages ardentes de ce beau livre, nous trouvâmes le titre de notre pauvre roman accolé à des ouvrages de pornographie parisienne.

M. Eugène Pelletan nous classait — malgré nos velléités de moraliste ! — parmi les romanciers d'alcôve. Maudit titre ! Et pourquoi, nous disions-nous, la comtesse Dash ne l'a-t-elle point gardé ?

La comtesse Dash avait publié sa « drôlesse » sous cette étiquette : *Une femme libre.* Et voici ce que disait de la *Drôlesse* l'auteur de la *Nouvelle Babylone* :

« Le roman d'alcôve ne suffit même plus à notre génération. De débauche en débauche de lecture, la classe désœuvrée en est arrivée à consommer je ne sais quelle petite littérature fermentée, imprimée sur papier vélin, et couverte de papier rose glacé ; l'histoire de l'amour, l'histoire de la Montespan, l'histoire de la Pompadour, l'histoire de la Du Barry, la courtisane sur le trône, la royauté de la courtisane. N'ayez pas peur du titre ; voici *Une Drôlesse,* voilà *les Baisers maudits.* Prenez et lisez ! »

Nous nous sentîmes, je le répète, attristé. Qu'un autre eût dit cela, peu nous eût importé. Les autres, d'ailleurs,

nous souhaitaient avec une rare indulgence la bienvenue la plus cordiale, et la critique était très-favorable à nos premiers efforts. Mais M. Pelletan ! un maître de notre pensée, un écrivain préféré, et préféré justement par son austérité, par sa mâle vigueur, par sa foi solide en la liberté ! Nous ne pûmes vraiment en demeurer là, et, tout aussitôt, nous lui écrivîmes. Nous lui demandions de ne pas juger du sac sur son étiquette, et de vouloir bien goûter à la farine. Nous aussi, même dans ce roman, nous défendions le progrès et la liberté. L'auteur de la *Nouvelle Babylone* nous répondit aussitôt la lettre que voici :

« Je me frappe la poitrine, monsieur ; j'ai tiré, dans les rangs, sur un des nôtres, le prenant pour un ennemi. Le titre m'a trompé ; vous avouerez qu'il y avait de quoi ; pour ma punition, je vais lire votre œuvre, et vous faire réparation.

« Vous êtes la jeunesse : sauvez-nous, sauvez-vous ; passez sur notre corps, nous ne sommes qu'une génération condamnée. A vous l'avenir, vous avez talent, vigueur, etc.

« Je vous demande pardon de mon ingratitude involontaire, et vous prie de croire à toute ma sympathie.

« EUG. PELLETAN.

« A la prochaine édition de la *Nouvelle Babylone*, la *Drôlesse* disparaîtra. »

Je ne sais si, dans les éditions suivantes, la *Drôlesse* a disparu, mais je sais que, depuis lors, M. Eugène Pelletan a pu se convaincre que nous ne prétendions point battre monnaie en tirant des romans d'alcôve de notre encrier.

Et c'est avec une certaine émotion que je me rappelle cette lecture de la *Nouvelle Babylone*, satire violente et généreuse où Pelletan flétrissait l'Empire avec courage, et évoquait pour nous, jeunes gens, avec une mélancolie profonde, les beaux temps évanouis et les grands hommes disparus :

« Chacun, sans doute, disait-il en parlant de ce passé d'hier, chacun ne servait qu'une idée, et, comme le cyclope n'avait qu'un œil pour voir la vérité, mais à son insu, conspirait à l'œuvre commune du progrès.

« On combattait avec talent, ce qui forçait l'adversaire à redoubler de mérite à son tour ; on remontait ainsi de part et d'autre le niveau de la polémique, et, par conséquent, de l'opinion. Le talent élève, la médiocrité abaisse l'esprit d'une nation.

« Chaque année donnait son chef-d'œuvre : Lamartine faisait un magnifique adieu à la poésie dans son poëme de *Jocelyn*, et mettait le pied sur la première marche de la tribune.

« Victor Hugo avait passé de l'époque militante à l'époque triomphante ; il régnait sur la jeunesse ; le front déjà touché d'un rayon prophétique, il regardait à l'horizon. Avait-il pressenti l'exil ?

« Auguste Barbier marquait au fer rouge le culte du sabre et le trafic de la conscience.

« Musset, à son printemps, poursuivait, à travers les lilas en fleurs, sa muse enivrée, la robe au vent, comme une bacchante.

« Béranger fredonnait, d'une voix chevrotante, une

dernière ballade au petit chapeau, et mettait sa popularité à la caisse d'épargne.

« Enfin, en arrière, là-bas, ou bien là-haut, debout sur son rocher, Chateaubriand projetait, au soleil couchant, sa grande ombre sur la plaine, et la regardait tristement fondre dans l'espace ! »

La *Nouvelle Babylone* était, au point de vue du progrès et de la liberté, ce que les *Odeurs de Paris,* de Louis Veuillot, devaient être, quelques années plus tard, au point de vue du catholicisme. Le livre d'Eugène Pelletan nous fit l'effet d'un retentissant coup de clairon. Il poussait vaillamment le *Sursum corda !* C'était, d'ailleurs, le cri qu'Eugène Pelletan avait toujours jeté.

Né le 29 octobre 1813 à Royan (Charente-Inférieure), à Royan, dont il a conté l'histoire dans *la Naissance d'une ville*, Pierre-Clément-Eugène Pelletan est, non pas comme on l'a dit, le fils du célèbre docteur Pelletan qui constata le décès de Louis XVII dans la prison du Temple, mais le fils d'un notaire; il étudia à Poitiers, vint à Paris faire son droit, et *fit,* comme on dit, de la littérature. Il débuta dans *la France littéraire* pour entrer ensuite, en 1839, — il avait vingt-six ans! — à *la Presse,* où sa critique indépendante, vivante et entraînante, lui donna la réputation et l'autorité. Plus d'une fois, le critique devait quitter *la Presse*, aller çà et là, d'un journal à un autre; mais, a-t-il écrit, allant toujours à *la liberté,* « à celui qui en laisse ou en prend la plus grande somme. »

Quelques-uns de ses articles de critique ont été réunis en volume sous ce titre : *Heures de travail*, et Eugène Pelletan a pu dire dans sa préface :

« Pendant plusieurs années, nous avons tenu, d'abord

dans un journal et ensuite dans un autre, l'état civil de la littérature en France et de la philosophie, et, l'oreille inclinée au vent, nous avons soigneusement enregistré, jour par jour, tout ce que Paris, génie vivant de l'Europe, a dit ou pensé. On a reproché souvent à notre critique de n'être pas une critique, c'est-à-dire une analyse plus ou moins exacte d'un ouvrage, et une appréciation plus ou moins raisonnée de son mérite. Nous avouons franchement notre tort à cet égard. Serviteur avant tout de l'idée de démocratie, nous ne voyons dans un livre, quel qu'il soit, qu'une nouvelle occasion de justifier cette idée et de traiter à notre tour, au point de vue de notre croyance, la question que l'auteur avait traitée. Nous avons cru mieux servir par là la cause sacrée du progrès ! »

Le progrès! Voilà son but, son idéal, ce qu'il a cherché, ce qu'il a chanté, si je puis dire, tantôt dans son admirable livre *la Profession de foi du* XIXe SIÈCLE, tantôt dans sa réponse à Lamartine, *le Monde marche*[1], tantôt dans les brochures qu'il publiait sous l'Empire, comme autant de protestations éloquentes, *la Charte du foyer*, *les Fêtes de l'intelligence, le Termite*. Un peu mystique, M. Eugène Pelletan avait débuté par un roman philosophique où semble avoir passé l'inspiration de Lamartine, et qui s'appelle *la Lampe éteinte*. Les bibliographes le classent aujourd'hui parmi les *romantiques* les plus recherchés. Eugène Pelletan a, d'ailleurs, beaucoup écrit, et sur toutes choses, avec une égale puissance; il a combattu, la plume

1. Eugène Pelletan avait été secrétaire de Lamartine, comme M. Arthur de la Guéronnière, comme M. Paul de Saint-Victor. J'ai entendu, lors des élections de 1869, M. de la Guéronnière s'écrier avec joie à la nouvelle de la défaite de M. Bouley, sénateur de l'Empire, candidat bonapartiste, par Pelletan : « Quelle chance! Pelletan est nommé! »

à la main, au *Bien public*, au *Siècle*, à *l'Avenir*, au *Courrier de Paris*. Il a tenu la plume du polémiste politique et religieux, et la férule ou, mieux encore, le pinceau du critique d'art. Après avoir fait de la philosophie comme Diderot, il a écrit des *salons* comme lui.

L'année 1863 marque, pour M. Pelletan, l'année où le polygraphe devint un homme politique militant. Le 31 mai, il fut élu député au Corps législatif par la 9e circonscription de la Seine. O souvenir du grand réveil de Paris! M. Pelletan lui-même a tracé le tableau de cette solennelle journée : « Le 31 mai, la France votait! »

Voici cette page, qui est maintenant une page d'histoire :

« Le 31 mai, la France votait... Le ciel avait, ce jour-là, un air de fête; le soleil avait voulu être de la partie; le printemps semblait revenir de l'exil.

« Le peuple de Paris rayonnait comme le soleil; il avait mis la main là..., l'artère battait toujours. Il y avait je ne sais quel instinct secret, que de ce 31 mai obstinément historique, il allait faire encore une date de l'histoire.

« Le scrutin était ouvert, l'urne était béante sur le bureau, j'allais dire l'autel. La foule approchait de la Pâque civique avec une sorte d'émotion. L'ombre de 89 la regardait voter. On voyait à la physionomie de chacun qu'il avait quelque chose sur la conscience.

« Six années avaient passé sur la dernière élection. Que de faits dans ces six années! que de drames! que d'événements!... C'est comme un tourbillon : la paix, la guerre, Orsini, Espinasse, la transportation, Solferino, Villafranca, l'amnistie, Garibaldi, la Savoie, la Syrie, la Chine, la Cochinchine, le Mexique, la Pologne, le 24 novembre, le

libre échange, la discussion de l'adresse, la reconstruction de Paris, et, de temps à autre, la suppression d'un journal! »

Et, à la fin de cette brochure sur *le* 31 *mai*, M. Pelletan ajoutait :

« La foule resta en permanence jusqu'à l'heure où elle connut le dépouillement de la dernière commune; sitôt qu'elle eut appris que la campagne avait voté de la même main que Paris, il y eut comme une explosion : « Toute « la liste a passé! »

« Toute la liste avait passé, en effet, à l'exception de la sixième circonscription. Mais là aussi, cependant, l'opposition avait eu la majorité.

« Le peuple s'écoula ensuite en silence, et chacun se retira dans son quartier.

« Ce soir-là, plus d'un électeur put dire, en embrassant sa femme et en regardant le berceau de son enfant : « J'ai fait mon devoir ! »

« Une heure après, une lune à moitié évanouie versait une lueur blafarde sur le pavé, et on n'entendait plus, au coin, que le pas monotone d'une patrouille. »

Cette citation marque à la fois une date dans la vie d'Eugène Pelletan et donne un exemple de sa *manière* de publiciste, pittoresque et mâle.

M. Pelletan, à la tribune, devait retrouver ses succès d'écrivain. Véritable orateur d'opposition, il a la voix tonnante, le geste menaçant, le trait acéré, la conviction, la chaleur. Sa haute taille, sa barbe longue, ses yeux étincelants, enfoncés, sous d'épais sourcils, dans leurs orbites, tout est, chez lui, d'un tribun. Il a la flamme qui

réchauffe et, avec une certaine exubérance poétique, le coup de tonnerre qui frappe l'ennemi. Jamais le 2 Décembre ne fut aussi souvent et aussi virilement flétri que par Eugène Pelletan. Le moraliste se retrouvait aussi, en plein empire, sous l'homme politique. C'était bien l'homme qui avait écrit dans sa brochure, à propos du *Procès des Treize :*

« Le temps présent aime à jouir. Je ne crois pas le calomnier en le disant. Autrefois la France s'ennuyait, aujourd'hui elle s'amuse, peut-être même un peu trop, à en croire du moins la statistique judiciaire, qui pousse régulièrement chaque année un gémissement de douleur sur le progrès au galop de la débauche.

« On gagne de l'argent, on le dépense à mesure. Le caboulot prospère, la vitrine flamboie, l'absinthe ruisselle, le café chantant regorge, le bal masqué ne masque plus que la figure, et si je voulais prêter l'oreille au vent, je pourrais vous redire, monsieur le substitut, certaine aventure qui fait un saut en arrière de dix-huit siècles et nous replonge en pleine nuit de Pétrone.

« La dame aux camélias liquide avec avantage et tire du matériel de la maison une somme de quatre cent mille francs, les lavabos compris, sans compter les tapis de pied retirés de l'enchère par respect pour les armoiries.

« Enfin, on a trouvé un nouveau plat à la *Maison Dorée,* et Lucullus, au sortir de la Bourse, nous proclame le peuple le plus heureux de la terre après le peuple chinois ! »

Toute la vie de M. Eugène Pelletan, sous l'empire, fut une vie de lutte. César le força, un jour, à vendre sa

bibliothèque pour payer ses amendes. Homme de parole et homme de plume, Eugène Pelletan avait fondé, avec MM. Glais-Bizoin, Lavertujon, Hérold, un journal, *la Tribune*. *La Tribune* bataillait. L'écrivain préparait, comme l'orateur, l'avénement de la liberté et la fin du despotisme.

Au 4 Septembre, Eugène Pelletan devint un des membres du gouvernement de la défense nationale. Le peuple de Paris l'aimait et lui a toujours gardé son affection. Il a pu traverser plutôt qu'occuper le pouvoir sans rien perdre de sa popularité. Le phénomène est assez singulier pour qu'on le note en passant. Le nom honnête de Pelletan est même un de ceux que la réaction a épargnés ou respectés, ce qui n'a pas empêché le polémiste magistral de répondre à l'enquête Daru par un livre irrité et concluant, le *Quatre Septembre*.

Il faut le lire, ce livre où M. Pelletan s'attaque à ceux qui calomnient :

« Ils étaient à terre, dit-il, en rappelant le 4 Septembre, ces fats de la force, qui croyaient que la force est tout dans le monde et qui n'avaient que ce mot à la bouche pour toute réponse ; ils avaient pris la démocratie à la gorge, ils l'avaient saignée, ils l'avaient traînée par les pieds et par les cheveux, et quand on invoquait contre eux le droit éternel, ils levaient les épaules. Ils répondaient dans toute la morgue d'un nègre orné d'un sabre : De quoi vous plaignez-vous ? n'êtes-vous pas les plus faibles. Les voilà les plus faibles à leur tour ; nous pouvions leur infliger la loi du talion et proscrire à notre aise nos proscripteurs.

« L'avons-nous fait ? Voyons, messieurs les juges enquêteurs, qui enquêtez si bien, que vous verriez le soleil à minuit et le cacheriez à midi ; parlez, dites-nous de grâce si, dans la nuit du 4 Septembre, ou dans toute autre nuit, nous avons mis la main sur quelqu'un de ces malfaiteurs qui avaient fusillé ou emprisonné les nôtres au 2 décembre ? Le passant attardé a-t-il vu, nulle part, à la lueur des becs de gaz, escorter, au grand trot, une gloire de la France, verrouillée dans une voiture cellulaire ?

« Une gloire de la France ? non, nous ne le pouvions pas plus que nous ne l'aurions voulu, car l'Empire n'avait mis de gloire sur aucun front, il n'y avait jeté que la honte, et cette honte vivante a pu circuler librement dans Paris, sans que nul, parmi les vainqueurs, ait songé à lui demander compte de ce qu'elle avait fait au temps de sa puissance, alors qu'un Tibère sinistre, sorti des flancs d'une créole, avait couvert la France de telles atrocités, en plein dix-neuvième siècle, que les pierres elles-mêmes des prisons ont dû en pleurer.

« Le 4 Septembre ne fut, à vrai dire, qu'une sorte de pardon, comme au moyen âge, où, si vous aimez mieux, le jubilé de la Judée, un coup d'éponge sur le passé. On ne songeait plus qu'au lendemain. Les impérialistes les plus notés venaient courtoisement nous saluer à l'Hôtel de Ville, et hâtons-nous d'ajouter, en tout bien tout honneur ; que pouvait, en effet, leur offrir le Gouvernement de la Défense? rien que son propre avenir, un quart d'heure terrible, et pour salaire, le rapport de M. Napoléon Daru.

« Le soir même de la révolution, le télégraphe annonçait la République à la France, moins comme une nouvelle que comme une confirmation, car là même où la

République n'existait pas déjà en fait, elle existait à l'état d'attente; à l'adhésion spontanée qu'elle trouva partout, il semblait qu'elle continuait plutôt qu'elle ne commençait de régner. »

Depuis la République de 1870, Eugène Pelletan continue son œuvre de propagande pour le progrès et la vérité ! Il est de ceux qui aiment la patrie, la famille, qui veulent que la femme vive d'une vie intellectuelle et morale, qui rêvent le bonheur pour le pauvre et demandent la paix pour tous les hommes de bonne volonté.

« A quoi bon la guerre au XIXe siècle, et, par conséquent, à quoi bon une armée, s'écriait-il, il y a quelques années?

« Je conçois la guerre au *temps de l'Iliade*. On la faisait alors pour piller le territoire du voisin, et pour réduire la population en esclavage. C'était le vol à main armée, un moyen de vivre sans travail. On appelait ce métier-là de l'héroïsme. Alors, on détestait et on égorgeait cordialement son ennemi.

« Mais où est le peuple, aujourd'hui, qui ferait la guerre à un autre pour le dévaliser de sa richesse et pour changer son territoire en désert. Si la France ruinait l'Angleterre, elle se ruinerait du même coup, car l'Europe ne forme aujourd'hui qu'une seule et même maison de commerce ? »

Hélas ! le peuple qui *dévalise* et qui oblige les autres à augmenter l'armée, afin de ne point lui servir de proie, c'est l'Allemagne ; et, après avoir rêvé l'humaine paix, M. Pelletan pousse aujourd'hui, dans la préface d'un de ses derniers livres de mélanges : *Les uns et les autres*, le cri de la justice à venir :

« Que l'Allemagne cuve sa victoire, elle en a le droit, mais elle a rompu l'équilibre de l'Europe : on la craint partout, donc on la hait ; qu'elle n'ait aucune difficulté ni avec elle-même ni avec aucune puissance étrangère ; la France a l'œil sur elle désormais. Le comte de Bismarck a cru trouver une force dans l'Alsace ; il y a puisé une faiblesse, et le soleil de ce siècle ne sera pas couché sans que le peuple Allemand n'ait eu l'occasion de maudire la politique de son diplomate.

« Ce n'est pas une signature qui fait la paix, c'est la justice. Il ne suffira pas d'un paraphe sur un morceau de papier pour effacer les souvenirs sanglants de cette guerre implacable, couronnée par une paix non moins féroce ; ces souvenirs resteront à jamais sur nos cœurs en traits de feu, et les veuves de nos villages incendiés les arroseront longtemps de leurs larmes, en filant leur quenouille.

« Plantez maintenant des poteaux aux armes de la Prusse, pour marquer votre nouvelle frontière à la lisière des derniers champs de bataille de la Lorraine ; avant que vous les plantiez, cette terre convulsive, gonflée de nos morts, tressaillera d'elle-même, jusqu'à ce qu'elle les ait renversés ! »

J'ai voulu peindre M. Pelletan plutôt par les citations : la meilleure façon de connaître un homme est de l'écouter. On voit que l'auteur de la *Nouvelle Babylone* est, avant tout, un homme de sentiment, d'élan, de générosité. La haine de l'injustice, l'amour de la patrie et de la République, telles sont ses vertus politiques. Le travail, la bonté, le dévouement aux siens, telles sont ses vertus privées. M. Pelletan a un fils, Camille Pelletan, esprit

aiguisé, rapide, écrivain lettré et pittoresque, qui vient de publier un livre durable : Le *Théâtre de Versailles. L'Assemblée au jour le jour* (*du 24 mai au 25 février*).

Je n'ai rien dit d'une page célèbre d'Eugène Pelletan : son attaque contre Béranger « l'Étoile filante. » J'ai peur que la juste sévérité que le tribun garde à Napoléon Ier, ne lui ait fait méjuger le chansonnier (1).

M. Eugène Pelletan a pris pour devise ces quatre mots latins qu'il met en épigraphe sur la couverture de ses *Heures de travail :*

« *Nulla dies sine linea.* »

« Aucune journée sans une ligne ! »

C'était aussi la devise du conventionnel Mercier, l'auteur du *Tableau de Paris.*

Mais M. Pelletan pourrait ajouter :

« Aucune ligne, aucune parole, aucune heure sans une lutte pour la vérité, le progrès, la République, la justice, c'est-à-dire sans une bonne action ! »

M. Eugène Pelletan est une des consciences et des probités de la démocratie.

(1) « Alexandre demandait un Homère, dit M. Pelletan. Il l'attend encore. L'histoire raconte, la poésie imagine. Or pour un conquérant ivrogne, la fiction vaut mieux que la réalité.

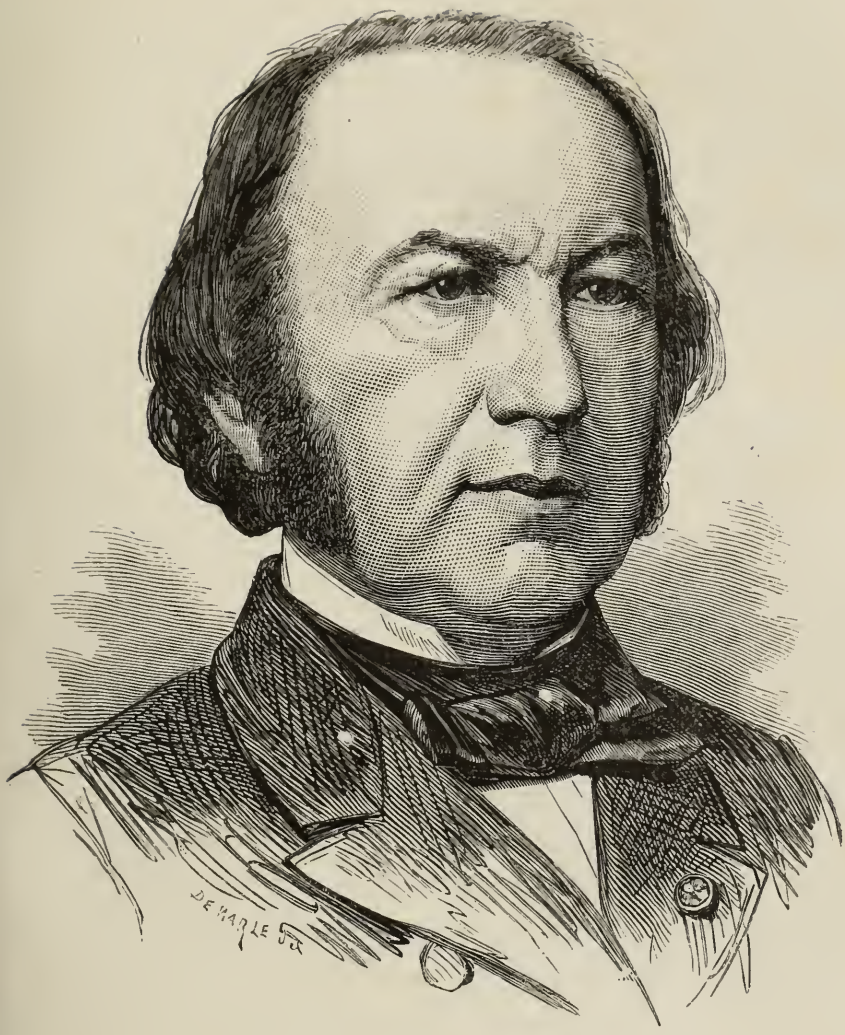
« Napoléon a été plus heureux qu'Alexandre : il a eu son Homère. Ce n'était, il est vrai, qu'un chansonnier, mais la chanson a fait sa légende, et son nom a volé de chaume en chaume sur l'aile du couplet.

« Il y avait, au temps de la Terreur, un petit capitaine à l'œil creux, à la face de bronze, encadrée de cheveux plats tombant en longues mèches sur son collet d'habit. Une main invisible semblait avoir écrit un destin sur cette longue mine florentine ; il en avait lui-même comme une vague intuition ; car il disait alors en frappant sur le pommeau de son épée :

— « Avec cela au côté, on arrive à tout au temps de révolution. »

« Il avait attrapé la gale au siége de Toulon ; il la négligea d'abord, elle l'envahit tout entier, elle passa de la peau à l'âme, et le rongea, toute sa vie, d'une effroyable démangeaison. »

(*Les Uns et les autres*, 3e partie : L'Empereur).



M. CLAUDE BERNARD

M. CLAUDE BERNARD

M. Claude Bernard est peut-être, — avec M. Ch. Robin, le maître de l'histologie, — la plus haute figure scientifique d'un temps où la science est souveraine. Ils sont rares les hommes dont on peut dire qu'ils ont reçu, en naissant, non-seulement le talent, mais le génie. M. Claude Bernard est de ces élus.

Figure austère, d'une gravité tempérée par une certaine douceur, œil profond, le visage songeur, avec un de ces vastes fronts pleins de pensées qu'on peut comparer à celui de Victor Hugo, on devine, en l'apercevant pour la première fois, un homme éminent, un savant illustre, un de ceux qui dominent de plusieurs coudées la foule de leurs contemporains,

M. Claude Bernard a soixante-deux ans aujourd'hui. Né à Saint-Julien, près de Villefranche, dans le Rhône, le 12 juillet 1813, après avoir achevé ses études, il vint à Paris, la tête toute pleine d'espoirs littéraires et avec une tragédie en poche. C'était en 1834. Claude Bernard avait vingt et un ans. L'auteur du *Parnasse médical français,* le docteur Achille Chéreau, a raconté l'entrevue du jeune auteur tragique, encore — et toujours — inédit, avec une des célébrités dramatiques de l'époque :

— Je viens, balbutia le jeune homme, vous prier, monsieur, de lire une tragédie dont je suis l'auteur et de vouloir bien me donner votre avis sur cette œuvre.

L'auteur célèbre, que M. Chéreau ne nomme pas, regarda le rouleau de papier attaché par une faveur rose que Claude Bernard tirait de sa poche et lui dit tout net, avant même d'avoir pris le manuscrit :

— Monsieur, vous me paraissez honnête et intelligent. Vous m'intéressez beaucoup. Eh ! bien, croyez-moi, soyez avocat sans cause, médecin sans malades, mais ne soyez pas littérateur. La littérature est une mer houleuse, et les naufrages y sont fréquents. La science est la terre ferme, on y marche d'un pied assuré. Faites de la science pure !

Et le conseil fut suivi.

« La tragédie si bien enrubannée et qui ne quittait jamais « la poche de son auteur, ajoute le *Parnasse médical,* avait « pour titre *Louis VI.* Elle est morte pour jamais, Claude « Bernard l'ayant depuis longtemps vouée aux flammes ; « et, pour comble de malheur, Morel de Saint-Yon, l'ha- « bile aliéniste, est mort, lui aussi, emportant dans sa tombe « le secret de ce drame qu'il savait par cœur et qu'il réci- « tait à qui voulait l'entendre. »

Peu s'en fallut donc que M. Claude Bernard ne devînt un auteur dramatique. Me Nogent-Saint-Laurens a bien débuté de même, par une tragédie faite avec un jeune homme de ses amis qui, lui, a persisté dans la voie du théâtre, et qui s'appelle Emile Augier.

Louis VI fut bien vite oublié. Claude Bernard faisait ses études médicales, et reçu, en 1839, interne des hôpitaux, il devint, deux ans plus tard, préparateur de l'illustre Magendie au Collége de France. Il soutenait, en 1843, ses thèses pour le doctorat en médecine, et, en 1853, il se faisait recevoir docteur ès-sciences. Nous n'avons à écrire la biographie de cet homme éminent que par des dates. En février 1854, il prenait place à la chaire de physiologie générale qu'on venait de créer à la Faculté des sciences de Paris. Cette même année, élu membre de l'Académe des sciences en remplacement de Roux, il était, en 1855, nommé professeur de physiologie expérimentale au Collége de France en remplacement de Magendie, son maître, qu'il suppléait depuis huit ans déjà. Enfin, M. Claude Bernard devenait, en 1868, professeur de physiologie générale au Muséum d'histoire naturelle et faisait là ces magnifiques leçons qui sont la gloire de l'enseignement français.

Je ne saurais rappeler ici tous les travaux de l'illustre savant. Il me faudrait entrer dans des détails techniques peu en harmonie peut-être avec le reste de ces *Portraits*. Il faut pourtant bien citer les premières recherches de M. Claude Bernard sur le mécanisme de la sécrétion du suc gastrique, sur la salive, sur l'influence qu'exercent les différentes paires de nerfs sur les organes de la digestion, de la respiration et de la circulation. Les *Comptes*

rendus de la Société de biologie contiennent ces intéressants travaux.

Mais Claude Bernard prit place au premier rang des physiologistes lorsqu'il démontra que le pancréas est le véritable agent de la digestion des corps gras, et lorsque cette démonstration, ou plutôt cette découverte, lui valut le grand prix de physiologie expérimentale, décerné en 1849. Trois fois, d'ailleurs, Claude Bernard obtint ce prix, de deux ans en deux ans, en 1851 et en 1853.

Par quelles admirables expériences M. Claude Bernard établit-il, il y a vingt-six ans, que « le sang qui pénètre dans le foie ne renferme point de sucre, tandis que celui qui sort de cet organe et se rend dans le cœur par les veines hépathiques en est abondammant chargé? » Cette découverte est de celles qui marquent dans l'histoire de la science et, je dirai, dans la marche de l'humanité. En produisant des cas de *diabète*, Claude Bernard montrait comment on peut guérir une telle maladie. Qui sait combien de millions d'êtres humains devront, dans l'avenir, la vie à un tel homme.

Le médecin est un soldat qui combat pour rendre la vie, au lieu de vivre pour donner la mort.

M. Claude Bernard, de son style noble et viril, a lui-même décrit par quelles suites de *cogitations* il se guide en ses admirables expériences :

« ... Comme expérimentateur, dit-il, j'évite les systèmes philosophiques, mais je ne saurais pour cela repousser cet esprit philosophique qui, sans appartenir à aucun système, doit régner non-seulement sur toutes les sciences, mais sur toutes les connaissances humaines... Au point de vue scientifique, la philosophie représente l'aspiration éternelle de la

raison humaine vers la connaissance de l'inconnu. Dès lors, les philosophes se tiennent toujours dans les questions en controverse et dans les régions élevées, limites supérieures des sciences. Par là, ils communiquent à la pensée scientifique un mouvement qui la vivifie et l'ennoblit ; ils fortifient l'esprit en le développant par une gymnastique intellectuelle générale, en même temps qu'ils le reportent sans cesse vers la solution inépuisable des grands problèmes ; ils entretiennent ainsi une sorte de soif de l'inconnu et le feu sacré de la recherche qui ne doivent jamais s'éteindre chez un savant.

« En effet, le désir ardent de la connaissance est l'unique mobile qui attire et soutient l'investigateur dans ses efforts ; et c'est précisément cette connaissance qu'il saisit réellement, et qui fuit cependant toujours devant lui, qui devient à la fois son seul tourment et son seul bonheur. Celui qui ne connaît pas les tourments de l'inconnu doit ignorer les joies de la découverte qui sont certainement les plus vives que l'esprit de l'homme puisse jamais ressentir. Mais, par un caprice de notre nature, cette joie de la découverte tant cherchée et tant espérée s'évanouit dès qu'elle est trouvée. Ce n'est qu'un éclair dont la lueur nous a découvert d'autres horizons vers lesquels notre curiosité inassouvie se porte encore avec plus d'ardeur... [1] »

« Dans ces belles paroles, disait M. Patin, en recevant M. Claude Bernard à l'Académie Française, vous vous êtes involontairement peint vous-même ! »

M. Claude Bernard est, en effet, membre de l'Académie Française depuis 1868, comme il est membre de l'Académie des Sciences depuis 1854, et membre de l'Académie de Médecine (section d'anatomie et de physique) depuis 1861. A la mort de Roger (1867), il devint président de la Société de Biologie.

A l'Académie Française, M. Claude Bernard succédait à P. Flourens, et il venait d'être nommé sénateur depuis quelques jours, lorsque, le 27 mai 1869, il fut reçu par

1. *Introduction à l'Étude de la médecine expérimentale.*

M. Patin. Son discours, si remarquable et si remarqué, exposait, dans une forme austère et frappante, les rapports de subordination entre les doctrines philosophiques et la science expérimentale. Vrai discours de savant, mais de grand savant et de grand écrivain. Il y avait loin de là à la tragédie de *Louis XI*. Mais le théâtre eût-il conduit M. Claude Bernard à l'Académie ?

C'est en relisant ce discours qu'on peut se faire une idée du talent de style de ce manieur de scalpel :

Avec qu'elle précision entraînante il parle de la science qu'il professe !

« La physiologie, qui explique les phénomènes de la vie, dit-il, constitue une science en quelque sorte intermédiaire qui prend ses racines dans les sciences physiques de la nature, et élève ses rameaux jusque dans les sciences philosophiques de l'esprit. Elle paraît donc naturellement destinée à former le trait d'union entre les deux ordres de sciences, ayant son point d'appui solide dans les premières, et donnant aux dernières le support qui leur est indispensable. Voilà pourquoi les progrès rapides et brillants de la physiologie contemporaine excitent un intérêt général, et appellent de plus en plus l'attention sérieuse des philosophes et de tous ceux qui se tiennent dans les hautes régions de la pensée, et de l'esprit ! »

Certes, en étudiant de telles pages on se prend bien vite à penser que la science a sa poésie. *Ut poesis scientia.*

« Quel admirable spectacle, dit encore M. Claude Bernard, que cette manifestation de l'intelligence depuis l'apparition de ses premiers vestiges jusqu'à son complet épanouissement, manifestation graduée dans laquelle le

physiologiste voit les diverses formes des fonctions nerveuses et cérébrales s'analyser en quelque sorte d'elles-mêmes et se répartir chez les différents animaux, suivant le degré de leur organisation ! D'abord, au plus bas degré, les manifestations instinctives, obscures et inconscientes; bientôt l'intelligence consciente apparaissant chez les animaux d'un ordre plus élevé; et enfin, chez l'homme, l'intelligence, éclairée par la raison, donnant naissance à l'acte rationnellement libre, acte le plus mystérieux de l'économie animale et peut-être de la nature entière ! »

Et plus loin :

« La physiologie établit d'abord clairement que la conscience a son siége exclusivement dans les lobes cérébraux; mais, quant à l'intelligence elle-même, si on la considère d'une manière générale, et comme une force qui harmonise les différents actes de la vie, les règle et les approprie à leur but, les expériences physiologiques nous démontrent que cette force n'est point concentrée dans le seul organe cérébral supérieur, et qu'elle réside, au contraire, à des degrés divers, dans une foule de centres nerveux inconscients, échelonnés dans tout l'axe cérébro-spinal, et pouvant agir d'une façon indépendante, quoique coordonnées et subordonnées hiérarchiquement les uns aux autres. »

« La tendance de la physiologie moderne, ajoute-t-il, est bien caractérisée; elle veut expliquer les phénomènes intellectuels au même titre que tous les autres phénomènes de la vie, et, si elle reconnaît, avec raison, qu'il y a des lacunes plus considérables dans nos connaissances, relativement aux mécanismes fonctionnels de l'intelligence, elle n'admet pas pour cela que ces mécanismes

soient, par leur nature, ni plus ni moins inaccessibles à notre investigation que ceux de tous les autres actes vitaux. »

Enfin, il arrive à cette sorte d'axiome :

« Nous croyons donc pouvoir conclure qu'il n'y a réellement pas de ligne de séparation à établir entre la physiologie et la psychologie. »

Le spirituel et savant M. Patin, plus habitué à étudier les tragiques grecs ou les poëtes latins que les œuvres du disciple de Magendie, se tirait pourtant de ce pas difficile, et son discours était un modèle de clarté et de science.

« ...Ce qui parle plus haut que toutes les louanges, disait-il à ce nouveau collègue, c'est la haute et générale estime que vous a méritée votre dévouement entier, constant, infatigable, à l'avancement de la science physiologique et aux progrès correspondants de la science médicale ; votre singulière habileté à interroger la nature et à surprendre ses secrets ; la lumière nouvelle dont vous avez éclairé les plus obscurs peut-être des phénomènes naturels, ceux qui, pourtant, semblent si fort à notre portée, car ils se reproduisent en nous : les phénomènes de la vie. »

Mieux que nous, M. Patin a peint le portrait littéraire, et en quelque sorte moral, du savant dont le nom est écrit en tête de ces pages, et qu'il a pu appeler, à son tour, le contre-maître de la création. « L'homme se soumet, s'asservit la nature, dispose en maître de ses forces, les accommode à son usage et devient, — je répète une expression spirituelle que Fontenelle se fût applaudi de rencontrer, — et devient comme le *contre-maître de la création.* »

« *Au mécanisme de la mort,* lui disait-il encore, vous opposiez en finissant, concluant votre drame physiologique par un dénouement heureux, *le mécanisme du retour à la vie.* »

Et, rappelant un des grands succès de Claude Bernard :

« Une autre fois, ajoutait M. Patin, en 1865, devant l'auditoire mondain que reçoivent, le soir, les murs de la grave Sorbonne, traitant *de la physiologie du cœur et de ses rapports avec le cerveau*, vous avez ajouté à l'attrait d'un tel sujet traité par vous, celui d'une piquante application de la physiologie à la littérature. Comment le cœur, qui n'est pour l'anatomiste et le physiologiste que l'organe central de la circulation du sang, a-t-il pu devenir légitimement, dans le langage même le plus usuel, et cela en tous temps, en tous lieux, ce qu'il n'appartient d'être qu'au cerveau, c'est-à-dire le siége de nos affections morales? Vous l'avez fait comprendre par une attachante exposition des relations mutuelles, de l'action réciproque, qui font concourir les deux organes à l'expression du sentiment. Le sentiment, vous l'avez montré, a son retentissement sanitaire, d'abord dans le cœur, au moyen des nerfs moteurs qui, du cerveau, s'y rendent, et puis dans le cerveau lui-même, sous l'influence du sang que le cœur, dont le rhythme régulier a été troublé, lui envoie avec des alternatives de ralentissement et d'accélération, de rareté et d'abondance, aussitôt accusées au dehors par la pâleur et la coloration du visage. »

Il faut lire, pour bien connaître M. Claude Bernard, non-seulement ses *Leçons de physiologie expérimentale* sur les effets des substances toxiques et médicamenteuses, sur le système nerveux, sur la nutrition et le développe-

ment, sur les propriétés des tissus vivants, etc., mais encore ses leçons recueillies dans la *Revue scientifique* ou ses articles de la *Revue des Deux-Mondes,* où l'on sent vraiment la main d'un maître.

Dans le numéro du 15 mai dernier, M. Claude Bernard donnait, par exemple, une *définition de la vie :*

« Nous avons poursuivi le phénomène caractéristique de la vie, la nutrition jusque dans ses manifestations intimes ; voyons quelle conclusion cette étude peut nous fournir relativement à la solution du problème tant de fois essayé de la *définition de la vie.* Si nous voulions exprimer que toutes les fonctions vitales sont la conséquence nécessaire d'une combustion organique, nous répéterions ce que nous avons déjà énoncé : *la vie c'est la mort*, la destruction des tissus, ou bien nous dirions avec Buffon : la vie est un minotaure ; elle dévore l'organisme. Si au contraire nous voulions insister sur cette seconde face des phénomènes de la nutrition, que la vie ne se maintient qu'à la condition d'une constante régénération des tissus, nous regarderions la vie comme une *création* exécutée au moyen d'un acte plastique et régénérateur apposé aux manifestations vitales. Enfin, si nous voulions comprendre les deux faces du phénomène, l'organisation et la désorganisation, nous nous rapprocherions de la définition de la vie, donnée par Blainville : « La vie est un double mouvement interne de décomposition à « la fois général et continu. » Plus récemment, Herbert-Spencer a proposé la définition suivante : « La vie est la combinaison « définie de changements hétérogènes à la fois simultanés et « successifs. » Sous cette définition abstraite, le philosophe anglais veut surtout indiquer l'idée d'évolution et de succession qu'on observe dans les phénomènes vitaux. De telles définitions, tout incomplètes qu'elles soient, auraient au moins le mérite d'exprimer un aspect de la vie : elles ne seraient point purement verbales, comme celle de l'*Encyclopédie* : « La « vie est le contraire de la mort, » ou bien encore celle de Béclard : « *La vie est l'organisation en action ;* » celle de Dugès : « *La vie est l'activité spéciale des êtres organiques,* » ce qui revient à dire : *la vie, c'est la vie.* Kant a défini la vie : « Un principe « intérieur d'action. — Cette définition, qui rappelle l'idée

d'Hippocrate, a été adoptée par Tiedemann et par d'autres physiologistes. Il n'y a, en réalité, pas plus de principe intérieur d'activité dans la matière vivante que dans la matière brute. Les phénomènes qui se passent dans les minéraux sont certainement dans la dépendance des conditions atmosphériques extérieures; mais il en est de même de l'activité des plantes et des animaux à sang froid. Si l'homme et les animaux à sang chaud paraissent libres et indépendants dans leurs manifestations vitales, cela tient à ce que leur corps présente un mécanisme plus parfait qui lui permet de produire de la chaleur en quantité telle qu'il n'a pas besoin de l'emprunter nécessairement au milieu ambiant. En un mot la spontanéité de la matière vivante n'est qu'une fausse apparence. Il y a constamment des principes extérieurs, des stimulants étrangers qui viennent provoquer la manifestation des propriétés d'une matière toujours également inerte par elle-même. Nous n'assistons pas à la création de l'œuf *ex nihilo*, il vient des parents, et l'origine de sa virtualité évolutive nous est cachée; mais chaque jour la science remonte plus haut vers ce mystère. C'est par le germe et en vertu de cette sorte de puissance évolutive qu'il possède, que s'établissent la perpétuité des espèces et la descendance des êtres ; c'est par lui que nous comprenons les rapports nécessaires qui existent entre les phénomènes de la nutrition et ceux du développement. Il nous explique la durée de l'être vivant, car la mort doit arriver quand la nutrition s'arrête, non parce que les aliments font défaut, mais parce que l'enchaînement évolutif de l'être est parvenu à son terme, et que l'impulsion cellulaire organatrice a épuisé sa vertu.

« Le germe préside encore à l'organisation de l'être en formant, à l'aide des matières ambiantes, la substance vivante et en lui donnant les caractères d'instabilité chimique qui deviennent la cause des mouvements vitaux incessants qui se passent en elle. Les cellules germes secondaires président de la même façon à l'organisation cellulaire nutritive. Il est bien évident que ce sont des actions purement chimiques; mais il est non moins clair que ces actions chimiques en vertu desquelles l'organisme s'accroît et s'édifie, s'enchaînent et se succèdent en vue de ce résultat qui est l'organisation et l'accroissement de l'individu animal ou végétal. Il y a comme un dessin vital qui trace le plan de chaque être et de chaque organe,

en sorte que, si, considéré isolément, chaque phénomène de l'organisme est tributaire des forces générales de la nature; pris dans leur succession et dans leur ensemble, ils paraissent révéler un lien spécial; ils semblent dirigés par quelque condition invisible dans la route qu'ils suivent, dans l'ordre qui les enchaîne. Aussi les actions chimiques synthétiques de l'organisation de la nutrition se manifestent comme si elles étaient dominées par une force impulsive gouvernant la matière, faisant une chimie appropriée à un but et mettant en présence les réactifs aveugles des laboratoires, à la manière du chimiste lui-même. Cette puissance d'évolution immanente à l'ovule qui doit reproduire un être vivant, embrasse à la fois, ainsi que nous le savons déjà, les phénomènes de génération et de nutrition; les uns et les autres ont donc un caractère évolutif qui en est le fond et l'essence ! »

M. Claude Bernard, on le voit, est un pseudo-matérialiste : son enseignement n'est pas de ceux que suivront les cléricaux lorsque sera appliquée la nouvelle loi. Mais avant tout M. Claude Bernard est un savant et une gloire nationale.

Il faudrait, après avoir cité les paroles mêmes de cet homme illustre, le montrer à son laboratoire, parlant à ses élèves qui recueillent de lui des paroles étonnantes de profondeur, de divination scientifique.

— On ferait des livres, nous disait l'un d'eux, avec les bribes de sa conversation, avec ce qu'il laisse tomber de ses lèvres. Il devine plus encore qu'il ne sait. Il apprend aux autres à découvrir en même temps qu'il découvre.

Beaucoup de jeunes gens, quelques femmes, un groupe d'étrangers et... un prêtre se pressaient, naguère, sur les bancs de l'amphithéâtre du Muséum où M. Claude Bernard devait reprendre son cours de physiologie. Un prêtre dans ce sanctuaire de la science, au lendemain du dernier

discours de M. Dupanloup sur la liberté de l'enseignement !

Il s'est trouvé précisément que M. Claude Bernard avait à entretenir ses élèves des manifestations de la vie. « Non, leur a-t-il dit, il n'y a pas de principe vital ; il y a des organes qui entrent en fonction, voilà tout. C'est l'ensemble des fonctions de chacun de ces organes qui constitue l'existence de l'individu. » Qu'en dira l'évêque d'Orléans ?

M. Claude Bernard insistait ensuite particulièrement sur la nécessité de bien comprendre les mots que l'on emploie journellement dans la science ; souvent des définitions imparfaites donnent lieu à d'inutiles discussions. Ainsi tout phénomène est le résultat d'une cause, et sur ce mot *cause* personne n'est d'accord. Causes premières, causes secondes, comment s'y reconnaître ? Le professeur propose d'adopter une expression plus précise. « Un phénomène, dit-il, se produit sous l'influence d'une condition déterminante. Appelons donc *déterminisme* ce que nous appelons maintenant, sans trop nous entendre, cause immédiate. »

Et, quoique l'écho de la parole de M. Dupanloup ne fût pas affaibli, pas un mot du discours de M. Claude Bernard n'a fait allusion aux récentes attaques dont les chefs de notre école scientifique ont été l'objet ces jours derniers à la tribune française. Ce superbe dédain de la part d'un de nos plus illustres savants est plus digne, à coup sûr, que la plus éloquente des ripostes.

Le jour où M. Claude Bernard alla demander à M. Legouvé *sa voix* et faire sa visite académique :

« — Je voterai certainement pour vous, monsieur, lui

dit M. Legouvé, sans chercher à savoir si vous êtes avant tout un savant ou un écrivain, mais parce que vous êtes un grand homme ! »

L'histoire ratifiera, et en attendant la critique courante, — cette histoire, au jour le jour, — ratifie pleinement la réponse du spirituel académicien.

M. LE GÉNÉRAL DE LADMIRAULT

M. DE LADMIRAULT

C'est surtout l'armée de Metz que je veux peindre en traçant le portrait du général de Ladmirault. Le gouverneur de Paris en a représenté le dévouement, l'héroïsme et l'honneur; il lui eût peut-être assuré la victoire, s'il avait tenu entre ses mains le sort de ces milliers d'hommes résolus que l'impéritie coupable a conduits à la capitulation.

Le général Louis-René-Paul de Ladmirault est né en 1808 et, sorti de Saint-Cyr en 1829, il fit ses premières armes en Afrique. Nous le voyons promu au grade de général de brigade en 1848, et, le 24 juin 1859, il commandait à Solférino une des deux divisions qui emportèrent la colline même de Solférino et décidèrent de la journée. L'autre division, qui se couvrit de gloire et combattit, ce jour-là, à côté de la division Ladmirault, était — retour étrange des choses humaines ! — commandée par le général Bazaine.

Je trouve la mention de ce fait d'armes dans un livre qui date de l'année même de cette guerre :

« Le mouvement s'était prononcé victorieusement sur toute la ligne. La division Ladmirault (2e du 1er corps), qui, en atteignant le mamelon des Cyprès, avait eu son

chef blessé de deux balles et était passée sous le commandement du général de brigade de Négrier, avait triomphé des derniers obstacles, grâce au puissant appui de la division Bazaine (3e du 1er corps). Successivement, tous les régiments de cette vaillante division[1] furent lancés sur un cimetière crénelé placé en arrière du mamelon des Cyprès. Après le 1er de zouaves (colonel Brincourt) vint le 34e (colonel Pinard), puis le 37e et enfin le 78e (colonel Barry), dont le 3e bataillon, sous les ordres du commandant Lafaille, emporta la position qui fut définitivement occupée par la garde impériale[2]. »

La guérison de la double blessure du général de Ladmirault fut, s'il m'en souvient bien, assez longue. Ce fait d'armes avait d'ailleurs rendu le général populaire. Nommé sénateur le 20 décembre 1866, il était, le 2 mars 1867, appelé au commandement supérieur du 2e corps d'armée, à Lille. Il a laissé, dans cette ville, les meilleurs souvenirs. Cette même année, il commandait le camp de Châlons et s'y faisait, dit M. Léon Garnier, le biographe du *Supplément* au *Dictionnaire* de Vapereau, « une répu« tation de tacticien. »

1870 arrive. La guerre éclate. Le général de Ladmirault commandait encore le 2e corps d'armée. On donna ce commandement au général Frossard. A quoi tient la destinée? Supposez le général de Ladmirault à Forbach et à Spickeren, le 6 août, et la journée était à nous. Au lieu de se contenter de repousser les premières attaques des Prussiens en se fiant, comme le faisait Frossard, officier du corps du génie, à l'excellence de la position, le général de Ladmirault profitait des avantages obtenus

1. Moins le 33e régiment, qui formait la garnison de Brescia.
2. Jules Richard. — *Napoléon III en Italie.*

au début de la bataille, chargeait, poursuivait et repoussait les Allemands ! Le sort ne le voulait pas, dirait un fataliste.

Le général de Ladmirault fut nommé commandant en chef du 4e corps. Il avait à défendre les lignes de Metz à Thionville. Mais les premières défaites le contraignirent, comme les autres commandants en chef, à se concentrer sous Metz, où maintenant Bazaine allait diriger toutes les opérations. A Borny, le 14, à Gravelotte, le 16 et le 18 août, le corps de Ladmirault fit des prodiges pour rompre les lignes allemandes qui déjà enserraient l'armée française et la refoulaient sous Metz. Puis, le 31 août, les soldats de Ladmirault s'élancèrent, confiants, pour aller rejoindre Mac-Mahon, engagé dans les Ardennes. Mais on les fit bientôt rentrer, mécontents et étonnés, dans leurs cantonnements.

Dès lors, le 4e corps demeura livré à cette terrible destinée qui attendait le reste de l'armée.

Les jours succédaient aux jours, inutiles et funestes. On était vaincu sans combats. Déjà les privations, la famine, avaient singulièrement débilité, non pas les courages, mais les corps. On avait vu des soldats français se glisser jusqu'aux avant-postes ennemis pour obtenir d'eux du riz, des pommes de terre. Ces héros devenaient maraudeurs. D'autres se nourrissaient de glands. Sous les pluies torrentielles d'octobre, ces malheureux, accablés, couchant dans la boue, laissaient le vent et la bourrasque arracher leurs tentes, les emporter, et n'avaient même plus l'énergie de les relever. Tout s'écroulait en eux avec l'espoir de vaincre. Pourtant, quand on leur dit que les vivres allaient manquer, qu'il fallait en trouver pour donner le temps de tenter une sortie nouvelle, — car, malgré les derniers renseignements, les officiers croyaient

à un dernier combat, — les soldats improvisèrent littéralement des réserves ! « En cherchant, en fouillant, les soldats, dit un témoin,[1] ont trouvé en quelques heures du blé, des moulins ; bientôt des boulangers improvisés, se relayant aux fours, ont, dans trente-six heures, fabriqué trois jours de biscuit. Comment l'administration militaire n'a-t-elle pas découvert ces ressources ! Si elle avait employé son personnel à des recherches aussi fructueuses que celles qui ont été faites par les corps, nous n'aurions pas vu, le 23, la ration de pain descendre à 200 grammes ! Et quel pain ! »

Le 24, le gouverneur militaire de la ville de Metz déclare, mais un peu tard, au conseil municipal, qu'il n'y a plus de vivres que jusqu'au 29 octobre ! La presse, cette fois, cette presse qui, depuis longtemps, est soumise à la censure du général Coffinières, et qui se voit rayer des colonnes entières de renseignements, et fait paraître ses journaux avec des *blancs,* des vides énormes, la presse a toute liberté pour annoncer ces mauvaises nouvelles. On apprenait en même temps, on se répétait tout bas qu'une lettre de Frédéric-Charles annonçait la complète rupture des négociations, sous prétexte que l'Impératrice refusait tout arrangement. Ainsi, la vérité, la cruauté de la situation apparaissaient dans toute leur horreur. Depuis un mois, au lieu de se battre, Bazaine négociait. Soldat au repos, il s'était cru peut-être un politique habile. Mais la ruse prussienne démolissait brusquement toutes ses combinaisons de Machiavel soudard. L'armée n'avait plus de pain, la maladie l'épuisait, la décimait. Il y avait dans la ville de Metz soixante-cinq ambulances municipales ou particulières, toutes étaient pleines. On y soigna, durant

1. *Trois mois sous Metz*, par un officier d'infanterie à l'armée du Rhin.

le siége, près de 22,000 blessés ou malades. Cette superbe armée de Rezonville et de Gravelotte, qui avait fait sentir durement à l'ennemi le poids de sa valeur, elle errait maintenant, hâve et défaite, dans la boue du Ban-Saint-Martin. Ses chevaux épuisés se traînaient, mourants, sur les routes, dévorant les écorces des arbres ou se nourrissant de leurs crinières. Six semaines auparavant, que n'eût-on pu demander à ces 137,000 hommes, si désireux de combattre? Maintenant harassés, sans force, sans espoir, livides et sombres, ils n'avaient plus au cœur que le désespoir.

Après avoir hésité à combattre, perdu le temps, compromis la France, il fallait se rendre. Bazaine touchait enfin au dénoûment préparé, mais la politique prussienne faisait avorter ses projets de Régence.

Le général de Ladmirault assistait, comme les autres chefs de corps, au conseil de guerre du 10 octobre où, pour la première fois, fut prononcé ce mot sinistre : *capitulation*. Le nom du commandant du 4e corps avait été mis, plus d'une fois, en avant par les officiers qui ne parlaient rien moins que de *déposer* Bazaine ou d'obtenir de lui sa démission et le remplacer par un général qui eût la confiance de l'armée. Cette confiance, le général de Ladmirault la possédait, mais la discipline exigeait que l'on obéît au maréchal Bazaine et, comme l'armée tout entière décline de son chef suprême, Ladmirault obéit.

Et le jour vint où il fallut se rendre !

A Metz, dans la ville, l'animation était grande. La *Muette*, la grosse cloche de la cathérale, sonnait à toute volée. C'était le tocsin. Des gardes nationaux, en armes, accouraient. On chantait la *Marseillaise*. M. Collignon, à cheval, appelait les Messins à la résistance. On arborait enfin, au lieu du drapeau impérial maintenu par Bazaine,

le drapeau de la République. Un bataillon de voltigeurs de la garde avait été appelé et demeurait l'arme aux pieds. Ils n'ont certes point tiré sur la foule ; ces soldats demeuraient mornes, silencieux, mordant leurs moustaches. Ils souffraient horriblement. Sur la place d'armes, à Metz, se dresse la statue de Fabert. On lit cette inscription sur le socle : « *Si, pour empêcher qu'une place forte que le roi m'a confiée ne tombât au pouvoir des ennemis, il me fallait mettre sur brèche ma famille, ma personne et tout mon bien, je ne balancerais pas un moment à le faire.* » Paroles superbes qui soufflètent du fond du passé la lâcheté du présent. Le 29, au matin, le matin de ce jour où les Prussiens devaient entrer dans Metz, la statue du héros messin Fabert fut couverte d'un voile noir.

Ils allaient donc entrer. Metz, l'inviolée! *Metz, la pucelle!* allait entendre dans ses rues le bruit lourd des talons allemands et le galop des chevaux germains. Le jour était sinistre, jaune, pluvieux, boueux; à Metz, toutes les portes closes. Les Allemands entraient comme une houle humaine dans une ville morte. Fantassins, cavaliers, artilleurs, convoyeurs, équipage, défilaient musique en tête. Leur joie insultait à ce deuil silencieux et sombre de Lorrains conquis, livrés. Et, pendant que leurs bataillons lugubres envahissaient la cité, là-bas, hors des murs, les soldats français défilaient devant leurs ennemis. Pauvre armée, si vaillante, si belle deux mois auparavant, et maintenant, comme un troupeau, conduite à l'étranger devenu le maître! Il y avait des adieux déchirants, des scènes atroces, impossibles à décrire, des explosions de patriotiques douleurs. Tous pleuraient, chefs et soldats. Les vieux *Criméens*, les *Mexicains* bronzés, ceux de Sébastopol et de Palestro, regrettaient de n'être pas morts plus tôt. C'était pitié de voir,

comme eût dit Tavannes, « *ces gens vaincus sans victoire, désarmés sans voir les ennemis, avec leurs visages tristes, tesmoignans le regret de leurs cœurs.* » En passant devant l'ennemi, plusieurs régiments, notamment le 62e, ont crié : « Vive la France ! » L'ennemi a salué.

Bazaine était déjà parti. Il dînait en famille dans un château voisin. Le matin, il avait reçu, en réponse à une nomination de chevalier de la Légion d'honneur accordée à M. Émilien Bouchotte, riche minotier, descendant du ministre républicain, qui avait rendu de réels services à l'armée et à la ville, les lignes suivantes : « *Je ne veux pas recevoir une décoration dont le brevet est signé de la même encre que la capitulation de l'armée et de celle de ma ville natale.* »

Ainsi, c'en est fait. Le prince Frédéric-Charles pouvait dire, dans son ordre du jour à l'armée : « La puissance de la France est brisée *à jamais!* » Son Altesse se trompe : la France est vivace et durable. *Jamais* est un mot que le destin efface bientôt. « *Grâces soient rendues à la Providence!* » s'écriait le roi Guillaume. Et la dépêche prussienne annonçait (ce qui était vrai) que le nombre des prisonniers faits à Metz s'élevait à 173,000 soldats, 3 maréchaux et 6,000 officiers. Jamais l'histoire n'avait enregistré un tel désastre. Dans son ordre du jour, Bazaine vainement parlait des capitulations de Masséna, de Kléber, de Gouvion-Saint-Cyr; il n'avait qu'un nom à citer, celui de Dupont. La capitulation de Metz était un Baylen agrandi.

Le général de Ladmirault partagea le sort de ses soldats; il les suivit en Allemagne. Il était captif, mais sa renommée était sauve. Comme l'armée de Metz tout entière, il pouvait se dire : « La fortune n'est pas pour moi, mais j'ai fait mon devoir ! »

Lui, du moins, n'est pas, comme Bazaine, le dilettante qui se plaît à oublier son lugubre passé en applaudissant les *toreros* espagnols. Et, pendant ce temps, des caporaux prussiens font la loi dans la cité de Fabert. On aperçoit les casques reluire aux portes de cette ville que nul étranger n'avait souillée. Le vide se fait dans les maisons françaises; des enseignes allemandes apparaissent au-dessus des boutiques, à l'angle des rues. Et, par une superstition consolante, les Messins regardaient encore, il y a un an, le drapeau tricolore qui flottait toujours, à demi-déchiré, au sommet de la cathédrale. Des soldats prussiens avaient essayé de monter l'arracher; l'un s'était brisé les jambes, l'autre les reins. Le drapeau demeurait encore sur la flèche. Consolation amère des vaincus! Ils se demandent quand viendra le jour où les trois couleurs flotteront de nouveau sur les monuments de Metz. Alors, les Prussiens fortifient, élargissent le fort Saint-Quentin, construisent des redoutes aux flancs de Plappeville. Qu'importe! L'heure sonnera où Metz, la vaillante Metz, délivrée peut-être par cette même armée qui l'eût défendue sans son chef, redeviendra Metz la Française.

Au moment de la paix, le général de Ladmirault rentra en France. Commandant en chef le 1er corps de l'armée de Versailles, ce fut lui qui, entrant à Paris par la porte de Saint-Ouen, surprit, le 22 mai, et trouva la position terrible de Montmartre qu'il emporta le lendemain. Le 1er juillet 1871, il était nommé gouverneur de Paris.

L'histoire lui rendra cette justice que, dans cette situation toute puissante, lui, qui passe pour un légitimiste fervent, n'a rien fait pour faciliter les complots royalistes contre la République. Lorsqu'en janvier 1872, il représenta le gouvernement dans la cérémonie anniversaire de la bataille de Saint-Quentin, le discours qu'il prononça

fut même très-conciliant en même temps que très-patriotique.

Cependant, le 24 mai s'accomplit. M. Thiers succomba sous une coalition coupable. Le 3 juin, M. le général de Ladmirault fut nommé au commandement en chef de l'armée de Versailles, tout en demeurant maintenu au poste de gouverneur de Paris.

Le maréchal Canrobert, qui regardait ce poste comme devant lui revenir, donna alors sa démission de membre du conseil supérieur de la guerre. Il ne pouvait supporter qu'un simple général de division, M. de Ladmirault, fût nommé commandant en chef de l'armée de Versailles, et il s'en montra d'autant plus blessé, paraît-il, que ce même commandement lui avait été à peu près promis au moment du 24 mai. Ce furent plusieurs membres de l'Assemblée et du Cabinet même qui, au dernier moment, insistèrent auprès du nouveau président de la République pour que le commandement de l'armée de Versailles ne fût pas donné à un général qui, lors du coup d'État de 1851, avait gravement méconnu les droits de la représentation nationale. De là, le refus éprouvé par M. le maréchal Canrobert, ce héros de Saint-Privat; de là encore sa démission et son dépit.

A cette occasion, *le Pays*, organe de la coalition du 24 mai, déclarait que, s'il restait dévoué au gouvernement, « il ne se croyait pas obligé de suivre M. le duc de Broglie et M. Beulé dans leurs rancunes orléanistes. » La fin de son article est curieuse à citer :

« Quand tous les conservateurs se sont réunis pour combattre et renverser *l'homme fatal* qui nous livrait à la République rouge, il a été loyalement convenu que chaque parti ferait abstraction de ses haines ou de ses affections en faveur du bien commun.

« Jusqu'à présent, deux partis ont strictement rempli leur engagement d'abnégation et d'effacement : ce sont les partis de l'Empire et de la légitimité. Un autre, le parti orléaniste, en minorité flagrante dans le pays, mais en majorité dans le Cabinet, entame le pacte par des défiances blessantes et qui dénotent une conscience plus troublée qu'il ne convient, car elle leur fait redouter chez les autres des projets qu'ils sont certainement les seuls à admettre. »

M. le général de Ladmirault — dont nous avons à citer, pour mémoire, un remarquable travail sur les *Bases d'un projet pour le recrutement de l'armée de terre* (brochure in-8° publiée en juillet 1871) — allait bientôt jouer un rôle politique, non plus seulement pour empêcher qu'on distribuât dans les casernes des brochures bonapartistes, mais pour demander à l'Assemblée l'autorisation de poursuivre M. Ranc, député de Lyon, membre temporaire et président de la Commune de Paris.

Le général adressa cette lettre au président de l'Assemblée :

« Monsieur le Président,

« La justice, qui doit être égale pour tous, me fait un « devoir de vous signaler la situation de M. A. Ranc, « député à l'Assemblée nationale, le seul des membres « de la Commune de Paris sérieusement compromis qui « n'ait pas été poursuivi.

« Depuis le 28 mars 1871, jour de son élection à la « Commune, jusqu'au 6 avril, date à laquelle il a donné « sa démission, M. A. Ranc a pris part à divers actes du « mouvement insurrectionnel.

« Un décret révoquant les fonctionnaires qui regagneront « Versailles, porte sa signature. Divers actes, notamment « le décret de mise en accusation de MM. Thiers, Pothuau,

« Jules Favre, Picard et Simon ; le décret sur les otages ;
« la résolution d'un mouvement offensif sur Versailles,
« portent cette signature collective : « *La Commune de*
« *Paris,* » et ont été votés, et ont reçu un commence-
« ment d'exécution pendant que M. A. Ranc était mem-
« bre de la Commune. Comme membre de la commission
« de la justice, il a signé l'arrêté qui charge le sieur
« Protot de la direction de cette commission.

« J'ai donc l'honneur, monsieur le Président, de de-
« mander à l'Assemblée nationale l'autorisation de tra-
« duire M. Ranc devant les tribunaux compétents, sous
« l'accusation de participation à l'insurrection de la Com-
« mune de Paris, d'excitation à la guerre civile, à la haine
« des citoyens les uns contre les autres, d'attentat ayant
« pour but de détruire ou de changer la forme du gou-
« vernement, d'usurpations de fonctions, crimes prévus
« et punis par les articles 57, 60, 87, 91 du Code pénal.

« Veuillez agréer, monsieur le Président de l'Assem-
« blée, l'assurance de mon profond respect.

« Le Gouverneur général de Paris,
« commandant la 1re division militaire,

« DE LADMIRAULT. »

Les journaux se demandaient alors comment M. le général Ladmirault n'avait pas exigé plus tôt des poursuites, et *le Temps* insistait pour faire remarquer que « si l'autorité militaire ne pouvait justifier d'aucune pression illégitime dans le sens de l'indulgence (sous le gouvernement de M. Thiers), elle avouerait implicitement une pression plus récente dans le sens de la poursuite, et ni elle, ni surtout le gouvernement dont elle aurait consenti à subir l'influence, n'auraient à se féliciter du résultat de cette enquête.

« A l'heure qu'il est, ajoutait *le Temps* l'enquête n'est pas faite, et nous ne saurions préjuger quels résultats elle donnera ; nous nous bornerons à constater qu'elle est nécessaire, et que M. le général de Ladmirault est moralement tenu de faire connaître à l'Assemblée les causes de sa résolution tardive, et spécialement de réfuter les assertions suivantes émises par M. Dufaure à la séance du 20 décembre 1871, lors de l'interpellation adressée au gouvernement sur le cas de M. Ranc :

« Le gouvernement, disait le garde des sceaux, a abdi-
« qué et il abdiquera toujours devant l'autorité judiciaire.
« On a demandé si le gouvernement, qui n'avait point
« ordonné de poursuites, *n'en avait jamais empêché aucune.*
« *Là est la question. Je réponds hardiment : le gouvernement*
« *n'a jamais ordonné aucune poursuite, n'en a jamais empêché*
« *aucune.* »

« Puis, M. le comte de Larochetulon ayant demandé au ministre de la guerre si M. le général de Ladmirault n'avait jamais sollicité l'autorisation de lancer un mandat d'amener contre M. Ranc, M. le général de Cissey répondit :

« La preuve que je n'ai reçu aucune demande de ce
« genre, c'est que, il y a quelques jours, M. Ranc a com-
« paru devant le parquet d'un conseil de guerre, qui n'a
« pas jugé qu'il y eût lieu de le retenir. »

« On insiste encore et l'on pose au gouvernement la
« question suivante : « Est-il vrai, oui ou non, que, le 5
« septembre dernier, le gouvernement ait reçu une de-
« mande d'autorisation d'arrestation du sieur Ranc ? »

« M. Dufaure répond : *Aucune demande de ce genre n'a*
« *été faite* au gouvernement, pas plus pour M. Ranc que
« pour un autre. *Je l'affirme !* »

« Telles sont les affirmations péremptoires que M. le

général de Ladmirault s'est implicitement chargé de réfuter. S'il n'y parvenait pas, ajoutait *le Temps*, le bon sens public en conclurait tout naturellement que si des instructions plus ou moins licites ont compromis l'indépendance de l'autorité militaire, dans une fonction purement judiciaire où cette indépendance doit être respectée autant que celle du magistrat, ce n'est pas en 1871 ni en 1872, mais à une date beaucoup plus récente. »

Il n'y eut point d'enquête, et, le 18 juin, le jour même où M. Ducros, préfet de Lyon, interdisait les enterrements civils en dehors de certaines heures spéciales fixées par l'autorité, M. Baragnon se leva de nouveau pour demander qu'on poursuivît le député du Rhône.

Il ne nous appartient pas de raconter ici longuement ces incidents dont nous avons fait connaître la suite dans notre *Histoire de la Révolution de* 1870-71. Nous dépasserions la limite que nous imposent ces portraits. Qu'on nous permette cependant de rappeler un fait curieux et, en somme, ironique. Lorsque la délégation du gouvernement de la Défense Nationale, installée à Tours, apprit que des pourparlers étaient engagés entre le maréchal Bazaine et les Prussiens pour arriver à la capitulation de Metz, M. Gambetta s'émut. Il sentait bien, avec toute la France, quel deuil, quelle douleur c'était pour la patrie que la chute de la grande citadelle! Donc, il fut convenu qu'un envoyé du gouvernement irait à Metz, muni de pleins pouvoirs, et là irait signifier au maréchal Bazaine, au milieu de son armée, le décret de Tours.

Que ceux-là qui ne mettent pas, à de certaines heures, le salut de la patrie au-dessus de toutes les autres questions, essaient de blâmer une telle décision! Ce qui est certain, c'est qu'il a manqué un général à l'armée de

Metz, et que le gouvernement de la Défense l'avait trouvé et désigné.

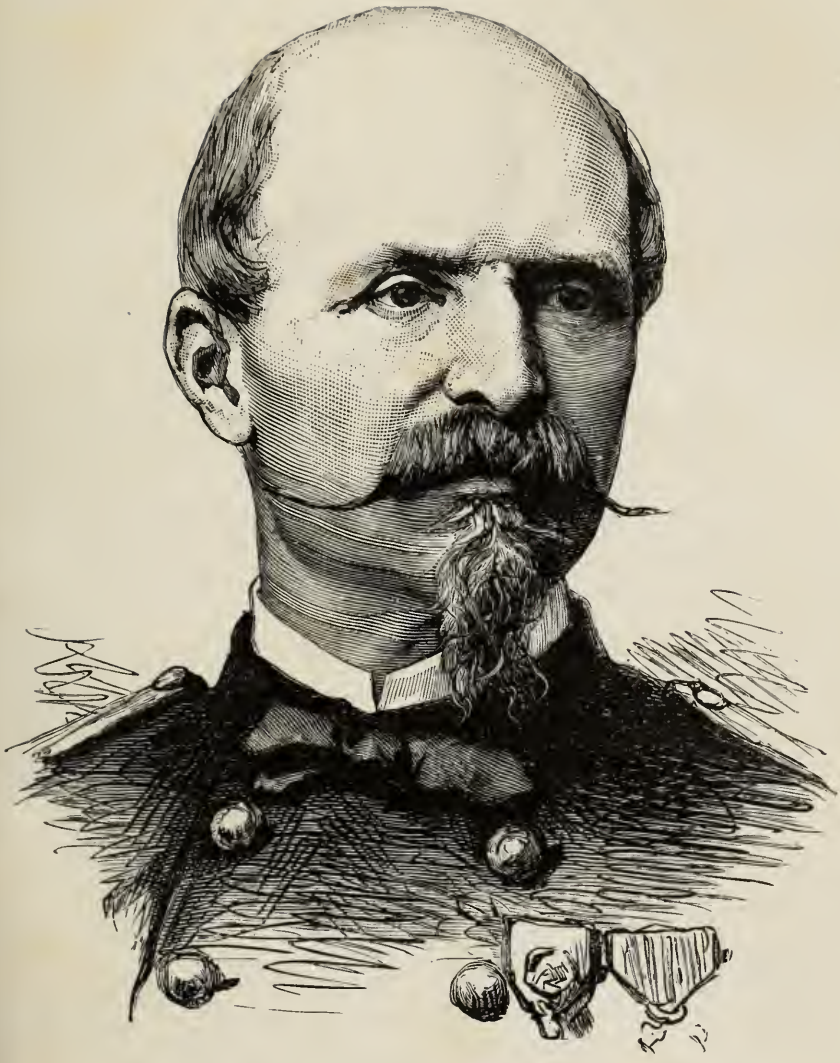
Ce chef suprême, c'était M. le général de Ladmirault et, chose étrange, l'envoyé du gouvernement de la Défense, l'homme qui se préparait à traverser les lignes ennemies, et, comme Valentin à Strasbourg, voulait entrer à Metz, c'était M. Arthur Ranc, le député dont le gouverneur de Paris réclamait la déchéance.

M. Ranc ne put partir, la nouvelle de la capitulation de Metz étant arrivée à Tours, comme un coup de foudre. Ce petit fait, que je crois ignoré, est un de ceux qui portent le plus à penser, et nous conduiraient loin si nous voulions en dégager la philosophie.

Solide, la barbe blanche, l'air simple, affable et résolu à la fois, le général de Ladmirault est une figure militaire sympathique. Quand on le rencontre, suivi de son escorte de cuirassiers, on ne se douterait pas, à le voir presque paternel, que c'est l'état de siége qui passe. Au reste, de cet état de siége, il n'a pas, je le répète, abusé pour favoriser les complots contre la République, et on le vit, un jour, fidèle à sa consigne, frapper, lui, légitimiste, un journal ultra royaliste. C'est que M. le général de Ladmirault, grand officier de la Légion d'honneur, est plus fier de sa médaille militaire que de ses croix, et que, laissant là les partis combattre, il est fidèle à son épaulette et à son uniforme, et se borne à être, dans toute la force du terme, un *soldat* — et un *bon soldat*.

L'*armée du Rhin*, — du Rhin, hélas ! — ne pouvait pas être plus habilement commandée et plus dignement représentée que par lui.

Plût à la destinée qu'avant d'être gouverneur de Paris, M. le général de Ladmirault eût été gouverneur de Metz !



M. LE GÉNÉRAL CHANZY

GÉNÉRAL CHANZY

Après le soldat de l'armée de Metz, voici le soldat de l'armée de la Loire et de la défense nationale.

L'un et l'autre sont, avant tout, les soldats de la France.

Le général Antoine-Eugène-Alfred Chanzy était inconnu de la foule, quoique très-apprécié de ses chefs, lorsque la guerre de 1870-71 en fit un homme de guerre illustre. Il avait alors quarante-huit ans ; il en a cinquante-trois aujourd'hui. Né le 18 mars 1822, à Nouart, dans les Ardennes, il s'était engagé, à seize ans, dans la marine ; il

avait ensuite servi dans l'artillerie, puis était entré à Saint-Cyr, d'où il était sorti sous-lieutenant de zouaves ; devenu capitaine, il avait dirigé le bureau arabe de Tlemcen ; chef de bataillon en Italie, il était lieutenant-colonel en Syrie. On le retrouve colonel à Rome, général de brigade en Algérie, commandant tour à tour les subdivisions de Sidi-bel-Abbès et de Tlemcen. Le 22 octobre 1870, le gouvernement de la défense nationale lui donne le grade de général de division, puis l'appelle, moins d'un mois après, au commandement du 16e corps (armée de la Loire).

A Coulmiers, Chanzy combat. C'est à lui qu'en partie nous devons la victoire. Après la retraite d'Orléans, Gambetta lui donne le commandement en chef de la deuxième armée de la Loire, et, combattant chaque jour, faisant face à l'ennemi, opposant des mobiles aux soldats aguerris de Frédéric-Charles, il commence cette *retraite infernale* marquée plus d'une fois par des défaites partielles infligées aux Allemands, et, après deux mois de luttes héroïques, d'efforts, d'énergie, de tactique, de science, terminée par la défaite du Mans, due à la panique des Bretons de la Tuilerie.

Chanzy dut plus d'une fois faire preuve de sévérité résolue pour unifier l'armée de recrues qu'il avait sous ses ordres. Il imposa la discipline par la rigueur. Un jour, étant à cheval, il voit des soldats qui s'enfuient. Il en saisit un par le collet de sa capote et cherche, dans ses fontes, un pistolet pour lui brûler la cervelle. Sa main ne rencontre qu'une fiole de verre glissée là par un brosseur, et la vie du fuyard est sauvée.

Le général Chanzy allait et voulait d'ailleurs reprendre l'offensive, lorsque l'armistice fit cesser cette guerre qui l'avait révélé au pays, et il disait alors à ses soldats, au lendemain de la signature de la paix : « Vos efforts, s'ils « n'ont pas abouti au succès, ne resteront pas sans gloire « pour le pays dont ils ont contribué à sauver l'hon- « neur. »

Le 8 février 1871, le département des Ardennes envoyait le général Chanzy à Bordeaux comme député. Le général vota contre la paix.

Ceux-là qui se figurent volontiers le militaire, et surtout le militaire français, sous les traits accentués d'un grognard brusque et bruyant, qui jure et sacre, n'ont, pour se détromper et pour connaître une vraie nature de soldat moderne, qu'à étudier la physionomie du général Chanzy. Ce visage doux et énergique à la fois, ce nez bien modelé qui semble, dirait-on, légèrement de travers comme celui de M. Emile Augier ; cet œil profond, clair et bleu, dont la prunelle va droit aux hommes et aux choses ; cette moustache que relève d'ordinaire le sourire en quelque sorte tendrement railleur d'une bouche spirituelle d'où tombe une parole simple, facile, aimable, sans recherche, tous ces traits, enfin, composent un type particulier d'officier élégant sans être mondain, conciliant sans être faible, résolu sans entêtement et énergique sans tapage.

J'ai vu, dans l'album photographique du peintre J. J. Henner, un portrait du général Chanzy, à cheval, alors qu'il n'était que colonel. L'espèce de rictus qui donne un caractère doucement narquois à son visage se retrouve

sur ce portrait-carte. Mais pourquoi parler de photographie, lorsqu'on a pu voir, au Salon, le général Chanzy, en pied, et si admirablement rendu par cet éminent, parfait et complet artiste qu'on appelle Jean-Jacques Henner ? Le général Chanzy était là, vivant, dans ce cadre, et tel que nous avons pu le voir et l'écouter.

A toutes les qualités viriles dont nous parlions tout à l'heure, le général Chanzy joint encore un don personnel, le don de l'oubli. Les catholiques prêchent beaucoup le pardon des offenses ; lui, le pratique d'une façon absolue.

Nul plus que lui n'a couru de dangers, au 18 Mars, dans cette journée qui vit tomber le républicain Clément Thomas et le brave général Lecomte. Arrêté à la gare d'Orléans, traîné à la mairie, où Léo Meillet essaya de le sauver, interrogé par *le général* Duval, enlevé par la foule, maltraité, frappé, menacé de mort, blessé, traîné à terre, évanoui, le général Chanzy semble n'avoir, de toutes ces violences, gardé qu'un seul souvenir, mais très-présent et très-sûr : le souvenir de ceux qui l'ont défendu à cette heure terrible, et qui ont tenté de l'arracher à la foule affolée. C'est ainsi qu'on le vit venir déposer en faveur du meurtrier des dominicains d'Arcueil, de Sérizier lui-même, qui l'avait, en effet, protégé en attendant qu'il s'associât à l'exécution des ôtages.

J'ai entendu le général Chanzy raconter ces souvenirs lugubres. Il le faisait avec un demi-sourire, sans phrases, sans exagérer les dangers courus, et en homme qui, selon le précepte de Pibrac, ne redoute ni ne souhaite la mort. La façon dont le général contait qu'entouré par la foule,

dans une petite salle de la mairie où on l'avait conduit, il était couché en joue toutes les deux minutes par des furieux, cette façon calme était charmante.

Parmi ceux qui le menaçaient, il y avait, paraît-il, une façon de gamin de dix-huit ans, qui, armé seulement d'une baïonnette, dont il se servait comme d'un poignard, tâchait d'en porter des coups au général qui se détournait et qui, avec l'aide de Léo Meillet, les parait de son mieux. Il n'en eut pas moins son collet de paletot traversé par cette baïonnette.

Et comme, en écoutant le récit du général, quelqu'un s'écriait alors :

— Mais c'était un scélérat, ce garçon-là !

— Pas du tout, fit le général, *c'était un imbécile ?* Sa baïonnette *n'avait aucun sens.*

Et que voulez-vous ? Des réponses pareilles ont une candeur étonnante et partent du cœur le plus droit. Le secret de ce calme, de ce sourire après le danger passé, est tout entier, du reste, dans un seul sentiment, celui du courage. Ce sont les lâchetés seules qui dictent les représailles. Tel qui n'a point tremblé devant un ennemi puissant, ne s'acharnera point après un ennemi vaincu.

Le conseiller de toutes les sévérités intempestives, de toutes les dénonciations inutiles, de toutes les poursuites et de toutes les délations, c'est la peur, que des hommes comme le général Chanzy ne connaissent pas. « *Je n'ai rien de tant peur que de la peur* », disait Montaigne avec sa raison profonde. Aux heures de réaction, regardez bien la

face des hommes qui tempêtent et menacent, scrutez leur pensée, sondez leurs reins, et vous pouvez être assurés de rencontrer, au fond de leurs actions, ce mobile tout-puissant, la crainte.

Ce n'est pas là le mobile des natures semblables à celle du général Chanzy. Celles-là sourient plus volontiers des dangers passés, des épreuves traversées, qu'elles ne réclament de vengeances nouvelles.

En 1872, le général revenait de Tours pour assister aux séances de la Chambre. C'était en mars, presqu'au jour anniversaire de son arrestation. Il s'était endormi près d'Orléans et sommeillait fort tranquille, lorsque, tout à coup, son nom, tout haut prononcé, le réveille. Il ouvre les yeux. La portière du wagon est ouverte et quelqu'un lui demande :

— Vous êtes bien le général Chanzy ?

C'était précisément la question qu'on lui avait faite, en ouvrant la portière de son wagon, le 18 mars 1871. — Avant d'avoir eu le temps de répondre, le général avait même remarqué que le train venait de s'arrêter justement à l'endroit où les gardes nationaux fédérés avaient, un an auparavant, contraint le voyageur à descendre.

— Allons, bien ! se dit le général, est-ce que *cela* va recommencer ?

Cela ne recommençait pas. C'était, non plus un lieutenant aux ordres du comité central, mais un employé de la gare d'Orléans qui, sa casquette à la main, tendait une dépêche télégraphique adressée « en gare » au général

Chanzy. Le général y trouva simplement l'occasion de se rappeler les événements de l'an passé. Il en rit beaucoup. Combien d'autres, au contraire, se fussent réveillés un peu plus inquiets et de plus méchante humeur?

A l'Assemblée, le général Chanzy siégea au centre gauche, et c'est lui qui demanda l'abolition immédiate et définitive de la garde nationale, et qui l'obtint. Ce jour-là, le général Faidherbe donna sa démission. Pauvre garde nationale!

— Il y a cependant des cas, nous disait un jour le général Faidherbe, où (sans parler de ses efforts patriotiques de La Fère champenoise en 1814, et de Buzenval en 1871) elle peut rendre des services. Voici, dans mon département, Roubaix, ville d'ouvriers, par exemple, et sans garnison. Supposez un malentendu, un mécontentement. Qui maintiendra l'ordre? La garde nationale pourrait le faire en attendant l'arrivée de troupes, et plus modérément. Quand les troupes arrivent, les désordres ont déjà commencé!

La réunion dite du *centre gauche,* composée de *républicains du lendemain*, à peine dégagés des sentiments monarchiques, mais tout disposés en majorité à fonder la République, venait de procéder à la formation de son bureau (1er mai). Le général Chanzy avait été nommé à la présidence par 40 voix sur 66; les autres voix s'étaient portées sur le nom de M. Feray. M. Deseilligny et l'amiral Jaurès avaient été nommés vice-présidents avec des majorités considérables. Ainsi tombaient, au surplus, les bruits relatifs à des divisions qui se seraient fait jour dans cette

réunion, à peine formée, du centre gauche. Il y avait, dans cette réunion, un certain nombre de groupes plus ou moins indépendants ou nomades, et qui, appartenant à plusieurs réunions à la fois, flottaient naturellement entre elles; mais l'examen de la liste du centre gauche donnait les résultats suivants : sur 160 membres environ, il y en avait (il y en a, peut-on dire) un peu plus de 100 qui appartiennent exclusivement à la réunion, une quarantaine qui appartiennent en même temps au centre droit, et une quinzaine qui font partie de la gauche républicaine.

Toujours est-il que cette réunion venait de mettre à sa tête un homme dont la juste popularité allait apporter à la République un concours précieux.

Esprit distingué et sérieux, très-résolu sous une apparente bonhomie, le général Chanzy avait prouvé, je le répète, durant la guerre, qu'il savait allier une énergie et une bravoure toutes françaises à une science tactique depuis trop longtemps désapprise. La France lui avait su gré d'opposer, non sans succès, aux troupes les plus solides de l'Allemagne, des bataillons improvisés de pauvres paysans, dont il avait su faire de braves soldats, capables de résister avec honneur à un ennemi plus compacte et mieux armé. La nation avait conservé une admiration méritée pour des généraux comme Chanzy et comme Faidherbe; mais, tandis que le soldat de Bapaume et de Saint-Quentin quittait l'Assemblée pour ne plus s'occuper que de science, d'anthropologie ou de linguistique, le soldat de Coulmiers, d'Orléans et de Josnes apportait à la Chambre le poids de son autorité et de son honnêteté.

Patriote par tempérament, républicain par raison, le général Chanzy, — que n'avaient point effrayé, on l'a vu, les menaces de mort de la Commune, — sentait mieux que personne, avec un tact infini et une grande netteté de vue, que le plus sûr moyen désormais d'assurer l'ordre dans notre pays était de travailler à y fonder la République, et il profitait de l'élection qui le portait à la présidence du centre gauche pour prononcer à Versailles, dans l'assemblée particulière des membres de la réunion, un discours dont le retentissement fut très-grand.

Ce que dit un homme le peint parfois mieux que ce qu'on dit de lui. Le général Chanzy parlait ainsi :

« Je n'ai pas eu, comme vous, le privilége d'arriver à l'Assemblée avec une foi politique toute faite. Au mois de février de 1871, au moment de l'armistice, j'étais à la tête de la deuxième armée de la Loire, tout à ma mission exclusivement militaire, mû par une seule pensée : servir mon pays le mieux possible dans la carrière que j'ai embrassée.

« J'arrivais donc à la position de député, toute nouvelle pour moi, à laquelle m'appelaient l'estime et la confiance de mes concitoyens, sans attache avec aucun parti.

« On a parlé de mon attitude hésitante. Ceux qui me connaissent me rendront au moins cette justice : c'est que l'hésitation n'est pas le fond de mon caractère. Rien ne me forçait, au début, à afficher des idées que je ne pouvais sérieusement avoir, à me dire d'un parti que je ne pouvais connaître. J'ai dû attendre qu'une conviction décidât ma résolution, et cette résolution a été prise dès

le jour où j'ai sollicité l'honneur d'être admis dans la réunion des conservateurs républicains, fondue depuis avec la vôtre et présidée alors par un homme dont la loyauté et le patriotisme eussent levé mes derniers doutes, l'honorable comte Rampon. »

Puis, avec une netteté absolue :

« Je viens de vous dire, continuait le général Chanzy, ce qui m'avait amené vers vous; je le résume. *Pour moi, le centre gauche doit être la réunion de tous les conservateurs libéraux qui, mettant le pays au-dessus de leurs aspirations, cherchent le terrain sur lequel ils peuvent travailler en commun à son salut et à sa régénération, en faisant l'essai loyal et complet de la République.* »

Et plus loin, dans ce discours qu'il faudrait citer tout entier :

« Nous n'avons pas à arrêter sous quelle forme de « gouvernement la France entendra vivre quand, rendue « à elle-même, elle pourra en toute liberté exprimer son « choix et sa volonté. Est-ce bien, en effet, je le répète, le « moment de se demander si l'on aboutira à la monar- « chie légitime, à la monarchie constitutionnelle, à l'em- « pire, alors que c'est à la République qu'on laisse le soin « d'effacer nos affreux désastres ? *Qui peut nier, avant d'en « avoir franchement fait l'essai, que cette dernière forme n'est « pas le salut.* »

Le général Chanzy exprimait ensuite que le gouvernement *de fait*, la République, devait être le gouvernement *de droit*, par conséquent indiscutable :

« *Le discuter, c'est l'amoindrir, c'est livrer le pays désarmé*
« *à de nouvelles secousses. Qui de nous en assumerait la res-*
« *ponsabilité?*

« *Quel serait le parti assez téméraire pour chercher dans un*
« *nouveau cataclysme le triomphe de ses aspirations?* »

Et, arrivant enfin à la conclusion :

« Ainsi donc, messieurs, disons-le hautement, s'écriait
« le général en terminant son discours, *nous acceptons*
« *franchement dans la forme et dans le fond la République,*
« puisqu'elle existe de fait, parce que nous sentons tous
« que, dans les conditions où se trouve la France, c'est
« la seule forme de gouvernement possible, et que le
« provisoire serait la faiblesse et l'impuissance, alors
« qu'il nous faut vouloir et produire.

« Divers orateurs, dont les discours m'ont rempli de
« tristesse, ont prétendu, à la tribune de l'Assemblée, que
« le gouvernement, qu'ils ne discutaient que parce qu'il
« n'est pas celui qu'ils désirent, ne pouvait compter sur
« la majorité.

« Je prétends le contraire, parce que, pour moi qui ne
« m'inspire en aucune façon de l'esprit de parti, la véri-
« table majorité de l'Assemblée se compose de tous ceux
« qui aiment leur pays avant tout ; cette majorité s'est
« retrouvée dans toutes les circonstances graves, et des
« votes qui resteront célèbres constatent son existence et
« sa puissance, c'est la seule dont il y ait lieu de tenir
« compte.

« *Quant à l'armée, messieurs, on s'en est assez occupé et*

« *préoccupé pour que je croie nécessaire d'en dire un seul mot,*
« *comme toujours, elle n'a qu'une pensée : faire son devoir. Le*
« *devoir pour elle est de veiller sur le pays en obéissant au*
« *gouvernement. Elle n'y faillira jamais. Laissons-lui donc la*
« *voie nettement tracée, et que nos discussions n'amènent chez*
« *elle aucun trouble possible dans les idées.* »

Voilà qui est net et franc, sans ambages.

Ce discours, prononcé devant cinquante députés, avait été couvert d'applaudissements et le pays allait accueillir avec joie cette adhésion très-franche à ce qu'on appelait *l'essai loyal* — essai fort déloyal, de la part de quelques-uns. M. de Marcère avait demandé que non-seulement les applaudissements fussent consignés au procès-verbal, mais encore qu'il fût bien stipulé que le centre gauche en entier acceptait la solidarité des idées exprimées.

M. Ricard appuya cette proposition. Sur la demande de l'amiral Saisset, — oui, de l'amiral Saisset, — il fut décidé que le discours serait imprimé et distribué à tous les députés. La majorité ne pouvait se dissimuler qu'il n'y eût là un grand pas de fait vers la République définitive, et elle vit avec un profond déplaisir que des hommes tels que le général Chanzy se déclaraient publiquement pour la forme « *et le fond* » républicains. Nous devons regretter aujourd'hui que le général n'ait pas plus nettement persévéré dans son attitude et que, sans renier en aucune façon ces paroles, il n'ait point cru, en sa qualité de président du Conseil général des Ardennes (août 1873), rendre à M. Thiers un juste hommage, et affirmer une fois encore ses sentiments républicains.

Quant à la chronique de son administration en Algérie,

où, depuis le 10 juin 1873, il commande en qualité de gouverneur civil et militaire — après avoir commandé en chef le 7e corps, à Tours — on annonce un livre du spirituel M. Henry d'Ideville, l'auteur de cet intéressant *Journal d'un diplomate* qui fait connaître, avec la netteté d'un Stendhal, la société italienne, grecque et bavaroise. M. d'Ideville, ancien préfet d'Alger, nous contera les menus faits de son administration, et l'histoire recueillera ces pages curieuses.

Mais le général Chanzy est toujours digne de cette popularité qu'il n'a conquise par aucune adresse, par aucune faiblesse. Populaire parce qu'il a fait son devoir envers la patrie, le général est encore et sera toujours l'homme du remarquable et retentissant discours que nous citions tout à l'heure.

« A plusieurs reprises, dit l'auteur de la *Biographie des Députés,* M. Jules Clère[1], lors des projets de restauration monarchique, le général Chanzy adressa au président du centre gauche des lettres qui n'ont point été livrées à la publicité, mais dans lesquelles on sait qu'il déclarait être en complète communion d'idées avec ses collègues du centre gauche et rester convaincu plus que jamais que le salut de la France est dans la République conservatrice. Le général Chanzy n'a donc jamais cessé d'appartenir au parti républicain, qui est fier de compter dans ses rangs un aussi habile homme de guerre, un patriote aussi ardent. »

1. Chez Garnier frères. 1875. — Il faut lire ce volume d'une utilité réelle, fait avec une sûreté d'information, une conscience et un talent absolus.

— N'est-ce pas, du reste, ajoute l'écrivain distingué du *National,* n'est-ce pas le gouvernement de la Défense qui lui a permis de révéler ses hautes qualités en le rappelant de l'Algérie pour lui confier la dernière armée de la France?

Fidèle à sa conscience et dominant les partis, le général Chanzy est donc un des hommes dont la patrie s'honore, un de ceux qui n'ont point désespéré, qui ont lutté jusqu'au bout, et à qui nous devons, je le redis pour lui avec sincérité, le droit de relever notre tête abattue et de dire à notre tour :

— Tout a été perdu un moment, fors l'éternel honneur!

M. BUFFET

M. BUFFET

Au lendemain du 25 février 1875, la tâche était facile pour un homme d'État vraiment digne de ce nom. La Constitution républicaine venait d'être votée, et l'homme qui allait prendre le pouvoir n'avait plus qu'à jouir des bénéfices de la situation nouvelle. M. Thiers s'était montré un véritable grand homme dans les circonstances difficiles où il avait gouverné. Il suffisait à M. Buffet, succédant à M. de Broglie, de savoir se rendre compte des nécessités des temps et des besoins du pays pour donner à son gouvernement la décision, l'autorité et la durée.

Mais M. Buffet, caractère indécis sous une apparence de volonté et même d'entêtement, n'a pas compris ou

n'a pas voulu comprendre ce que la nation attendait de lui. Qu'on se souvienne de l'espèce de popularité soudaine qu'il avait conquise après le 25 Février. On n'espérait qu'en lui, on n'attendait que lui. On comptait les heures de son retour (M. Buffet était allé dans les Vosges auprès de Mme Buffet mourante), de ce retour qui devait mettre fin à une crise ministérielle. On redoutait que M. Buffet n'acceptât point le pouvoir. Bref, il était l'homme de la situation. Il n'avait qu'à se laisser porter par le courant de l'opinion française.

Mais M. Buffet n'est pas de ceux qui obéissent volontiers, même à la nécessité et à la raison. Ne se plaît-il pas à répéter ce mot : « Oui, je le sais bien, j'ai mauvais caractère, mais c'est ma plus grande qualité ! » Un mauvais caractère constituerait encore un caractère, mais M. Buffet, quoi qu'il dise, est plus flottant qu'obstiné.

M. Buffet est myope, d'ailleurs ; M. Buffet est d'un tempérament bilieux. Ces deux traits principaux composent toute sa physionomie et donnent la note de ce caractère qu'il appelle, en raillant, un mauvais caractère.

Il doit à sa myopie cet aspect légèrement hautain, arrogant, qu'il prend lorsque, fronçant les sourcils, l'œil plissé laissant à peine filtrer un rayon, il n'a pas l'air de regarder les gens, mais d'écouter assez dédaigneusement ceux qui lui parlent. C'est encore la myopie qui, lui faisant peu à peu fléchir les épaules, donne à ses mouvements quelque chose de gauche et d'indécis. Et ce portrait physique ne laisse-t-il point déjà deviner quelque chose de son portrait moral ?

M. Buffet est grand, robustement charpenté, et ses membres anguleux annoncent plus de vigueur que de

souplesse. Evidemment, il y a là une force véritable, force de résistance et non de progrès. M. de Broglie était insinuant et professait un culte adroit pour ce qu'il appelait « l'ordre moral. » M. Buffet est plus raide et donne un pseudonyme à l'invention de son collègue. Il se contente de l'appeler le « péril social » et d'évoquer le spectre rouge de Romieu quand on lui dénonce les sourdes menées de l'agent Rouffie et de ses complices.

M. de Broglie était le protégé de l'empire, M. Buffet s'en est fait, au moins un jour, et un jour solennel, le protecteur. Je ne suis pas certain qu'il ne le regrette point aujourd'hui. S'il n'est pas foncièrement impérialiste, les applaudissements insolents des bonapartistes ont dû lui montrer la portée du jeu étrange qu'il a joué. M. Buffet avait pourtant présidé à la mise au jour de cette Constitution que les partisans du comité de Comptabilité s'acharnent à attaquer tous les jours!

Il serait assez difficile, au surplus, de dire nettement à quel parti appartient M. Buffet, ou, pour mieux dire, quelles sont ses opinions fermement arrêtées. Il est libéral et conservateur; les deux termes sont également fort élastiques. A vrai dire, M. Buffet est un libéral d'étiquette, mais qui s'accommoderait volontiers d'un léger despotisme et même d'un despotisme lourd. En 1848, à trente ans, il était républicain. Lorsqu'il se présenta aux électeurs de la Constituante, il s'écriait, dans sa profession de foi :

« Oui, dans ma ferme conviction, l'Assemblée devra vous donner la République, non point comme une de ces expériences que l'on essaye sans grand souci du succès et avec la secrète pensée de s'arranger très-bien d'un

échec. Non, messieurs, *il faut travailler à fonder la République, avec la volonté bien arrêtée, énergique de la faire réussir,* de se dévouer à *cette grande œuvre* corps et biens ! »

M. Buffet, élu par 73,761 voix, alla, malgré sa profession de foi, siéger à droite, et, réélu à la Législative, fit partie du fameux comité de la rue de Poitiers, qui travailla si bien à détruire la République. M. Buffet était alors un très-jeune homme, mais déjà mûr et tel, j'imagine, qu'il est aujourd'hui. Il est des physionomies qu'on se figure toujours identiques à elles-mêmes. Louis-Joseph Buffet, fils d'un ancien officier du premier empire, est né, comme le biographe, à Mirecourt, dans les Vosges, et il aura cinquante-sept ans le 26 octobre de cette année.

Avocat distingué à la veille de Février, il fut ministre avant d'avoir trente-deux ans, ministre du commerce et de l'agriculture dans le cabinet Odilon Barrot (1849). Après être sorti du ministère, rentré dans les rangs, il combattit le suffrage universel par la loi du 31 Mai et donna ainsi à l'empire l'occasion de se poser en champion des droits populaires. Au 2 Décembre, M. Buffet protesta cependant contre le coup d'État et fut de ces députés qui, réunis à la mairie du Xe arrondissement, déclarèrent que Louis-Napoléon Bonaparte était le plus coupable des factieux. Arrêté un moment, M. Buffet fut bientôt relâché, et il ne rentra dans la vie politique qu'en 1865, et pour défendre, on doit le reconnaître, la liberté au Corps législatif.

M. Buffet, après les élections de 1869, allait devenir le chef du tiers-parti et interpeller le gouvernement de l'empereur de façon à le faire battre en retraite. Ministre des finances dans le cabinet Ollivier, M. Buffet

donna bravement sa démission pour protester contre le plébiscite. Il a accompli un acte encore que l'histoire n'oubliera pas : comme M. Thiers, il essaya d'empêcher la déclaration de guerre.

M. Buffet, on le voit, est une sorte d'homme d'État anglais dont tout l'idéal est le parlementarisme. Orléaniste par attitude, M. Buffet a été ministre par instinct ou par plaisir de la République et ministre de l'empire par intérêt. C'est un libéral accommodant qui trouve toujours suffisante la somme de liberté dont jouit le pays, pourvu qu'il ait, lui, la liberté de faire triompher ses propres idées. Il a combattu l'empire, comme on combat une jolie femme, pour l'amener à se laisser séduire, ou à vous séduire, ce qui est encore plus charmant. Ancien ministre du prince Louis-Napoléon, M. Buffet lui avait visiblement tenu rigueur au lendemain du 2 Décembre, et il répétait même volontiers qu'il bouderait jusqu'à ce que le fameux édifice fût *couronné*. Le couronnement ne vint pas, mais M. Buffet, las de bouder contre son bras veuf de tout portefeuille, se contenta de l'ombre de la proie. Il ne faut pas le comparer cependant à ceux de ses collègues pareils à M. Ollivier et qui, funestes à ceux qu'ils prétendaient servir, furent terribles au pays qu'ils prétendaient sauver. Ceux-là, après avoir fait sur une malheureuse nation de telles expériences de libéralisme, devraient chercher dans un coin du monde un peu d'ombre et de silence. Mais M. Ollivier tient à faire des livres, et des livres qu'il appelle *Principes de conduite*. Ses principes sont de n'en point avoir.

M. Buffet ne doit pas être confondu avec cet homme, mais son rôle ne laisse pas que d'être dangereux. Après

être demeuré à Mirecourt pendant la guerre, M. Buffet, élu député des Vosges, le 8 février, le premier sur huit, par 36,137 voix, refusa le portefeuille des finances que lui offrait, à Bordeaux, M. Thiers. L'ancien ami du président de la République ne cessa plus, dès lors, de le combattre et, chaque fois que M. Thiers voyait M. Buffet à la tribune, il ne pouvait s'empêcher de laisser échapper de petits mouvements d'impatience, enflant sa joue d'une façon très-significative. Certain discours de M. Buffet, à propos d'impôts, fut cause de la première démission de M. Thiers.

Lorsque M. Grévy quitta volontairement le fauteuil de président de l'Asssemblée, M. Buffet fut élu par la droite. Il devait être réélu six fois de suite avant d'avoir pour successeur M. le duc d'Audiffret-Pasquier. Très-différent de M. Grévy, qui était la simplicité même, M. Buffet siégeait au fauteuil, le gilet ouvert et le col cravaté de blanc. C'était un président dameret. Lorsqu'il passait, l'aspect cassant, devant la garde d'honneur qui présentait les armes, M. Buffet n'avait pas seulement l'air d'un homme qui va faire son devoir, mais, si je puis dire, d'un notaire élégant qui va rédiger un contract.

M. Buffet est cependant ennemi du faste. N'oublions pas que c'est lui qui demanda, au temps de M. Thiers, qu'il fût interdit aux ministres d'habiter leurs ministères, « pour qu'ils ne s'habituassent pas, eux et surtout leur « famille, à cette idée luxueuse qui est pour beaucoup de « nos hommes politiques l'un des plus puissants motifs « de la recherche des honneurs. » — Honnête homme et d'une grande simplicité de vie, ajoute le biographe auquel nous empruntons ces lignes, M. Buffet avait du reste

prêché d'exemple et continuait d'habiter, sous l'Empire, alors qu'il était ministre des finances, son appartement de la rue de Saint-Pétersbourg.

Il n'en est pas moins vrai que les deux présidents, M. Buffet et M. Grévy, formaient alors un piquant contraste.

Les deux actes dominants de la vie de chacun des présidents les caractérisaient, d'ailleurs, l'un et l'autre. Lorsque M. Grévy, défendant son *amendement* célèbre, proposait jadis, presque à la veille de Décembre, d'éliminer le président de la République et de déléguer le pouvoir exécutif au président des ministres, élu pour un temps illimité et toujours révocable, M. Buffet se préparait déjà à servir celui qui, en jurant de défendre la République, revenait en France pour y rétablir la monarchie.

Ainsi, l'amendement de M. Grévy eût sauvé la République et écarté le danger de l'Empire. La politique de M. Buffet perdit la République et prépara le coup d'État. Mais n'essayez pas de rappeler ces souvenirs à M. Buffet. Profondément pénétré de la rectitude de sa conduite politique, il n'admet pas qu'on lui reproche une de ses erreurs. Son collègue, M. de Tillancourt, ce successeur de M. de Bièvre, disait un jour, en souriant : « Ce buffet n'est pas commode. » Le calembour suffit parfois à peindre un homme.

Quelqu'un a comparé M. Buffet à Wellington. Comme le général anglais à Torrès-Vedras, M. Buffet, acculé, ne capitule pas, a-t-on-dit, il démissionne. Trois fois il a démissionné : en 49, en 51, en 70. M. Buffet n'est cependant pas un Wellington : il lui manque d'avoir gagné

une bataille de Waterloo. Le 25 février pouvait être la date de cette bataille là, s'il en eût voulu saisir la portée. Il est cependant très-exact qu'il a le type et le tempérament d'un Saxon. Il est presque blond, un peu crépu, froid et roide. Je ne sais qui assurait, avec raison, qu'il faut des Français pour gouverner des Français : M. Buffet est un Anglais.

Un Français eût suivi le mouvement après le 25 février et l'eût dirigé. M. Buffet, à peine avait-il formé le cabinet du 10 mars où figuraient à la fois M. Dufaure, M. Léon Say, M. H. Wallon et M. de Meaux, qu'il se hâtait d'enrayer et d'endiguer. Pourquoi ? Y avait-il péril en la demeure ? Non, certes. Mais M. Buffet, qui avait, le 25 février, montré son « mauvais caractère » à la droite, voulait, le 12 mars, le montrer à la gauche. M. de Broglie avait déclaré que sa politique serait *résolûment conservatrice*. M. Buffet vint affirmer que la sienne serait *nettement conservatrice*.

Ces deux adverbes joints font admirablement !

Il y eut de la stupeur à Gauche lorsque l'homme d'État, porté à la vice-présidence du Conseil par une majorité nouvelle, vint faire les doux yeux à la majorité ancienne et montrer déjà les dents à celle qui l'avait appelé, souhaité, poussé au pouvoir. On pouvait déjà deviner en Mars ce qui allait se passer en Juillet, à propos du rapport éloquent de M. Savary et des menées bonapartistes. M. Buffet songeait peut-être à refaire la majorité du 24 mai ! Allons ! ressuscite-t-on les morts ? a-t on jamais marché en arrière ?

M. Buffet, malgré son mauvais caractère, n'en est pas moins indécis, et un publiciste d'un talent solide, M. Edmond Schérer, étudiait habilement naguère les diverses phases de cette irrésolution :

« Il y a évidemment du trouble dans l'esprit de M. Buffet, j'allais dire, dans sa conscience politique, écrivait M. Schérer ; mais ce trouble lui-même, d'où vient-il ? Serait-ce que M. Buffet ne peut se pardonner d'avoir été porté au pouvoir par les républicains, et qu'il veut se laver à tout prix de cette contamination ? Serait-ce que les responsabilités lui pèsent, et qu'il est disposé à jouer le tout pour le tout, à faire prévaloir sa politique de réaction ou à quitter des fonctions dont on ne se soucie qu'à moitié? Il y a du vrai dans ces explications, mais elles ne me paraissent pas aller au fond. Le fond, c'est que M. Buffet reconnaît de plus en plus la fausseté de la situation qu'il s'est faite à lui-même. Il se sent dans une impasse, il y voit le char de l'État engagé, il ne sait plus comment l'y retourner et l'en faire sortir, et il a l'amertume de penser que tout cela est son ouvrage. »

M. Buffet, déplorant *in petto* le vote de la Constitution et voulant peut-être le rendre inutile, me fait penser à Saturne dévorant ses enfants. Mais M. Buffet aura beau tenter, la Constitution est acquise, la République est acceptée, elle sera bientôt organisée, et ceux qui l'attaquent sont des factieux.

Ceux-là, ces bonapartistes infatigables dans l'art de la propagande, ne tarderont pas, j'espère, à sentir le poids du *mauvais caractère* de M. Buffet qui les a sauvés pourtant d'un vote écrasant. M. Buffet, pour sortir de la fausse

situation où il se trouvait, a essayé d'un acte de violence. Il a essayé de reconstituer une majorité de Droite. Vaine entreprise, cette majorité n'existe pas. Elle existe si peu que, pour gouverner, M. Buffet a besoin de la prorogation, qu'il fait *donner* cette division Malartre dont le drapeau porte pour devise : *Loisirs* et *villégiature*, et que, pour dominer l'Assemblée, il faut que l'Assemblée soit absente.

Ainsi, pour parler comme l'écrivain que nous citions tout à l'heure, « la dissolution de l'Assemblée est redevenue plus incertaine en même temps qu'elle est devenue plus nécessaire que jamais; mais si M. Buffet fait à ses nouveaux alliés la concession d'une prorogation, personne n'aura à en redouter les conséquences plus que lui-même. La position de la Gauche entre les autres partis est telle qu'elle reste assurée, pour peu que le parlement dure encore, de redevenir maîtresse de la situation et de rendre M. Buffet à ses loisirs, qu'il promettait hier d'employer à faire connaissance avec les documents de la Commission d'enquête ! »

Car voilà bien ce qu'on peut reprocher par dessus tout à M. Buffet, premier ministre. Soit affectation de maussaderie ou fanfaronnade d'insociabilité, M. Buffet a tenu à déclarer à l'Assemblée qu'il n'avait pas lu le long et intéressant rapport du courageux M. Savary sur les « agissements » des bonapartistes. Ce que tentent les partisans de l'Appel au peuple importe peu à M. Buffet. Ce qui l'alarme, c'est la conjuration radicale. A l'heure où M. Savary lui signale M. Rouher ou M. Amigues, M. Buffet s'inquiète surtout de M. Lockroy.

Il faut avouer d'ailleurs que l'inutile protestation de

M. Louis Blanc à la salle Ragache était bien faite pour donner auprès de certains membres de la Chambre du crédit aux assertions de M. Buffet. Quel besoin avait M. Louis Blanc de protester contre le modérantisme de ses collègues? Garibaldi, un vrai héros, que M. Louis Blanc nous présente comme le modèle du politique de l'*absolu*, a cependant bien accepté le *relatif* lorsqu'il a consenti à ne plus faire d'opposition à la monarchie de Victor Emmanuel, parce que Victor Emmanuel refaisait la patrie. Certes, l'absolu est une noble chose. Mais qui l'a trouvé? Pas même le Balthazar Claes, du roman de Balzac.

Choisir seulement entre *tout ou rien* est une solution trop commode. Que penserait-on d'un jardinier qui mettrait la cognée à la racine d'un arbre, sous prétexte qu'il n'a pas encore donné de fruits? Ne ferait-il pas mieux d'attendre à la saison prochaine?

M. Buffet, qu'on avait pu croire un moment retourné à ses opinions de 1848, n'en est pas moins redevenu, le jour où il réclamait le vote de confiance de la Droite, l'homme du 24 mai, et si la coalition n'a pas, quoi qu'elle dise, retrouvé ses soldats, elle a reconnu son chef, celui qui a présidé à la chute de M. Thiers.

Il reste, d'ailleurs, au gouvernement des hommes qui représentent, au pouvoir, la République et le 25 Février : c'est M. Léon Say, M. Bardoux, esprit aiguisé, érudit, pénétrant et profond, conscience droite et intelligence haute; c'est M. Dufaure, dialecticien habile, orateur aux serres puissantes, sorte de justicier terrible et froid, d'un talent vigoureux et redoutable, qui a solennellement pro-

mis de surveiller la faction dont M. Buffet a retardé la déroute.

Cette déroute était indiquée et certaine, mais le hasard et la fièvre d'une séance quelque peu incompréhensible ont ajourné la victoire. Et l'aventure prouve d'ailleurs que, pour le parti républicain, la sagesse et la prudence sont de plus en plus nécessaires, et qu'il ne doit pas se laisser toucher par les reproches de ceux qui l'accuseraient de complaisance et de faiblesse.

M. Louis Blanc et M. Madier de Montjau ont cependant essayé de faire passer les esprits vraiment politiques du parti pour des caractères entachés de mollesse. Puérile accusation. M. Gambetta a tout à coup reparu aussi bouillant que jamais et plus vigoureux encore que ceux qui lui reprochaient avec un peu de jalousie, mais en termes voilés, de manquer de nerf. Il s'est même rencontré beaucoup de bons esprits pour se demander si le jeune et hardi *leader* du parti républicain n'eût pas mieux fait de remettre au lendemain son attaque, et, comme il disait un jour, *d'avaler encore ce crapaud*, pour prouver que la patience est aussi une vertu républicaine.

— Voici ce qui est arrivé, disait un spirituel député, M. J. B.: le vice-président du conseil, M. Buffet a, agité un lambeau d'étoffe rouge, M. Gambetta s'est précipité dessus comme un taureau, et M. Buffet a profité de l'occasion pour l'atteindre!

Reste à savoir qui a été le plus directement atteint.

N'est-il pas bien naturel, au surplus, que l'on éprouve le besoin absolu de répondre, et sur-le-champ, à une parole aussi imprévue que celle du ministre :

— Je lirai le rapport de la Commission lorsque je serai rendu aux loisirs de la vie privée !

N'y a-t-il pas là une irritante ironie, une provocation bien calculée pour faire bondir l'adversaire, lequel bondira d'autant plus qu'il est plus loyal et plus convaincu ? C'est ce que M. J. B. appelle le lambeau d'étoffe rouge.

L'intervention violente de M. Gambetta dans le débat a du moins déchiré cette étoffe et tous les voiles avec elle. Maintenant il ne s'agit plus que de retrouver la prudence accoutumée, prudence que quelques-uns regardent comme un crime. En guerre, la suprême vertu, n'est-ce point cependant la science de la tactique ? Depuis quand reproche-t-on à un général son habileté ? Au surplus, le sacrifice et l'attente, les déboires, les déceptions ne sont jamais inutiles aux partis : ils les trempent. De faciles succès les tromperaient au contraire.

La République, comme la liberté, doit être achetée par des sacrifices de chaque jour : *Republica quotidie emenda.* Ceux-là sont ses vrais amis qui la veillent, pour ainsi dire, comme on se placerait au chevet d'un enfant qui grandit.

M. Buffet avait pu passer, un moment, pour le parrain de cette République timide, mais progressive. Le parrain était malheureusement de méchante humeur le jour du baptême, et il laissa là sa filleule. La République se passera de lui ; elle fera mieux : elle le traitera comme elle a traité M. de Broglie, dont l'impopularité proverbiale n'était cependant pas très-enviable pour un homme d'esprit.

Mais qu'est-ce que l'esprit, lorsqu'il s'agit de tempéra-

ment? M. Buffet a voulu montrer, une fois encore, que sa force consistait dans son « mauvais caractère. » M. Buffet a provoqué une crise; cette crise dure encore. Je souhaite pour M. Buffet lui-même, le doctrinaire et le parlementaire, qu'elle n'entraîne pas le discrédit du régime parlementaire! César est là, en effet, et César prétend qu'on lui rende ce qui ne lui appartient pas.

Mais César et ceux qui le servent parleront enfin moins haut quand on aura donné la parole à la France.

M. DUPANLOUP

M. DUPANLOUP

Les récentes discussions sur la liberté de l'enseignement supérieur ont fait de M. Dupanloup un triomphateur. Il a en effet poussé de toutes ses forces l'Assemblée vers cette loi qui remet l'éducation définitive des jeunes gens aux ennemis directs de toute éducation vraiment libre et vraiment humaine. L'avenir dira ce qu'une semblable loi aura coûté à la France.

Il y avait longtemps que M. Dupanloup poursuivait cette victoire. Lorsqu'il ouvrait jadis des maisons d'éducation religieuse jusque dans son palais épiscopal, lorsqu'il écrivait, plus tard, aux directeurs des séminaires de ne tenir aucun compte de la circulaire de M. Jules Simon, qui réformait et virilisait l'éducation ; lorsqu'il

accusait ce ministre de l'instruction publique de vouloir *la ruine des humanités et le renversement de la haute éducation intellectuelle en France,* M. Dupanloup préparait déjà l'attaque qu'il a menée, en juillet 1875, avec sa vigueur, son ardeur habituelles.

M. Dupanloup est un agité et un agitateur. Il est sanguin, solide, empourpré, actif, les cheveux blancs et la face rouge, un peu de crème sur un plat de fraises. Il a soixante-treize ans sonnés, étant né le 3 janvier 1802. Ancien supérieur du petit séminaire de Paris, professeur d'éloquence sacrée à la Sorbonne, comme le fut plus tard M. Freppel, aujourd'hui évêque d'Angers, M. Dupanloup est depuis plus de vingt-cinq ans — depuis le 6 avril 1849 — évêque d'Orléans. Il y a longtemps qu'on l'appelle le *fougueux prélat.* Cette épithète lui est restée comme un surnom. Un satirique bordelais rimait naguère assez vivement la silhouette de M. Dupanloup :

C'est un homme de science,
Un orateur éclatant,
Et ce qu'on appelle, en France,
Un évêque militant.

Sans qu'en rien cela lui pèse,
Il entreprend, à la fois,
Les affaires du diocèse
Et les affaires des rois.

Collègue de Laboulaye,
Immortel... comme Littré,
Dans toute grande Assemblée,
Il a son siége attitré.

Vénéré de ses fidèles,
Admiré de ses amis,
Il servait — avec grands zèles, —
Et son pape et son pays.

Il vivait heureux et sage
Mais il rencontra, soudain,
Un. . . . . .
Un *Veuillot* sur son chemin.

Le pape, pris pour arbitre,
Dit qu'à côté de Veuillot,
L'évêque, malgré sa mître,
N'était rien qu'un parpaillot.

A ces paroles cruelles
Dupanloup s'étant soumis,
Tourna vers les infidèles
Ses beaux discours fort aigris.

Le front plissé, la voix claire,
Criant, agitant les bras,
Pour un rien il s'exaspère.
Bref, il ne *dérage* pas !

Le ton de la satire est badin, mais le fond est vrai. Louis Veuillot a durement malmené, dans l'*Univers*, l'évêque d'Orléans, et ce n'était pas un des moins étonnants spectacles de ce temps, fécond en surprises, que de voir ces deux gens d'église se jeter au front les goupillons et les gros livres pieux, comme les héros du *Lutrin vivant*.

Ce n'est pas à Versailles, où il apparaît comme député, mais c'est à Orléans, où il demeure, qu'il faut apprendre à connaître M. Dupanloup. Le milieu même explique d'ailleurs bien vite le personnage. Orléans ressemble à son prélat. C'est bien toujours une ville religieuse et de noblesse.

La rue de la Bretonnerie, semblable à certains quartiers cléricaux de Paris, toute de vastes hôtels, aux fenêtres closes, gentilhommières fermées aux profanes, dit éloquemment l'esprit du cru. M. Dupanloup règne ; à l'évêché, il donne des soirées où l'aristocratie et la bourgeoisie

orléanaises prennent des glaces dans des salons séparés, sans se mêler. L'évêque a beau agiter ses invités, l'huile et le vinaigre, un moment réunis, se séparent. L'aristocratie est intolérante, la bourgeoisie est assez vaine.

Il n'est point fort instruit. Il compose ses sermons de citations, ou plutôt il amalgame les textes. C'est lui qui dit : « Le sermon, c'est la concordance. »

Tous les ouvrages du XVIIe siècle ont une table analytique où toutes les matières traitées sont mentionnées avec renvoi à la page où il en est question. *Humilité*, voyez page tant; *orgueil*, voyez telle page. M. Dupanloup, selon le point qu'il veut traiter, prend le sujet en question, interroge tour à tour Fénelon, Bossuet, Massillon; établit *la concordance* de tous ces orateurs, et bâtit son discours là-dessus. Ces discours aussi bien ne sont souvent que des centons oratoires.

Lorsqu'il va publier une brochure, cela est mieux encore. Il envoie ses épreuves à tous ses amis, qui sont nombreux, avec prière de mettre en marge leurs observations, des additions, des citations. Lorsque ces diverses épreuves lui sont retournées, il les renvoie à l'imprimerie, comme Balzac faisait des siennes. On compose le tout, le tout absolument, et M. Dupanloup passe pour un magasin de faits; mais cette cohue d'idées rend chacun de ses écrits hâtif et heurté.

Il est fort respecté à Orléans. Ses mœurs imposent. Sa facilité de travail est prodigieuse; il écrit à tous et sur tout. Que de lettres, de réponses, de polémiques! Sur toutes les questions, guerre, paix, fléau, une brochure, un mandement, une instruction pastorale. Il est d'ailleurs intolérant. Clérical, il serait volontiers inquisiteur; révolutionnaire, il eût été terroriste. Il ne pardonne point, par exemple, à un curé de campagne d'être populaire. La popularité d'un autre nuit à son ambition; il le change de cure.

Lorsqu'il arriva à Orléans, il sut, par la flatterie, s'attacher la bourgeoisie orléanaise, multiplia ses visites et

conquit toutes ces vanités de province. Son palais épiscopal est rempli de tableaux de sainteté que lui ont peint bien ou mal (plutôt mal que bien) les dames de la ville.

Point artiste, il ne comprend rien aux arts. Il trouvait, l'autre jour, fort médiocre l'*Apothéose d'Homère,* d'Ingres.

Un trait qui a son prix est celui-ci : M. Antigna, qui est d'Orléans, M. Antigna, le Paul Delaroche devenu auteur de mélodrames, avait au musée de la ville un tableau dont le titre dit tout : *Après le bain.* Il paraît que ce tableau faisait scandale dans les salles du musée. Les femmes baissaient leurs voiles pour passer devant. On se plaignit à l'évêque. Monseigneur s'émut, alla trouver le préfet, fit tant et si bien qu'on enleva le tableau : *vade retro, Satanas!* La peinture de M. Antigna (elle a figuré au Salon, le jury n'y a rien vu ni la foule) est reléguée dans un grenier, au haut de la tour de Jeanne d'Arc.

On se souvient que M. Dupanloup donna sa démission de membre de l'Institut, lorsque M. Littré entra à l'Académie. Le cas de M. Dupanloup se doublait là d'une question personnelle.

Aux yeux de ses confrères de l'épiscopat, aux yeux de la cour de Rome, le prélat semblait se diminuer et affaiblir en même temps son caractère sacerdotal en faisant partie d'une compagnie de lettrés et de purs écrivains. Je n'aime pas à faire partie des *catalogues,* disait Béranger, lorsqu'on lui parlait de l'Académie. A un tout autre point de vue que celui du chansonnier, M. Dupanloup, lui non plus, ne tenait pas à être *catalogué*, et son titre d'évêque et son nom turbulent suffisaient à son désir de gloire bruyante. Il a donc faussé compagnie à ses collègues et il a voulu, dorénavant, marcher seul. On raconte que le jour où on discuta les titres des candidats à l'Académie, M. Dupanloup, après avoir protesté si vivement contre l'élection de M. Littré, se retira dans la bibliothèque de l'Institut.

Il n'y avait là que le bibliothécaire et un seul lecteur

courbé sur un livre, à une table d'étude. L'évêque d'Orléans s'approche d'abord du bibliothécaire, et doucement :

— Cela ne vous gênerait pas, monsieur, demanda-t-il, si je lisais ici mon bréviaire ?

— Mais, nullement, monseigneur.

M. Dupanloup fit alors deux pas vers l'unique lecteur, et répétant sa question :

— Si je lisais ici mon bréviaire, monsieur, cela ne vous gênerait-il pas ?

— Non, certes !

Or, ce lecteur était précisément un des anciens élèves de M. Dupanloup. C'était M. Ernest Renan, que le prélat, sans nul doute, ne reconnaissait point. Y avait-il une réelle affectation de la part de ce prêtre qui, après avoir essayé de chasser de l'Institut un penseur honnête et profond comme M. Littré, ouvrait (et montrait soigneusement qu'il ouvrait) un livre de prières ? Toujours est-il que le hasard était piquant qui faisait adresser cette question par l'évêque intolérant à l'auteur de la *Vie de Jésus*.

Tout le bruit fait par M. Dupanloup tombera, au surplus, devant le silence de M. Littré. Celui-ci n'a pas lu une ligne de son adversaire et n'en lira certainement pas. Tout occupé de son Dictionnaire, il ne songe qu'à le compléter, et s'occupe du supplément. Dans la dernière élection de Paris, dans la lutte entre Victor Hugo et M. Vautrain, M. Littré n'a vu qu'un mot nouveau, le mot *contractuel*, et a regretté que la lettre C de son livre fût totalement publiée. Le fait est absolu. Je le tiens d'un voisin du philosophe. Comme on lui demandait son avis sur les candidats, Littré ne répondit qu'une chose :

— Victor Hugo a inventé un mot excellent.

Quant à M. Dupanloup, encore une fois, il ne s'en soucie guère, et, au fond, M. Dupanloup lui-même a simplement saisi une occasion qu'il eût put trouver jadis, alors que Mérimée et Sainte-Beuve étaient ses collègues sur les bancs de l'Académie. L'ami de Stendhal, Mérimée, allait

autrement plus loin dans ses conclusions négatives que M. Littré, qui procède, en somme, par affirmations. Et ce sceptique de Sainte-Beuve ne devait-il point, aux yeux de M. Dupanloup, prendre des apparences d'anti-Christ ?

Lorsque Mérimée publia cette brochure étrange et cynique qu'il appelle H. B., et où il raconte la vie d'Henri Beyle, une main aimable ou malveillante adressa un exemplaire de ce travail à chacun des immortels. Et Mérimée, cependant, n'avait publié cela que pour ses seuls amis. M. Dupanloup ne pouvait, en conséquence, ignorer que son collègue Mérimée avait écrit cette fameuse phrase : « *Ce qui excuse Dieu, c'est qu'il n'existe pas.* » Mais l'heure de la démission n'était pas venue encore pour le prélat. Elle n'eût point fait assez de bruit. Peut-être aussi M. Dupanloup était-il présent à la séance de l'Académie Française, où l'on discuta s'il fallait mettre au concours de poésie ce sujet : *Les restes de Saint Augustin ramenés à Hippone.* A cette séance, Alfred de Musset, assis dans son coin, silencieux et rêvant, semblait absorbé par une pensée intérieure. Un de ses voisins, désirant consulter le poëte sur le sujet de poésie, le frappe sur l'épaule et lui demande son avis. Musset sembla sortir d'un rêve, puis, répétant entre ses dents le nom de saint Augustin, évêque d'Hippone, il haussa les épaules et lança en plein Institut cette réponse demeurée célèbre :

— *Bah ! tout ça, c'est des prêtres !*

Et comment, si M. Dupanloup l'entendit, ne se leva-t-il point et ne donna-t-il pas, furieux, la démission qu'il gardait en réserve pour la nomination de M. Littré ?

Tel est l'homme. Mais son intolérance ne s'arrête ni aux académiciens, ni aux toiles. Ce qu'il combat, ce qu'il poursuit, ce qu'il exècre, c'est la liberté de la pensée, l'esprit moderne, les manifestations les plus nobles de la science, les libertés les plus nécessaires de la discussion. Toutes ces choses, il les dénonce comme des dangers publics, et on l'entend, un jour, dénoncer un médecin et le lendemain un publiciste. On a le secret de ces vio-

lences. M. Dupanloup rencontre, une fois, M. Dufaure dans un couloir et lui demande pourquoi on avait arrêté les poursuites contre M. Victor Poupin, éditeur de l'excellente bibliothèque démocratique à laquelle collaborent les Jules Simon, les Carnot, les Pelletan, les Schœlcher. M. Dupanloup s'insurge contre cet arrêt de poursuites. « C'est sans doute, ajoute-t-il, votre M. Bardoux qui a fait cela? — Oui, c'est M. Bardoux, riposta le ministre de la justice, mais sur mon ordre, Monseigneur. »

Alors, ne pouvant s'en prendre à M. Bardoux, Monseigneur s'en prend à la science elle-même. Il épluche les traités de médecine, il échenille les études physiologiques. Il passe l'enseignement de nos docteurs au crible de l'inquisition et, volontiers, il jetterait le tout au feu. Il se voile la face si M. Littré entre à l'Académie, et M. Littré, pour répondre aux anathèmes de M. Dupanloup, se fait recevoir franc-maçon, comme Voltaire et comme Franklin. Les fureurs cléricales de M. Dupanloup indisposent même les esprits calmes, et un recueil qui n'a rien de subversif traçait tout dernièrement, à propos d'un archevêque anglais, M. Manning, le portrait d'un de ces prélats qui, au rebours de M. Dupanloup, n'anathématisent personne, qui interrogent et qui discutent.

« On assure, disait la *Revue des Deux Mondes*, que M. Manning, archevêque de Westminster, est l'un des habitués les plus assidus du *Metaphysical Club*, qu'il y dîne souvent en compagnie du rationaliste et positiviste M. Spencer, et qu'il aime à conférer avec lui sur quelques points de haute métaphysique. Ceux qui connaissent M. Manning affirment que, s'il faisait partie d'une académie et que M. Spencer en devînt membre, il n'aurait garde de donner sa démission. On affirme aussi que, s'il siégeait au Parlement, il ne se croirait point obligé d'employer son éloquence à convaincre tel écrivain de matérialisme, tel autre d'athéisme et à condamner les professeurs d'Oxford sur ce qu'ils ont dit et même sur ce qu'ils n'ont pas dit. M. Manning n'estime point que le rôle de dénonciateur

soit le plus beau que puisse remplir un évêque, et on prétend, chose plus étonnante encore, que, lorsqu'il cite ses adversaires, il se croit tenu de ne point tronquer leur pensée. »

Il n'est pas une ligne de ce fin morceau, pétillant d'allusions ironiques — et dont on regrette de ne pas connaître l'auteur — qui ne soit fort habilement dirigé contre M. Dupanloup.

Comment s'était comporté, en effet, M. Dupanloup, à la tribune de l'Assemblée nationale ? Il avait attaqué le haut enseignement actuel en lui prêtant de fausses théories. Il avait choisi des citations perfides, en vertu de l'axiome fameux du policier illustre : « Donnez-moi trois lignes de « l'écriture d'un homme, et je me charge de le faire pen- « dre ! » Ne l'avait on pas vu déjà rechercher dans les écrits de M. Charles Robin, dans le *Dictionnaire de Médecine* de Nysten, des lambeaux de phrases propres à frapper les esprits, et n'avait-il pas tout fait pour amener la destitution des professeurs les plus illustres ?

Eh ! bien, à la tribune, comme en chaire, M. Dupanloup dénonçait, fulminait, demandait des destitutions avec une véhémence qui pouvait avoir quelque chose du soldat, mais qui n'avait rien du chrétien. En vérité, je vous le dis, M. Dupanloup appartient à l'église militante. Il a même, certain jour, essayé de combattre, au Concile œcuménique de 1869, contre l'infaillibilité du pape. Ces velléités libérales sont d'ailleurs très-rares chez lui.

M. Dupanloup devait, au surplus, attirer de vertes réponses à ses harangues foudroyantes. Il avait affirmé qu'un médecin, un professeur enseignait que l'église avait brûlé la bibliothèque d'Alexandrie. M. Léon Lefort, professeur à la Faculté de médecine de Paris, chirurgien de l'hôpital Beaujon, ainsi mis en cause, protesta bientôt contre les dénonciations calomnieuses et les citations tronquées de l'évêque d'Orléans, et les rieurs furent du côté du médecin qui enseignait à l'évêque à quelles sour-

ces il fallait remonter [1]. Et, après s'être défendu contre les reproches du prélat, M. Lefort ajoutait :

« Vous regardez comme des attaques à la morale tout ce qui est contraire à vos idées ; vous voulez interdire l'éloge de cette vertu toute chrétienne, la charité, à un homme qui, depuis vingt-sept ans comme élève et comme chef de service, a consacré toutes ses matinées au service des pauvres dans les hôpitaux, et que les malades ont trouvé à leur chevet, dans toutes les épidémies, comme les blessés l'ont trouvé auprès d'eux à Paris, à Metz et en Italie ; vous appelez éloge de la charité chrétienne une précaution oratoire c'est-à-dire une hypocrisie. Oui, Monseigneur, à mon sentiment, la charité, inconnue au monde païen est le plus beau titre du christianisme ; mais si j'ai acquis le droit d'en faire l'éloge, si j'ai le droit de me dire chrétien, j'ai aussi le droit, dans un pays où nous possédons encore la liberté de conscience, de dire que je ne confonds pas les doctrines du christianisme, ni même les principes catholiques que j'ai reçus dans mon enfance, avec les doctrines funestes du *Syllabus* et de l'infaillibité. »

1. Le discours qui scandalisait M. Dupanloup était la leçon d'ouverture de M. Lefort sur l'*Histoire de la Chirurgie*. L'évêque d'Orléans reprochait au savant professeur d'avoir mis sur le compte du fanatisme des chrétiens un fait « qui a toujours été regardé comme le grand crime de la barbarie musulmane. »

Voici la leçon que donnait à ce propos, à M. Dupanloup, M. Emile Alglade, un véritable érudit, dans la *Revue scientifique :*

« Mgr Dupanloup prétend, au contraire, que l'*histoire en a toujours accusé le calife Omar*. Il aurait bien fait de nous dire où il prend cette histoire; car on le supposerait peut-être seul à croire aujourd'hui en la légende d'Omar, si M. le marquis de la Rochejacquelein n'était venu l'appuyer inopinément de l'autorité de son nom. C'est plusieurs siècles après la prise d'Alexandrie par les Arabes, qu'un historien sans crédit a imputé, pour la première fois, à Omar l'ordre de brûler la bibliothèque d'Alexandrie, sans doute pour avoir l'occasion de produire le joli mot bien connu : « Si elle ne contient que le Koran, elle est inutile; si elle contient autre chose, elle est nuisible. » Aucun des historiens

Le coup était porté droit et M. Dupanloup, quelque aveuglé qu'il soit par le fanatisme, dut le ressentir vivement.

Je dis aveuglé, car cet homme est sincère. C'est avec conviction qu'il appelle M. Littré un *impie* et un *méchant*. C'est avec conviction encore qu'il reproche à M. Challemel-Lacour de vouloir faire de lui un *otage*. M. Dupanloup est d'ailleurs courageux. Il l'a montré (au mois d'octobre 1870) lorsqu'il fut retenu prisonnier par les Allemands, dans son palais épiscopal. Son intervention décisive obtint d'ailleurs une réduction de la contribution de guerre imposée à Orléans par l'ennemi. Il se multipliait aussi dans les ambulances. C'est pourquoi le Loiret l'en-

antérieurs ne mentionnait ce fait, et les grandes collections alexandrines étaient déjà détruites alors depuis longtemps.

« La grande bibliothèque Philadelphienne ou bibliothèque Mère, deposée dans le quartier du Bruchion, a été brûlée dans l'incendie de ce quartier pendant la guerre de Jules César contre les Egyptiens. Mais il restait encore la *bibliothèque Fille* placée, dans un autre quartier, au temple de Sérapéum. Quelques années plus tard, la bibliothèque des rois de Pergame, donnée par Marc-Antoine à Cléopâtre, vint s'y ajouter et porter peut-être jusqu'à 500,000 le nombre de ses volumes. C'est cette bibliothèque du Sérapéum qui a été détruite par les chrétiens quelque temps après le concile de Nicée, sous le patriarcat de Théophile.

« Ce fait est mentionné dans tous les ouvrages modernes qui parlent de la bibliothèque d'Alexandrie, par exemple : l'*Histoire de l'école d'Alexandrie*, de Matter, de Barthélemy Saint-Hilaire, les Recherches sur l'histoire des bibliothèques célèbres de Petit Radel, etc. Il est attesté notamment par un témoin oculaire dont l'impartialité ne peut pas être mise en doute : c'est le prêtre espagnol Paulus Orosius, dans son ouvrage dédié à saint Augustin et intitulé d'une manière significative : *Adversus paganos historiarum libri septem ut et apalogeticus contra Pelagium de arbitrii libertate*. Nous citons d'après l'édition in-4° de Sigebert Havercamps. (Lugduni Batavorum, apud Samuel et Johannem Luchtmans, 1767, page 421.) Orose raconte d'abord l'incendie arrivé sous Jules César et ajoute : « *Unde quamlibet hodieque in templis exstent, quæ* ET « NON VIDIMUS, *armaria* librorum : quibus direptis, EXINANITA EA A NOS- « TRIS HOMINIBUS *nostris temporibus memorent, quodquidem verum est.* » Ainsi Orose a vu les armoires vidées par les chrétiens (*a nostris hominibus.*)

voyait à la Chambre. C'était moins le prélat que le patriote qu'on y portait.

Ce patriotisme est d'ailleurs de surface comme le patriotisme du prêtre. J'ai bien peur que M. Dupanloup ne préfère à cette motte de terre, qui est la France, cette patrie idéale qui est, ou Rome ou le ciel. Lorsque l'inondation désola le Midi, il adressait cependant un appel vraiment ému aux gens de son diocèse, et il traçait un tableau poignant des désastres effroyables qui venaient d'atteindre Toulouse :

« Donnons de suite, disait-il, et beaucoup ; car les besoins sont urgents, comme les souffrances sont immenses ; tenons à honneur de signaler la charité orléanaise dans ces conflits de générosité qui vont s'élever chez tous ceux qui, en France, portent dans leur poitrine un cœur d'homme et un cœur chrétien. »

Voilà qui est bien ; mais, quelques années auparavant, dans une brochure qui portait ce titre : l'*Athéisme et le déril social*, M. Dupanloup n'avait-il pas représenté les inondations comme des châtiments infligés par le Très-Haut aux misérables pécheurs ? Sa charité implore quelquefois, mais sa foi terrible menace toujours.

Écrivain, M. Dupanloup a de l'éloquence et une certaine pompe ; orateur, il n'est plus que médiocre. Un critique original, M. Babou, supposait récemment une séance parlementaire où Bossuet et Fénelon se reprochaient mutuellement leurs griefs, ce qui ôtait une certaine dignité à leurs *seigneuries*. Et le critique concluait en renvoyant à l'église ce soldat qui a nom Dupanloup, qui porte « sa croix en verrouil » et fait de sa crosse un « chassepot. »

M. Dupanloup, pourtant, passe pour libéral. Que serait-ce s'il passait pour intolérant ? Sous l'empire on le disait orléaniste. Il est avant tout, il est seulement clérical. Le prêtre est toujours prêtre, et le plus souvent il

n'est rien que prêtre. Au besoin, on prendrait M. Dupanloup pour un *Césarien*. Ne réclamait-il pas, il y a fort peu de temps, le Messie qu'attendent les partisans du despotisme, c'est-à-dire *un sauveur?*

« Hélas ! s'écriait l'évêque d'Orléans, la France attend une grande âme qui la sauve. Quelquefois elle croit la voir resplendir à l'horizon de l'avenir et de ses destinées. Elle y croit et elle se donne tout entière. Puis, tout à coup, elle s'aperçoit qu'elle n'en a salué qu'une lueur trompeuse, et, se sentant défaillir, elle répète avec douleur le mot de l'Ecriture : « Ah! il n'est pas de la race de ceux « qui sauvent les nations. »

On sait que ceux-là, ces bienfaiteurs vainement appelés par M. Dupanloup, font payer assez cher leurs sauvetages, et le sort veuille que mon pays n'en rencontre plus désormais !

Désespérant de trouver un *sauveur* pour la France, M. Dupanloup a donc pris le parti de la sauver lui-même en compagnie de ses amis. Il l'a sauvée, en partie, — dit-il, — en faisant voter la loi sur l'enseignement supérieur. Le jésuitisme ayant sous sa main le crâne des jeunes générations et le pétrissant, et le façonnant à sa guise, voilà ce que M. Dupanloup a obtenu. Car cette liberté de l'enseignement ne profitera qu'aux adversaires de l'Université. Ils ont l'argent, le nerf de la guerre, et déjà les fondements matériels de leurs universités sont jetés.

Et les pessimistes se désolent! Et les cléricaux triomphent ! Et M. Dupanloup est persuadé que désormais la France est vouée à l'enseignement des jésuites comme Paris est voué au Sacré-Cœur. Erreur profonde.

Je ne suis pas de ceux qui désespèrent parce qu'un obstacle se dresse. Certes, la loi nouvelle est déplorable. Certes, le rôle actif de M. Dupanloup a été fatal. Mais qu'importe! On ne fait pas remonter un fleuve vers sa source. La France ne rétrogradera pas vers le passé.

Vous instruirez nos jeunes gens, Monseigneur? Eh !

bien, soit! Mais l'esprit nouveau pénétrera malgré vous dans les jeunes cerveaux, et souvenez-vous que Voltaire et Diderot, ces artisans de lumières, ont eu pour professeurs qui ? Des jésuites. Il y a une lumière qu'on ne saurait éteindre, c'est le soleil.

M. LE GÉNÉRAL TROCHU

GÉNÉRAL TROCHU

C'était au début du siége de Paris. Il nous fut donné de voir de près, rue de Rivoli, en cet hôtel du *Gouverneur de Paris* qui est devenu, je crois, l'hôtel du ministère des finances, l'homme dont le nom était alors dans toutes les bouches, le général Louis-Jules Trochu.

En 1870, à l'heure où les événements et la sympathie si changeante des foules le portaient au pouvoir, ou plutôt l'appelaient au poste de combat, le général, né le 12 mars 1815, dans le Morbihan, avait cinquante-cinq ans. Petit, brun, alerte, d'aspect énergique, on n'a plus à faire son portrait physique. La gravure et l'imagerie ont rendu ses traits populaires et aussi connus que son nom.

Lorsque nous le vîmes, il nous parut très-résolu, quoique sans illusions et voyant net et tristement juste. Les Prussiens lui paraissaient (ce qu'ils étaient) formidables. On pouvait défendre Paris si on avait eu, dans les villages environnants, une armée de secours, celle de Mac-Mahon formée à Châlons et qu'on avait sacrifiée dans l'Ardenne. Peu importait. « On se défendra pour l'honneur ! »

Nous n'avons jamais oublié cette conversation, et le dernier mot restera celui de l'histoire. Le siége de Paris, qui demeure le *grand fait* de la dernière guerre, a dit M. de Bismarck lui-même, le siége de Paris n'est point jugé, pas plus que l'homme qui en assume la responsabilité devant l'avenir. La renommée du général Trochu a subi l'atteinte qui n'épargne jamais les vaincus, même lorsque ceux-là ont tout essayé pour éviter la défaite. Il avait prévu, semble-t-il, la destinée qui l'attendait lorsqu'après 1866, après Sadowa, il prenait la défense de Benedek et annonçait qu'un temps viendrait peut-être où notre malheureuse France aurait aussi, parmi les généraux, sa victime expiatoire.

L'avenir sera plus juste pour le général Trochu que ne l'ont été ses contemporains. Lorsque le gouvernement de la Défense nationale pressait le gouverneur de Paris de combattre et de vaincre : « Prenez garde, répondait le « général Trochu, une défaite sous Paris serait terrible, « et je crains un *immense excidium* (c'était son mot). Dans « la situation accablante où nous sommes, il faudrait un « grand homme. Eh! bien, je ne suis pas un grand « homme ! » Mais c'était un honnête homme et un organisateur éminent qui sut faire de la résistance à Paris

quelque chose de trop passif, mais d'admirable. Il montrait les fortifications de Paris, à peine en état, au défenseur de Sébastopol, au général russe Totleben, peu de temps avant le 4 Septembre. « — N'avez-vous que cela pour vous défendre ? demanda Totleben. — Nous n'avons que cela. — Eh ! bien, le siége durera quinze jours. » Il dura cinq mois, et l'heure viendra où on rendra justice à cet épisode inouï, à cette attitude solide, sans fracas et sans pose. Le tort du général Trochu fut, lui, désespéré, d'avoir donné de l'espoir à cette ville en armes, toujours trop prompte à s'illusionner. Mais qui reprochera à un homme de parler d'honneur et de dignité à un peuple ?

Élève de Saint-Cyr et de l'école d'état-major, lieutenant en 1840, capitaine en 1843, chef d'escadron d'état-major en 1846, lieutenant colonel en 1853, le général Trochu était général de brigade depuis 1854 (guerre de Crimée) et général de division depuis 1859 (guerre d'Italie). Il avait, après 1865, été chargé de préparer les études relatives à la réorganisation de l'armée, et, en 1870, il était alors, je le répète, porté au premier rang par le suffrage public, cette renommée d'instinct et non de jugement.

Nul général n'eut à ce point et pendant un certain temps, la confiance d'un peuple. Jeune encore, ancien adjudant de Lamoricière et de Bugeaud, il avait, disait-on, tracé le plan de la campagne de Crimée, et il en avait favorisé l'exécution sous les ordres de Saint-Arnaud. C'est à lui que nos soldats, décimés par le choléra, devaient de n'avoir point péri de maladie dans la Dobrutska et d'être partis pour la Crimée. Blessé à l'assaut du bastion central devant Sébastopol, général de division en Italie,

en remplacement du général Bonat (mort, à Suze, de colère, dit-on, parce que le service d'intendance était déplorable), le général Trochu s'était distingué particulièrement à Solférino. C'est lui qui, le soir, débouchant dans la plaine de Guidizzolo, dégagea le corps de Niel et mit les Autrichiens en déroute.

Entre Casanova et Baëte, où l'ennemi se montrait redoutable, il contribua plus que personne à la victoire.

« A quatre heures, dit le maréchal Canrobert dans son rapport sur la journée de Solférino, la brigade Bataille entrait en ligne, les bataillons en colonne serrée, par division, dans l'ordre d'échiquier que je leur prescrivais sur le terrain ; l'aile gauche refusée et l'artillerie à portée d'agir efficacement. Ce renfort permettait au général Niel de prononcer un mouvement offensif qu'a d'abord repoussé l'ennemi ; mais celui-ci ayant opéré un retour, la brigade Bataille (19e chasseurs à pied, 43e et 44e de ligne) a été lancée de nouveau et, conduite avec un admirable entrain par le général Trochu, a refoulé définitivement l'ennemi, qui n'a plus reparu.

Le futur maréchal Niel rendait aussi un éclatant hommage à la façon dont le général Trochu avait conduit ses troupes :

« Avec autant d'ordre et de sang-froid que sur un champ de manœuvres, il enleva, dit Niel, à l'ennemi une compagnie d'infanterie et deux pièces de canon, et arriva jusqu'à demi-distance de la Casanova à Guidizzolo. »

Ce sang-froid brillant, c'est l'attitude même du général

Trochu pour qui le connaît et l'a vu, soit discourant dans un conseil, soit agissant sur un champ de bataille. En cela, il est bien Français : il brave galamment la mort.

Depuis 1859, le général Trochu s'était renfermé pour ainsi dire dans l'étude ; il avait repris un poste au comité d'état-major, et ses connaissances spéciales, son esprit critique et clairvoyant s'étaient fait jour dans ce livre remarquable où, mieux encore que le prince Frédéric-Charles, il jugeait l'armée française en 1867. Ce livre, véritable événement dont on se rappelle le retentissement, avait toute la saveur d'un pamphlet. Il obtint un succès rapide. On y voyait aussi quelque chose d'un esprit d'opposition qui ne déplaisait point dans un général, les généraux étant d'ordinaire pliés à servir. Le livre était sincère d'ailleurs et d'une cruauté vraie. Le chauvinisme national, quelque aveugle qu'il fût, sentit que le redoutable critique avait mis le doigt sur une plaie, et il le remercia de son courage, en lui faisant une popularité véritable. Trochu énumérait les défauts, les vices capitaux de notre armée : le remplacement qui dégrade et fait des soldats des *vendus*, le manque d'autorité des officiers, les défauts de l'infanterie. Après avoir caractérisé nos succès d'Italie par ce mot : « C'est la victoire du bon Dieu et du soldat. » Le général Trochu peignait ainsi le tempérament même du soldat français, intrépide, mais trop impétueux : « Le Français semble fuir en avant ! »

La vérité, en un mot, était nettement et vaillamment dite dans ce livre. Le général Trochu passa pour le général sur qui, à un moment donné, pouvait, sans se tromper, compter la France. En outre, il n'était pas, assu-

rait-on, bien en cour. Son esprit indépendant le faisait médiocrement aimer des Tuileries. On connaissait, ou on croyait connaître, ses opinions antibonapartistes. Depuis le début de la guerre, on s'étonnait que nul commandement ne lui eût été donné, et il n'en fallait pas tant (ce qui prouve la désaffection générale du régime impérial qu'éprouvait, en dépit des votes, la nation ou, du moins, la partie éclairée de la nation) pour le désigner au suffrage de la foule.

On l'acclamait ainsi, et sans le connaître, tant la malheureuse France avait besoin d'un sauveur.

Esprit lettré, éloquent, se laissant entraîner par le brillanté du discours, le général Trochu semble, si on le juge par le résultat, beaucoup moins un homme d'action qu'un observateur délicat et attristé. Ne serions nous plus, hélas ! qu'une nation de critiques capables de signaler les écueils, incapables de les éviter ? Notre perspicacité devine, notre mollesse n'exécute pas. Chacun, devant cette guerre, a prévu les échecs, nul ne s'est levé pour les détourner de notre tête. Critiques, rien que critiques. La patrie de l'audace est devenue la patrie des analystes. Le général Trochu, comme le colonel Stoffel, après avoir étudié la situation , semble s'être montré impuissant à y remédier. Mais quelle différence entre ces deux hommes ! Le général Trochu, après avoir succombé sous une tâche d'ailleurs écrasante, impossible, n'a rien voulu que le repos, et il y a je ne sais quoi de noble dans l'attitude de cet homme qui s'ensevelit à Tours, qui résigne son mandat de législateur, après avoir une dernière fois crié : *prends garde !* à la France, à propos de la

loi militaire, et qui, après avoir été tout, accepte, sans dépit, de n'être rien qu'un homme qui songe. C'est qu'il y a d'ailleurs un philosophe et un littérateur chez le général Trochu.

On a retrouvé aux Tuileries les rapports qu'il rédigeait au retour de ses inspections générales. Les officiers qu'il examine y sont jugés non point par leurs talents pratiques, leurs facultés spéciales, mais plutôt par leur caractère, leur psychologie, et même, physiquement, par leur tempérament. Ainsi, le général dira volontiers d'un colonel, non pas : c'est un tacticien ou un mathématicien, mais : c'est un de ces hommes dont l'œil profond reflète l'âme. Style et habitudes de littérature, excellents chez un romancier, redoutables chez un général.

Mais la pauvre France avait tant vu de ces généraux traîneurs de sabre, incapables de penser, toujours agissants, toujours bottés, éperonnés et tumultueux, que d'entendre parler un général comme le faisait Trochu, de force morale et d'idée supérieure, semblait une nouveauté séduisante. Le général Trochu et ses proclamations consolaient des incapacités ou des brutalités de reîtres.

Sa proclamation aux habitants de Paris, qui donna lieu à une explication courtoise entre le rédacteur en chef du *Temps* et le général nommé gouverneur de Paris, fut généralement approuvée et fit littéralement sensation à la veille du 4 Septembre. On y sentait, je le répète, un je ne sais quoi de vibrant qu'on n'était pas habitué à rencontrer chez les hommes d'épée.

Relisez-là. Elle est encore profondément vraie :

« J'ai la foi la plus entière dans le succès de notre glorieuse entreprise, disait ce général; mais c'est à une condition dont le caractère est impérieux, absolu et sans laquelle nos communs efforts seraient frappés d'impuissance. Je veux parler du bon ordre, et j'entends par là, non-seulement le calme de la rue, mais le calme de vos foyers, le calme de vos esprits, la déférence pour les ordres de l'autorité responsable, la résignation durant les épreuves inséparables de la situation, et enfin, la sérénité grave et recueillie d'une grande nation militaire qui prend en main, avec une ferme résolution, dans des circonstances solennelles, la conduite de ses destinées. »

La foi, dont parlait le général était plutôt de surface; mais quoi! il avait dit le mot : — Que ferons-nous? Une folie, mais héroïque! Nous ferons de l'*honneur* pour les générations futures!

Sauver l'honneur, pour certaines gens, et donner un exemple est encore quelque chose.

A la suite d'un article sur cette proclamation, M. le général Trochu adressa à M. Nefftzer la lettre suivante, qui fut publiée dans le numéro du 20 août 1870, du journal *le Temps*.

« Jugeant avec une bienveillance dont je dois vous remercier l'acte par lequel, dans la nuit de mon retour de l'armée, je me suis mis en communication avec la population de Paris, vous paraissez souhaiter des explications au sujet du passage suivant de ma proclamation :

« Je fais appel à tous les hommes de tous les partis.

n'appartenant moi-même, on le sait dans l'armée, à aucun parti qu'à celui du pays.

« Je fais appel à leur dévouement ; je leur demande de contenir par l'autorité morale les ardents, qui ne sauraient pas se contenir eux-mêmes ; et de faire justice par leurs propres mains de ces hommes qui ne sont d'aucun parti et qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire des appétits détestables.

« Toute ma vie, j'ai été un homme de libre discussion, et aux explications que vous désirez, je vais ajouter toute ma profession de foi.

« L'erreur de tous les gouvernements que j'ai connus a été de considérer la force comme l'*ultima ratio* du pouvoir. Tous, à des degrés divers, ont relégué au second plan la vraie force, la seule qui soit efficace dans tous les temps, la seule qui soit décisive quand il s'agit de résoudre les difficiles problèmes qui agitent la civilisation : la force morale.

« Tous, à des degrés divers, ont été personnels. N'apercevant pas que le pouvoir impersonnel, qui ne se considère que comme une délégation de la nation, qui ne conçoit et qui n'agit que dans l'intérêt de la nation, jamais dans le sien propre, qui se soumet à tous les contrôles qu'il plaît à la nation de lui appliquer et qui les tient pour sa sauvegarde, qui est loyal, sincère, ardent pour le bien public et professeur d'honnêteté publique, est seul en possession de cette force morale dont j'ai défini la puissance.

« C'est dans cet esprit que j'ai parlé à la population de

Paris, c'est dans cet esprit que j'ai vécu et que, dans la mesure de ma force et de ma position, j'ai combattu les erreurs qui ont mis le pays dans le deuil où il est.

« J'ai demandé leur concours aux hommes de tous les partis, leur offrant le mien gratuitement, sans réserve, et, comme je l'ai dit, ne pouvant dire plus, avec tout mon cœur. — Et voici comment j'ai entendu ce concours tout moral :

« L'idée de maintenir l'ordre par la force de la baïonnette et du sabre, dans Paris, livré aux plus légitimes angoisses et aux agitations qui en sont les suites, me remplit d'horreur et de dégoût.

« L'idée d'y maintenir l'ordre par l'ascendant du patriotisme s'exprimant librement, de l'honneur et du sentiment des périls évidents du pays, me remplit d'espérance et de sérénité. Mais le problème est ardu; je ne puis le résoudre seul. Je puis le résoudre avec l'appui de tous ceux qui ont les croyances et la foi que j'exprime ici.

« C'est ce que j'ai appelé « le concours moral. »

« Mais il peut arriver un moment où Paris, menacé sur toute l'étendue de son périmètre et aux prises avec les épreuves d'un siége, sera, pour ainsi dire, livré à cette classe spéciale de gredins, « qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire des appétits détestables.

« Ceux-là, on le sait, errent dans la ville effarée criant :

« On nous trahit! » pénètrent dans la maison et la pillent; ceux-là, j'ai voulu recommander aux honnêtes gens de leur mettre la main au collet en l'absence de la force publique qui sera aux remparts, et voilà tout.

« Je vous prie de recevoir, monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de ma considération très-distinguée.

« Général Trochu. »

Eh bien! qu'on relise cette lettre, et on y verra en quelque sorte prédite la conduite du général Trochu durant le siége de Paris. Ce qu'il redouta à l'égal d'une défaite par l'ennemi, ce fut la honte d'une guerre civile devant l'étranger. Chrétien, d'ailleurs (il ne faut jamais oublier ce trait spécial du caractère du général), il avait comme l'horreur de jeter à la boucherie des troupes encore peu aguerries, qu'il appelait, dans l'intimité, un *agglomérat*. Il voulait *tenir*, tenir jusqu'à la dernière bouchée, *tenir* noblement devant le monde inquiet et étonné, et toute bataille lui semblait compromettante. « Faites la paix, ou faites la guerre, » lui répétait M. Picard. Le général Trochu a montré, d'ailleurs, dans ses publications, *Pour la Vérité et la Justice,* qu'il avait précisément tenté dans Paris tout ce que le conseil de guerre de Trianon reprochait à Bazaine de n'avoir point tenté sous les murs de Metz.

Il faut lire cette brochure énergique du général Trochu, il faut lire aussi le livre qu'il publia à la suite du procès

intenté par lui au *Figaro*. De ce procès retentissant, le général Trochu, dont la conduite militaire appartient, je le répète, au jugement de l'histoire, sortait du moins du tribunal dans l'intégrité de son honnêteté privée et de sa valeur morale. Après avoir exercé de grands commandements, des fonctions en évidence, après avoir tenu le gouvernement de Paris, il est pauvre et cette pauvreté est, à mes yeux, un titre glorieux et qui en vaut bien d'autres. Quelle différence entre ce général qui refuse les vingt mille francs d'un empereur, renvoie le surplus de l'argent qu'on lui alloue pour son installation de gouverneur, ne touche pas un écu comme président d'un gouvernement, quelle différence entre cet homme et ces généraux quémandeurs, dont les dotations épuisaient le trésor public, guerriers d'antichambre à qui il fallait des présents en rouleaux d'or ou en dragées, pillards de palais chinois ou de sacristies mexicaines, et qui, après avoir reçu des comtés ou des duchés en récompense de leurs exploits, osaient mettre publiquement en vente les fruits de leurs rapines et de leurs pirateries !

Il est évident que le général Trochu ne leur ressemble guère. C'est peut-être pour cela que des publicistes qui vont chercher le mot d'ordre à Chislehurst ont trouvé bon de le comparer à Troppman et à Dumolard. Les bonapartistes ont une façon à eux de se laver de leurs ineffaçables crimes : ils accusent les autres, ils injurient et ils diffament. Les égorgeurs se plaignent d'être égorgés. Les décembriseurs crient à l'illégalité et à l'abus.

Quel étonnement et quelle ironie !

L'histoire a beaucoup admiré ces Romains qui retournaient à leur charrue après leur vie publique et ces conducteurs de peuples qui s'en allaient, un jour, fatigués, cultiver leurs laitues de Salone. Le général Trochu en voudrait certainement à ceux qui s'aviseraient de le comparer à ces grands aïeux. Ceux-là sont de marbre, et le défenseur de Paris est de chair et d'os comme nous. Mais il n'en est pas moins vrai que la retraite de cet homme en province, alors qu'il pouvait si facilement jouer encore un rôle politique, et se faire, comme tant d'autres, un piédestal de sa défaite, servir par exemple d'instrument aux partis monarchiques, qui pouvait adoucir le comte Daru, qu'il a mieux aimé virilement rétorquer, cette volontaire abdication — je me trompe, cette abnégation — tout cela ne manque pas d'une vertu mélancolique. Nous ne comprenons pas fort bien de tels sentiments à cette heure, et ceux-là qui recherchent avidement le coin discret, l'ombre et l'oubli, risquent de passer pour dupes, au moment où M. Rouher reparaît à la tribune et se fait, ô stupéfaction! l'avocat de la légalité et de la liberté ! Mais ce qui nous échappe n'échappera point à l'avenir. L'Amérique a, parmi ceux qu'elle honore, un grand vaincu, le général Lee, et elle s'incline devant sa mémoire. Le respect ne se mesure pas à la fortune et au succès, mais à la dignité et à l'honneur.

Aujourd'hui le général Trochu élève les enfants de son frère. Cette famille nombreuse est devenue sa famille. Il n'oublie point la défaite de la patrie, mais il s'efforce de donner plus de vertu encore à son foyer. « L'armée n'a pas besoin de penseurs, et Marc-Aurèle était un mauvais

général, a-t-on dit, un jour. » Encore un coup, point d'injustice, et n'oublions pas que les nations qui tombent n'ont à accuser qu'elles-mêmes. Heureux lorsqu'il leur reste encore des hommes pour sauvegarder cette chose sacrée dont le nom est revenu plus d'une fois dans ces dernières pages : l'honneur !

LES ROMANCIERS

M. EDMOND DE GONCOURT

Nous arrivons au terme de ces portraits, et nous voudrions avoir complété la galerie contemporaine que nous nous étions proposé de peindre. Mais que de noms célèbres manqueront à ces deux volumes ! Et combien nous regretterons de n'avoir pas pu donner place à des illus-

trations contemporaines qui ne le cèdent en rien à celles que nous avons étudiées et dont la valeur même est plus haute !

Pour ne citer que quelques noms, parmi ceux qu'on ne rencontrera pas dans ce livre, avec quel plaisir nous eussions voulu faire entrer dans notre cadre les physionomies, littéraires ou politiques, de M. Dufaure, la raison et l'éloquence redoutables et fermes ; de M. Ernest Renan, le critique pénétrant, le philosophe attendri, un docteur Strauss aussi savant et plus charmant, un des écrivains dont s'honorera ce siècle ; de M. Emile Augier, ce vrai Gaulois, dont le théâtre honnête et viril n'a point de supérieur en ce temps-ci ; de M. H. Taine, ce normalien coloriste qui fait de la critique littéraire ou esthétique avec la palette d'un Michelet; de Auguste Barbier, l'immortel auteur des *Iambes*. J'arrête ici la liste des regrets. Nous risquerions d'être entraînés trop loin.

Parlons seulement des romanciers, puisque le roman est une des formes et une des forces de la littérature contemporaine. Le roman s'est fait, tour à tour, en ce siècle, philosophique et satirique, romantique et réaliste, réformateur et réactionnaire , hystérique et moral, intime comme la vie privée, vaste et plein d'aventures comme l'histoire. Mais ce qui domine aujourd'hui, c'est le roman analytique de l'école de Balzac. Les conteurs étonnants ou effrayants, les Dumas, les Soulié, les Eugène Sue, n'ont laissé que peu de disciples, écrivains d'un talent rare, comme Paul Féval ou Emmanuel Gonzalès, qui ont

déployé plus de ressources cérébrales que n'en eussent jadis dépensé dix romanciers à la fois.

Mais c'est la jeune école et le roman nouveau sur lesquels je prétends jeter un simple coup d'œil.

M. ALPHONSE DAUDET

Lorsqu'on écrira, si je puis dire, l'histoire du roman, il faudra faire à l'œuvre des frères de Goncourt la part la plus large, la première place. Ce sont eux qui, à vrai dire, ont marqué la voie, ont fait de la vérité avec du style, et ont projeté les plus vives, les plus durables lueurs sur la vie moderne. Tous nos jeunes romanciers

procèdent des auteurs de *Germinie Lacerteux* et de *Renée Mauperin*, deux chefs-d'œuvre. Inclinons-nous tout d'abord devant ces jeunes maîtres, dont la vie et le labeur nous offrent un double exemple, et saluons dans M. Edmond de Goncourt le survivant sympathique d'une association illustre dont les livres sont vraiment des *maîtres-livres*.

M. Emile Zola et M. Alphonse Daudet sont, qu'ils le reconnaissent ou non, les disciples des frères de Goncourt. Ils ont, sans doute, leur originalité propre, et tel livre d'Alphonse Daudet, *les Femmes d'artistes*, est une suite d'exquis petits *cuadros*, comme eût dit André Chénier.

Tout en estimant que les artistes doivent se marier, M. Alphonse Daudet nous raconte là les tourments de ceux qui sont mal mariés. Ce livre est un des plus fins, à coup sûr, que ce peintre habile et coloré, ce miniaturiste de nos mœurs actuelles ait écrit. L'auteur du *Petit Chose,* des *Lettres de mon moulin*, de *Robert Helmont*, et de tant d'autres récits délicats, y a mis toute la science du pittoresque et tout son esprit.

Je n'ai jamais pu comprendre comment , en étant myope, M. Alphonse Daudet savait et pouvait si bien voir ; rien ne lui échappe, et il décrit toutes choses avec un bonheur achevé.

Il y a des rencontres d'une vérité singulière et profonde dans ces études, et l'histoire de Mme Heurtebise est, en

son genre, un chef-d'œuvre. Mme Heurtebise, petite bourgeoise médiocre d'esprit, a épousé un pauvre diable de littérateur qu'elle ne comprend pas, et qu'elle tue à coups d'épingles. Mme Heurtebise regrette de n'avoir pas épousé ou Fajon, ou Aubertot, de la maison Aubertot et Fajon. Elle devient veuve et, Aubertot et Fajon étant encore disponibles, elle épouse Aubertot et Fajon. «Peut-être Aubertot, peut être Fajon, eut-être même tous les deux, dit M. Daudet.»

Le profil de la Transteverine, qu'a épousée un malheureux homme qu'elle domine de toute sa majesté de matrone au poing solide, est encore une chose navrante et achevée. Le pauvre diable, ayant cassé une *boteglia* de vin fin, tout tremblant se penche à l'oreille d'un ami et murmure : « Dis que c'est toi. »

« Et le pauvre diable avait si peur, écrit M. Daudet, que je sentais sous la table ses longues jambes qui tremblaient. » La *Transteverine* n'est-elle pas un peu cousine de *Manette Salomon* ?

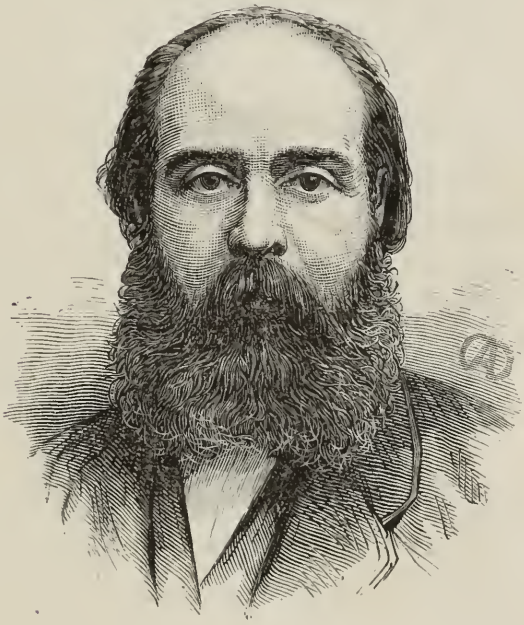
Quant à *Fromont jeune et Risler aîné*, d'Alp. Daudet, c'est bien assurément le meilleur livre de l'auteur. Figurez-vous madame Bovary au Marais et mariée à un Bovary *sublimé*, le vieux Risler, un Ginke qui vend tout chez lui, dès qu'il s'aperçoit que sa femme, sa petite Sidonie qu'il adore, est la maîtresse de Froment jeune, son associé. Il y a bien de l'émotion, bien du talent, de la raillerie et de la poésie dans ce livre, où je voudrais un peu plus de force dans les mouvements dramatiques. M. Daudet ne

s'est plus contenté de peindre une miniature, il a signé là un petit tableau d'intérieur digne d'un Hollandais. Le commerce parisien et la bourgeoisie, qui confine au peuple, sont étudiés sur le vif. La jolie et navrante caricature que celle de l'illustre comédien Delobelle, qui traîne son inutilité et attend un engagement sur le boulevard, tandis que sa femme et sa fille s'épuisent pour le nourrir. M. Daudet procède à la fois de M. Flaubert — que je n'oubliais point tout à l'heure — et des frères de Goncourt; c'est un réaliste ailé; ou plutôt c'est un poëte de Provence qui a versé dans son verre de muscat une goutte du gingembre de Dickens.

M. E. Zola continue la série de ses Rougon-Macquart, dont les divers volumes formeront, comme il dit, l'*Histoire naturelle et sociale d'une famille sous le second empire.* M. Zola veut, nous assure-t-il sur la couverture de son livre, mêler la physiologie à l'histoire. La *Fortune des Rougon*, la *Curée*, le *Ventre de Paris* et la *Conquête de Plassans* forment déjà les quatre premières séries de cet ouvrage, qui n'aurait pas besoin de ses étiquettes médicales (*Histoire naturelle*, etc.) pour être fort intéressant. La *Conquête de Plassans*, c'est l'histoire de la lente absorption d'une petite ville de province par un agent bonapartiste envoyé là pour faire de la propagande. Les détails de ce livre sont tout à fait attachants, et M. Zola s'est astreint, pour l'écrire, à plus de retenue que dans le *Ventre de Paris*. Son éminent talent de description ne déborde plus maintenant sur le récit; tout y est mieux fondu et mis à sa place. En un mot, la *Conquête de Plassans* est digne de

cette renommée de vigueur et de puissance dramatique que M. Emile Zola s'est depuis quelques années déjà si légitimement acquise.

Mais voilà que M. Zola publie *la Faute de l'abbé Mouret*, et, cette fois, il va trop loin. Jamais certes M. Zola n'a



M. HECTOR MALOT

montré plus de talent et n'a mieux manié la couleur que dans *la Faute de l'abbé Mouret*. C'est éclatant, c'est étonnant. Le livre tout entier est comme imprégné de parfum de tubéreuse. C'est Daphnis et Chloé en Provence, dans un parc aussi fantastique que ceux des *Mille et une Nuits*, un jardin où les fleurs de toutes les saisons et de toutes les

latitudes fleurissent en même temps, un paradis terrestre que M. Zola appelle le Paradou. Donc le talent de l'écrivain est hors de cause et hors de frais. Mais le livre est d'une bizarrerie et d'une audace incroyables. C'est celui-là qu'à tout prix il ne faut pas laisser traîner. Je n'en sais pas de plus capiteux. On peut, cette fois, crier : *Holà!*

Moins coloriste, plus pénétrant, moins épris de l'art pur, plus attentif à la vie même, plus sobre, plus solide et plus varié, M. Hector Malot se rapproche moins de Flaubert ou des Goncourt que de Balzac, quoique les superbes romans de son début, les *Victimes d'Amour* et les *Amours de Jacques*, sentissent le parfum de la haie normande et la boutique de M. Homais. L'œuvre de M. Malot est considérable. Il a mis la politique dans le roman, et il a bien fait; il y a mis aussi la loi, la curiosité, la profondeur et l'étude.

Après le *Mariage sous le second empire*, M. Malot a publié sous ce double titre : La *Fille de la comédienne* et l'*Héritage d'Arthur*, un roman qui peut donner le ton de sa manière. Ces portraits si vrais, qu'on les dirait détachés de la *Comédie humaine*, ont une vie très-personnelle et sans fracas. M. Malot semble avoir étudié ici une nouvelle incarnation de Mme Marneffe, belle institutrice qui ne séduit pas le fils de la maison, mais le maître; qui sait écarter tous les collatéraux vertueux ou cupides. Il y a là un type bien trouvé et bien réussi, le curé d'Hennebauset; cette institutrice est vraiment, je le répète, une nouvelle Mme Marneffe; elle en a la finesse, la grâce, la morbidesse, et aussi

l'âpreté cruelle. Et à côté d'elle, ne voyons-nous pas cet autre Marneffe dans son mari, ce Beaujonnier, si vrai, qu'on pourrait le rencontrer entre les Champs-Elysées, le Betting et la petite Bourse ? Ce n'est plus le bureaucrate crasseux et malingre, c'est l'ancien officier destitué, moitié

M. LOUIS ULBACH

maquignon, moitié Robert Macaire, au chapeau incliné, à la moustache hérissée, un Philippe Bridaut contemporain. Il a passé par Melun, et il meurt dans le *delirium tremens*. Ni dans un *Beau-frère,* ni surtout dans *Madame Obernin*, M. Malot n'a jamais reculé devant les hardiesses. Parmi les héritiers, non pas d'Arthur, mais d'Honoré de

Balzac, je n'en sais pas de plus virils que l'auteur de la *Fille de la Comédienne* et de l'*Auberge du Monde*.

M. Ferdinand Fabre, que Sainte-Beuve appelait aussi un des *Meilleurs élèves de Balzac*, a conquis une place à part dans le roman contemporain. Il s'est classé d'un seul coup; il s'est mis au premier rang avec ces *Courbezon* que l'Académie couronna, il y a quelques années. Depuis, avec le *Chevrier*, *Julien Savignac* et surtout l'*Abbé Tigrane*, M. Fabre a enfoncé son nom plus avant dans la mémoire du public. L'*Abbé Tigrane*, en particulier, est un chef-d'œuvre. M. Fabre, malheureusement pour sa popularité sinon pour son talent, se cantonne dans un certain genre et se spécialise. Les curés de campagne, les candidats à la papauté et les ermites gloutons sont ses personnages habituels. Vous rappelez-vous ce *gandin* d'une comédie de M. Sardou qui juge ainsi la *Vie de Jésus* de M. E. Renan : Çà manque de femmes! Il en dirait certainement autant des romans de M. Ferdinand Fabre. Çà manque de femmes, voilà ce qui est certain.

M. Fabre, il est vrai, n'écrit ni pour les *gandins*, ni pour leurs amis. Ses romans s'adressent aux lettrés et les charment. Il y a des paysages superbes, des scènes bouffonnes, aux *dessous* tragiques, une virilité singulière et une vérité puissante dans ce livre de *Barnabé*, le dernier venu des romans de l'auteur. C'est là un volume à lire et un des plus remarquables à coup sûr de M. Ferdinand Fabre, le romancier et le peintre du clergé redoutable ou comique.

Nous ne dirons rien ici d'Erckmann-Chatrian et du roman national.

M. Louis Ulbach avait entrepris, il y a quelques années, de présenter, dans une série de romans politiques, le tableau des progrès et des épreuves de la bourgeoisie. La première série de ce *Roman de la Bourgeoisie* avait paru sous le titre de *La Cocarde blanche*. Ce fut un des plus grands succès de l'auteur de ce livre excellent, souriant, ému, tout à fait supérieur : *Monsieur et madame Fernel*. La date à laquelle parut ce livre, où la chute du premier Empire, l'invasion en Champagne et le siége de Troyes étaient dramatiquement racontés, donnait au livre de M. Ulbach l'attrait capiteux du pamphlet. Nous retrouvions bien présentés, dans ce livre — malheureusement prophétique — nos griefs contre le régime qui avait amené l'étranger en France. Aujourd'hui, M. Ulbach reprend son ancienne idée du « roman de la bourgeoisie» en racontant dans deux romans, qui ne sont l'un et l'autre que les deux parties d'un même livre, l'histoire des conspirations libérales sous la Restauration. *La Maison de la rue de l'Échaudé* et *La Ronde de nuit* nous font pénétrer, avec un vif sentiment d'intérêt, dans ces sociétés secrètes qui, sous les Bourbons, préparèrent dans l'ombre l'avénement d'une liberté bientôt acclamée au soleil de juillet. Le talent mâle et pénétrant de M. Ulbach — un de ces romanciers dont les romans sont aussi vrais et poignants que l'histoire — n'a jamais été mieux servi par le sujet que dans l'histoire de ces « compagnons du Lion Dormant. » Une admirable figure de républicain in-

tègre, loyal, prudent et brave, à la fois *inflexible* sur les principes et *conciliant* sur les moyens de les faire accepter, domine tout le livre. Ce type, plus vrai qu'on ne croit, — et pour lequel M. Ulbach a peut-être choisi la figure de Georges Farcy, tué en 1830, — est une des plus heureuses créations de M. Louis Ulbach. Ces deux volumes nouveaux ont obtenu un succès égal aux derniers livres de leur auteur, *La Voix du sang,* d'un intérêt si profond et si vif, et *Les Cinq doigts de Biraok*, qu'on ne saurait abandonner dès qu'on l'a commencé.

M. Louis Ulbach, critique érudit et polémiste de choix en même temps que romancier de premier ordre, eût été à sa place à la *Revue des Deux Mondes*, où George Sand et M. Octave Feuillet représentent la tradition, et M. Cherbulliez ou M. Theuriet l'innovation.

L'auteur de *Ladislas Bolski* et du *Comte Kostia*, M. Cherbulliez, est toujours, même en ses derniers livres, comme par exemple *Miss Rovel*, l'intéressant auteur que nous connaissons. Il nous montre aujourd'hui une figure nouvelle, charmante de mutinerie et de coquetterie native, héréditaire, pourrait-on dire, car il semble que ce côté physiologique soit affectionné par M. Cherbulliez. La mère de miss Rovel est, en effet, dessinée en quelques traits avec une telle sûreté et une telle finesse d'observation, que le caractère de la fille se trouve expliqué par celui de la mère. Nous assistons bientôt à la transformation de cet enfant sous l'influence de l'éducation et de l'amour. L'instinct parle bien encore, mais miss Rovel

est si adorable qu'elle rend amoureux tous ceux qui l'approchent, et le lecteur y est pris lui-même. C'est une étude intéressante et très-séduisante.

Je préfère cependant, et de beaucoup, à *Miss Rovel*, la fière histoire de *Ladislas Bolski* ou l'aventure romanesque de *Kostia;* mais il y a un tel soin et un tel *fini* dans les détails chez M. Victor Cherbulliez, que tous ses livres gardent une séduction particulière, et je dirai comme un parfum captivant.

Le réalisme de M. Champfleury n'appartient pas au roman actuel. M. Champfleury, dont l'action fut si considérable, semble un contemporain de Mürger. Il a pour disciples aujourd'hui M. Duranty et M. Marc Bayeux. Ceux-là doivent sourire du roman amoureusement familial de M. Gustave Droz. Dans ses derniers livres, M. Droz semble, il est vrai, abandonner son genre si parisien et si charmant. Avec les *Étangs,* il s'attendrit. Avec la *Femme gênante,* il s'amuse.

« *Les morts vont vite*, » a dit, depuis longtemps, la ballade allemande, et M. Droz nous le répète encore, dans cette *Femme gênante,* mais avec tant d'*humour* et de verve, qu'on oublie la tristesse du sujet qu'il traite. La *Femme gênante*, c'est une femme aimée et morte, qu'un pharmacien de province conserve chez lui à l'état de momie. Quoi de plus comique que la scène entre Corentin Kerroch et le commissaire, si ce n'est peut-être le déménagement de la pauvre morte emportée dans un vieux bahut?

A côté de ces tableaux, d'une si spirituelle gaieté, se trouve pourtant encore la note douce et attendrie qui fait songer à ces jolis livres : le *Cahier bleu de Mlle Cibot*, et *Monsieur, Madame et Bébé*, qui ont encore pour supérieur cet admirable récit, *Babolain*, le chef-d'œuvre de M. Gustave Droz.

Nous n'avons point parlé du *roman historique*. Le roman historique semble cependant bien près de renaître. M. Gilbert-Augustin Thierry, qui débute dans le roman par : *Aventure d'une âme en peine*, est le fils d'Amédée Thierry, l'historien savant et profond des Gaulois, et le neveu de cet Augustin Thierry, dont le nom est plus qu'une gloire littéraire, une gloire nationale. M. G.-A. Thierry a eu pour but, dans cette œuvre nouvelle, de réhabiliter le roman historique, cette forme de l'art qu'il trouve, avec raison, beaucoup trop dédaignée aujourd'hui.

« Fils de l'histoire vivante et vraie, comme l'histoire sa « mère, » dit l'auteur de l'*Aventure d'une âme en peine*, en parlant du roman historique, « dominant les âges et les « hommes, il ne doit accuser ni défendre ; il n'est ni la « haine ni l'amour : il rend sentence. »

Mais, avant de rendre sentence, comme dit M. Thierry, le roman illumine le passé et le fait revivre. C'est pour lui plus encore que pour l'histoire, s'il est possible, que le mot de Michelet est juste : *Résurrection*. M. Thierry a eu bien raison de revenir à cette forme admirable qui a fait la gloire de Walter-Scott, et à qui la littérature fran-

çaise contemporaine doit, pour ne citer que deux chefs-d'œuvre, *Notre-Dame de Paris* et *Cinq-Mars*.

M. Thierry a voulu peindre, et il a peint avec les plus vives couleurs, une époque troublée, curieuse, dramatique, l'inépuisable XVIe siècle, que ni Mérimée, ni Dumas, ni personne n'ont rendu, comme on dit, *impossible*. Au contraire.

Le roman historique est d'ailleurs absolument contemporain, moderne, proche parent des romans réalistes du jour, par son côté psychologique et, au besoin, physiologique. Ces amours de Pierre et Dieudonnée, de ce Pierre qui est prêtre et de cette Dieudonnée qui se fait comédienne, rappellent, mais avec une tout autre élévation d'idées, les amours de Serge et d'Albine dans la *Faute de l'abbé Mouret*, de M. E. Zola. Pierre, pour se punir d'avoir aimé une comédienne, a rêvé de tuer le roi. La comédienne, pour se venger de Pierre, qui la repousse, le livre à la torture. Ce n'est là qu'un des épisodes de l'*Ame en peine*, et non des plus importants.

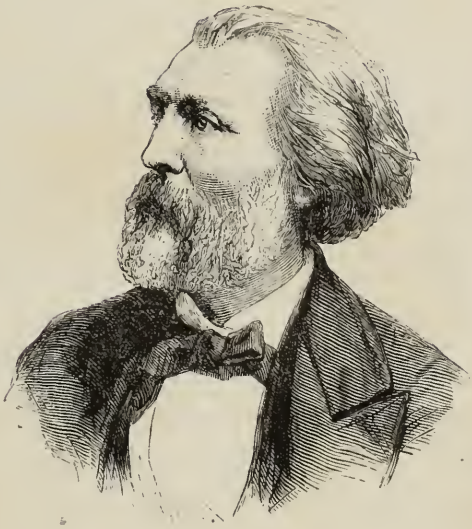
Ce qu'il faut lire, dans le volume de M. G.-A. Thierry, ce sont les détails, ce sont ces études puissantes et étranges de la justice, de la sorcellerie, de ce mysticisme que de Vigny avait déjà sondé dans l'épisode du curé de Loudun. M. Thierry a fait là une œuvre poignante, inquiétante et magistrale. On en sort troublé, effaré et instruit comme d'une visite à une chambre de torture.

A de certains moments le froid des oubliettes vous sai-

sit. Et ajoutez que le romancier est doublé d'un érudit, et que tout ici est puisé aux sources mêmes.

Nous voulions terminer par la constatation de cette sorte de Renaissance d'un genre qui ne disparaîtra jamais ; cependant, nous avouons que, quel que soit l'immense éclat qu'ait jeté le roman historique avec un homme de génie comme Victor Hugo, avec un Walter-Scott, un Vigny, un Bulwer, nous préférons à ces peintures, dont le cadre est tout trouvé : l'histoire, — le roman moderne, l'analyse du cœur humain, l'étude patiente ou profonde, la vie de tous les jours et de tout le monde; en un mot, cette chose supérieure qui est notre but et notre idéal, la *vérité*, l'*âpre vérité,* disaient et Danton et Stendhal.

LES PEINTRES



M. JULES DUPRÉ

Il est un fait absolu et qui console de bien des tristesses, dans ces temps où les causes de désespoir ne manquent pas, c'est la supériorité évidente que garde notre nation dans le domaine de l'art. Cette supériorité, plus d'une fois constatée, il nous plaît de la constater encore aujourd'hui. Nos Salons annuels ne sont pas tous, bien

certainement, des expositions de purs chefs-d'œuvre, et on nous entendra nous plaindre plus souvent de l'éparpillement du talent chez nos artistes, qu'on ne nous verra satisfait sans restriction des œuvres produites. Mais s'il nous est permis, artistiquement parlant, à nous Français, de nous critiquer en nous examinant, il nous est facile de nous exalter en nous comparant. L'art français est, ceci soit dit sans un « chauvinisme » qui serait déplacé en semblable matière, l'art français domine de toute sa hauteur, ou, pour mieux dire, de toute sa valeur les arts étrangers. Sans doute, l'Angleterre se distingue par un art tout spécial, très personnel, nettement britannique, plus remarquable encore dans la gravure et l'aquarelle ; sans doute encore, la Belgique marche fièrement, sinon à la tête, au moins en première ligne, avec ses peintres hors de pair ; sans doute encore, tel peintre autrichien, comme l'auteur de *Cléopâtre sur le Nil*, mérite une attention particulière. Mais la France, Dieu merci, est encore souveraine sur ce point, et si la violence prime le courage, rien ne prime la pensée, l'invention, la création, l'art et la poésie.

Soyons juste envers ceux qui ont émancipé à jamais l'art français et qui lui ont assuré, pour longtemps encore, pour toujours peut-être, une suprématie évidente. Ceux-là, les auteurs d'une véritable connaissance, sont ceux que l'on a beaucoup raillés et beaucoup combattus en les appelant des *romantiques*. Discutable en matière de philo-

sophie et de littérature, le romantisme est entièrement admirable en matière d'art. C'est lui qui a substitué le sentiment de la nature et de la vérité à la convention académique, à tout ce qu'il y avait de factice dans l'idéal des élèves dégénérés de David. Les romantiques ont, en réalité, émancipé la peinture, ou plutôt ils l'ont replacée tout simplement dans la voie que suivaient jadis les grands maîtres. Le progrès consiste parfois, chose paradoxale, à revenir sur ses pas pour retrouver des exemples oubliés.

Les romantiques, il est vrai, ne furent jamais aussi simples que les maîtres qui les avaient précédés. Mais peut-on demander le calme à des soldats en bataille? On luttait, donc on exagérait. Mais Delacroix, mais Scheffer, mais Louis Boulanger lui-même, repoussaient vigoureusement les tenants de l'art glacé, ennuyeux et mortel. La peinture avait aussi ses Luce de Lancival; ces nouveaux venus, grands admirateurs de ce Géricault, qu'il serait ingrat d'oublier et qui fut leur précurseur, eurent enfin raison des derniers représentants de l'école de l'empire. Quels magnifiques moments et quelles heures, en quelque sorte printanières, de luttes ardentes, de généreuses passions! Où est le temps, hélas! où tout Salon était un tournoi, où Delacroix avait ses fanatiques et Ingres ses séides? Nous avons adouci, détrempé tout cela. Et c'est dommage. Ce qui fait la vie chez un homme, comme chez un peuple, c'est la passion, la bienfaisante passion, la haine prête au combat et l'amour prêt au dévouement.

Plusieurs de ces combattants de la première heure existent encore, mais la mort en a pris le plus grand nombre. Elle emportait hier Corot et Barye, un poëte naturaliste et un véritable sculpteur de la Renaissance. Elle frappait en même temps Millet, le plus puissant des peintres agrestes; Diaz reste encore debout, toujours aussi maître de sa palette admirable, et continuant à délayer dans sa couleur le rayon de soleil qu'il a reçu d'en haut. Ses mares, ses dessous de bois, ses nymphes aux chairs nacrées, ses grands épagneuls aux poils tachetés, bondissant sous les chênaies criblées de lumières, continuent à nous étonner de leur charme si profondément personnel.

Jules Dupré demeure aussi, lui, le représentant le plus fier de cette école nouvelle du paysage qui compte des rivaux nombreux de Ruysdaël, d'Hobbema et de Constable.

Rousseau n'est plus; le pinceau de Corot a cessé de tracer sur la toile la buée argentée des heures indistinctes; il semble qu'une clochette funèbre ait rappelé au bercail — et pour jamais — les troupeaux de Troyon. Mais Jules Dupré est toujours là, plus jeune, plus convaincu, plus agité que jamais de cette sorte de poésie tourmentée qui donne tant de prix à ses œuvres. Il n'expose pas ; il se tient loin de la foule, dans sa forêt de l'Ile-Adam, qu'il aura illustrée comme Rousseau célébra le Bas-Bréau. Et ce qui s'échappe aujourd'hui de son pinceau semble avoir,

s'il est possible, une vigueur plus superbe que ses œuvres primitives et profondément admirables.

Nature d'élite, devenue peut-être un peu trop retirée du mouvement, Jules Dupré a fait passer à la fois sur ses toiles le charme qui le distingue et l'inquiétude artistique qui l'agite. Emporté par la passion du *mieux*, par la fièvre que donne le duel quotidien avec la nature, Jules Dupré n'est pas de ces artistes qui se déclarent satisfaits de toutes leurs œuvres, et de ces peintres qui se mirent complaisamment dans leurs ébauches. Non. On sent, dans tout ce qu'il fait, l'appétit d'un idéal supérieur et le respect de la nature et de la vérité. Quelle poésie tourmentée et puissante dans ses couchers de soleil, dans ses ciels orageux, dans ses coins de rêverie que reflètent les grands nuages. J'ai vu de lui telles marines, qui dépassent tout ce que les Van Goyen ont pu produire. Cela est solide et fort comme la mer.

Jules Dupré aura mérité, par son respect de son art, par sa conviction admirable, par la sympathie qu'inspire, non-seulement son magistral talent, mais son caractère, ce titre d'*artiste* absolu, de véritable artiste, dont si peu de gens se montrent dignes. C'est depuis longtemps un maître, et j'ajoute, un maître qu'il faudrait imiter dans sa dignité, autant que dans ses œuvres mêmes, dans son mépris de la réclame et dans le respect qu'il a

pour une profession qu'il honore entre tous ceux de ce temps-ci.

Au-dessus de la foule des peintres contemporains, M. Meissonier plane, ses petits personnages autour de lui. Il est le roi de Lilliput. « Monsieur Meissonier, lui disait « un jour un *amateur*, d'ailleurs peu éclairé, j'avoue que, « par-dessus tout, j'aime vos *bonshommes*. » Cet anonyme oubliait-il que ces « bonshommes » sont tout simplement de petits bijoux immortels, aussi précieux et souvent plus parfaits ou plus spirituels que les flamands. On peut faire grand dans de petites dimensions. La mesure des œuvres, pas plus que le temps, ne compte point dans l'affaire. Le peintre de la *Rixe* est l'égal d'un peintre de fresques. Une nouvelle de Prosper Mérimée, condensée et parfaite, vaut assurément un long récit. Meissonier a, dans sa *Charge de cavalerie à Friedland*, tracé, non-seulement un de ces épisodes d'une curiosité et d'une vérité charmantes, comme sa *Lecture chez Diderot*, comme le *Liseur* ou le *Hallebardier*, mais une véritable page d'histoire, toute frémissante de mouvement et de vaillance. Ce tableau, encore inachevé et qui sera son œuvre capitale, il l'a refait et recommencé dix fois peut-être, poursuivant l'exactitude avec un soin jaloux, corrigeant un détail de costume, le col d'un uniforme, la tenue d'un régiment. A son talent supérieur, Meissonier unit encore la conscience. Il se plaît d'ailleurs à prouver que les dimensions qu'il choisit pour ses cadres sont absolument voulues, et qu'il

saurait, au besoin, aborder ce qu'on nomme ambitieusement « *la grande peinture.* » Dans son tableau du *Peintre d'enseigne*, le Bacchus que Meissonier nous montre en raccourci et que son peintre est occupé à tracer sur un panneau, a été exécuté d'avance par l'auteur grandeur *nature*, et c'est un chef-d'œuvre. Le peintre de *Napoléon en* 1813 n'a-t-il pas d'ailleurs accepté de traiter une des parties de la décoration du Panthéon, et ne va-t-il pas prouver que l'homme qui sait être admirable en donnant la vie à tant de personnages si variés, si animés, si spirituels, peut aussi communiquer la même étincelle à des héros agrandis et toujours vivants.

Mais, en ce genre, et jusqu'ici, il faut reconnaître que l'œuvre la plus considérable produite par un peintre de la génération nouvelle, c'est la décoration du foyer de l'Opéra, par M. Paul Baudry. Œuvre à la fois élégante et puissante. M. Baudry a recherché la grandeur et le style, tout en laissant à ses personnages la physionomie bien moderne, et, en quelque sorte, parisienne, qu'on avait le droit de rencontrer dans un foyer de théâtre. M. Paul Baudry a sacrifié des années entières à cette œuvre qui lui assure plus encore que cette popularité qu'il a conquise, c'est-à-dire une gloire durable et méritée. On le prendrait pour un Italien de la Renaissance qui unirait le sentiment de la grâce moderne — mieux que cela — contemporaine, à la grandeur de style des Masaccio et des Ghirlandajo. On sent qu'il a tout étudié, et on s'aperçoit

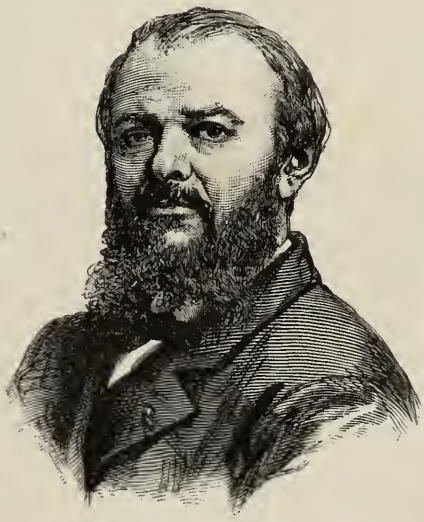
qu'il a conservé, tout en fréquentant les maîtres, ses prédécesseurs, son originalité première. L'auteur de ces magnifiques copies de la fresque de la Sixtine est demeuré l'auteur de la *Léda* et du *Supplice de la Vestale*. Il a fréquenté Michel-Ange sans avoir gardé le pli du pasti-

M. PAUL BAUDRY

che, il a contemplé Véronèse sans être tombé dans le fossé du plagiat.

Les artistes sincères, personnels, amoureux de leur art, indifférents aux succès bruyants et n'aspirant qu'à la solide et durable renommée, ont été rares dans tous les temps. Ils sont aujourd'hui plus rares encore. Mais il en

est qui méritent pourtant d'être donnés en exemple. M. Jean-Jacques Henner, l'auteur de l'*Alsace* et de l'*Idylle*, est de ceux-là ! Esprit loyal et tempérament robuste, entièrement voué à son art, il m'a toujours rappelé ces artistes résolus d'autrefois, qui se vouaient tout entiers, corps et âme, à leur œuvre. Je lisais naguère, dans un



M. HENNER

journal alsacien, le *Journal d'Altkirch et de l'arrondissement*, la lettre d'un condisciple de J.-J. Henner qui évoquait, avec l'émotion que gardent toujours les souvenirs sincères, les heures d'enfance où l'auteur du *Saint-Sébastien* et de la *Léda*, qu'on voit au Luxembourg, n'était encore qu'un écolier :

« Vous rappelez-vous encore, disait le correspondant du *Journal d'Altkirch,* une distribution des prix au collége d'Altkirch ? Vous rappelez-vous encore les fanfares et les bravos qui accompagnaient les heureux, surtout dans les classes élevées. Puis à mesure que l'on arrivait à la fin du programme, les applaudissements devenaient moins vifs; si bien que tout à la fin, c'était au milieu de l'inattention générale que l'on distribuait les prix de dessin. A ce moment, et toujours invariablement le même, on voyait monter à la tribune un jeune homme dont alors certainement personne ne prévoyait l'avenir. Je fais ces réflexions au sortir de l'Exposition de peinture, et je ne puis m'empêcher de comparer le chemin parcouru par certains prix de philosophie avec celui de ce modeste élève dont les dispositions heureuses, le travail et la persévérance ont fait le peintre Henner. »

Tel cet ami d'enfance nous montre Henner, montant doucement sur l'estrade, tel l'adolescent, devenu un maître, est demeuré parmi ses confrères, le plus sincère et le plus convaincu de tous les hommes, le plus pénétrant et le plus poétique de tous les peintres.

Qui n'a rêvé devant ses idylles éternelles où, dans la nudité chaste des jours antiques, quelque femme nue s'étend sur l'herbe verte ou jette à l'air du soir l'accent mélancolique de la flûte de roseau? C'est la fin d'une journée heureuse. Le crépuscule va venir. Les arbres se pro-

filent en masses solides et légèrement assombries sur le ciel d'un bleu tendre, tandis qu'un étang ou l'eau endormie d'un ruisseau réfléchit la profondeur du ciel immense. Quelle grâce! quel charme! quels rêves! Théocrite et Virgile ont chanté ce que peint ce fils d'Alsace, et il y a dans ce maître portraitiste, dont le pinceau sait rendre le regard, la bonté, la pensée, les âmes, il y a à la fois un grand peintre et un grand poëte : le poëte de la nature des bois, de la femme, de la rêverie et de la beauté.

Je ne parle point des qualités exquises de *pâte* qui font, chez Henner, l'étonnement des peintres du nu. Un jour que je regardais, dans son atelier, une étude faite par lui, autrefois, à Venise, je fus frappé de la ressemblance qui existait entre ce coin de ville vénitienne et la fameuse *Vue du pont Saint-Ange*, de Corot. Même ton argenté, même simplicité, même grandeur. C'est que la nature est identique à elle-même et que, pour arriver au vrai beau, il suffit d'être simple, sincère et vrai. Ces trois qualités sont celles qui distinguent entre tous Jean-Jacques Henner, cet élève de lui-même, qui contemplait, enfant, les Holbein au musée de Bâle et se disait : quel honneur d'être peintre! — En un mot, l'ennemi de tout charlatanisme et le modèle du *peintre* dans toute l'étendue du mot.

Je ne veux pas tracer ici le tableau du progrès ou de la décadence de nos artistes contemporains. Je ne veux pas

résumer les traits distinctifs de ceux que le public recherche avec le plus d'empressement dans les Salons annuels. Les constatations de progrès ou de chute et les théories ne doivent venir, à mon sens, qu'au courant des personnalités et des œuvres. Ou bien on risque de passer pour pédant et de se perdre dans le vague de l'esthétique. Où l'Allemand généralise, le Français analyse, ce qui vaut mieux.

Aucun peintre n'attire plus à lui l'attention que M. Carolus Duran. Il a la passion de la vie, de la couleur, la haine de tout ce qui est académique et, comme on dit, ponsif. J'aime ce tempérament libre et fier, combattant avec foi, exubérant, toujours en éveil, vigoureux et militant. Il y a dans ses veines du sang espagnol, et sur sa palette il a délayé les couleurs de Velasquez. Ce qu'il a voulu rendre, ce qu'il a rendu merveilleusement, c'est la vie moderne, la *contemporainéité,* notre vie de tous les jours, nos visages troublés et nos modes éclatantes. Ses portraits, en ce sens, sont des pages d'histoire. Il a des hardiesses étonnantes et des bonheurs admirables. Un enfant qui rit, qui étend ses petites mains vers un perroquet, lui inspire un chef-d'œuvre. Il ose peindre une tête d'homme coiffée d'un chapeau de haute forme, un cigare allumé aux lèvres, et une simple pochade de ce genre devient une chose supérieure, tant il y a de vie, de solidité, de puissance dans son pinceau. Carolus Duran est de ceux qui auront poussé le plus loin la vie et la couleur.

Il ne doit rien à personne. Il s'est créé de pied en cap. Il était né maître et peintre.

Nous retrouverions, sur notre chemin, si nous devions esquisser ici toutes les physionomies d'artistes contem-

M. CAROLUS DURAN

porains, bien des noms encore devant lesquels nous aimerions à nous arrêter : M. Puvis de Chavannes, un des artistes les plus dignes de respect qu'on puisse rencontrer, fidèle à l'idéal, né pour les grandes choses, capable de les concevoir et de les exécuter ; M. Ribot, talent excessif, mais d'une intensité de vigueur singulière,

un peintre de la chair qui promène la couleur de Ribera dans la cave rendue un peu trop sombre de Rembrandt; nous ne parlons point des morts, Hamon, le peintre de la galanterie néo-grecque, Gleyre, le rêveur, ou Tassaert, Corrége de la misère et des haillons.

L'art contemporain est surtout un art de vérité, et nulle part, la vivacité de ce sentiment ne s'est fait jour avec plus de force que dans les tableaux militaires — un genre tout spécial et je dirai très-français. Notre jeune école a, dans ce sens, substitué l'étude de l'absolue réalité à ce qu'avait de factice la peinture militaire d'autrefois, le plus souvent officielle, c'est-à-dire purement fausse. Que nous sommes, avec les fiévreuses batailles de M. A. de Neuville, loin des tableaux composés et bien astiqués d'Horace Vernet! Quelle sincérité et quelle exactitude dans les tableaux de M. Edouard Detaille! La dernière guerre a eu ses peintres en Allemagne, M. H. Lang, M. Woldemar Friedrich, M. Franz Adam, mais aucun n'a rendu avec une netteté aussi scrupuleuse la physionomie de la lutte moderne. M. Ed. Detaille, entre tous, a imprimé son cachet à cette période de notre histoire. Moins chercheur de songeries que M. Protais, plus serré que M. H. Dupray, dont le pinceau saisit cependant si bien, si vivement la désinvolture de nos soldats, M. Detaille restera le peintre précis et impeccable de nos épreuves.

Le *Convoi prussien* est une chose déjà classée et à jamais

célèbre. C'est la vengeance spirituelle et implacable d'un vaincu contre le vainqueur. Et la *Retraite sous bois !* Et le *Régiment qui passe !* Et les *Cuirassiers* de Morsbronn ! L'œuvre de M. Detaille est déjà digne d'un catalogue, et chacune de ces pages dénote une personnalité faite elle

M. DETAILLE

aussi de sincérité et du respect de l'art. Admirablement doué, M. Detaille, dont l'œil saisit avec une rapidité singulière le moindre détail d'un uniforme, la forme d'un bouton, la couleur d'un passe-poil et dont l'esprit, sans cesse en éveil, cherche des sujets de tableaux où la vérité s'allie, sans mélodrame, à l'émotion, M. Edouard Detaille est en son genre, de tous les peintres de la jeune école

française, celui sur lequel la sympathie du public et la critique ont, plus que sur tout autre, le droit de compter. M. Edouard Detaille est le peintre de la guerre moderne, et, plus heureux que ceux dont il illustre les sacrifices, il ne sait point ce que c'est qu'un échec.

L'art contemporain se fait donc, je le répète, vrai et simple. C'est un bon symptôme. Il y a tout à gagner lorsqu'on se débarrasse des fardeaux imposés par la tradition. Nous aurons du moins terminé ces pages sur un espoir, en saluant nos peintres et nos sculpteurs, les Mercié, les Chapu, les Degeorges et en constatant que, sur un point du moins, il n'y a pas décadence.

6706 4

221

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

29 01 74

a39003 00144341 4b
DC 254 .A2C5 1880Z
CLARETIE, JULES.
PORTRAITS CONTEMPORAIN

CE DC 0254
.A2C5 1880Z
COO CLARETIE, JU PORTRAITS CO
ACC# 1069421

COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 01 07 11 05 07 9